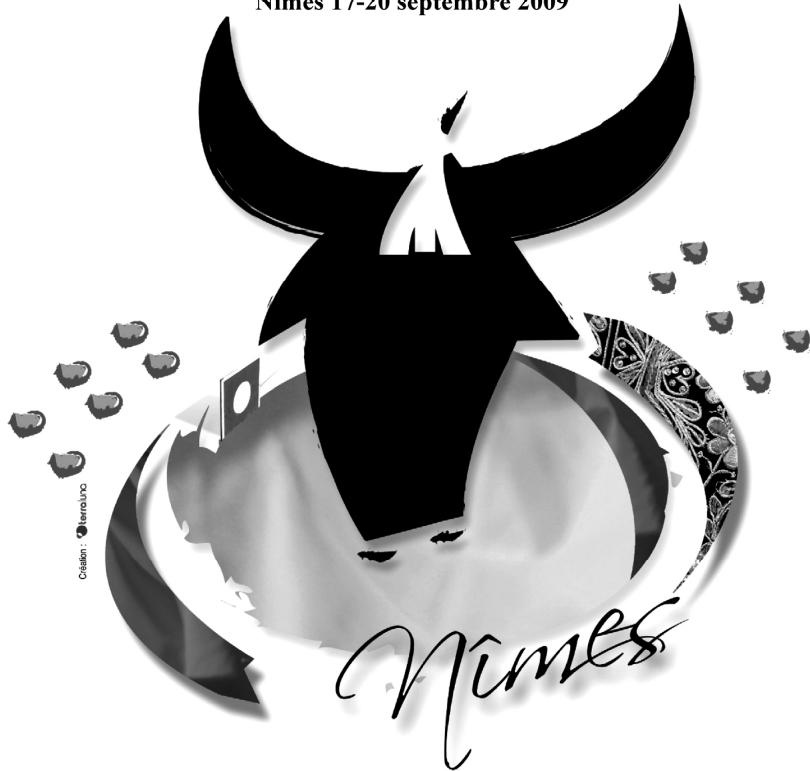


LE TORO ET SON COMBAT : LA PART OU L'APPORT DU DROIT ?

**Rencontres internationales de droit taurin
Nîmes 17-20 septembre 2009**



**Les actes du colloque
sous l'égide de
l'Ordre des avocats de Nîmes,
l'EFACS centre sud,
l'institut international de droit taurin.**

Avec le soutien de la Ville de Nîmes

Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Nîmes

EDITORIAL

Cet ouvrage constitue l'édition officielle des travaux mis en œuvre durant les Rencontres Internationales de Droit Taurin qui ont eu lieu à Nîmes du 17 au 20 septembre 2009.

À l'occasion de cette manifestation, ont été recueillies les réflexions et analyses de nombreux auteurs et praticiens sur le thème : « le Toro et son combat : la part ou l'apport du Droit ? ».

Le texte de ces interventions est reproduit ci-après intégralement.

Le texte de l'allocution du Bâtonnier Gérard CHRISTOL n'est pas retranscrit par choix de l'intéressé de s'approprier la pensée de René CHAR accordant la préférence de la trace aux preuves.

Luc JALABERT, Juan Pedro DOMEcq et Victor MENDES doivent être remerciés pour leurs interventions.

Cet ouvrage a pu voir le jour grâce aux efforts constants du Bâtonnier Olivier GOUJON et de Maître Emmanuel DURAND qui méritent également d'être remerciés.

Ainsi, se trouve parachevé le premier *tercio nîmois* de ces Rencontres.

Patrick LEONARD
Bâtonnier de l'Ordre

1. L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES MARCHES TAURINS

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE LA CORRIDA

Par Monsieur Jean François AUBY

Il m'appartient, dans le cadre de ce colloque, de traiter des retombées économiques de la corrida.

Traiter des retombées économiques de la corrida est un exercice qui soulève des problèmes méthodologiques importants. On mesure bien quel est l'enjeu : il est d'identifier l'effet de chaîne que provoque l'organisation des spectacles taurins sur tout un ensemble d'acteurs économiques qui en bénéficient, et ils sont évidemment nombreux. Ceci peut participer, même si ce n'est pas l'argument essentiel, de la défense de la corrida.

Outre les acteurs directs des spectacles (toreros, éleveurs, personnels des arènes, impresarios, apoderados), ce sont tout un ensemble de métiers qui bénéficient de leur organisation (hôtels, restaurants, bars, imprimeurs, agences de communication etc...), et on peut même parler des avocats puisque nous sommes ici dans un colloque organisé par des barreaux, car il y a, en France notamment, du conseil et du contentieux taurin.

Cette difficulté se renforce par la faiblesse ou l'absence de données ou d'études sur le sujet. Il n'existe pas, en France, d'organisation professionnelle dont l'une des fonctions pourrait être de fournir des études sur le sujet. L'administration, quant à elle, préfère ne pas s'en préoccuper puisque la tauromachie n'est pas véritablement reconnue, ni par le Ministère en charge de la Culture, ni par le Ministère en charge des Sports, seule l'administration fiscale s'y intéressant véritablement pour récupérer de la TVA.

On peut cependant essayer de faire quelques extrapolations permettant de mesurer ce qu'est l'impact économique de la tauromachie.

En Espagne, où le secteur est naturellement plus administré et mieux connu, le chiffre d'affaires de la tauromachie est estimé à 1500 M€.

Ce chiffre ne tient pas compte naturellement de la forte baisse de 2009 qu'évoquent largement les quotidiens espagnols.

Le site du Ministère espagnol de l'Intérieur indiquait, pour la période 2008, 2218 spectacles majeurs et 1077 spectacles mineurs, et environ 13600 animaux combattus.

Le chiffre cité par certains auteurs est beaucoup plus important (on évoque 17.000), mais il inclut des spectacles non référencés comme les encierros.

En France, le nombre de spectacles taurins représente un peu moins de 10% du nombre de spectacles taurins donnés en Espagne.

Si l'on tient compte du fait que les spectacles dits mineurs sont moins nombreux en France qu'ils ne le sont en Espagne, on peut chiffrer le chiffre d'affaires de la tauromachie en France, en y incluant des tauromachies différentes que sont la course camarguaise et la course landaise, à environ 180 millions d'euros.

Reste alors à mesurer l'impact économique indirect de ces manifestations, avec toutes les réserves qu'implique cette méthode.

Dans une étude, qui date un peu, du Conseil Régional Languedoc-Roussillon, consacrée justement à la feria de Nîmes, le Conseil Régional avait calculé un chiffre d'affaires induit avec un coefficient multiplicateur de 8. Ce coefficient multiplicateur nous paraît excessif et peut-être est-il spécifique à une feria déterminée, qui ne se limite pas d'ailleurs au spectacle taurin, puisqu'il y a bien d'autres manifestations durant une feria.

Il nous paraît raisonnable de prendre un coefficient multiplicateur de 3, ce qui pourrait conduire à chiffrer l'impact économique direct et indirect de la tauromachie en France à 500 millions d'euros.

Si l'on considère que la part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires moyen est de 40% (chiffre moyen rappelé par la commission COTIS), puisque le produit intérieur brut est la somme des valeurs ajoutées, la contribution de la tauromachie à la richesse nationale serait de 200 millions d'euros.

Rapporté à des données macro-économiques, ce chiffre n'est évidemment pas très impressionnant. Si l'on rappelle que le produit intérieur brut de la France est d'environ 1800 milliards d'euros, cela ne représente guère que 0,01%, ou si l'on préfère 1/10.000^{eme} dudit produit intérieur brut.

La même méthode de calcul utilisée en Espagne, compte-tenu des différences d'activités et de produit intérieur brut, aboutit à un montant de 0,18% du produit intérieur brut, soit quelque chose de nettement plus significatif.

Ceci est cohérent avec les études menées en Espagne. Certaines ont estimé à 200.000 le nombre de postes de travail liés à la tauromachie. Cela représente 1% de la population active. Mais ce chiffre, sans doute exagéré, inclut, pour l'essentiel, des emplois à temps partiel.

Si l'on prolonge le raisonnement en termes d'emplois, l'activité tauromachique représenterait de l'ordre de 4 à 5000 emplois en équivalent temps plein, sachant qu'il s'agit d'une activité à forte intensité de main d'œuvre.

Mais la comparaison par rapport au produit intérieur brut national n'a guère de sens si l'on veut bien se souvenir que la tauromachie en France n'existe en fait que dans deux régions (la Région Languedoc-Roussillon et ses confins tels Arles, et la région sud de l'Aquitaine avec ses confins gersois). Or, le produit intérieur brut cumulé de ces deux régions n'est guère que de 145 milliards d'euros.

On peut donc estimer que l'activité taurine pèse 0,14% du PIB de ces deux régions, et que, de ce fait, globalement, le poids de la tauromachie en Aquitaine et en Languedoc-Roussillon est assez comparable en valeur relative à ce qu'il est en Espagne.

Il s'agit donc bien d'une activité économique significative.

Si l'on prend le phénomène feria (Nîmes, Arles, Béziers, Dax, Mont-de-Marsan, Bayonne), il est évident que l'impact local est encore plus fort. Même si la corrida n'est pas toute la feria, il n'y a pas de feria sans corrida. C'est bien évidemment le cas à Nîmes.

Si l'on reprend les chiffres du CESR de 1996, en les actualisant, le chiffre d'affaires de la feria de Pentecôte serait de 80 M€. Avec la feria des Vendanges, on arriverait à 100 M€, soit une valeur ajoutée de 40 M€. Or, le PIB nîmois peut être estimé à 3500M€, soit 7% du PIB de la Région. L'activité tauromachique représenterait donc plus de 1% du PIB de la Ville. Cela correspondrait à l'équivalent de 1000 emplois à temps plein.

Mais on peut estimer que 5000 à 10000 nîmois ont leurs activités directement ou indirectement, et à des degrés variés, liés à la feria.

Il s'agit naturellement d'estimations discutables, mais qui donnent un ordre de grandeur.

En lisant la presse espagnole qui s'alarmait de la forte baisse du nombre de spectacles, chiffrée à environ 25% sur deux ans, la France étant apparemment beaucoup moins touchée, on mesure ce que cela représente en termes d'activités, et donc en termes d'emplois.

Il y a quelques jours, le Prix Nobel d'Economie, Monsieur Joseph Stiglitz, remettait au Président de la République un rapport sur la mesure de la richesse nationale. Il proposait de mesurer le bonheur et l'art de vivre. Je suis persuadé que si l'on parvient à trouver les instruments adéquats, la contribution de la tauromachie dans nos contrées pèsera plus lourd que le seul PIB.

LAS REPERCUSIONES ECONÓMICAS DE LA CORRIDA

Par Monsieur Jean François AUBY

En este coloquio, me toca tratar de las repercusiones económicas de la corrida.

Tratar de las repercusiones económicas de la corrida es un ejercicio que plantea problemas metodológicos importantes.

Se mide perfectamente lo que está en juego: Se trata de identificar el efecto de cadena que provoca la organización de espectáculos taurinos sobre un conjunto de actores económicos que benefician de ello, y evidentemente son numerosos.

Esto puede participar, incluso si no es el argumento esencial a la defensa de la corrida.

Además de los actores directos de los espectáculos (toreros, ganaderos, personal de la plaza, empresa, apoderado), son un conjunto de profesiones que benefician de su organización (hoteles, restaurantes, bares, impresores, agencias de comunicación etc...), y se puede incluso hablar de los abogados ya que estamos aquí en un coloquio organizado por la profesión, puesto que existe en Francia, consejo y contencioso taurino.

Esta dificultad se incrementa por la flojedad o ausencia de datos o estudios sobre el asunto.

En Francia, no existen organizaciones profesionales cuyas funciones podrían ser las de aportar estudios sobre este asunto.

En cuanto a la administración, prefiere no preocuparse de ello porque la tauromaquia no está verdaderamente reconocida, ni por el ministerio encargado de la cultura, ni por el ministerio encargado del deporte, sólo la administración fiscal se interesa verdaderamente para recuperar la IVA.

Sin embargo, se puede intentar hacer algunas extrapolaciones permitiendo medir el impacto económico de la tauromaquia.

En España donde el sector es naturalmente mejor administrado y mejor conocido, el volumen de negocios de la tauromaquia está estimado a unos 1500 M € .

Esta cifra no toma en cuenta la fuerte baja de 2009 que está evocada ampliamente por los diarios Españoles.

El portal del ministerio Español del interior indicaba, para la temporada 2008, 2218 espectáculos del interior indicaba, para la

temporada 2008, 2218 espectáculos mayores y 1077 espectáculos menores, y alrededor de 13600 animales lidiados.

La cifra citada por algunos autores es mucho más importante (se evoca 17.000) pero incluye espectáculos no referenciados como los encierros.

En Francia, el número de espectáculos taurinos representa un poco menos del 10% del número de espectáculos taurinos que se han dado en España.

Si se toma en cuenta que los espectáculos llamados menores son menos numerosos en Francia comparado a España, se pude calcular el volumen de negocios de la tauromaquia en Francia incluyendo tauromaquias diferentes tales como la corrida camarguesa y la corrida Landesa, a unos 180 millones de euros.

Podemos calcular el impacto económico indirecto de esas manifestaciones, con todas las reservas que implica este método.

En un estudio, del consejo general del Languedoc ROUSSILLON, dedicado precisamente a la feria de Nîmes, se había calculado una facturación con un coeficiente multiplicador de 8.

Este coeficiente multiplicador nos parece excesivo y a lo mejor, es específico a una feria determinada, que no sólo se limita al espectáculo taurino, ya que hay otras manifestaciones durante la feria.

Nos parece más conveniente tomar un coeficiente multiplicador de 3, lo que podría conducir a calcular el impacto económico directo e indirecto de la tauromaquia en Francia a 500 millones de euros.

Si se considera que el valor añadido en el volumen de negocios es de 40% (cifra media recordada por la comisión COTIS), ya que el productor interior bruto es la suma de los valores añadidos, la contribución de la tauromaquia a la riqueza nacional sería de 200 millones de euros.

Respecto a los datos macro económicos, esta cifra no es impresionante. Si recordamos que el producto interior bruto de Francia se situa alrededor de 1800 mil millones de euros, esto representa 0,01% o si preferimos 1/10.000 del producto interior bruto.

El mismo método de cálculo utilizado en España, tomando en cuenta las diferencias de las actividades y de producto interior bruto, desemboca a una cuantía de 0,18% del producto interior bruto, o sea algo de mucho más significativo.

Esto es coherente con los estudios realizados en España. Algunos estimaron a 200.000 el número de puestos de trabajo vinculados con la tauromaquia. Esto representa 1% de la población activa.

Pero esta cifra, sin duda exagerada, incluye esencialmente, empleos temporales.

Si se prolonga el razonamiento pensando en los empleos, la actividad taurina representaría entre 4 a 5000 empleos a dedicación plena sabiendo que se trata de una actividad con fuerte intensidad de mano de obra.

Pero la comparación respecto al producto interior bruto nacional no tiene sentido si no recordemos bien que la tauromaquia en Francia sólo existe en dos regiones (la región Languedoc-Roussillon y sus alrededores como Arles, y la región del sur de Aquitaine con sus alrededores Gersois).

Pues, el producto interior bruto cumulado en esas dos regiones es de 145 millares de euros.

Se puede estimar entonces que la actividad taurina representa 0.14% del PIB de esas dos regiones, y que, de hecho, globalmente, el peso de la tauromaquia en Aquitana y Languedoc Roussillon es bastante comparable en valor relativa a lo que es en España.

Por eso se trata de una actividad económica significativa.

Si se considera el fenómeno feria (Nîmes, Arles, Béziers ,Dax, Mont-de Marsan, Bayona), es evidente que el impacto local es más fuerte aún.

Incluso si la corrida no representa toda la feria, tampoco hay feria sin corrida. Es evidentemente el caso en Nîmes.

Si volvemos a tomar las cifras del CESR de 1996, actualizándolos, el volumen de negocios de la feria de pentecostés es de 80M de €. Con la feria de la vendimia, se llegaría a 100 M€, o sea un valor añadido de 40 M€.

Pues, el PIB Nimeño puede ser estimado a 3500 M €,es decir 7% del PIB de la región. la actividad taurina representaría pues más de 1% del PIB de la ciudad. Esto correspondería al equivalente de 1000 empleos a dedicación plena.

Pero se puede estimar que 5000 a 10000 nimeños tienen sus actividades directamente o indirectamente, a diversos grados, vinculados a la feria.

Naturalmente se trata de estimaciones discutibles, pero dan una idea.

Leyendo a la prensa Española que se preocupaba de la disminución de espectáculos, estimada alrededor de 25% en dos años, Francia lo padece mucho menos, se mide lo que representa esto en actividades y empleos.

Hace algunos días, el premio noble de economía, el señor Joseph Stiglitz, entregaba al presidente de la república un informe sobre la medida de la riqueza nacional.

Proponía medir la felicidad y el arte de vivir. Estoy convencido de que si llegamos a encontrar las herramientas adecuadas, la contribución de la tauromaquia por nuestras regiones pesará más que el PIB.

2. RÈGLEMENTS TAURINS, RÈGLEMENT TAURIN ?

2.1. REGLEMENTS, REGLEMENT.TROIS LEÇONS D'UN TOUR D'HORIZON INTERNATIONAL

par Monsieur Emmanuel DE MONREDON

Reconnaissons-le tout de suite : la situation réglementaire taurine française est mauvaise. Un Règlement Taurin Municipal (RTM), certes, a été adopté par l'Union des Villes Taurines de France, l'U.V.T.F., en 1973¹. Un règlement qui fait l'unanimité dans la pratique de toutes les arènes de France. Mais un règlement assorti d'une autorité très réduite. L'U.V.T.F., qui l'a élaboré, n'est qu'une association privée loi 1901², sans compétence réglementaire au-delà du périmètre de ses membres. Il faut donc, pour accorder au Règlement Taurin Municipal français quelque valeur, que chaque maire le reprenne par un arrêté municipal particulier dans sa commune^{2bis}, y compris lors des fréquentes modifications annuelles. Ce n'est pas une affaire simple, on l'imagine.

La situation de la ville de Nîmes où nous nous trouvons, est, à ce propos, éclairante. Je vous invite à un petit exercice. Si vous regardez bien votre billet de la corrida du jour, vous vous apercevrez qu'il indique au verso, de façon très officielle, ostensible, que « le règlement taurin est en vigueur ». Quel règlement, on ne sait pas exactement. Faisons preuve de bonne volonté. Imaginons qu'il s'agit du Règlement Taurin Municipal de l'U.V.T.F., puisqu'il n'y en a pas

1 - Lors d'une assemblée générale tenue à Arles le 15 avril. Lors d'assemblées générales ultérieures, le RTM a été de nombreuses fois modifié et complété. Des 54 articles qui le composaient à l'origine, il est devenu un ensemble de 93 articles, précédé d'un préambule.

2 - L'U.V.T.F. a été créé le 13 février 1966, lors d'une assemblée générale constitutive tenue à Arles, et regroupant à l'époque 20 communes organisant des spectacles taurins. En 2009 elles sont 47. L'U.V.T.F. a pour ancêtre lointain la Fédération des Cités du Midi constituée à Toulouse en 1896, et qui tint son dernier congrès à Béziers en 1900. Cette fédération avait établi, pour la première fois, quelques règles concernant le déroulement des corridas en France.

2bis - Ce qui est expressément demandé par l'article 3 du RTM : Pour son application, le présent règlement devra faire obligatoirement l'objet d'un arrêté municipal, que les arènes soient la propriété de la ville ou celle d'un particulier ou d'une société, et quel que soit le mode de gestion.

d'autre en usage en France. Cela semble le cas dans la mesure où est reproduit, au dos du billet, un article 31 qui est exactement l'article 31³ du Règlement Taurin Municipal.

Méfiant, cependant, comme tous les juristes, j'ai effectué quelques recherches. Je me suis aperçu, alors, que la ville de Nîmes, ne figurait pas sur la liste des adhérents de l'U.V.T.F. mentionnée sur le site Web de cette association⁴. Surpris, j'ai interrogé le maire d'Arles, président de l'U.V.T.F. Je vous livre sa réponse⁵ : « La ville de Nîmes est « actuellement » en sommeil de l'U.V.T.F. »^{5bis}. Et son président me cite la dernière correspondance reçue du maire de Nîmes, en 2007. Elle dit : « Nîmes n'a pas vocation à être amnistié ni à être mise sous tutelle. Dès lors, les conditions de fonctionnement ne sont pas remplies. Nîmes poursuivra donc sa voie personnelle»^(ster) !

Tout en conservant, néanmoins, le Règlement Taurin de l'U.V.T.F., faut-il ajouter, puisque la ville de Nîmes continue à en faire usage. Du moins, si l'on en croit le billet de corrida que vous avez en main⁶. Est-elle en droit de le faire, s'agit-il d'une usurpation, d'un emprunt abusif, d'une voie de fait, ou de quelque chose d'autre, je laisse à

3 - Cet article concerne diverses interdictions faites aux spectateurs de troubler l'ordre public : introduire des boissons, sauter en piste, etc., et les autorise à introduire dans l'arène des banderoles mentionnant le nom, l'insigne ou le logo d'associations taurines régulièrement constituées et déclarées.

4 - uvtf@free.fr

5 - e-mail du 11 juin 2009

5bis - Suite à un désaccord entre la ville de Nîmes et l'U.V.T.F sur les suites à donner à un incident (afeitado) survenu en 2006 dans les arènes de Nîmes. C'est l'U.V.T.F. qui a décidé la « mise en sommeil ». Par une décision sans portée juridique, puisque selon les statuts de l'U.V.T.F. (article 4) la qualité de membre de l'association ne se perd que par démission ou par radiation prononcée pour non-paiement de la cotisation ou pour motifs graves, par le conseil d'administration, ce qui n'a pas eu lieu. La ville de Nîmes a donc toujours la qualité de membre de l'U.V.T.F.

5ter - La ville de Nîmes n'a pas accepté les propositions faites par l'U.V.T.F. pour être « réintégrée ». En fait il n'y a pas lieu à réintégration, puisqu'il n'y a eu ni démission ni radiation. À moins que cette lettre puisse être retenue comme une démission, mais rien n'a été formalisé à ce sujet par l'U.V.T.F., si ce n'est de retirer la ville de Nîmes de la liste de ses adhérents sur le site Web.

6 - En pratique c'est bien celui-là qui est appliqué. Le problème se complique par le fait que les spectacles taurins dans les arènes de Nîmes sont organisés par une société privée dans le cadre d'une délégation municipale de service public avec cahier des charges. Un tel cahier peut ou non faire référence au RTM. Si bien que la question de l'application d'un règlement taurin quel qu'il soit, est partagée en deux : entre la ville délégante et la société organisatrice délégataire.

chacun d'entre vous le soin d'en juger. Nous ne sommes pas ici pour cloquer au pilori qui que ce soit, mais pour réfléchir à ce qui peut être fait pour parvenir à un ordonnancement harmonieux du combat des toros.

Laissons la ville de Nîmes à ses embarras réglementaires.

Élargissons notre horizon, et partons voir ce qui se fait ailleurs.

Je laisse le soin à nos amis espagnols de nous décrire la situation dans leur pays.

Je m'étonne simplement que la Communauté de Madrid n'ait pas encore songé à élaborer son propre règlement taurin. Cinq communautés autonomiques l'ont déjà fait⁷. D'autres sont en voie de le faire⁸. Voire d'amender un règlement qu'elles ont déjà élaboré⁹. Cette fièvre réglementaire, me semble-t-il, a été justement dénoncée par le professeur Tomas-Ramon Fernandez¹⁰. Il en fait peser la responsabilité sur certains « roitelets autonomiques, aussi voraces

7 - Andulcia (Decreto 68/2006) – Aragon (Decreto 223/2004) -- Castilla-Leon (Decreto 57/2008) --Navarra (Decreto Foral 249/1992) – Pais Vasco (Decreto 281/1996 remplacé par Decreto183/2008).

8 - Valencia.

9 - Pais Vasco en 2008- 09 : À la suite de l'hostilité de certains milieux professionnels, les nouvelles autorités autonomiques élues en 2009, ont décidé de suspendre, pour partie, pour la saison 2009, l'application du décret 183/2008 du 11 novembre 2008, dans l'attente d'une concertation à venir avec l'ensemble des milieux taurins.

10 - *« Las Tauromaquias como paradigma »* – El Mundo - 9 mars 2009. Selon cet auteur cette inflation réglementaire est sans fondement juridique sérieux, pour s'appuyer sur une disposition additionnelle ambiguë de la loi taurine nationale du 4 avril 1991. Elle a aussi pour effet de rétablir l'autorisation administrative préalable pour tous les spectacles taurins, alors que cette autorisation est limitée par la loi taurine nationale aux seuls spectacles se déroulant dans les arènes portatives ou provisoires, ce qui constitue une atteinte directe à la liberté d'entreprise. Cette dernière question avait déjà été brillamment posée par le doyen Hauriou, il y a plus d'un siècle, dans une note juridique, à propos d'un arrêt du Conseil d'État sur la révocation du maire de Dax pour raison taurine (C.E. 3 décembre 1897 : S. 1898 --III -- 145 -- note Hauriou). La course de taureaux est une entreprise privée qui est à la fois une manifestation de la liberté de l'industrie pour l'entrepreneur, et une manifestation de la liberté d'aller et venir pour le spectateur. Une loi est donc nécessaire pour l'interdire. T.R. Fernandez, avocat et professeur de droit administratif à l'université Complutense de Madrid est notamment l'auteur d'une communication : « *La Ordenacion Legal de la Fiesta de los Toros* » au Ve Congreso Internacional Taurino de Jerez de la Frontera – 5-8 avril 1988. *Revista de Administracion publica* - n.115- enero-abril de 1988, Cossio Tome XI-1033, et d'un ouvrage: « *Reglamentacion de las corridas de toros* » *Coleccion La Tauromaquia* n.10-Espasa-Calpe - Madrid - 1987, qui constituent la documentation de référence du droit taurin en Espagne.

qu'insatiables dans leur soif de pouvoir à tout prix ». Vous nous direz peut-être ce qu'il en est. En tout cas, cela ne paraît pas aller dans le sens d'une unification réglementaire que la logique conseille, chaque jour, un peu plus.

Le pays le plus avancé en matière réglementaire taurine est la Colombie.

Une loi 916 votée en 2004¹¹, il y a à peine cinq ans, a établi un Règlement National Taurin. Elle dépasse l'Espagne, où le règlement taurin national¹² n'est qu'un règlement d'application de la loi taurine de 1991¹³. La situation colombienne n'est pas sereine pour autant. À la suite de divers recours¹⁴, la Cour Constitutionnelle du pays a annulé plusieurs dispositions de la loi 916¹⁵, et notamment celles concernant la désignation par le maire des présidences de corrida¹⁶. Créant un vide juridique inquiétant. Il n'a pas duré bien longtemps. Les organisateurs de spectacles taurins se sont empressés de le

11 - Ley por el cual se establece el reglamento nacional taurino (Diario Oficial 45.744 du 26 novembre).

12 - Real Decreto n.145/1996 del 2 de febrero (B.O.E. du 2 mars 1996) por el cual se modifica y da nueva redaccion al reglamento de espectaculos taurinos aprobado por el real decreto 176/1992 de 28 de febrero (B.O.E. du 5 mars 1992).

13 - *Ley 10/1991 de 4 de abril sobre potestades administrativas en materia de espectaculos taurinos* (B.O.E. du 5 avril 1991). La loi 916 colombienne rassemble en un seul texte, la loi et le règlement espagnols, et donne de ce fait rang législatif au règlement taurin colombien.

14 - *Sentencias C 1190/05* (rejet) et *C 1192/05* (rejet, et déclare notamment constitutionnel l'expression « *los espectaculos taurinos son considerados como una expresion artistica del ser humano* », contenue dans l'article 1 de la loi 916) du 22 novembre 2005, *C 115/06* (rejet) du 22 février 2006, *C 246/06* (rejet) du 29 mars 2006 et *C 367/06* (admission partielle) du 16 mai 2006, de la Corte Constitucional.

15 - Article 12 - 31 et 80 (annulations partielles), article 26 (annulation totale).

16 - Article 26. La Cour Constitutionnelle de Colombie considère que imponer al Alcalde el deber legal de presidir un espectaculo de caractér privado, como lo es un festejo taurino, es inconstitucional, por cuanto la funcio de este servidor publico esta limitada a vigilar que durante el espectaculo se observen las normas legales y administrativas que regulan la denominada fiesta brava. Est là aussi indirectement posé la question de l'intervention réglementaire de l'autorité publique dans un domaine géré par l'activité privée.

combler, en désignant eux-mêmes les présidences¹⁷. Sans résoudre la question, en droit comme en fait. Elle reste en suspens¹⁸.

Ce grand pays taurin qu'est le Mexique n'a aucune réglementation taurine nationale. Le sujet y reste, pour l'essentiel, une affaire municipale¹⁹. Dans un imbroglio dont il n'est pas facile de démêler les fils²⁰.

17 - Dans un premier temps, ils ont confirmé les anciennes autorités. Ils sont allés parfois plus loin, lorsque, par exemple, c'est l'*empresa* du lieu qui a établi le règlement d'une corrida concours organisée le 7 mars 2009 dans les arènes de Medellín.

18 - Depuis la loi 916, plusieurs projets de loi ont été déposé en vue de la modifier, et parfois d'interdire les spectacles taurins. Un projet 019/08 a été adopté en première lecture le 9 décembre 2008 par la 7^e Commission de la Chambre des Représentants. Il reste muet sur le mode de désignation des présidences, mais institue, à moyen terme, la fin du *tercio de piques*, la pose de banderilles en velcros, et limite la mise à mort à deux tentatives. Le débat législatif taurin en Colombie n'est pas clos.

19 - Article 115 de la Constitution Politique des États-Unis Mexicains : Los Estados adoptaran, para su regimen interior, la forma de gobierno republicano, representativo, popular, teniendo como base de su division territorial y de su organization politica y administrativo, el Municipio Libre.

20 - Il existe en effet dans certains Etats de la Fédération, un règlement taurin applicable dans tout l'État. Ils s'ajoutent donc aux règlements municipaux existants établis par des municipalités dans cet État. Notamment, dans l'Estado de Mexico (à distinguer du Distrito Federal (D. F.) qui recouvre la ville de Mexico) existe un *Reglamento de los Espectaculos Taurinos* adopté le 28 octobre 1947. Dans l'État de Yucatan, un *Reglamento de las Plazas de Toros* a été promulgué le 29 décembre 1971. Dans l'État de Tlaxcala un *Reglamento para los Espectaculos Taurinos* a été promulgué le 22 octobre 1984. Et le Congrès de l'État de Tamaulipas a adopté le 14 mai 2003 un *decreto ley n. 275 que regula la celebracion de Espectaculos Taurinos en el Estado de Tamaulipas*. Tous ces règlements maintiennent cependant au niveau municipal, la gestion des affaires taurines, sans attribuer de compétence particulière au gouvernement de l'État.

Le fédéralisme²¹, qui est au Mexique, comme aux États-Unis voisins, un principe constitutionnel, montre ici ses limites.

Le meilleur exemple en est la situation de la ville de Mexico ou District Fédéral (D.F.)^{21bis}

Il a, à sa tête, un *jefe de gobierno*, ou maire. Celui-ci désigne le *juez de plaza*, ou président de la corrida²², mais l'activité de la *Monumental* de Mexico étant sous le contrôle ordinaire de la *Delegacion Benito Juarez*²³, une des 16 *delegaciones*, ou arrondissements de Mexico, chacune autonome du *jefe de gobierno* central, la répartition des pouvoirs n'est pas simple²⁴. D'où, des conflits fréquents²⁵. Sous l'arbitrage d'une organisation privée de la

21 - Le Mexique comprend 31 états et un District Fédéral (D. F.). Ils ont chacun une Constitution et des lois particulières applicables, outre la Constitution nationale et les lois fédérales. Si bien que le nombre de règlements taurins au Mexique peut s'élever à une, voir plusieurs centaines. Mais il arrive aussi que le spectacle taurin se déroule sans règlement, comme à Torréon (Coahuila) une ville importante où a été inauguré le 8 février 2008 le *Coliseo Centenario*, une enceinte polyvalente d'une capacité de 8000 spectateurs, dans laquelle se donnent régulièrement des spectacles taurins, en l'absence de tout règlement.

21bis - L'activité taurine y est réglementée, à la fois, par un certain nombre de dispositions législatives contenues dans la *Ley para la celebacion de espectaculos publicos en el Distrito Federal* (*G. O. del D. F.* du 13 janvier 1997) (article 42 à 48, 68 et 69), et par un texte réglementaire, le *Reglamento Taurino para el Distrito Federal* (*G. O. del D. F.* du 20 mai 1997) pris en application de cette loi.

22 - Article 69.IV de la *Ley para la Celebracion de Espectaculos Publicos en el Distrito Federal*. Les *jueces* (présidents) et *asesores tecnicos* sont désignés par le *jefe de gobierno* sur proposition d'une Commission Taurine, elle-même composée de 9 membres, dont une partie est désignée par le même *jefe de gobierno*.

23 - Article 2. 3-IV. 8. 12. 19. 23. 43. 44. 45. 46. 69-VIII. 75. 85. 102 de la même loi. La *plaza Monumental* de Mexico est située sur le territoire géographique de la *Delegacion Benito Juarez*, dans la partie sud de la ville, et relève donc de cette *Delegacion*.

24 - Chaque *delegacion* est dirigé par un *jefe de delegacion* ou *delegado*, élu comme le *jefe de gobierno*, et en même temps que lui, au suffrage direct. Étant susceptible de ne pas appartenir au même parti politique que lui, tous deux peuvent se trouver en concurrence.

25 - Le *juez de plaza* désigné par le *jefe de gobierno* doit informer la *Delegacion* et la Commission Taurine des incidents survenus. La Commission Taurine donne ensuite un avis sur les sanctions, que la *Delegacion* a la charge d'imposer (article 4, 5 et 6 du *Reglamento Taurino para el Distrito Federal*). Situation complexe s'il en est.

Monumental, aux ramifications non moins complexes²⁶, qui font de la réglementation, le prétexte tout trouvé à des intrigues internes, dans lesquelles cette réglementation a, en fait, peu de poids.

Ainsi, au mois de juin dernier, à la suite d'un différend personnel avec un *juez de plaza*²⁷, l'empresa de la plus grande arène du monde, a pu décider, de son propre et unique chef²⁸, de suspendre, pendant sept dimanches de suite^{28 bis}, le cycle de novilladas normalement prévu pendant toute la saison d'été^{28 ter}.

Sans entraîner d'émeutes en ville²⁹, il faut bien le dire. Ce qui montre les limites de l'intervention réglementaire dans le monde taurin actuel³⁰.

Décidément, tant en Colombie qu'au Mexique, comme on l'a vu aussi en Espagne, à Séville, depuis deux saisons déjà³¹, la matière des présidences est un des points chauds actuels de la réglementation des corridas.

26 - Il faut au moins distinguer trois entités différentes : la société de droit privé propriétaire de la plaza *Monumental* de Mexico, le titulaire de la licence d'exploitation, et le responsable de la programmation tauromachique. Il n'est pas toujours facile de déterminer l'identité précise de chacun, ni son importance réelle dans l'ensemble.

27 - Le litige portait sur l'attribution de trophées lors de la 4e novillada du 28 juin de la temporada 2009 dans la plaza *Monumental* de Mexico. Novillos de Los Encinos pour Alonso Mateos, J.P. Rodriguez et Jaime Ruiz.

28 - Sollicitée, l'Administration municipale du *jefe de gobierno* a refusé d'intervenir dans l'affaire, au motif que la fermeture relevant d'une décision unilatérale de l'organisateur, celui-ci pouvait y mettre fin à sa convenance. Cette attitude doit être située dans une politique générale de non-intervention de cette administration.

28 bis - Du 5 juillet aux 16 août 2009.

28 ter - Et obligatoire selon le règlement taurin du D. F.. Selon l'article 43-I (amendé par *decreto ley* du 22 décembre 2004 et *decreto ley* du 27 avril 2006), *previamente al inicio de la temporada se deberán* (le titulaire de la licence d'exportation devra) *dar por lo menos doce novilladas pudiendo iniciarlas a partir de la primera semana de marzo*. Selon le même texte, le titulaire de la licence a l'obligation de commencer la temporada en octobre et au plus tard le deuxième dimanche de novembre, avec un minimum de 12 corridas données sans interruption.

29 - Si ce n'est le faible écho des divers agents économiques pâtissant de l'arrêt des ressources générées par l'activité tauromachique.

30 - Et ce qui en dit long sur les risques de l'autorégulation en matière d'arènes.

31 - Lors des deux *feria de abril* 2008 et 2009, des décisions présidentielles ont été sérieusement critiquées, ce qui a entraîné quelques démissions et décharges de fonctions.

Ce serait déjà bien s'il en était ainsi au Venezuela, à en croire les aficionados locaux. Cela supposerait que l'épineuse question de la légitimité de la corrida ne s'y pose plus. Ce n'est pas, en ce moment, tout à fait le cas. Les textes, et plus souvent les projets de textes taurins, se bousculent, les uns derrière les autres, faisant souffler le chaud et le froid sur l'avenir taurin du pays natal de Simon Bolivar le Libertador.

Le Venezuela, comme le Mexique, renvoie la matière réglementaire taurine aux municipalités. Le *Municipio* y est la cellule de base de l'organisation administrative, comme dans la plupart des pays ibéro-américains. Très récemment, en mars dernier, une Résolution du Ministère du Tourisme³² est venue brusquement s'attribuer compétence pour réglementer les cinq principales ferias qui se déroulent dans le pays : Valencia, Maracaibo, San Cristobal, Mérida et Maracay. Sans toutefois aborder le strict déroulement du spectacle taurin, qui, de ce fait, semble demeurer dans la compétence municipale. Un projet de loi nationale taurine a, certes, été adopté en première lecture, en 2005, par l'Assemblée Nationale vénézuélienne³³, mais aussi, deux ans plus tard, en 2007, un autre projet sur la protection des animaux, un projet qui interdit toute violence d'animaux dans les spectacles taurins³⁴.

La question du règlement taurin reste donc subsidiaire au Venezuela³⁵. C'est la pérennité même du spectacle taurin qui y est en cause.

32 - Resolucion DM/No 010 du 2 mars de 2009 (G.O. n. 39.130 du 3 mars 2009) du Ministerio del Poder Popular para el Turismo

33 - Le projet est toujours en attente d'une seconde discussion.

34 - Proyecto de ley n. 532 para la protección de los animales domesticos, dominados, silvestres, y exóticos libres y en cautiverio, transformé en Proyecto de ley para la protección de los animales libres y en condiciones de cautividad, en juin 2009, par la Comisión Permanente de Ambiente, Recursos Naturales y Ordenación del Territorio de l'Assemblée Nationale, en prélude à une seconde discussion par cette Assemblée. Pratiquement interdits par le premier projet, les spectacles taurins relèvent de la compétence exclusive de l'autorité municipale, aux termes du second projet.

35 - Une réunion des commissions taurines de tout le pays est organisée annuellement pour tenter d'harmoniser les pratiques réglementaires diverses. Elle a eu lieu à San Cristóbal en 2008, et à Valencia en 2009. Les règlements existants du Venezuela ne sont pas facilement accessibles. Pour Valencia il existe une *Ordenanza sobre espectáculos taurinos* du 17 mars 1992, et pour San Cristóbal une *Ordenanza sobre presentación de espectáculos taurinos* (G. M. du 10 août 1999).

L'histoire taurine de Caracas, la capitale, s'est interrompue³⁶ le 29 juin 1997³⁷, il y a plus de 12 ans, avec le dernier spectacle organisé dans les arènes du *Nuevo Circo*³⁸. Le *Nuevo Circo* a été entièrement rénové en 2007, mais le lieu ayant été transformé en un « centre de développement artistique et culturel », la possibilité d'y organiser à nouveau des spectacles taurins semble s'éloigner de jour en jour³⁹.

Siège de la *Feria del Señor de los Milagros*, la plaza de *Acho* de Lima reste, elle, au centre de la vie internationale taurine du Pérou⁴⁰. Par contre, si le Pérou dispose de 56 arènes fixes et organise de 5 à 600 spectacles taurins par an^{40 bis}, trois à quatre règlements taurins municipaux seulement, dans tout le pays, sont là pour en fixer le déroulement⁴¹. Avec, en tête, le Règlement Général des Spectacles Taurins adopté par la municipalité du District de Rimac⁴², c'est-à-dire d'un des 43 districts, ou arrondissements, de la très vaste agglomération métropolitaine de Lima, celui où se trouve la plaza de *Acho*.

36 - Ponctuellement quelques spectacles isolés ont été organisés ensuite. Notamment au *Poliédro* de Caracas en mars 1998 et février 2004, et aussi dans des arènes portatives en juin et novembre 2003.

37 - Une novillada de Luis Gandica Villareal pour Javier Cardozo, Morante Perez et Dionner Mendoza. La dernière corrida avait eu lieu quelques mois auparavant le 2 mars 1997, avec un mano a mano entre Alejandro Silveti et Leonardo Benitez devant des toros de La Cruz de Hierro.

38 - Fermé par ses propriétaires privés en raison de son mauvais état, le *Nuevo Circo*, inaugurée le 26 janvier 1919 et classé Monument Historique National en 1984, a été racheté en 2006 par le District Métropolitain de Caracas, puis transféré en 2008 au Municipio Libertador dans lequel il se trouve. Ce transfert est aujourd'hui contesté par le District Métropolitain qui prétend le récupérer.

39 - La décision relève au premier chef du domaine politico-social, qui est partagé sur la question taurine, comme on l'a vu lors des hésitations législatives.

40 - Seule la ville de Chota (Cajamarca) lors des *Fiestas* de saint Jean-Baptiste, au mois de juin, présente des cartels internationaux, mais avec des toreros européens de second rang. Il arrive en outre que ces mêmes toreros se produisent ponctuellement dans d'autres arènes du Pérou.

40 bis - Ce qui est le signe d'un intérêt actuel certain pour l'activité tauromachique.

41 - Celui de Lima est le seul réellement connu. L'existence des autres est plus difficilement accessible voire déterminable (Trujillo, Chota, Canta ...).

42 - Acuerdo de Consejo Distrital del Rimac N. 090-99-MDR du 14 septembre 1999, approuvant le Reglamento General de Espectáculos Taurinos (El Peruano 16 octobre 1999 p. 179384).

Ailleurs, au Pérou, la situation réglementaire taurine est pratiquement inexiste⁴³. Et à Lima même, on vient de le voir, elle dépend du bon vouloir d'un simple conseil municipal de district. Ce qui n'est pas sans problème, lorsque, subrepticement, en octobre 2007, le maire du District de Rimac décide de modifier la composition du Conseil Taurin prévu par le règlement⁴⁴. L'ancien conseil refuse alors de se dissoudre, et continue à distribuer prix et récompenses, au milieu d'une cacophonie surprenante⁴⁵. Ou réjouissante comme on voudra. Mais en tout cas quelque peu irresponsable.

L'Équateur taurin n'a pas de problème avec le conseil taurin de Quito^{45 bis}, sa capitale, mais avec le Conartel, le Conseil National de Radiodiffusion et de Télévision. Au mois de novembre dernier, cet organisme d'État, s'appuyant sur un article de la nouvelle constitution votée le mois précédent, a, péremptoirement, interdit la diffusion, ou la retransmission, par radio et télévision, entre six heures du matin et

43 - Le Pérou n'a pas de loi taurine nationale. Plusieurs projets en ce sens ont été déposés devant le *Congreso de la Republica* (notamment n.0290 du 15 octobre 1996, n. 01261 du 22 janvier 2001, n.0077 du 27 juillet 2001), mais aucun n'a dépassé le stade de l'examen en commissions. Des projets contraires à finalité anti taurine, ont été aussi déposés devant la même assemblée, dans le cadre de la législation sur les animaux, sans dépasser non plus le stade de l'examen en commissions. À ce jour, la *ley n. 27265 de protección a los animales domésticos y a los animales silvestres mantenidos en cautiverio* du 19 mai 2000, exclut son application aux corridas de toros (3e disposition finale et transitoire). Aux termes de la *ley n. 28131 del artista, interprete y ejecutante* du 18 décembre 2003, sont qualifiés artistes (article 4) : le banderillero, le matador, le novillero, le picador et le rejoneador, ce qui leur permet de bénéficier des dispositions protectionnistes de cette loi, notamment en matière d'embauche (article 28). C'est une reconnaissance indirecte de l'activité tauromachique au niveau national.

44 - Ordenanza n. 159 du 8 octobre 2007 del alcalde de la Municipalidad Distrital del Rimac (El Peruano 13 octobre 2007 p. 355358) que modifica el articulo 81 del reglamento general de Espectáculos Taurinos. Le Conseil Taurin a pour principale fonction de désigner les triomphateurs annuels de la Feria de Señor de los Milagros.

45 - À l'issue de la *Feria del Señor de los Milagros* 2007, le nouveau Conseil Taurin a déclaré non attribués *El Escapulario de Oro* (meilleur torero) et *El Escapulario de Plata* (meilleur toro), tandis que l'ancien Conseil les attribuait respectivement à Enrique Ponce et au toro *Camperito* de Reyes Huertas.

45 bis - Le règlement taurin de Quito ne prévoit pas de conseil taurin, mais une commission taurine qui *sin perjuicio de las facultades del Consejo y del Alcalde Metropolitano es la maxima autoridad* (article I-46).

six heures du soir, de tous les spectacles taurins, ceux-ci étant considérés comme des scènes de violence et de cruauté⁴⁶.

Pourtant, tout semblait bien aller en matière de réglementation taurine dans le pays.

L'Équateur a une activité taurine restreinte, limitée, au plan international, à la Feria *Jesus del Gran Poder* de Quito⁴⁷, mais par un décret loi de 1978⁴⁸, il dispose de la plus ancienne disposition législative taurine, toujours en vigueur dans le monde des toros. Ce décret-loi, qui n'a pas l'ampleur de la loi 916 colombienne⁴⁹, attribue, lui aussi compétence aux municipalités, pour fixer les règles complémentaires qu'il n'a pas établi lui-même⁵⁰. Drôle de situation tout de même, quand le législateur est pris en flagrant délit de réglementer la violence et la cruauté !

46 - Resolucion n. 5377-08 du 18 novembre 2008 prohibir a las estaciones de radio y television, la transmicion de programacion ... dentro del horario de las 6hoo hasta las 21hoo, que evidence escenas y crudeldad expresa en contra de animales y/o personas, respecto de eventos relacionados con las denominadas « corridas » o « ferias taurinas » a nivel nacional. Cette résolution a été effectivement appliquée pour des non-respects constatés par des chaines de télévision. Des sanctions péquénaires ont été prononcées, qui la plupart du temps ont donné lieu à des recours.

47 - La réglementation applicable à Quito résulte de l'ordenanza taurina n.0106 du 6 novembre 2003 (R.O. n. 241 du 12 décembre 2003) du Consejo Metropolitano de Quito que reforma el Código Municipal en relation con la integracion, deberes y atribuciones de la Comision taurina. Elle est donc intégrée dans le Code Municipal de la Alcaldia Metropolitana de Quito. Trois nouvelles ordenanzas du même Consejo sont venues postérieurement modifier l'ordenanza n.0106 : ordenanzas n.0121 du 24 septembre 2004, n.0140 du 11 avril 2005, et n.0151 du 1er septembre 2005. La récompense la plus réputée de la feria de Quito, le trophée Jesus de Gran Poder (torero triomphant) est attribué par un jury désigné par l'entreprise organisatrice de la plaza Monumental.

48 - *Ley de Espectaculos Taurinos y ejercicio profesional de toreros nacionales*, par Decreto n. 2830 du 29 août 1978 (R.O. du 29 août 1978) del Consejo Supremo de Gobierno. Ce Conseil était alors composé par un triumvirat militaire, parmi lequel se trouvait le général Guillermo Duran Arcentales, aficionado et éleveur de toros, qui fut promoteur à la même époque d'une campagne d'importation de bétail brave espagnol.

49 - Le texte équatorien principal se compose de 24 articles seulement, divisés en trois chapitres, concernant respectivement, l'autorité et les arènes, les toreros, et enfin les toros. Chaque profession se voie obligatoirement attribué par ce texte un organisme propre unique d'affiliation. Elle bénéficie d'autre part de mesures protectionnistes.

50 - Article 2 : Todos los espectaculos taurinos seran regulados por las comisiones taurinas de los Consejos Municipales respectivos a traves de las Ordenanzas Taurinas, las cuales deberan sujetarse a las disposiciones de esta ley.

Que retenir de ce rapide tour d'horizon réglementaire ?

D'abord l'émettement⁵¹, évident. Un émettement inquiétant, parce qu'il porte atteinte à la crédibilité de la situation réglementaire. Un règlement ne peut être efficace - et il n'existe que pour cela - que s'il est appliqué. Et pour être appliqué, il doit être applicable, ce qui ne peut être le cas lorsque les mêmes hommes sont conduits à combattre les mêmes toros, avec des règles différentes en fonction des lieux où ils se déplacent, simplement parce que ces règles sont établies selon le bon vouloir des responsables du lieu où ils se trouvent⁵². Cette dispersion ne reposant sur aucune raison sérieuse, doit être dénoncée. La seconde leçon est que l'émettement auquel on est parvenu, n'a qu'une apparence de diversité. L'examen détaillé des différents règlements taurins de tous les pays dont on vient de parler, montre qu'ils ne sont, en fait, à quelques mots et chiffres près, que la reprise directe et unique du règlement taurin national espagnol de 1992, revu en 1996⁵³. Comme les précédents règlements internationaux étaient eux-mêmes, la copie conforme de l'ancien règlement national espagnol de 1962.

La prolifération réglementaire taurine particulière, n'a pour but, ni l'originalité, ni l'innovation⁵⁴. On songe alors, à nouveau, à ces «roitelets» évoqués par le professeur T.R. Fernandez, des roitelets non plus seulement autonomiques, mais internationaux, tout aussi voraces qu'insatiables, pour assouvir leur soif de pouvoir à tout prix lorsqu'ils se lancent pour réglementer une corrida, déjà largement pourvue en la matière.

51 - Un émettement vertical, avec des réglementations de rangs différents (lois, règlements, ordonnances, résolutions, usages...). Et un émettement horizontal, avec un niveau de réglementation allant de l'absence (Torréon-Mexique) jusqu'à la surabondance (Pais Vasco, Andalucia, Aragon, Castilla-Leon, Navarra, en Espagne).

52 - Ou résultent de circonstances historico-conjoncturelles manifestement dépassées. Ou encore de l'incapacité du monde taurin à s'adapter aux impérieuses contraintes de la globalisation contemporaine, que d'autres disciplines artistiques ou festives, sont parvenues à dominer.

53 - Le RTM français le reconnaît expressément : article 2 : le présent règlement reprend un grand nombre de dispositions figurant dans le Règlement de Spectacles Taurins espagnol actuellement en vigueur, complété par des aménagements propres à la France, permettant la célébration de ces spectacles dans notre pays, tout en respectant l'esprit des textes régissant en Espagne la «Fiesta Brava».

54 - Sauf peut-être pour l'institution des commissions taurines, adoptée par plusieurs pays (France, Venezuela, Ecuador, Mexique et Pérou), et non prévue par la réglementation espagnole.

Elle est un appel à la responsabilité de l'Espagne. L'Espagne a une responsabilité historique dans l'origine du combat des toros, mais encore, aujourd'hui, une responsabilité très actuelle pour sa pérennité⁵⁵. L'émettement réglementaire taurin international n'est peut-être pas de son fait, mais, au travers de l'apparence, il montre qui doit être le conducteur d'un redressement qui se fait attendre. Que l'Espagne mette de l'ordre chez elle, et les autres pays suivront. Alors, peut-être, même, la ville de Nîmes se réveillera de son long sommeil, et ira rejoindre ses pairs dans un vaste mouvement rénovateur qui a besoin de l'énergie de tous. Madrid, en éveil depuis longtemps, est déjà prête à y participer, j'en suis sûr.

55 - L'activité, la temporada espagnole reste, quoi qu'on en dise, le moteur et le temps fort de l'activité taurine mondiale. Celle d'aucun autre pays n'est encore venu la concurrencer de façon sérieuse, tant au niveau des acteurs (toros, toreros) que de l'organisation pratique ou réglementaire. C'est aussi en Espagne que l'activité taurine représente la force économique la plus importante, et c'est à ce pays qu'elle reste identifiée.

2.1 REGLAMENTOS, REGLAMENTO. TRES LECCIONES DE UNA VUELTA DE HORIZONTE INTERNACIONAL

Por Emmanuel DE MONREDON

Reconocemos lo ya: la situación reglamentaria taurina Francesa es mala. Incluso si un reglamento taurino Municipal (RTM), ha sido adoptado por la unión de las ciudades taurinas de Francia la U. V .T. F en 1973¹. Un reglamento que hace la unanimidad en la práctica de todas las plazas de Francia. Pero un reglamento con una autoridad muy reducida. La U.V.T.F, que lo elaboró sólo es una asociación privada ley 1901², sin verdaderas competencias reglamentarias. Entonces, para conceder al reglamento taurino municipal Francés algún valor, los alcaldes tienen que adaptarlo con un orden municipal particular en su común^{2 bis}, incluso en las frecuentes modificaciones anuales. No es algo sencillo, lo imaginamos.

La situación de la ciudad de Nîmes en la que nos encontramos, es bastante reveladora. Les invito a un pequeño ejercicio. Si usted mira su entrada de hoy, se dará cuenta que detrás aparece, de forma muy oficial y ostensible, que “el reglamento taurino está en vigor”. Qué reglamento, no se sabe exactamente. Seamos de buena voluntad. Imaginemos que se trata del reglamento taurino de la U.V.T.F ya que no existe otro en Francia. Parecer ser el caso puesto que está

1 - En el momento de una asamblea general en Arles el 15 de abril . En el momento de asambleas ulteriores, muchas veces el RTM ha sido modificado y completado. De los 54 artículos que lo componían al principio, se ha transformado en un conjunto de 93 artículos, precedido de un preámbulo.

2 - La U.V.T.F Ha sido creada el 13 de febrero de 1966, en el momento de un asamblea general constitutiva en Arles, agrupando en aquella época 20 localidades organizando espectáculos taurinos. En 2009 son 47. Antes de la U.V.T.F existía la federación de las ciudades del sur creada en Tolosa en 1896, que organizó su primer congreso en Béziers en 1900. Esta federación estableció, por primera vez algunas reglas respecto al desarrollo de las corridas en Francia.

2 bis - lo que está expresamente pedido por el artículo 3 del RTM: para su aplicación , el presente reglamento tendrá obligatoriamente que hacer el objeto de un orden municipal, sea la plaza propiedad de la ciudad, de un particular o de una sociedad, con todo tipo de gestión

reproducido, al verso de la entrada, el artículo 31³ del reglamento taurino municipal.

Sospechoso, sin embargo, como cualquier jurista, investigué. Y me dí cuenta, que Nîmes no figuraba sobre la lista de los adherentes de la U.V.T.F mencionada sobre el portal web de esta asociación⁴.

Sorprendido, lo comenté al alcalde de Arles, presidente de la U.V.T.F. le digo lo que me contestó⁵: “la ciudad de Nîmes está “actualmente” en sueño de la U.V.T.F”^{5 bis}. Y su presidente me cita la última correspondencia recibida por el alcalde de Nîmes, en 2007. Dice: « Nîmes no tiene vocación a ser amnistiada ni tampoco a bajo tutela. Al no ser cumplidas todas las condiciones de funcionamiento. Nîmes seguirá en su vía personal^{5ter}!

Conservando sin embargo, el reglamento taurino de la U.V.T.F. o sea que la ciudad de Nîmes continua a aplicarlo. Por lo menos, si

3 - Este articulo se refiere a diversas prohibiciones dirigidas al espectador de perturbar el orden público: introducir bebidas, saltar en el ruedo, etc...y les autoriza a introducir en la plaza banderolas mencionando el nombre, insignia o logo de asociaciones taurinas regularmente constituidas y declaradas.

4 - uvtf@free.fr

5 - e-mail del 11 de junio de 2009.

5 bis - después de una discordancia entre la ciudad de Nîmes y la U.V.T.F sobre las medidas que había que tomar con un incidente (afeitado) ocurrido en 2006 en la plaza de Nîmes. Fue la U.V.T.F quien decidió “la fase de sueño”. Gracias a una decisión sin consecuencias jurídicas, ya qué según los estatutos de la U.V.T.F (artículo 4) la cualidad de miembro de la asociación se pierde al demisionar o por radiación pronunciada cuando no se pagó la cotización o por motivos graves, por el consejo de administración, lo que no tuvo lugar. La ciudad de Nîmes tiene pues siempre la cualidad de miembro de la U.V.T.F

5ter - La ciudad de Nîmes no ha aceptado las proposiciones de la U.V.T.F para volver a ser integrada. En realidad, no puede existir reintegración puesto que no hubo ni demisión, ni radiación. Aunque esta carta sea vista como una demisión, pero nada ha sido formalizado a este asunto por la U.V.T.F., sólo haber retirado la ciudad de Nîmes de la lista de los adherentes en el portal Web.

miramos la entrada que tiene en la mano⁶. En que medida puede hacerlo, usurpación, de una utilización abusiva, o de otra cosa, les dejo a cada uno la posibilidad de juzgarlo. No estamos aquí para condenar, sino para pensar en lo que se debe hacer para llegar a un orden armonioso del combate de los toros.

Dejemos a Nîmes sus lós reglamentarios. Liberemos nuestro horizonte, y veamos lo que pasa en otros sitios.

Dejo a nuestros amigos Españoles la descripción de la situación en su país.

Me parece sorprendente que la comunidad de Madrid no haya pensado en elaborar su propio reglamento taurino. Cinco comunidades autónomas lo hicieron ya⁷. Otras están en camino de hacerlo⁸. Incluso de enmendar un reglamento que ya elaboraron⁹.

6 - En práctica, es efectivamente este el que está aplicado. El problema se complica por el hecho que los espectáculos taurinos en la plaza de toros de Nîmes están organizados por una sociedad privada con un pliego. Un tal pliego puede o no hacer referencia al RTM. Lo que implica que la cuestión de la aplicación de un reglamento taurino tal como es se divide en dos: entre la ciudad delegante y la sociedad organizadora delegatoria

7 - Andalucía (decreto 68/2006º- Aragón (Decreto 223 :20004) - Castilla-León (Decreto 57:2008) - Navarra (Decreto Foral 249:1992)-País Vasco (Decreto 281:1996 substituido por decreto 183/2008).

8 - Valencia.

9 - País Vasco en 2008-09 : después de la hostilidad de algunos medios profesionales, las nuevas autoridades autonómicas elegidas en 2009, decidieron suspender, en parte, para la temporada 2009, la aplicación del decreto 183:2008 del 11 de noviembre de 2008, en la espera de una concertación con el conjunto del mundillo.

Esta fiebre reglamentaria, me parece, ha sido justamente denunciada por el profesor Tomas-Ramon Fernandez¹⁰. Ha hecho pesar la responsabilidad de algunos “reyezuelos autonómicos, tan voraces como insaciables en su sed de poder a cualquier precio”. Quizás nos contará el estado de la situación.

En todo caso, esto no parece ir en el sentido de una unificación reglamentaria que aconseja la lógica, cada día, un poquito más. El país que más avanzado está en materia de reglamentación taurina es Colombia.

Una ley 916 votada en 2004¹¹, hace cinco años, estableció un reglamento nacional taurino. Va más allá de España, donde el reglamento taurino nacional¹² sólo es un reglamento de aplicación de

10 - “las tauromaquias como paradigma”-El Mundo- 9 de marzo de 2009. Según este autor esta inflación reglamentaria no tiene bases jurídicas serias, para apoyarse sobre una disposición adicional ambigua de la ley taurina del 4 de abril de 1991. También tiene el efecto de restablecer la autorización administrativa previa para todos los espectáculos taurinos, mientras esta autorización es limitada por la ley taurina nacional a todos los espectáculos desarrollándose en las plazas portátiles o provisionarias, lo que constituye un alcance directo a la libertad de empresa. Esta última pregunta ya había sido preguntado por el decano Hauriou, hace más de un siglo, en una nota jurídica, respecto a una sentencia de estado sobre la revocación del alcalde de Dax, por una razón taurina (C.E del 3 de diciembre de 1897 :S. 1898—III—145—Nota Hauriou). La corrida de toros es una aventura privada que es a la vez una manifestación de la libertad de la industria para el empresario, y una manifestación de la libertad de ida y vuelta para el espectador. Entonces, una ley es necesaria para prohibirla. T.R. Fernandez, abogado y profesor de derecho administrativo en la universidad Complutense de Madrid es también autor de una comunicación: “la ordenación Legal de la fiesta de los toros” en el V congreso internacional taurino de Jerez de la Frontera-5-8 de abril de 1988. Revista de Administración pública-n.115-enero-abril de 1988,cossio Xi-1033, y de una obra:“reglamentación de las corridas de toros” Colección La tauromaquia n. 10-Espasa –Calpe-Madrid-1987, que constituyen la documentación de referencia del derecho taurino en España.

11 - Ley por el cual se establece el reglamento nacional taurino (Diario Oficial 45.744 del 26 de noviembre).

12 - Real Decreto n°.145 :1996 del 2 de febrero (B.O.E del 2 de marzo de 1996) por el cual se modifica y da nueva redacción al reglamento de espectáculos taurinos aprobado por el real decreto 176 : 1992 del 28 de febrero (B.O.E del 5 de marzo de 1992).

la ley taurina de 1991¹³. Por lo tanto, la situación Colombiana no es serena. Después de varios recursos¹⁴, el tribunal constitucional del país ha anulado algunas disposiciones de la ley 916¹⁵, y especialmente las tocando a la designación por los alcaldes de las presidencias de corridas de toros¹⁶. Creando un vacío jurídico inquietante. No duró mucho tiempo. Las empresas lo colmaron enseguida, designando ellos mismos las presidencias¹⁷.

Sin resolver la cuestión, en derecho como en hecho. Se queda en suspenso¹⁸. Esta gran nación taurina que es México no

13 - Ley 10/1991 del 4 de abril sobre potestades administrativas en materia de espectáculos taurinos (B.O.E del 5 de abril de 1991). La ley 916 colombiana en un solo texto conjunta , la ley y el reglamento Español, y de esta forma rango legislativo al reglamento taurino Colombiano.

14 - Sentencias C 1190/055(Rechazo y C 1192/05 (rechazo, y declara como constitucional la expresión « los espectáculos taurinos son considerados como una expresion artistica del ser humano », contenida en el articulo 1 de la ley 916) del 22 de noviembre de 2005, C 115/06 (rechazo) del 22 de febrero de 2006, C246 /06 (rechazo) del 29 de marzo 2006 y C 367/06(admison parcial) del 16 de mayo, de la corte constitucional.

15 - Artículo 12-31 y 80 (anulacion parcial), articulo 26 (anulacion total).

16 - Artículo 26. El tribunal constitucional de Colombia considera que imponer al alcalde el deber legal de presidir un espectáculo de carácter privado, como lo es un festejo taurino, es inconstitucional, por cuanto la función de este servidor público está limitada a vigilar que durante el espectáculo se observen las normas legales y administrativas que regulan la denominada fiesta brava. También aquí se plantea indirectamente la pregunta de la intervención reglamentaria de la autoridad pública en un ámbito gestionado por la actividad privada.

17 - En un primer tiempo, confirmaron las antiguas autoridades. A veces, se han ido mucho más lejos cuando por ejemplo, fue la empresa del lugar que estableció el reglamento de una corrida concurso organizada el 7 de marzo de 2009 en la plaza de toros de Medellín.

18 - Desde la ley 916, varios proyectos de ley han sido, presentados con el objetivo e modificarla, y a veces prohibir los espectáculos taurinos. Un proyecto 019/ 08 ha sido adoptado a primera lectura el 9 de diciembre de 2008 por la 7ta comisión de la cámara de los representantes. Se queda mudo sobre el modo de designación de las presidencias, pero instituye a término medio, el fin del tercio de picar, la colocación de banderillas de velcros, y limita a dos tentativas, las entradas a matar. El debate legislativo taurino en Colombia no se ha acabado.

19 - Artículo 115 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos: los Estados adoptaran, para su régimen anterior, la forma de gobierno republicano, representativo, popular, teniendo como base de su división territorial y de su organización política y administrativo, el municipio Libre.

tiene reglamentación taurina nacional. El asunto es de momento, esencial, un asunto municipal¹⁹. En un imbróglio muy difícil²⁰. El federalismo²¹, que en México, igual que en los estados unidos su vecino, es un principio constitucional, muestra aquí sus límites.

20 - En efecto, existe en algunos estados de la federación, un reglamento taurino aplicable en el estado. Se añade a los reglamentos municipales existentes establecidos por municipalidades en este estado. Especialmente, en el estado de México (a distinguir del Distrito federal (D.F) que recubre la ciudad de México existe un reglamento de los espectáculos taurinos adoptado el 28 de octubre de 1947. En el estado del Yucatán, un reglamento de las plazas de toros ha sido promulgado el 29 de diciembre de 1971. En el estado de Tlaxcala un reglamento para los espectáculos taurinos ha sido promulgado el 22 de octubre de 1984. Y el congreso del estado de Tamaulipas ha adoptado el 14 de mayo 2003 un decreto ley n. 275 que regula la celebración de espectáculos taurinos en el estado de Tamaulipas. Sin embargo, todos estos reglamentos mantienen a nivel municipal, la gestión de los asuntos taurinos, sin atribuir competencias particulares al gobierno del estado

21 - México se compone de 311 estados y un distrito federal (D.F.). Cada uno tiene una constitución y leyes particulares aplicables, además de la constitución nacional y las leyes federales. Por esta razón el numero de reglamentos taurinos en México se puede elevar a una o varias centenas. Pero ocurre que el espectáculo taurino se desarrolla sin reglamento, como en Torreón (Coahuila) una ciudad importante donde fue inaugurado el 8 de febrero de 2008 el coliseo centenario, un recinto polivalente de una capacidad de 8000 espectadores, en el cual se dan regularmente espectáculos taurinos, sin presencia de reglamento.

El mejor ejemplo es el de la situación de la ciudad de México o del distrito federal (D.F)^{21 bis}. A su cabeza, está un jefe de gobierno, o alcalde. Este designa al juez de plaza, o presidente de la corrida²², pero la actividad de la monumental de México siendo bajo el control ordinario de la delegación Benito Juárez²³, una de las 16 delegaciones, o distritos de México, cada autónoma del jefe de gobierno central, la repartición de los poderes resulta complicada²⁴. De allí, conflictos frecuentes²⁵. Bajo el arbitraje de una organización privada de la monumental, con ramificaciones no menos complejas²⁶, que hacen de la reglamentación, el pretexto a una intrigas internas, en las cuales esta reglamentación, tiene en realidad, poco peso.

21bis - La actividad taurina es reglamentada, a la vez, por una serie de disposiciones legislativas contenidas en la ley para la celebración de espectáculos públicos en el distrito federal (G.O del D.F. del 13 de enero del 1997) (artículo 42 a 48, 68 y 69), or un texto reglamentario, el reglamento taurino para el distrito federal (G.O del D.F del 20 de mayo del 1997) tomado en aplicación de esta ley.

22 - Artículo 69.VI de la ley para la celebración de espectáculos públicos en el distrito federal. Los jueces y asesores técnicos son designados por el jefe de gobierno sobre proposición de una comisión taurina compuesta de 9 miembros, de la cual una parte está designada por el jefe de gobierno.

23 - Artículo 2.3-Iv. 8 12. 19. 23. 43 .44. 45. 46. 69-VIII. 75. 85. 102. De la misma ley. La plaza Monumental de México está situada en el territorio geográfico de la delegación Benito Juárez, en la parte sur de la ciudad, y entonces depende de esta Delegación.

24 - Cada delegación es dirigida por un jefe de delegación o delegado, elegido como el jefe de gobierno, y al mismo tiempo que él, al sufragio directo. Siendo susceptible de no pertenecer al mismo partido político que el, los dos pueden encontrarse en competencia.

25 - El juez de plaza designado por el jefe de gobierno tiene que informar a la delegación y a la comisión taurina de los incidentes ocurridos. Luego, la comisión taurina emite una opinión sobre las sanciones, que la delegación tiene que imponer (artículo 4, 5 y 6 del reglamento taurino para el distrito federal).

26 - por lo menos, se pueden distinguir tres entidades diferentes: la sociedad de derecho privada propietaria de la plaza monumental de México, el titular de la licencia de explotación, y el responsable de la programación taurina. Nunca es fácil determinar la identidad precisa de cada uno, ni tampoco su verdadera importancia en este conjunto.

Así, en el último mes de junio, después de unas discusiones con un juez de plaza²⁷, la empresa de la mayor plaza del mundo, pudo decidir, personalmente²⁸, de suspender, durante siete domingos^{28 bis}, el ciclo de novilladas normalmente previstas durante toda la temporada de verano^{28 ter}.

Sin conducir a motines en la calle²⁹, esto hay que decirlo. Lo que demuestra los límites de la intervención reglamentaria en el mundo taurino actual³⁰.

Resueltamente, tanto en Colombia como en México, como lo hemos comprobado también en España, en Sevilla, desde hace dos años ya³¹, el asunto de las presidencias es uno de los puntos actuales delicado de la reglamentación de las corridas.

Sería bien si fuera así en Venezuela, si escuchamos a los aficionados locales. Esto supondría que la espinosa cuestión de la legitimidad de la corrida ya no se plantea. De momento, no es exactamente el caso. Los textos, y muchas veces los proyectos de textos taurinos, se empujan los unos detrás de los otros, haciendo soplar el calor y el frío sobre el futuro taurino país natal de Simon Bolivar el Libertador. El Venezuela, como México, remite la materia reglamentaria taurina

27 - El litigio se refería a la atribución de trofeos durante la cuarta novillada del 28 de junio de la temporada 2009 en la plaza monumental de MEXICO. Novillos de los encinos para Alonso Mateos, J.p Rodriguez y Jaime Ruiz.

28 - Solicitada, la administración municipal del jefe del gobierno se negó a intervenir en el asunto, con el motivo que el cierre dependiendo de una decisión unilateral del organizador, este podía concluirlo a su conveniencia. Esta actitud tiene que ser situada en una política general de no-intervención de esta administración.

28 bis - Del 5 de julio al 16 de agosto del 2009.

28 ter - Y obligatorio según el reglamento taurino D.F. Según el articulo 43-I (enmendado por decreto ley del 22 de diciembre del 2004 y decreto ley del 27 de abril del 2006), previamente al inicio de la temporada se deberán (el titular de la licencia de exportación) dar por lo menos doce novilladas pudiendo iniciarlas a partir de la primera semana de marzo. Según el mismo texto, el titular de la licencia tiene la obligación de empezar la temporada en octubre y lo más tarde el segundo domingo de noviembre, con un mínimo de 12 corridas dadas sin interrupción.

29 - los diferentes agentes económicos sufrieron de la parada de los recursos generados gracias a la actividad taurina.

30 - Lo que revela de forma clara revela los riesgos de autorregulación en materia de plazas.

31 - Durante, las dos ferias de abril 2008 y 2009, decisiones presidenciales han sido criticadas de forma muy seria, lo que condujo a algunas demisiones y liberación de función.

a las municipalidades. El municipio es la célula de base de la organización administrativa, como en la mayoría de los países ibero-americanos. Muy recientemente, en el último mes de marzo, una resolución del ministerio del turismo³² vino de repente atribuirse las cinco principales ferias que se desarrollan en el país: Valencia, Macarao, San Cristóbal, Mérida y Maracay. Sin embargo, sin abordar el estricto desarrollo del espectáculo taurino que, de este hecho, parece permanecer en la competencia municipal. Un proyecto de ley nacional taurina, ha sido adoptado a primera lectura, en 2005, por la asamblea nacional venezolana³³, pero también, dos años más tarde, en 2007, otro proyecto que prohíbe toda violencia a los animales en los espectáculos taurinos³⁴.

Prácticamente prohibidos por el primer proyecto, los espectáculos taurinos dependen de la competencia exclusiva de la autoridad municipal, al término de su segundo proyecto.

Entonces, la cuestión del reglamento taurino queda subsidiaria en Venezuela³⁵. Es la misma perennidad del espectáculo que se encuentra amenazada.

32 - Resolución Dm/N° 010 del 2 de marzo de 2009(G.O. N39.130 del 3 de marzo de 2009) del ministerio del poder popular para el turismo.

33 - El proyecto sigue con la espera de una segunda discusión.

34 - Proyecto de ley n.532 para la protección de los animales domésticos, silvestres y exóticos libres y en cautiverio, transformado en proyecto de ley para la protección de los animales libres y en condiciones de cautividad, en junio de 2009, por la comisión permanente de ambiente, recursos naturales y ordenación del territorio de la asamblea nacional, en preludio a una segunda discusión por esta asamblea.

35. una reunión de las comisiones taurinas de todos los países es organizada anualmente para intentar armonizar las prácticas reglamentarias diversas. Tuvo lugar en San Cristóbal en 2008 y en Valencia en 2009. Los reglamentos existiendo en Venezuela no son muy asequibles. Para Valencia, existe una ordenanza sobre espectáculos taurinos del 17 de marzo de 1992, y para San Cristóbal una ordenanza sobre presentación de espectáculos taurinos (G.M del 10 de agosto de 1999).

La historia taurina de Caracas, la capital, se interrumpió³⁶ el 26 de junio de 1997³⁷, hace más de 12 años, con el último espectáculo organizado en la plaza del nuevo circo³⁸. El nuevo circo fue totalmente renovado en 2007, pero puesto que el lugar se transformó en un “centro de desarrollo artístico y cultural” la posibilidad de organizar de nuevo espectáculos taurinos parece alejarse cada vez más³⁹.

Sede de la feria del señor de los milagros, la plaza de acho, se queda en el centro de la vida internacional taurino del Perú⁴⁰.

Sin embargo, si el Perú dispone de 56 plazas fijas y organiza de 5 a 600 taurinos al año^{40bis}, únicamente tres o cuatro reglamentos taurinos municipales, fijan el reglamento⁴¹. A su cabeza, con el reglamento general de espectáculos taurinos adoptados por la municipalidad del distrito de Rimac⁴² es decir uno de los 43 distritos, de la muy grande aglomeración metropolitana de Lima, este donde se encuentra la plaza de Acho.

36. puntualmente algunos espectáculos aislados fueron organizados. Especialmente en el Poliedro de Caracas en marzo de 1998 y en febrero de 2004, y también en las plazas portátiles en junio y noviembre de 2003.

37 -una novillada de Luis Gandica Villareal para Javie Cardozo,Morante Perez y Dionner Mendoza. La última corrida se había dado algunos meses antes el 2 de marzo de 1997, con un mano a mano entre Alejandro Silveti y Leonardo Benitez delante de los toros de la cruz de Hierro.

38 - cerrado por sus propietarios privados por culpa de su mal estado, enhuevo circo, inaugurado el 26 de enero de 1919 y clasificado monumento histórico nacional en 1984, y comprado de nuevo en 2006 por el distrito metropolino de Caracas, y transferido en 2008 al municipio Libertador en el cual se encuentra. Esta transferencia hoy, es contestada por el distrito metropolino que pretende recuperarlo.

39 - la decisión depende primero del ámbito político social, que se divide, respecto a la cuestión taurina, como lo hemos visto para las hesitaciones legislativas.

40 bis - lo que es un signo de un interés actual para la actividad taurina.

40 - sólo la ciudad de Chota (cajamarca) durante las fiestas de San juan –Bautista, en el mes de junio, presenta unos carteles internacionales, peo con toreros europeos de segundo rango. Ocurre a veces que estos toreros se produzcan puntualmente en otras plazas de Perú.

41 - El de Lima es el único realmente conocido. La existencia de los demás es mucho menos asequibles incluso determinable (Trujillo, Chota, Canta...).

42 - Acuerdo de consejo distrital del Rimac N.090-99-Mdr del 14 de septiembre de 1999, aprobando el reglamento general de espectáculos taurinos (el peruano 16 de octubre de 1999 p. 179384).

En otros sitios en Perú la situación reglamentaria taurina es prácticamente inexistente⁴³. Incluso en Lima, acabamos de verlo, depende del buen querer de un simple consejo municipal del distrito. Lo que constituye un problema. Cuando subrepticamente en octubre de 2007, el alcalde del distrito de Rimac decide modificar la composición del consejo taurino previsto por el reglamento⁴⁴. El antiguo consejo se niega a disolverse, y continua a distribuir premios y recompensas, en medio de una cacofonía sorprendente⁴⁵. O alegre como se quiere. Pero en todos casos algo irresponsable. El ecuador taurino no tiene problema con el consejo taurino de quito^{45 bis}, su capital, pero con el Conartel, el consejo Nacional de Radiodifusión y televisión. En el mes de noviembre ultimo, este

43 - Perú, no tiene ley taurina nacional. Varios proyectos en este sentido han sido depositados delante del congreso de la república (especialmente n.0290 del 15 de octubre de 1996, n01261 del 22 de enero de 2001, n.0077 del 27 de julio de 20001), pero ninguno pasó allá del examen en comisiones. Proyectos contrarios a finalidad anti taurina, también han sido depositados a la asamblea, en el ámbito de la legislación sobre los animales, sin sobrepasar tampoco el estadio del examen en comisiones. Hoy día, la ley n. 27264 de protección a los animales domésticos y a los animales silvestres mantenidos en cautiverio del 19 de mayo del 2000, excluye su aplicación a las corridas de toros (tercera disposición final y transitoria). A los términos de la ley n.28131 del artista, interprete y ejecutante del 18 de diciembre de 2003, son cualificados de artistas (artículo 4): el banderillero, el matador, el novillero, el picador y el rejoneador, lo que les permite beneficiar de disposiciones proteccionistas de esta ley, especialmente en materia de contratación (articulo 28). Es un reconocimiento indirecto de la actividad taurina a nivel nacional.

44 - Ordenanza n.159 del 8 de octubre de 2007 del alcalde de la municipalidad distrital del Rimac (El Peruano 13 de octubre de 2007 p. 355358) que modifica el artículo 81 del reglamento general de espectáculos taurinos. El consejo taurino tiene como

Principal función designar a los triunfadores anuales de la feria del señor de los milagros.

45 - al final de la feria del señor de los milagros 2007, el nuevo consejo taurino declaró como no atribuido El escapulario de Oro (mejor torero) y el escapulario de plata (mejor toro), mientras que el antiguo consejo les atribuía respectivamente a Enrique Ponce y al toro Camperito de Reyes Huertas.

45 bis - E l reglamento taurino de Quito no prevee consejo taurino, sino una comisión taurina que sin perjuicio de las facultades del consejo y del alcalde metropolitano es la máxima autoridad (artículo I.46).

organismo de estado, se apoya sobre un artículo de la nueva constitución votada el mes anterior, ha de forma perentoria prohibido la difusión o la retransmisión, por radio y televisión , entre las seis de la noche, de todos los espectáculos taurinos, estos siendo considerados como escenas y残酷⁴⁶.

Sin embargo, todo parecía estar arreglado al nivel taurino en el país. El Ecuador tiene una actividad taurina restringida, limitada, en el plan internacional, en la feria Jesús del Gran Poder de Quito⁴⁷, pero por un decreto ley de 1978⁴⁸, dispone de la más antigua disposición legislativa taurina, siempre en vigor en el mundo de los toros. Este decreto-ley que no tiene la amplitud de la ley 916 Colombiana⁴⁹, atribuye, también la competencia a las municipalidades, para fijar las reglas complementarias que no

46 - Resolución n. 5377-08 del 18 de noviembre de 2008...prohibir a las estaciones de radio y televisión, la transmisión de programación...dentro del horario de las 6h00 hasta las 21h00, que evidencie escenas y残酷 expresa en contra de animales y/o personas, respecto de eventos relacionados con las denominadas “corridas” o “ferias taurinas” a nivel nacional. Esta resolución ha sido, efectivamente aplicada para el no respecto constatado de las cadenas de televisión. Sanciones pecuniarias fueron pronunciadas, que la mayoría de las veces dieron lugar a unos recursos.

47 - La reglamentación aplicable a Quito resulta de la ordenanza taurina n. 0106 del 6 de noviembre de 2003 (R.O.n. 241 del 12 de diciembre de 2003) del consejo metropolitano de Quito que reforma el código municipal en relación con la integración, deberes y atribuciones de la comisión taurina. Entonces está integrada en el código municipal de la alcaldía metropolitana de Quito. Tres nuevas ordenanzas del mismo consejo han venido posteriormente a modificar la ordenanza n. 0106: ordenanza n.0121 del 24 de septiembre 2004, n.0140 del 11 de abril de 2005, y n. 0151 del 1 de septiembre de 2005. La recompensa la más famosa de la feria de Quito, el trofeo Jesús del gran poder (torero triunfador) es atribuido por un jurado designado por la empresa organizadora de la plaza monumental.

48 - Ley de Espectáculos Taurinos y ejercicio profesional de toreros nacionales, por decreto n.2830 del 29 de agosto de 1978 (R.O. del 29 de agosto de 1978) del consejo supremo del gobierno. Este consejo era compuesto por un triunvirato militar, entre el cual se encontraba el general Guillermo Duran Arcentales, aficionado y ganadero, que fue el promotor en la misma época de una campaña de importación de ganado Español.

49 - El texto ecuatoriano principal se compone de sólo 24 artículos, divididos en tres capítulos, tocando respectivamente a la autoridad y la plaza, los toreros, y por fin los toros. Cada profesión se ve obligatoriamente atribuir por este texto un organismo propio de afiliación. Por otra parte, beneficia de medidas protecciónistas.

estableció⁵⁰. Situación bastante extraña, cuando el legislador está tomado en flagrante delito de reglamentar la violencia y la crueldad!

¿Que retener de esta rápida vuelta de horizonte reglamentaria?

Primero el desmigajamiento⁵¹, evidente. Un desmigajamiento inquietante, porque causa daño a la credibilidad de la situación reglamentaria. Un reglamento no puede ser eficaz- y excite por eso si está aplicado.

Y para ser aplicado , tiene que ser aplicable, lo que no puede ser el caso cuando los mismos hombres tienen que lidiar los mismos toros, con reglas diferentes según los lugares donde se desplazan simplemente porque estas reglas están establecidas según el buen querer de los responsables del lugar del sitio de donde se encuentran⁵². Esta dispersión que no se apoya sobre ninguna razón seria tiene que ser denunciada.

La segunda lección es el hecho que el desmigajamiento al cual hemos accedido sólo tiene una apariencia de diversidad. El examen detallado de distintos reglamentos taurinos de todos los países evocados, demuestra que a algunas palabras o cifras aproximadamente, los mismos datos que el reglamento taurino nacional Español de 1992, revisado en 1996⁵³. Como los precedentes reglamentos internacionales que también eran copias conformes del antiguo reglamento nacional Español de 1962.

50 - Artículo 2: Todos los espectáculos taurinos serán regulados por las comisiones taurinas de los consejos Municipales a través de las Ordenanzas Taurinas, las cuales deberán sujetarse a las disposiciones de esta ley.

51- un desgajamiento vertical, con reglamentaciones de rangos diferentes (leyes, reglamentos, ordenanzas, resoluciones usos...)y un desmigajamiento horizontal, con un nivel de reglamentación con ejemplos de ausencia (Torreón- México) hasta la superabundancia (País Vasco, Andalucía, Aragón, Castilla-León, Navarra, en España).

52 - o resultan de circunstancias históricas –coyunturales manifiestamente sobrepasadas. O también de la incapacidad del mundo taurino a adaptarse a las imperiosas dificultades de la globalización contemporánea, que otras disciplinas artísticas o festivas pudieron dominar.

53 - el RTM Francés lo reconoce expresamente: artículo 2 : el presente reglamento vuelve a tomar un gran número de disposiciones figurando sobre el reglamento de espectáculos taurinos Españoles actualmente en vigor, completado por arreglos podios a Francia, permitiendo la celebración de estos espectáculos en nuestro país, respectando los textos rigiendo “la fiesta brava “.

La proliferación reglamentaria particular no tiene el objetivo de originalidad, ni innovación⁵⁴. Se piensa en estos “reyezuelos” evocados por el profesor T.R.FERNANDEZ, reyezuelos no solamente autonómicos, sino internacionales, tan voraces como insaciables, para satisfacer su sed de poder a todo precio cuando se lanzan para reglamentar una corrida, ya ampliamente provista.

La tercera y última lección, es la consecuencia de las dos precedentes. Es una llamada a la responsabilidad de España. España tiene una responsabilidad histórica en el origen de la lidia de los toros, pero hoy todavía, una responsabilidad para su perennidad⁵⁵. El desmigajamiento reglamentario taurino internacional no es de su hecho, pero a través de la apariencia, demuestra quien debe ser el que lleva el restablecimiento que se está haciendo esperar. Si España consigue poner orden en su país, los demás países seguirán .

Entonces, quizás que incluso la ciudad de Nîmes se despertará su largo sueño, y reunirá sus iguales en un amplio movimiento renovador que necesita la energía de todos.

Madrid, en alerta desde mucho tiempo, ya está lista para participar, estoy seguro de ello.

54 - excepto, quizás para la institución de las comisiones taurinas, adoptadas en varios países (Francia, Venezuela, Ecuador, México y Perú) y no previsto por la reglamentación Española.

55 - La actividad, la temporada Española sigue siendo, el motor y el tiempo fuerte de la actividad taurina mundial. La de ninguno otro país ha venido todavía a competir de forma seria, tanto a nivel de los actores (toros, toreros) como a nivel de la organización práctica o reglamentaria. También es en España que la actividad representa la fuerza económica la más importante, y es en este país que está identificada.

2.2. LA NATION DU TAUREAU DEVERTEBREE

Par D. Fausto Romero-Miura

Messieurs les Bâtonniers,

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Etudiants de l'université de Nîmes, qui me comblez de joie, parce que vous êtes sans doute, la garantie d'un futur possible pour les arènes,

Et, surtout, aficionados,

J'espère que vous m'autoriserez à parler espagnol (vous le comprenez tous ; et, de plus, il y a un magnifique service de traduction simultanée) par considération et respect pour vous, pour éviter de vous faire mal aux oreilles, et d'être ensuite chahuté : malheureusement, mon français (après beaucoup d'années sans pratique) n'est pas celui que vous méritez. Je suis moins audacieux que le président du gouvernement de mon pays - que, bien entendu, je n'ai jamais vu dans une corrida de toros - pour oser détruire une si belle langue, pour laquelle je ressens un profond respect.

Je souhaiterais, en ce moment, que vous me permettiez de rendre et de partager avec vous, un émouvant hommage à un grand torero, tragiquement disparu, Nimeño II, qui a fait évoluer la tauromachie, dont j'ai suivi la carrière et que j'ai eu la chance de voir triompher superbement dans de nombreuses occasions, coupant même une queue dans les très belles et joyeuses arènes d'Almeria.

Enfin je vous donne l'abrazo de José Gómez Fernández, depuis sa terre méditerranéenne, qui se considère torero de Nîmes, bien qu'il soit né dans la mienne, et qui a été un des rares hommes ayant eu le privilège de toréer sous les ordres d'une femme : Christina Sanchez, qu'il eut l'immense bonheur d'accompagner le jour de son alternative dans les très belles, indescriptibles, uniques et magiques arènes de Nîmes.

Nous devons répondre, lors de ces rencontres, à la question « le toro et son combat : la part ou l'apport du droit ? »

J'anticipe sur ma réponse : aujourd'hui, le droit prend une part, fractionne ce qui était un contenu universel.

Je voudrais vous poser aujourd’hui, essentiellement, deux questions, qui servent de base à ma réponse :

La première (j’ignore laquelle est la plus importante) : je suis contre l’existence, la convenance des règlements, et je le nuancerai.

Mais, comme me l’a dit le président Christol, je suis un fanatique résistant, vu que les textes peuvent arriver à tuer, par suite d’une excessive protection de l’être humain.

Le toreo est art et sentiment ; l’art exige la liberté pour créer, et le sentiment permet de ressentir et d’exprimer : on ne peut donc pas transformer le toreo en une suite d’opérations réglementées, c’est-à-dire dépendantes de règles obligatoires, dictées par l’autorité compétente ce qui est, comme on le sait, la définition du règlement.

Ainsi maintenant, dans la tauromachie, c’est l’autorité (les politiques) qui commande et non les toreros, les artistes.

Seconde question : la prolifération de règlements (de règles diverses, et parfois même divergentes) suppose la diversification, la « dévertébration » et la part de l’identité commune de ce qu’il y a peu de temps, je définissais comme « la nation du toro », une notion universelle, dépassant les frontières : par essence, « les toros » se vivent de la même manière dans le monde entier.

Avec ces règlements, on remet une arme très puissante entre les mains des anti-taurins.

Pendant que nous (les aficionados), à l’ère de la globalisation, nous nous désunissons, fragmentons, et nous réduisons (comme l’a dit M. Monredon de façon exhaustive, qui rend inutile que j’entre dans les détails), les anti-taurins, eux, s’unissent et se développent.

Si une fois dans l’histoire, l’union de tous les aficionados, de tous les taurins a été indispensable, c’est bien maintenant.

Sincèrement, à l’inverse du président Christol, je suis pessimiste sur le futur de la « fiesta ».

Je vais un peu détailler.

La loi, par définition, a une composante limitative.

Peut-on réglementer l’inspiration d’un artiste, la façon d’exécuter son art ? Est-il imaginable que pendant un opéra (que je tiens pour être le spectacle chorale peut-être le plus ressemblant aux « toros »), monte sur scène un responsable du gouvernement ou un alguacil empanaché, pour sanctionner le ténor d’être allé là où la loi le lui interdit.

Aussi incroyable que cela puisse paraître aux non initiés, dans « les toros » cela se fait en raison d'une interprétation excessivement réglementariste de certains présidents.

Et nous connaissons tous des présidents dans ce style qui confondent l'arbitrage prudent avec l'arbitraire manifeste.

Puis-je, dans ce colloque, vous raconter l'histoire d'un exemple vécu professionnellement. J'ai dû quitter les arènes dans la fourgonnette de Cayetano, avec une voiture de la garde civile derrière, parce que le délégué administratif avait arrêté l'apoderado du torero en raison d'un problème de callejon (!), et de reconnaissance d'identité : il s'agissait de Curro Vasquez (!) et, après que ce fameux délégué eut raconté quelques sottises, le banderillero « Chocolate » demanda que l'on fasse le test d'alcoolémie, et il arrêta l'ensemble de la cuadrilla. Enfin, grâce à l'assistance professionnelle de Cristina, ma fille, (également avocate, et présente dans cette salle) et le savoir-faire des femmes, le problème se résolut de façon positive...à l'aube, alors qu'ils devaient toréer à Tarragone dans la journée.

Il semble absurde que les toreros puissent en arriver à craindre davantage le règlement, le président, le délégué administratif et les alguacils que le toro.

En ce qui me concerne, je suis opposé à ce que « les toros » dépendent (comme en Espagne) du ministère de l'Intérieur et non, contre toute logique, de celui de la Culture ; d'ailleurs ça ne me semblerait pas difficile car si Bibiana Aído est passée de directrice de l'agence andalouse pour le développement du flamenco, à ministre de l'Egalité, moins miraculeux serait que « les toros » passent de l'Intérieur à la Culture.

« Les toros » sont une fête, une fête lumineuse, de lumières, la fête de l'art, une immense et intense existence émotionnelle.

Une fête populaire qui, parce qu'elle est centenaire, a créé des usages qui, pour avoir une force normative (nous sommes dans un congrès de droit taurin) devraient être ceux qui dans le cadre commun et minimum d'une loi hypothétique de bases taurines, uniforme pour tout le monde, et j'insiste : souple, taurine, universelle, régissent la corrida comme loi de l'affection, **une fois le toro et le torero en piste**, rendant ainsi possible le maintien des particularités traditionnelles (usuelles) de chaque arène dans un contexte d'universalité.

Cependant, avant que le torero fasse le paseillo, il y a des étapes préalables, administratives, dont il serait logique qu'elles régulent

cette loi de bases souples et uniformes, dont j'ai parlé, pour toute la nation du toro.

Mais le règlement juridique, légal, doit s'arrêter lorsque le toro entre en piste ; à partir de ce moment, celui qui doit commander c'est l'artiste, le torero qui se joue la vie, le succès, la renommée, l'argent...en faisant de l'art.

Le public et les impresarios choisiront les meilleurs et puniront par l'oubli ceux qui ne combleront pas leurs émotions ou ceux que la tauromachie traditionnelle consacrent comme essentielle.

En cela, la France est le modèle à suivre : on prime, en redemandant les élevages et les toreros triomphateurs des années antérieures, sauf à de rares exceptions.

Et, sur la lignée de ce qu'a exposé ici, ce matin, M. Monredon lorsqu'il nous a chargés, nous Espagnols, de veiller sur la pureté des « toros », je me permettrai d'inverser les rôles...Moi, citoyen Espagnol de celle qui a été la nation du toro, je me permets de vous demander, à vous Français, que dans les forums mondiaux vous défendiez l'authenticité et l'essence du toreo, parce que (cela ne me gêne pas de le reconnaître) la France, a beaucoup plus d'influence en Europe et dans le monde que l'Espagne.

La France, dans les forums internationaux, surtout dans les politiques, est bien davantage prise en considération que l'Espagne du gouvernement velléitaire actuel, dont le président j'insiste, à la différence de celui de la République française, n'a jamais été vu dans une corrida.

Ainsi, je vous prierai, de bien vouloir reprendre le flambeau et d'être les défenseurs et protecteurs internationaux des corridas.

Pour en revenir au règlement, après cette parenthèse, dans un domaine purement administratif, je considère inacceptable, par exemple, qu'en fonction de la législation applicable (due à cette soif de pouvoir local, têteue, grossière qui grandit chaque jour, dans un pays, une région ou une communauté), l'on ne puisse pas se rendre aux arènes si l'on a pas 14 ans (alors que l'on peut prendre la pilule postcoïtale), et que dans d'autres, il soit permis à un enfant de seulement onze ans, Michel Lagravère, de toréer des novillades piquées; c'est un exemple notoire...

En, définitive, ce que je soutiens et défends c'est le principe juridico-politique de l'intervention minimum, mais malheureusement, l'air du temps est différent, et le désir réglementariste est chaque jour plus grand.

La pluralité des règlements, à mon avis, entraîne la conséquence néfaste de la fragmentation et la perte d'identité commune de ce qu'était la nation du toro, universelle et uniforme par essence. Serait-il imaginable, qu'au football, on puisse marquer des buts avec la main en fonction du terrain : à Nîmes, il y a but si l'on marque avec la main, et à Paris, non. Est-il imaginable qu'un kilogramme pèse plus ou moins mille grammes selon la région : qu'à Nîmes un kilo pèse neuf cents grammes et à Nice, onze cents grammes ?

Eh bien c'est ce qui se passe dans « les toros », avec autant de règlements : on a perdu cette uniformité essentielle.

Et je veux concrétiser mon concept de la nation du toro avec l'espérance et le rêve que quelques-uns d'entre vous, le partagent ou, au moins, le comprennent.

Les taurins plus qu'une aficion, ont une nation.

Si, selon le dictionnaire, la nation est l'ensemble des personnes d'une même origine, qui généralement parlent une même langue et ont une tradition commune, comment peut-on définir les taurins autrement que comme une nation ?

Nous avons l'origine, la tradition, la culture commune : les arènes ne sont pas seulement le théâtre d'une existence magique, mais le synonyme de la vie. Unamuno (même si il n'aimait pas les corridas) disait : « Ici, dans cette arène du monde, dans cette vie qui n'est que tragédie taurine ».

Nous avons notre propre langue, qui est aussi universelle : tout le monde utilise quotidiennement dans son langage courant beaucoup d'expressions qui viennent des aficionados. Combien de fois n'avons- nous pas mis le monde dans la montera , attrapé le toro par les cornes, été encorné ; nous nous sommes réfugiés dans le burladero ; nous avons respiré avec soulagement une fois le toro passé ; nous avons dû combattre des personnes avec des intentions pires qu'un Miura (je le regrette vraiment, mais, il ne s'agit pas de moi) que l'on a voulu puntiller ; nous avons été obligés de sortir en piste , de changer de tiers , de se comporter comme un torero ; nous avons cloué au bon endroit, réalisé une simple faena d'alignement,

ou fait un quite à un ami, ou une passe à une personne non désirée... ?

Il y a des milliers d'expressions taurines : ne pas avoir de main gauche, sortir par la grande porte, donner une larga cambiada à un sujet, jeter un capote, s'attacher les machos, être un pincheur, la mettre jusqu'à la boule , toucher du poil, se casser les cornes , commander les cornes, mettre la jambe, mettre une paire de banderilles, laisser pour l'arrastre...en plus, du cri universel olé...nous avons créé un langage des plus riches en sensations.

Et nous avons aussi un drapeau, en percale ou en flanelle, rouge avec le revers jaune, en forme de papillon, de serpentin, de véronique...une passe biblique, selon l'heureuse expression de Joaquín Jesús Gordillo pour décrire celles majestueuses de Cepeda.

Et l'hymne national : clarines, timbales et le pasodoble, que l'on entend dans toutes les arènes du monde...

Dans notre nation, nous exigeons le passeport et la démocratie existe : c'est l'aficion (le peuple) qui décide toujours, depuis le olé jusqu'à la bronca en passant par la division d'opinion, car ici personne n'a une opinion qui vaille mieux que celle de l'autre.

Et nous sommes patriotes : notre patriotisme est la passion, la fête, la joie.

Nous allons aux arènes avec l'envie de participer à une fête chorale : le toro, le torero et le public sont nécessaires. Nous allons aux arènes pour toréer tous ensemble, pour toréer tous avec le torero, pour lui transmettre, avec chaque olé, notre rêve et que lui, nous transmette son sentiment.

Si les toreros prennent du plaisir alors qu'ils se jouent la vie, pourquoi des spectateurs et des présidents arrivent-ils avec un règlement et des codes sous le bras pour interdire, sanctionner et limiter l'art et la passion ?

Tout ceci peut-il se réglementer ? Faire l'objet de lois différentes dans des régions limitrophes ?

Je vous donne un exemple de mon concept de la nation du toro : il se passe ici, devant nous, précisément à Nîmes.

Dans la revue « 6Toros6 » de la semaine dernière (n° 793) Carlos Arévalo, faisant référence à la féria de Nîmes, écrivait ce titre : « Nîmes, International » : « ...spectateurs venus de tous les confins du monde. Ainsi, des aficionados de près de vingt pays ont déjà

acheté leurs entrées ». Il citait des aficionados de plusieurs pays : Afghanistan, Australie, Ethiopie, Ghana...et il terminait en disant : « Il faut se féliciter du prosélytisme taurin que promeuvent les villes françaises et, en particulier celle de Nîmes ».

Dois-je rajouter quelque chose ou est-ce suffisamment clair ? Le professeur Francis Wolff, qui nous accompagne, dans sa réponse clairvoyante à cet inexplicable académicien (à moins que le fait d'être progressiste justifie une telle distinction) Antonio Muñoz Molina, écrivait : « A tous les Espagnols jeunes ou moins jeunes je veux vous dire ce qui suit : les toros ne sont plus seulement la fête nationale d'Espagne. Avec cela, vous avez perdu un peu et gagné beaucoup : vous faites partie intégrante de la culture de l'Europe méridionale et, même du patrimoine mondial »

Cela ne peut pas être plus clair. Nîmes est, aujourd'hui, la capitale de la nation globale, universelle du toro.

En Espagne et dans certains pays hispano-américains, cela, ce bonheur que nous partagions, n'est plus possible : les politiques ne respectent pas celui que l'on nomme le respectable, le public, et les Espagnols souffrent, selon moi, du syndrome A.L.T.A : avidité législatrice taurine autonomiste. « Les toros » ne sont le patrimoine d'aucune communauté autonome ou région, mais de la nation universelle du toro : nous sommes en train de transformer une fête universelle en de nombreux spectacles de villages ; un fromage savoureux, dans une petite boite avec des portions de différentes qualités et saveurs.

C'est d'une stupidité colossale.

Voilà tout.

A la vue d'une situation aussi préoccupante et grave, j'ose suggérer à la présidence et au comité organisateur qu'au terme de ces rencontres internationales du droit taurin, soit approuvé un manifeste ou une conclusion pour freiner l'excès législatif, atomiseur et fragmentaire, et affirmer la nature de la corrida comme élément culturel commun d'union entre les peuples, tout comme le fait de nous réunir (avocats et juristes taurins) aux nombreuses initiatives en marche, afin de promouvoir le fait que « les toros » soient inclus dans les listes représentatives du patrimoine culturel immatériel de l'humanité qu'élabore l'UNESCO.

Merci beaucoup, tout spécialement au comité organisateur et à tous les collaborateurs.

Et, comme le dit le bâtonnier Olivier Goujon, que je félicite et remercie très sincèrement pour son remarquable travail et sa grande hospitalité, « longue vie à ces rencontres internationales du droit taurin ».

Sincèrement, merci beaucoup.

2.2. LA NACION DEL TORO, DESVERTEBRADA

Por FAUSTO ROMERO-MIURA GIMÉNEZ

Excelentísimos Señores Decanos.

Señoras y señores.

Queridos compañeros.

Alumnos de la Universidad de Nimes, que me llenan de esperanza, porque Vds., son, sin duda, la garantía de un futuro posible para la *Fiesta*.

Y, sobre todo, aficionados:

Les rogaría que me autorizasen a hablar en español - que todos Vd. entienden; y, además, hay un magnífico servicio de traducción simultánea - por consideración y respeto a Vds., para evitar el dañar sus oídos, y salir, yo, abroncado: desgraciadamente, mi francés - después de muchos años sin practicarlo - no es el que Vds. se merecen. Soy menos osado que el Presidente del Gobierno de mi país, a quien, por cierto, no he visto nunca en una corrida de toros, pero sí destrozar una lengua tan hermosa, por la que siento un respeto reverencial.

Y les agradecería que, en este momento inicial, me permitiesen tener, y compartir con Vds., un emocionado recuerdo de homenaje a un grandioso torero, trágicamente desaparecido, **Nimeño II**, que engrandeció el toreo, cuya carrera seguí y a quien tuve la suerte de ver triunfar clamorosamente en varias ocasiones -incluso cortando un rabo- en la bellísima y alegre Plaza de Almería.

Y, en fin, que le traiga un abrazo de su tierra mediterránea a **José Gómez Fernández**, que se considera torero de Nimes, aunque nacido en la mía, y que ha sido de los pocos hombres privilegiados que han toreado a las órdenes de una mujer: **Cristina Sánchez**, a quien tuvo la fortuna impagable de acompañar el día de su alternativa en la hermosísima e indescriptible, única y mágica, Plaza de Toros Nimes.

Hemos de responder, en estos Encuentros, a la pregunta “*El toro y su combate: ¿la parte o el aporte del Derecho?*” Les antípico mi respuesta: a día de hoy, el Derecho resta, parte, fracciona lo que era un conjunto universal.

Yo quiero plantearles hoy, en esencia, dos cuestiones, que sirven de base a mi respuesta anterior:

La primera: niego la mayor: soy contrario a la existencia, a la conveniencia de los Reglamentos. Y lo matizaré. Pero, como ha dicho el Presidente **Christol**, soy un fanático resistente, puesto que los textos pueden llegar a matar por una excesiva protección del ser humano.

El toreo es arte y sentimiento; el arte exige libertad para crear, y el sentimiento para sentirse y manifestarse: no pueden, pues, convertirse en una serie de operaciones *reglamentadas*, es decir, sujetas a unas reglas obligatorias dictadas *por la autoridad competente* que, como saben, es la definición de “reglamento”. De manera que, ahora, en los toros *manda* la autoridad –los políticos- no los toreros, los artistas.

La segunda cuestión: que la proliferación de reglamentos –de reglas diversas, pues, e incluso divergentes- supone la diversificación, la desvertebración y pérdida de la identidad común de lo que hasta hace poco yo definía como la “*nación del toro*”, una nación *universal*, transfronteriza, pues, en esencia, “*Los Toros*” se sienten igual en todo el mundo. Y, con ello, se está poniendo un arma muy poderosa en manos de los antitaurinos. Mientras que nosotros –los aficionados- en la era de la globalización –además- nos desunimos, fragmentamos y empequeñecemos –como ha detallado el Sr. **Monredon** de una manera exhaustiva, que hace innecesario que entre, yo, en detalles- ellos se unen y agrandan. Si alguna vez en la historia ha sido imprescindible la unión de todos los aficionados, de todos los taurinos, en una tradición común, es en este momento. Sinceramente, al contrario que el Presidente **Christol**, soy pesimista sobre el futuro de “*La Fiesta*”.

Lo detallo un poco.

La Ley, por definición, tiene un componente limitativo. ¿Puede reglamentársele a un artista su inspiración, el modo de ejecutar su arte? ¿Es imaginable que durante una Opera –que cito por ser el espectáculo coral, quizás, más parecido a “*Los Toros*”- suba al escenario un delegado gubernativo o un alguacilillo empenachado para sancionar al tenor por haber cruzado por donde no está *reglamentado*?

Por increíble que pueda resultar a los no iniciados, en “*Los Toros*” sí se hace: a través del Reglamento, interpretado, a veces, por

presidentes en exceso *reglamentistas*. Y todos conocemos presidentes de ese corte, que confunden el prudente arbitrio con la arbitrariedad manifiesta.

Y si ha lugar, en el coloquio les puedo contar algún ejemplo vivido profesionalmente. Yo he salido la Plaza en la furgoneta de **Cayetano**, con un coche de la Guardia Civil delante y un coche de la Guardia Civil detrás, porque el Delegado gubernativo había detenido al apoderado del torero por un problema ¡con el pase de callejón! y no acreditarle su identidad: ¡**Curro Vázquez!** Y, cuando el citado delegado dijo alguna otra barbaridad y el banderillero “**Chocolate**” solicitó que se hiciese la prueba de alcoholémia, detuvo a toda la cuadrilla. Al fin, con la asistencia profesional de **Cristina**, mi hija – también Abogada, y presente en esta Sala- y el *savoir faire* de las mujeres, se resolvió felizmente el problema... de madrugada, cuando al día siguiente toreaban en Tarragona.

Parece absurdo que los toreros puedan llegar a tenerle más miedo al Reglamento, al Presidente, al Delegado Gubernativo y a los alguacilillos que al toro.

Yo, soy contrario a que “*Los Toros*” dependan –como en España- del Ministerio del Interior y no, contra toda lógica, del de Cultura, cambio que, por otro lado, no se me antoja en absoluto difícil: si **Bibiana Aído** ha pasado de Directora de la Agencia Andaluza para el Desarrollo del Flamenco a Ministra de Igualdad, mucho menos milagroso parece que “*Los Toros*” pasen de Interior a Cultura.

“*Los Toros*” son una fiesta –una fiesta *lúcica*, de luces- la fiesta del arte, una inmensa e intensísima vivencia emocional. Una fiesta popular que, por centenaria, ha creado *usos*, que, por tener fuerza normativa - estamos en un Congreso de Derecho Taurino- habrían de ser los que - dentro del marco común y mínimo de una hipotética Ley de Bases Taurina, uniforme para todo el mundo, e insisto: flexible, taurina, universal - rigiesen la Corrida como *ley de la afición, una vez el toro y los toreros en el ruedo*, posibilitando así el mantenimiento de las peculiaridades tradicionales – *usuales* - de cada plaza en un contexto de universalidad.

Sin embargo, antes de que el torero haga el paseíllo hay unos pasos previos, *administrativos*, que tal vez fuese lógico que regulase esa *Ley de Bases*, flexible, y *uniforme* para toda la nación del toro, que he citado.

Pero el Reglamento *jurídico, legal*, debe acabar en cuanto sale el toro al ruedo: a partir de ese momento, quien debe mandar es el artista, el torero que se está jugando la vida, el éxito, la fama, el dinero... y haciendo *arte*: el público - y los empresarios - elegirán a los mejores y castigarán con el olvido a quienes no colmen sus emociones o lo que las tauromaquias tradicionales consagren como esencial. En esto, Francia es el modelo a seguir: se premia con la repetición a las ganaderías y toreros triunfadores de años anteriores, salvo clamorosas excepciones.

Y, al hilo de lo que se ha expuesto ya aquí esta mañana, sobre todo por el Sr. **Monredón** cuando nos ha encargado a los españoles velar por la pureza de “*Los Toros*”, me permitiría invertir las tornas... Yo, ciudadano español y de la que ha sido la *nación del toro*, me permito rogarle a Vds., los franceses, que en los Foros mundiales defiendan la autenticidad y la esencia del toreo, porque –no me duelen prensar reconocerlo– Francia tiene mucha más influencia en Europa y en el mundo que España. A Francia, en los Foros internacionales, sobre todo en los políticos, se la toma mucho más en consideración que a la España del veleidoso Gobierno actual, a cuyo Presidente, insisto, a diferencia del de la República francesa, no he visto jamás en una corrida de toros. De manera que yo les rogaría que Vds. tomasen el testigo y fuesen los defensores y valedores internacionales de la Fiesta de “*Los Toros*”.

Y retornando al reglamento, tras este pequeño paréntesis, en lo puramente *administrativo*, considero inaceptable, por ejemplo, que, en función de la legislación aplicable por esa sed de poder local, cateto, aldeano que crece cada día, en un país, región o comunidad, no se pueda acceder a la Plaza si no se han cumplido catorce años – aunque sí tomar la píldora postcoital- y, en otros, esté permitido que toree novilladas picadas un niño de sólo once años: Michelito Legravere es un ejemplo notorio...

En definitiva, lo que sostengo y defiendo es el principio jurídico-político de la *intervención mínima*, pero, desgraciadamente, los aires van por otro lado, y cada día es mayor el afán reglamentista.

Y, con esto, de manera muy breve, entro en la **pluralidad de Reglamentos** que, a mi juicio, conlleva la consecuencia nefasta de la fragmentación y pérdida de identidad común de lo que era la *nación del toro*, universal y uniforme en su esencia. ¿Sería imaginable que, en el fútbol, se pudiesen marcar goles con la mano en función del

campo: en Nimes sí es gol si se cuela con la mano, y en París, no? ¿Es imaginable que un kilogramo pese más o menos de mil gramos según la Región: que en Nimes un kilo pese novecientos gramos y en Niza pese mil cien gramos? Pues es lo que está ocurriendo en “*Los Toros*” con tanto Reglamento: se ha perdido esa uniformidad esencial.

Y quiero esquematizarles ese concepto mío de la *nación del toro* con la esperanza e ilusión de que alguno de Vds., lo comparta o, al menos, lo comprenda.

Los taurinos más que una afición, tenemos una nación. Si, según el Diccionario, *nación* es el *conjunto de personas de un mismo origen y que generalmente hablan un mismo idioma y tienen una tradición común*, ¿cómo se nos puede definir a los taurinos mejor que como nación?

Tenemos el *origen, la tradición, la cultura común*: la Plaza de Toros no es sólo el escenario de una vivencia mágica, sino el sinónimo de la Vida. **Unamuno** -pese a no gustarle los toros- decía: "Aquí, en esta plaza del mundo, en esta vida que no es sino trágica tauromaquia"

Y tenemos una *lengua propia, y universal*: todo el mundo usa a diario en su lenguaje habitual muchas expresiones que hemos acuñado la gente del toro: ¿cuantas veces no nos habremos puesto el mundo por montera, agarrado el toro por los cuernos, sido empitonados, refugiado en el burladero, respirado con alivio a toro pasado, habremos tenido que lidiar a alguien con peores intenciones que un miura –lo siento, de verdad: yo, no soy- a quien hayamos querido darle la puntilla; o visto obligados a saltar al ruedo, y a cambiar de tercio, a saltarnos alguna norma a la torera, la habremos clavado en el hoyo de las agujas, hecho una mera faena de aliño, o hecho un quite a un amigo o dado un capotazo a alguien non grato...? Hay miles de expresiones taurinas: no tener mano izquierda, salir por la puerta grande, darle una larga cambiada a un asunto, echar un capote, atarse los machos, ser un pinchauvas, meterla hasta la bola, tocar pelo, partirse los cuernos, mandar al cuerno, echar la pata *p'alante*, ponerle un par de banderillas, dejar para el arrastre..., además, del grito universal del *olé*... Hemos creado un lenguaje de lo más rico en sensaciones.

Y tenemos también *bandera*, de percal o de franela, roja con las vueltas gualdas, en forma de mariposa, de serpentina, de paño de la

verónica... una *suerte bíblica*, según feliz expresión de **Joaquín Jesús Gordillo** para describir unas, majestuosas, de **Cepeda**.

E *himno nacional*: clarines, timbales y el pasodoble, que suena en todas las plazas del mundo...

En nuestra nación, no exigimos *pasaporte* y existe la *democracia*: es la afición –el pueblo- quien decide siempre, desde el *olé* hasta la bronca pasando por la división de opiniones, pues aquí nadie tiene una opinión que valga más que otra.

Y somos *patriotas*: nuestro *patriotismo*, es la pasión, la fiesta, la alegría.

Vamos a la Plaza con el ánimo de participar en una fiesta coral: somos necesarios el toro, el torero y el público. Acudimos a la Plaza a torear todos juntos, a torear todos con el torero, a transmitirle, con cada *olé*, nuestra ilusión y a que él nos trasmite su sentimiento.

Si los toreros gozan a pesar de que se juegan la vida, ¿por qué hay espectadores y presidentes que acuden con un Reglamento y muchos códigos bajo el brazo para prohibir, sancionar y limitar el arte y la pasión?

¿Puede reglamentarse, todo esto; legislarse de manera diferente en Regiones limítrofes?

Les pongo un ejemplo sobre ese concepto mío de la *nación del toro*: está ocurriendo aquí, delante de nosotros, precisamente en Nimes.

En la Revista “6Toros6” de la semana pasada (nº 793) **Carlos Arévalo**, refiriéndose concretamente a la Feria que ahora vivimos en Nimes, escribía, con el título: “*Nimes, Internacional*”: “...Espectadores venidos de todos los confines del mundo. Así, aficionados de cerca de veinte países tienen ya sus entradas compradas...” Citaba aficionados de varios países: de Afganistán, de Australia, de Etiopía, de Ghana... Y acabada diciendo: “*Hay que felicitarse del proselitismo taurino que promueven las ciudades francesas y, en particular, la de Nîmes*”

¿Debo añadir, yo, algo o todo queda claro? El Profesor **Francis Wolff**, que nos acompaña, en su clarividente contestación al inexplicado académico español - salvo que ser *progre* entrañe tan alto merecimiento - **Antonio Muñoz Molina**, escribió: “*a todos esos españoles jóvenes o menos jóvenes les quiero decir lo que sigue: los toros no son ya, sólo, la Fiesta nacional de España. Con eso, han perdido un poco y han ganado mucho: se han convertido en parte*

integrante de la cultura de la Europa meridional e, incluso, del patrimonio mundial”

Más claro, imposible. Nimes es, hoy, la capital de la nación global, universal, del toro.

En España y en algún país hispanoamericano, eso, esa felicidad común que compartíamos, ya no es posible: los políticos no respetan al que se llamaba *respetable*, al público, porque nuestros políticos - los españoles, digo- padecen el *síndrome A.L.T.A.*: Avidez Legisladora Taurina Autonomista. Y “*Los Toros*” no son patrimonio de ninguna Comunidad Autónoma o Región, sino de la nación universal del toro: estamos convirtiendo una fiesta universal en muchos espectáculos de aldea; un queso sabrosísimo, en una cajita con muchas porciones de distintas calidades y sabores.

Es de una estupidez colosal.

Y acabo.

A la vista de situación tan preocupante y grave, me atrevo a sugerir a la Presidencia y al Comité organizador que, a la conclusión de estos Encuentros Internacionales de Derecho Taurino, se apruebe un manifiesto o una conclusión en pro de frenar el exceso legislativo, atomizador y fragmentario, y de afirmar la naturaleza de “*Los Toros*” como elemento cultural *común* de unión entre los pueblos, así como el acuerdo de sumarnos -los Abogados y Juristas taurinos- a las numerosas iniciativas en marcha en pro de promover que “*Los Toros*” sean incluidos en las *Listas Representativas de Patrimonio Cultural Inmaterial de la Humanidad* que elabora la Unesco.

Muchísimas gracias, especialmente al Comité Organizador y a todos los colaboradores.

Y, como dice el Bâtonnier **Olivier Goujon**, a quien felicito y agradezco muy sinceramente su denodado trabajo y amabilísima hospitalidad, “*larga vida a estos Encuentros Internacionales de Derecho Taurino.*”

Muchas gracias, de verdad.

Merci beaucoup .

3. LA RÈGLEMENTATION DE LA COURSE CAMARGUAISE

Par Me Bernard Fontaine

Mesdames et Messieurs,

Il eût été regrettable qu'il n'ait pas été réservé à la Course Camarguaise une place, si petite soit-elle, dans un colloque consacré au droit taurin.

C'eût été méconnaître une particularité régionale à savoir la présence immémoriale du taureau dans le delta de la Camargue et de ses environs qui explique la relation passionnelle entretenue avec lui. C'est pourquoi on peut, sans grande crainte d'être contredit, affirmer que la tauromachie, c'est-à-dire, le combat avec un taureau, est née naturellement chez nous et n'est pas le produit d'une importation.

Sans entrer dans un long développement qui serait hors propos en la circonstance, il n'est pas inutile de rappeler que depuis des millénaires le taureau dit de race camargue fréquentait les marais incultes et inhospitaliers du delta du Rhône. Animal sauvage, rétif à la domestication quoique certains s'y fussent essayé, il excitait à la fois crainte et admiration à la population locale. C'est ainsi que lorsqu'il arrivait qu'on l'aménât dans nos villages pour y être sacrifié et consommé, la jeunesse se plaisait à s'en amuser en le saisissant pour l'attacher à une longue corde et le promener à travers la population. La présence du fauve maîtrisé fascinait la foule de laquelle quelques intrépides jeunes gens s'extrayaient pour le provoquer. Il arrivait de l'enfermer dans des cours, enclos où on s'en amusait de façon multiple en s'abritant derrière des balles de paille, tonneaux, et divers objets, manifestations désordonnées.

A ARLES ou à NIMES où il existait des arènes, il arrivait de le faire combattre avec des fauves ; c'est ainsi qu'en 1564, Charles IX et sa mère Catherine de Médecis, de passage à ARLES, firent combattre une lionne de leur ménagerie avec une génisse, combat qui tourna au désavantage du malheureux fauve, nullement habitué à tuer un animal pour se nourrir.

En juillet 1897, lors de la grande foire de BEAUCAIRE, un combat fut organisé entre un taureau et un ours .

Ces manifestations particulièrement désordonnées et dangereuses entraînèrent maintes fois leur interdiction; c'est ainsi que LOUIS XIV interdit les combats de taureaux dans la déclaration de Saint Germain en Laye le 27 février 1677,, interdiction sans effet puisque non respectée comme par la suite bien d'autres ultérieures qui susciteront des émeutes à Aigues Vives, Nîmes et Beauvoisin le 7 mai 1851, tant les populations étaient viscéralement attachées à ces jeux.

C'est ainsi que ,peu à peu, se développèrent d'autres jeux: accrochages d'attributs divers entre les cornes, installation d'un mât de cocagne au centre de l'aire de jeu, jeu du manteau, usage de perche pour sauter au dessus du taureau....

Mais de tous , les spectateurs privilégièrent l'enlèvement de l'attribut entre les cornes, exercice dangereux ,requérant adresse et courage. Ainsi il en était fini des jeux anarchiques et peu valorisants pour le taureau qui était plus maltraité que considéré comme un combattant.

La course à la cocarde était née !

Mais cette naissance s'inscrivait dans un contexte inorganisé. Petit à petit on prit conscience de la nécessité de créer des arènes; à l'origine elles étaient temporaires, constituées de charrettes et de planches : puis il fallut écarter de la piste les bâdauds et troubliers, personnes peu courageuses qui empiétaient sans grands risques dans l'arène pour satisfaire leur seule émotion au préjudice des courageux s'élançant vers la tête du taureau pour y apprêter la cocarde; il apparut peu à peu opportun de doter l'attribut d'une certaine somme d'argent pour exciter le courage puis d'en entretenir celui ci par l'octroi de primes lorsque la bête défendait avec pugnacité ses attributs.

Une réglementation paraissait s'imposer mais difficile à mettre en place. Certes certains organisateurs de spectacles avaient tenté ,dans leurs propres arènes, d'imposer un règlement : appositions d'affiches fixant le montant des attributs, interdiction de pénétrer en piste et nombre de « raseteurs » limité, tenue vestimentaire annoncée...

A VAUVERT, en 1904, il est interdit d'attaquer le taureau avant 2 minutes de présence dans l'arène;

A ARLES le 17 juin 1906, une commission est chargée d'organiser le placement de la cocarde et les conditions de son enlèvement , il est prévu d'exiger une tenue vestimentaire appropriée à tous les raseteurs participant à la course.

A LUNEL en 1913, il est interdit aux gêneurs et curieux d'envahir la piste, de gêner les raseteurs, en rendant les taureaux distraits;

Suite à la promulgation de la loi sur les associations des clubs taurins se créent dans presque tous les villages de tradition taurine. Sous leur impulsion et leur concertation va se mettre en place un processus de réglementation.

C'est ainsi qu'en 1912 se tient pour la première fois un congrès de la Fédération Taurine qui ébauche une réglementation :

- imposition du crochet provençal seul autorisé pour enlever les attributs,
- obligation de respecter 2 minutes après l'entrée en piste du taureau avant de l'attaquer,
- l'attribution du $\frac{1}{4}$ du prix de la cocarde à celui qui l'a coupée et les $\frac{3}{4}$ à celui qui l'enlève .

En 1928 est créée la Cocarde d'Or dont le règlement strict a servi de fondement à celui appliqué actuellement.

Par la suite plusieurs pré-congrès sont tenus :

le 1^{er} à ARLES sous l'impulsion de POULY, président de l'Union des éleveurs de taureaux de combat,

le 2^{ème}, toujours à ARLES en mars 1938, par l'association des raseteurs.

A l'occasion de ces 2 congrès, chacune des associations a fait part de ses nouvelles résolutions et modifications à apporter au règlement.

Le 17 février 1963, la Commission de la Course à la Cocarde décide qu'un congrès se tiendrait le 24 mars 1964 à l'occasion duquel serait élaborée le CHARTE de la Course Camarguaise.

C'est le 2 septembre 1975, que sera fondée la FEDERATION FRANCAISE DE LA COURSE CAMARGUAISE, ayant pour objet « de maintenir et propager le sport constitué par la course camarguaise, émanation directe d'un folklore ancestral issu des régions du Languedoc et de Provence, de nature à développer les qualités physiques et d'adresse et de courage des pratiquants de ces régions » (art 1 des statuts).

On ne peut s'empêcher d'être critique envers cette rédaction qui oublie le principal acteur à savoir le taureau!

C'est ainsi qu'on omet de relever que la course est un combat qui se joue entre des hommes et un animal qui se bat pour défendre ses attributs; or les statuts l'ignorent !

L'art 1 A se limite à définir la course camarguaise en « un jeu sportif se déroulant face à des taureaux de race camarguaise et dans lequel s'exprime, entre autres, la jeunesse du Languedoc et de Provence, qui doit y faire preuve de souplesse, dextérité et courage »

Cette fédération va se doter d'une réglementation particulièrement rigoureuse qui met fin à l'anarchie antérieure qui dévalorisait le spectacle en lui ôtant tout intérêt.

Il fallait tout d'abord mettre de l'ordre dans l'organisation des courses: plus question de laisser concourir de jeunes gens inexpérimentés devant des taureaux âgés et dangereux et de faire concourir en même temps des bêtes de tous âges; c'est pourquoi en premier lieu il va être décidé d'organiser les courses en 3 catégories :

- courses dites emboulées c'est-à-dire à cornes protégées,
- courses de protection avec taureaux âgés de 5 ans maximum ou vaches de 6 ans maximum, courant à cornes nues; elles sont réservées aux stagiaires;
- courses de compétitions ou assimilées autrement appelées royales, concours de manades, courses de taureaux jeunes, courses d'étalons.

Toutes les courses sont organisées par différentes organisations et associations sous l'égide et le contrôle de la fédération.

La Fédération de la Course Camarguaise se voit reconnaître un pouvoir considérable celui de chapeauter tous les clubs et tous les participants au monde taurin.

Elle est placée sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports au même titre que toutes les fédérations sportives et s'est vue reconnaître une mission de service public.

LA RÈGLEMENTATION

Elle est abondante et complexe et comprend de nombreux règlements :

1 / Un règlement intérieur :

Il complète les statuts : qualité des membres, tenue des assemblées générales, fonctionnement et attributions du Comité Directeur et du bureau fédéral, constitution des commissions fédérales au nombre de 8, constitutions des organismes régionaux et départementaux.

2 / La réglementation disciplinaire type des fédérations sportives relative à la lutte contre le dopage :

Il comporte 34 articles pris en application des art L 3631-1 et 3 du code de la santé publique : enquêtes et contrôles, organes et procédures disciplinaires de première instance et d'appel

3 / La réglementation type des fédérations sportives relative aux commissions médicales aux fins d'assurer l'application au sein de la FFCC la législation médicale édictée par le Ministère de la Jeunesse et des sports :

Elle précise entre autres les prescriptions et examens médicaux à accomplir pour obtenir une licence ainsi que les contrôles périodiques auxquels sont astreints les raseurs.

4/ Un règlement disciplinaire:

Il ne s'applique pas en matière de lutte contre le dopage dont on a vu qu'il faisait l'objet d'un règlement spécifique.

Il prévoit la constitution des commissions de première instance et d'appel, la procédure des poursuites contre les titulaires de licence, la nomenclature des infractions pour:

- cause d'indiscipline,
- non respect des statuts et règlements de la fédération
- violation de la morale sportive,
- manquements graves portant atteinte à l'honneur, à l'image, à la réputation et à la considération de la course camarguaise.

Sans entrer dans le détail on peut affirmer que la procédure assure le respect du contradictoire ainsi que celui des droits de la défense:

- convocation par LR avec AR 15 jours à l'avance,
- communication préalable du dossier
- possibilité de se faire représenter ou assister par un avocat et possibilité de se faire assister par toutes personnes de son choix,
- possibilité de faire entendre des témoins après dénonciation
- débats publics et contradictoires,
- rédaction d'une décision motivée,

- opportunité de faire appel dans un délai de 10 jours suivant notification de la décision par pli recommandé
- obligation pour la commission d'appel de statuer dans un délai de 6 mois à compter de l'engagement initial des poursuites et à défaut de décision dans ce délai possibilité de saisir le Comité Olympique et Sportif français aux fins de conciliation.

5 / Un règlement financier :

Il a pour objectif d'assurer une totale transparence de la gestion financière fédérale.

6 / Les règlements généraux et sportifs :

C'est sans doute la partie la plus importante de la réglementation car régissant les conditions d'appartenance à la FFCC et à toute l'organisation de spectacles taurins.

a) les adhérents:

Sont tout d'abord définies les conditions d'obtention de l'adhésion: production d'un casier judiciaire vierge -obligation d'assurance- engagement de connaître et respecter à la lettre et dans l'esprit le règlement de la fédération.

Peuvent adhérer :

- les clubs taurins, les associations et groupes affiliés,
- les manadiers possédant au moins 70 bêtes dont 30 vaches et disposant d'au moins 50 hectares,
- les gardians salariés travaillant pour un manadier affilié,
- les cavaliers camarguais et les gardians non salariés c'est à dire les personnes pratiquant une activité sportive au sein d'une manade comme acteur volontaire et bénévole dans toutes activités avec les taureaux ou ayant un rapport avec eux,
- les raseteurs et les tourneurs classés en 4 catégories :

*raseteurs

*tourneurs

*stagiaires

*élèves des écoles de raseteurs et dirigeants des écoles avec obligation pour eux d'avoir été qualifiés par les commissions sportives et médicales de la fédération après une période probatoire en course de protection

b) les équipements sportifs :

*** LES ARENES:**

Elles doivent être aménagées conformément au cahier des charges élaboré par la FFCC pour les constructions nouvelles ou réaménagées; les projets doivent être préalablement soumis à la fédération qui les soumet à une commission de sécurité qui doit faire par de ses observations et procéder au contrôle de la conformité des travaux. A défaut les arènes ne sont pas homologuées.

*** LES PISTES:**

Elles doivent être dotées des éléments suivants :

- les barrières et contrepistes doivent être constituées de planches en bois blanc plein de 3 cms minimum à 4 cms maximum et être peintes en rouge,
- elles doivent être fixées pour éviter que le bétail ne les projette en l'air,
- leur hauteur doit être comprise entre 1,10 m et 1,15 m,
- elles doivent être pourvues en partie basse de marchepieds peints en blanc constitués d'une seule pièce réalisant à la fois le côté piste et le côté contre piste,
- l'épaisseur de ces derniers doit être comprise entre 5 et 10 cms,
- la largeur des marchepieds doit être de 5 à 6 cms dans la contrepiste et 15 à 18 cms dans la piste,
- la hauteur entre le marchepied et le sol doit être comprise entre 30 et 35 cms de façon à permettre à un homme de s'y glisser en rampant.

*** LES VESTIAIRES:**

*** LES TORILS:**

un cahier des charges très précis impose un aménagement individuel sécurisé et proprement aménagé pour éviter tout accident tant à l'animal qu'aux gardians; il est imposé également des mesures d'hygiène très strictes.

*

L'ECLAIRAGE:

Sur ce point encore il est prévu de nombreuses normes et obligations pour assurer un éclairage soit pour les courses de nuit soit pour assurer une luminosité suffisante lorsque la course finit à la nuit tombante.

c)les infirmeries et l'assistance médicale :

Les organisateurs se doivent de garantir, dans tous les cas, aux raseteurs, manadiers et gardians, l'assistance médicale nécessaire face aux accidents qu'ils pourraient subir au cours ou dans le cadre de la course camarguaise.

D'où les obligations de faire assurer une permanence médicale par un médecin ou un chirurgien, la présence d'une ambulance équipée et de pouvoir mettre à disposition une infirmerie

d)L'organisation des courses:

Il est interdit à d'organiser une course de taureaux sans avoir obtenu une autorisation préalable de la fédération sous peines de sanctions pour tous les participants.

C'est pourquoi à l'intersaison sont réunis par les délégués départementaux et le secrétariat général de la fédération les organisateurs afin d'établir un calendrier prévisionnel après quoi un calendrier final comportant l'ensemble des courses qui auront lieu dans la saison sera remis lors du congrès annuel.

La saison officielle commence le deuxième dimanche de mars et se termine le 11 novembre.

Il est établi des grilles de course indiquant la date,l'heure de la course, le nom de la ou des manades, le nom des cocardiers ou des vaches,ceux des raseteurs et tourneurs invités et le prix d'entrée générale.

Une confirmation doit être faire le lundi précédent la course.

Seules les grilles validées par la Fédération sont transmises à la presse pour être publiées.

Les affiches annonçant les courses doivent comportées des informations obligatoires sur le déroulement de la course (art 109)

Il en est de même pour la billetterie.

Les conditions de report ou d'annulation sont également prévues sous peines de sanctions (art 116 et suivants).

e)les lois du jeu:

Ce sont celles qui vont régir la police et le déroulement de la course:

1- la feuille de course :

Elle est établie et signée par toutes les parties prenantes (organisateurs, représentant des raseteurs, tourneurs, représentant des manadiers ou gardians, médecin, président de course, délégué) (art131)

2- le délégué de course :

Il représente la Fédération à chaque course et est désigné par la commission départementale des délégués . Une place lui est réservée à la présidence et sa présence doit être annoncée.

Il doit être présent une demie heure avant la course et être en possession du règlement. Il est tenu de remplir la feuille de course et de la faire signer ; il ne doit partir qu'après embarquement des taureaux après la course.

Il joue un rôle d'observateur mais pas d'arbitre et doit noter sur la feuille de course tout dysfonctionnement et non respect des règlements et incident grave.

- non respect de l'encocardement,
- changement de taureau non prévu dans la grille,
- prestations des stagiaires lors des courses de ligue,
- accident et incident grave survenu en cours de course,
- changement du tarif d'entrée par rapport au prix annoncé sur la grille,
- incident survenu entre raseteurs et présidence et entre acteurs de la course
- s'assurer de la présence du médecin et de l'ambulance en début de course et jusques après embarquement des taureaux,
- après signature de la feuille de course signée par tous comme précisé, il doit en remettre une copie à l'organisateur et envoyer l'original dès le lendemain à la fédération,
- il doit recouvrer les cotisations de course et la contribution fédérale,
- il doit noter le nombre de points attribués à chaque raseteur,

3- les délégués de piste :

Ils ont pour tâche d'aider le président de course à prendre ses décisions.

Ils peuvent être jusqu'à 3 répartis dans la contrepiste.

4- les présidences :

La course est présidée par au moins 2 personnes compétentes.

La Présidence doit veiller à l'application stricte de la réglementation (art 137A). Elle doit gérer la course dans un esprit sportif tant en piste que sur les gradins; de plus elle est chargée du maintien de l'ordre public;

Elle est habilitée à prendre des sanctions immédiates en cours de course :

- exclusion temporaire du raseteur pour l'intégralité du temps de course du taureau qui suit la faute sanctionnée par le président; désobéissance de la course, mauvais geste, invectives envers le public, les autorités fédérales ou sportives
- sanction en cas d'utilisation d'un crochet non conforme
- exclusion définitive en cas d'échange de coups,

5- les taureaux:

Ils doivent pouvoir être identifiés c'est pourquoi ils doivent être marqués au fer rouge : année de naissance, numéro d'ordre indiquant leur « état civil » apposition de 2 boucles auriculaires pour identification par les services vétérinaires.

6- les groupes de raseteurs:

Ils sont répartis en 4 groupes définis comme suit Elite 1 et 2, Espoirs E et détection

Leur nombre admis en piste, est fixé chaque année après approbation par l'assemblée générale;

L'admission des raseteurs en piste se fait en fonction de leur classement au championnat de France

Les courses sont réparties en 3 groupes définis par la commission sportive afin de mieux répartir l'ensemble des raseteurs

Ils doivent se présenter en piste en tenue blanche correcte. Leur nom doit obligatoirement être inscrit dans leur dos en lettres noires pour les raseteurs, en rouge pour les tourneurs : hauteur des lettres 50 à 60 mm, largeur 35 à 45 mm;

Ils doivent utiliser un crochet fédéral correspondant à la catégorie dans laquelle le raseteur est inscrit sous peine de sanction.

Il leur est formellement interdit d'utiliser un accessoire quelconque (mouchoir, serviette) pour attirer le taureau

Ils doivent rester en piste jusqu'à la fin de la course sauf blessure grave.

Ils ne doivent pas arrêter le taureau dans son déplacement naturel ou sportif en piste sous peine de sanction.

7- les crochets:

Il doit être conforme à l'arrêté préfectoral du Gard du 2 avril 1964, c'est-à-dire à quatre branches de 8 cms de longueur, dotés de 4 dents incurvées vers la base du crochet. Une barrette transversale est permise à condition de ne comporter aucune dent. La longueur totale est de 12 cms.

8-1 'encocardement:

La cocarde est un ruban de 5 cms de longueur et de 1 cm de largeur de couleur rouge placée de façon apparente au milieu du front, attachée à la provençale c'est-à-dire sans tricherie.

Les glands sont blancs; la ficelle l'attachant à l'élastique est de même nature que celle à laquelle est attachée la cocarde.

La ficelle est obligatoirement constituée de 12 brins de lin de couleur jaune fournie chez le fournisseur agréé exclusivement par la Fédération.

Le nombre de tours de ficelle autour de chaque corne est fixé par le règlement: de 30 tours pour les taureaux faciles à 8 pour les difficiles.

9- les attributs:

Le tarif de sortie est fixé chaque année après approbation par l'assemblée générale.

Ils sont côtés pour le championnat de France :

coupe de la cocarde : 1 point

enlèvement de la cocarde : 2 points

d'un gland : 2 points

de la ficelle : 3 points

enlèvement multiple en un seul raset :

cocarde et gland : 3 points

les 2 glands : 3 points

cocarde et 2 glands : 4 points

Les primes peuvent être annoncés pendant la course en commençant par la cocarde

10- le temps de course:

Il est décompté à partir de la 2^{ème} sonnerie. Tous les cocardiers devront rester en piste 15 minutes sauf accident ou perte des attributs avec exception pour taureaux jeunes

7 – le code disciplinaire :

La FFCC applique sans réserve le règlement disciplinaire type des Fédérations sportives agréées.

En conséquence il énumère le barème des sanctions sans que pour autant il soit obligatoire, sa valeur est indicative.

Comme vous pouvez le constater, Mesdames et Messieurs, la réglementation est complexe , je ne vous en ai présenté que l'essentiel sans entrer dans le détail pour pas rendre l'exposé fastidieux. De plus je n' ai point évoqué l'organisation particulière de divers trophées et compétitions (LE TRIDENT D'OR - LE TROPHEE TAURIN etc....) et la COUPE DE France.

En conclusion on a pu constater qu'en quelques décennies une profonde évolution s'est fait jour transformant de simples jeux taurins en un véritable sport strictement règlementé reconnu par les plus hautes autorités de la République. L'évolution s'est faite de la Course libre à la Course à la Cocarde puis à la Course camarguaise et ce grâce tous les « aficiona » et les clubs taurins force de proposition et d'animation. Il faut rendre également hommage à ceux qui se dévouent pour mener à bien la Fédération et les réformes notamment au Président Henri ITIER dont on ne louera pas assez le dévouement et la compétence.

Il faut également savoir que cette réglementation n'est pas figée et définitive; elle évolue sans cesse sous impulsion de tous les acteurs afin d'améliorer le spectacle, on ne peut ainsi assimiler la course camarguaise à un folklore car dans l'esprit de certains ce dernier n'est qu'une mémoire populaire désuète, immuable , exhumée d'un musée !

On peut donc parler à son sujet de tauromachie, c'est à dire de l'art de combattre le taureau dans l'arène.

La Course Camarguaise a donné au taureau camargue la reconnaissance et le respect qu'il mérite, de sorte que celui qui du plus lointains des âges fréquente les vastes espaces salés et les roselières, est vénéré par les populations méridionales qui ont érigé des monuments et statues aux plus vaillants et réputés combattants, pérennisant ainsi en cet hommage leur souvenir.

3. REGLAMENTACIÓN DE LA CORRIDA CAMARGUESA

Por Me Bernard Fontaine

Señoras y señores,

Hubiese sido una pena que no hubiera sido reservado a la corrida camarguesa un sitio, en un coloquio dedicado al derecho taurino.

Hubiera sido desconocer una particularidad regional que es la presencia inmemorial del toro en el delta de la camarga y de sus alrededores que explica la relación pasional cultivada con él.

Por eso, podemos sin temer la contradicción, afirmar que la tauromaquia, o sea, el combate con el toro, nació naturalmente en nuestras tierras y no es el producto de una importación.

Sin entrar en una grán demostración que sería desplazada, no es útil recordar que desde milenarios el toro llamado de raza camarguesa frecuentaba las marismas incultas e inhospitalarias del delta del Rhône. Animal salvaje, reproprio a la domesticación aunque algunos lo intentaron, suscitaba temor y admiración a la población local.

Así, cuando llegaba se le llevaba en nuestros pueblos para ser sacrificado y consumido, la juventud se divertía cogiéndolo para atarlo a una cuerda y pasearlo delante de la gente. La presencia de la res dominada fascinaba a la multitud y, algunos intrépidos jóvenes la provocaban. A veces la encerraban en algunos corrales, y se divertían de manera múltiple abrigándose detrás de los fardos de paja, toneles, y diversos objetos, manifestaciones desordenadas.

En Arles o en Nîmes donde existían plazas, a veces se organizaban peleas con fieras: así, en el año 1564, Carlos IX y su madre Catarina de Medicis, de paso en Arles, hicieron combatir una leona contra una becera, el combate fue ganado por esta última, por no estar acostumbrados a pelearse para alimentarse.

En julio de 1897, durante la gran feria de Beaucaire, fue organizada una pelea entre un toro y un oso.

Estas manifestaciones particularmente desordenadas y peligrosas llevaron muchas veces a su prohibición; fue así como Luis XIV, prohibió las corridas de toros en su declaración de Saint Germain en Laye el 27 de febrero de 1677, prohibición sin efecto ya que no fue respectada igual que muchas otras ulteriores que suscitaron motines

en Aigues- Vives, Nîmes Y Beauvoisin el 7 de mayo de 1851, puesto que las poblaciones eran visceralmente unidas a esos juegos.

Así, poco a poco se desarrollaron otros juegos: colocación de atributos diversos entre los pitones, instalación de una cucaña al centro del aire de juego, juego del abrigo, utilización de la percha para saltar el toro...

Pero de todos, los espectadores privilegiaron la recogida del atributo entre los pitones, ejercicio peligroso, necesitando precisión y valor. Así se acabaron los juegos anárquicos y poco valorizantes para el toro que estaba más maltratado que considerado como combatiente.

Nacía la corrida a la cocarda!

Pero este nacimiento se inscribía en un contexto desorganizado. Poco a poco se tomó conciencia de la necesidad de crear plazas ; al origen eran temporarias, constituidas de carretas y planchas : y se tuvo que apartar de la plaza a los curiosos y pesadas personas poco valerosas que invadían sin muchos riesgos en la plaza para satisfacer su emoción al prejuicio de los valerosos que cogían impulso hacia la cara del toro para coger la cocarda ; poco a poco apareció como oportuno dotar el atributo de una pequeña cantidad de dinero para levantar el ánimo y entretenérlo con la atribución de primas cuando la res defendía con pugnacidad sus atributos.

Una reglamentación parecía imponerse pero era complicada a instituir.

Incluso si algunos organizadores habían intentado, en sus propias plazas, imponer un reglamento:

Aposiciones de carteles fijando la cuantía de los atributos, prohibición de entrar en la plaza y número de « raseteurs » limitado, traje anunciado...

En Vauvert, en 1904 está prohibido atacar el toro 2 minutos de presencia en la plaza;

En Arles el 17 de junio de 1906, una comisión está encargada de organizar la colocación de la cocarda y las condiciones definiendo como quitársela, está previsto exigir un traje apropiado a todos los raseteurs participando a la corrida.

En Lunel en 1913, está prohibido a los que molestan y a los curiosos que invadan el ruedo, y también que molesten a los raseteurs, distraiendo a los toros;

Después de la promulgación de la ley sobre las asociaciones de los clubs taurinos se crean en casi todos los países de tradición taurina. Bajo su impulsión y su concertación se pone en sitio un proceso de reglamentación.

Así, en 1912 se da por primera vez un congreso de la federación taurina que crea una reglamentación:

- Imposición del gancho provenzal el único autorizado para quitar los atributos,
- Obligación de respectar 2 minutos después de la entrada en el ruedo antes de atacar,
- La atribución del $\frac{1}{4}$ del precio de la cocarda a el que la ha cortado y los $\frac{3}{4}$ a el que la quita.

En 1928 ha sido creada la cocarda de oro cuyo reglamento estricto ha servido de fundamento al que está aplicado actualmente.

Luego varios pre- congresos se han dado:

El primer en Arles bajo la impulsión de Pouly, presidente de la unión de los ganaderos

El 2rº, siempre en Arles en marzo de 1938, para la asociación de los raseteurs.

Con motivo de estos dos congresos, cada una de las asociaciones hizo parte de sus nuevas resoluciones y modificaciones a aportar al reglamento.

El 17 de febrero del 1963, la comisión de la corrida a la cocarda decide que un congreso se iba a dar el 24 de marzo de 1964 con motivo del cual sería elaborada la carta de la corrida camarguesa.

Es el 2 de septiembre de 1975, que sería fundada la Federación Francesa de la corrida camarguesa, teniendo como objeto “de mantener y propagar el deporte constituido por la corrida camarguesa, emanación directa de un folklore ancestral resultante de la regiones del Languedoc y de Provenza, de naturaleza a desarrollar las cualidades físicas, de dexteridad, y de valor de los practicantes de esas regiones” (art 1 de los estatutos).

No podemos impedirnos el ser crítico hacia esta redacción que se olvida del elemento principal o sea del toro.

Así, pues se omite indicar que la corrida es un combate que se juega entre un hombre y un animal que se defiende para defender sus atributos; eso lo ignoran los estatutos.

El artículo se limita a definir la corrida camarguesa en “un juego deportivo desarrollándose frente a toros de raza camarguesa en el cual se pude expresar, la juventud del Languedoc y de la Provenza, que tiene que demostrar su soltura, dexteridad y valor”.

Esta federación va a dotarse de una reglamentación particularmente rigurosa que acaba con la anarquía anterior que desvaloraba el espectáculo quitándole todo el interés.

Primero se trataba de poner orden en la organización de las corridas: no dejar más a los jóvenes inexperimentados frente a toros de edad peligrosos y presentar al mismo tiempo reses de todas las edades; por eso, en primer lugar se decide organizar las corridas en 3 categorías:

-Corridas emboladas o sea con los cuernos protegidos,

-Corridas de protección con toros de 5 años como máximo o vacas de 6 años como máximo, sin las protecciones; están reservadas para los aprendices.

-Corridas de competición o asimiladas llamadas también reales, concurso de manadas, corridas de toros jóvenes, corridas de sementales.

Todas las corridas están organizadas por diferentes organizaciones y asociaciones bajo la égida y el control de la federación.

Entonces, la federación puede controlar todos los clubes y participantes del mundo taurino.

La controla el ministerio de la juventud y del deporte igual que todas las federaciones deportivas y se le reconoce una misión de servicio público.

Aparece como abundante y compleja y se compone de numerosos reglamentos:

1/ Un reglamento interior:

Completa los estatutos: calidad de los miembros, organización de las asambleas regionales y departamentales.

2/ la reglamentación disciplinaria modelo de las federaciones deportivas de lucha contra el dopaje:

Se compone de 34 artículos tomados en aplicación de los art L 3631-1 y 3 del código de la salud pública: encuestas y controles, órganos procedimientos disciplinarios de primera instancia y apelación.

3/La reglamentación modelo de las federaciones deportivas relativas a las comisiones medicas con el objetivo de asegurar la aplicación al seno de la FFCC la legislaci^{on} medical decretada por el ministerio de la juventud y deporte:

Indica entre otra cosa las prescripciones y examenes medicas que deben hacer los “raseteurs” para obtener una licencia, y los controles periódicos y obligatorios de los raseteurs.

4/Un reglamento disciplinario:

No se aplica para la lucha contra el dopaje que como lo hemos visto depende de un reglamento específico.

Prevee la constitución de las comisiones de primera instancia y apelación, el procedimiento de las diligencias contra los titulares de licencia, la nomenclatura de las infracciones para:

- indisciplina,
- No respecto de los estatutos y reglamento de la federación,
- violación de la moral deportiva,
- incumplimientos graves afectando al honor, la imagen, la reputación y la consideración de la corrida camarguesa.

Sin entrar en el detalle se puede afirmar que el procedimiento asegura el respecto del contradictorio así como el de los derechos de la defensa:

- convocatoria con carta recomendada y acuse de recibo 15 días de antemano,
- comunicación previa del expediente
- posibilidad de hacerse representar o asistir por un abogado y posibilidad de ser asistido por cualquier persona de su elección,
- posibilidad de escuchar a testimonios después de una denuncia
- debates públicos y contradictorios,
- redacción de una decisión motivada,
- oportunidad de recurrir durante un periodo de 10 días según la decisión con paquete certificado

-obligación para la comisión de apelación de estatuar durante un periodo de 6 meses a partir del inicio de las diligencias y con ausencia de decisión en este plazo posibilidad de embargar el comité olímpico y deportivo Francés con el objetivo de conciliación.

5/Un reglamento financiero:

Tiene el objetivo de asegurar una total transparencia de la gestión financiera federal.

6/Los reglamentos generales y deportistas

Es sin duda, la parte la más importante de la reglamentación porque rige las condiciones de pertenencia a la FFCC así como toda la organización de los espectáculos taurinos.

a) **Los socios:**

Primero se definen las condiciones de obtención de adhesión: producción de extracto del registro virgen – obligación de conocer y respetar el reglamento de la federación.

Pueden adherir:

-los clubes taurinos, las asociaciones y grupos afiliados,
-los ganaderos poseyendo por lo menos 70 reses con 30 vacas y 50 hectáreas,

-los mayoriales asalariados trabajando para un ganadero afiliado,
-los jinetes camargueses y mayoriales no asalariados, es decir las personas practicando una actividad en una manada como actor voluntario y benévolos en todas las actividades con los toros o en relación con ellos

“raseteurs”

“tourneurs”

“Aprendices”

Alumnos de las escuelas de “raseteurs” y dirigentes de las escuelas con la obligación para ellos de haber sido calificados por las comisiones deportivas y medicinales de la federación después de un período probatorio en las corridas de protección

b) **Las instalaciones deportivas:**

*Las plazas:

Tienen que ser arregladas de acuerdo con el pliego de condiciones elaborado por la FFCC para las constucciones nuevas o reinstaladas; los proyectos tienen que ser previamente sometidos a la federación que los somete a una comisión de seguridad que debe hacer parte de sus observaciones y proceder al control de la conformidad de las obras. En caso contrario no están homologadas.

*El ruedo:

Deben ser dotados de los elementos siguientes:

- pared y callejón deben ser constituidos de tableros de madera blanca lleno de 3 cms como mínimo a 4 cms como máximo y deben ser pintados de rojo,
- deben de ser fijados para evitar que las reses las proyectan,
- su altura debe medir entre 1,10m y 1,15m,
- deben disponer de estribos, pintados de blanco, constituidos por una pieza única sirviendo al mismo tiempo para el ruedo y el callejón,
- el grosor de estos últimos debe medir entre 5 y 10 cms,
- la anchura de los estribos debe medir entre 5 y 6 cms en el callejón y de 15 a 18 cms en el ruedo,
- la altura entre el estribo y el suelo debe medir entre 30 y 30 cms de tal forma que pueda entrar un hombre por este sitio.

*los vestuarios:

*los toriles:

Un pliego de condiciones muy preciso impone una adaptación individual segurizado y especialmente adaptado para evitar cualquier accidente tanto a los animales como a los mayoriales; se imponen también medidas de higiene muy estrictas.

* El alumbrado:

Sobre este último punto están previstas muchas normas y obligaciones para asegurar un alumbrado para las corridas de noche o para asegurar una luminosidad suficiente cuando termina la corrida al anochecer.

c) las enfermerías y la asistencia medical:

Los organizadores tienen que garantizar, en todos los casos, a los raseteurs, ganaderos, mayoriales la asistencia medical necesaria

frente a los accidentes que podrían padecer durante la corrida camarguesa.

De allí las obligaciones que se aseguren las permanencias medicas por un médico o un cirujano, la presencia de una ambulancia equipada y poder poner a disposición una ambulancia.

d) organización de las corridas:

se está prohibido organizar una corrida de toros sin autorización previa de la federación bajo pena de sanciones para todos los participantes.

Por eso antes de que empiece la temporada los delegados departamentales y el secretario general de la federación convocan a los organizadores para establecer un calendario previsional. El calendario final será remitido con todas las corridas que se darán durante la temporada.

La temporada oficial empieza el segundo domingo de marzo y se termina el 11 de noviembre.

Se establecen distintas partes con la fecha, la hora de la corrida, el nombre de las manadas, de los toros “cocardiers” o de las vacas, los de los participantes “los raseteurs” y “tourneurs” invitados y, el precio de entrada.

Se debe confirmar el lunes antes de la corrida.

Sólo lo que está valido por la federación será transmitido a la prensa para ser publicado.

Los carteles anunciando las corridas deben comportar informaciones obligatorias sobre el desarrollo de la corrida (art 109)

Pasa igual con las entradas.

Las condiciones de aplazamiento o anulación están igualmente previstas bajo penas de sanción (art116)

e) las leyes del juego:

Son las que van a regir la policía y el desarrollo de la corrida:

1- La hoja de la corrida:

Está establecida y firmada por todos los participantes (organizadores, representantes de los raseteurs, tourneurs, representante de los ganaderos o mayorales, médicos, presidente de corrida, delegado) (art131)

2- el delegado de la corrida:

Representa la federación a cada corrida y está designada por la comisión departamental de los delegados. Un sitio le está reservado a la presidencia y su presencia tiene que ser anunciada.

Tiene que estar presente media hora antes de la corrida y poseer el reglamento. Tiene que llenar la hoja de la corrida y firmarla; sólo puede marcharse después del embarque de los toros después de la corrida.

Desempeña un papel de observador no de árbitro y tiene que notar sobre su hoja de corrida cualquier error y no respecto de los reglamentos e incidentes graves.

- no respecto de la forma de colocar la cocarda,
- cambio de toros no previstos,
- prestación de aprendices para las corridas de liga
- accidente e incidente grave ocurrido durante la corrida,
- cambio de tarifas de entrada respecto al anunciado en la hoja
- incidente entre "raseteurs y presidencia y los otros actores de la corrida
- asegurarse de la presencia del médico y de la ambulancia al principio de la corrida y hasta el embarque de los toros.
- después de la firma de la hoja de la corrida firmada por todos como precisado, tiene que enviar una copia al organizador y mandar el original el día siguiente a la federación,
- tiene que recuperar todas las cotizaciones de la corrida así como la contribución federal,
- tiene que notar el número de puntos atribuidos para cada "raseteur"

3/- los delegados del ruedo:

Tienen que ayudar al presidente a tomar las decisiones.

Pueden llegar a ser tres repartidos en el callejón.

4/ Las presidencias:

La corrida está presidida por lo menos por 2 personas competentes.

La presidencia debe asegurarse de la aplicación estricta de la reglamentación (art 137^a). Tiene que administrar la corrida con un

espiritu deportista tanto en el ruedo como en los tendidos; además está encargada de mantener el ordén público;
Está habilitado a tomar sanciones inmediatas durante la corrida:

- exclusión temporaria del “raseteur” para la integralidad del tiempo de corrida del toro despues de lo que ha sido sancionada por el presidente; desobedencia en la corrida, mal gesto, invectivas hacia el público, las autoridades federales o deportivas
- sanción en caso de utilización de un gancho no reglamentario
- exclusión definitiva en caso de intercambio de golpes

5/ los toros:

Tienen que ser identificados por eso están marcados con el hierro: año de nacimiento, número de orden indicando su “estado civil” aposición de 2 anillos auriculares para la identificación de los servicio veterinarios.

6/los grupos de raseteurs:

Están repartidos en 4 grupos definidos de esta forma Elite 1 y 2, esperanzas E y detección
el número admitido en pista, es fijado cada año después de la aprobación de la asamblea general;
la admisión de los raseteurs en el ruedo se hace en función de su rango en el campeonato Francés.

las corridas están repartidas en 3 grupos definidos por la comisión deportiva con el fin de repartir mejor el conjunto de los “raseteurs”.
Tienen que presentarse en el ruedo vestido de blanco. Su nombre debe obligatoriamente estar inscrito en sus espaldas en letrillas negras para los raseteurs, en rojo para los tourneurs: altura de las letrillas 50 a 60mm, anchura 35 a 45 mm;
Tienen que utilizar un gancho federal correspondiente a la categoria en la cual están inscritos si no quieren ser sancionados.
Les está formalmente prohibidos utilizar un accesorio cualquiera (pañuelo, servietas) para atraer al toro.

Tienen que permanecer en el ruedo hasta el fin de la corrida excepto en caso de herida grave.

No tienen que parar al toro en su desplazamiento natural o deportivo en el ruedo bajo pena de sanción.

7/ los ganchos:

Tiene que estar conforme con la orden gubernativa del Gard del 2 de abril de 1964, es decir con 4 ramas de 8 cms de largura, dotadas de 4 dientes curvadas hacia la base del gancho.un broche transversal es permitido si no lleva encima ningún diente. La largura total es de 12 cms.

8/ colocación de la cocarda:

La cocarda es una cinta de 5 cms de largura y 1 cm de anchura de color rojo colocada de manera aparente en medio de la frente, amarrada a la provenzala es decir, sin trampas.

Los glands (bálanos) son blancos; la cuerda que los ata al elástico es de misma naturaleza que la que está atada a la cocarda.

La cueda es obligatoriamente constituida por dos 12 ramales de linos de color amarillo que procura el proveedor autorizado exclusivamente por la federación.

El número de vueltas de cuerdas alrededor de cada pitón es fijado por el reglamento: 30 vueltas para los toros fáciles a 8 para los difíciles.

9/ los atributos:

Los sueldos están fijados cada año después de ser aprobados por la asamblea general.

Tienen una numeración para el campeonato de Francia:

Copa de la cocarda: 1 punto

Retirada de la cocarda: 2 puntos

De un bálano: 2 puntos

De la cuerda: 3 puntos

Retiradas múltiples en para un único “raset”:

Cocarda y bálano: 3 puntos

Los 2 bálanos : 3 puntos

Cocarda y 2 bálanos: 4 puntos

Las primas pueden ser anunciadas durante la corrida empezando con la cocarda.

10/ el tiempo de la cocarda :

Está contabilizado a partir del 2 aviso. Todos los cocardiers tendrán que permanecer en el ruedo 15 minutos excepto en caso de accidente o pérdida de atributos con excepción para los novillos

7- el código disciplinario:

La FFCC aplica sin reserva el reglamento disciplinario modelo de las federaciones deportivas autorizadas.

En consecuencia enumera el baremo de las sanciones sin que por lo tanto sea obligatorio, su valor es indicativo.

Como lo pueden constatar, señoras y señores , la reglamentación es compleja, sólo les he presentado lo esencial sin entrar en el detalle , para que la ponencia no sea fastidiosa. Además no mencioné la organizació particular de varios trofeos y competiciones (“el trident d’or- el trofeo taurino)- etc) y la copa de Francia.

Para concluir, hemos podido constatar que en algunas décadas una profunda evolución nació transformando unos simples juegos taurinos en verdadero deporte estrictamente reglamentado reconocido por las más altas autoridades de la república. La evolución se hizo desde “la course libre” hasta “la course a la cocarda” y la “course camarguesa” y esto gracias a todos los “aficiounas” y los clubes taurinos fuerza de proposición y animación

Hay que rendir homenaje también, a los que se dedican para llevar a bien a la federación y a las reformas del presidente Henri ITIER del cual no se hallará suficientemente su dedicación y conocimiento.

También hay que saber que esta reglamentación no es fija ni definitiva; evoluciona constantemente bajo la impulsión de todos los actores con el fin de mejorar el espectáculo, así no se puede asimilar la corrida camarguesa a algo folklórico porque en la mente de algunos esto no es nada más que una memoria popular, desusa,inmuabble,exumada de un museo!

Se puede hablar pues de tauromaquia, es decir del arte de combatir el oro en la plaza.

La corrida camarguesa aportó al toro salvaje el reconocimiento y el respeto que se merece, de tal manera que, el que desde lo más lejos de las edades frecuenta a los extensos espacios ensalados y a las cañaverales, es venerado por las poblaciones meridionales que erigieron monumentos y estatuas a los más valientes y famoso combatientes, haciendo persistir de esta forma su recuerdo.

Bernard Fontaine
Abogado
Miembro de la academia de Nîmes

Miembro de la comisión de disciplina de la corrida camarguesa.

4. LES JEUX D'ARÈNES ET LA PROTECTION DE L'ANIMAL EN CALIFORNIE : COSMOPOLITISME TAURIN, LOBBIES ET JURISPRUDENCE¹

Frédéric Saumade

Anthropologue

Université de Provence-IDEMEC Aix-en-Provence

Les Etats-Unis d'Amérique constituerait-ils la première puissance mondiale dans le domaine de la tauromachie ? La proposition iconoclaste n'a rien d'absurde une fois admis comme une évidence que le rodéo, l'un des sports majeurs en Amérique du Nord, qui intéresse aujourd'hui une vingtaine de millions de spectateurs et de téléspectateurs, est un avatar des jeux d'arènes ibériques. Ce spectacle, qui met en scène la confrontation de cowboys, de taureaux et de chevaux au caractère « sauvage » (*untame*), c'est-à-dire agressif, participe des nombreuses influences hispaniques que la colonie espagnole puis la nation mexicaine, qui avait jusqu'en 1848 la souveraineté sur tout le sud-ouest des actuels Etats-Unis, a diffusées chez sa voisine. Certes, on trouve aussi dans le rodéo nord-américain la trace de la culture anglo-saxonne du cirque et de la parade qui donna lieu, à partir de 1883, aux célèbres exhibitions du Wild West Show de Buffalo Bill (Kasson, 2000). Mais le concept même du jeu d'arènes et les principales techniques employées par les cowboys sont clairement d'origine latino-américaine : ainsi les exercices de monte et de piégeage au lasso des taureaux, dont nous avons montré dans un ouvrage récent qu'ils relevaient d'un processus de transformation mexicaine de la tauromachie espagnole par une mise en spectacle des tâches de l'élevage extensif du bœuf (Saumade, 2008). A ce titre, il est juste de considérer le cowboy du spectacle comme un descendant créole du vaquero mexicain et du torero espagnol, même si d'autres apports d'origine anglo-saxonne et africaine ont pu contribuer à forger la culture de l'élevage extensif nord-américain (Jordan, 1993), et si, comme nous l'avons vu au Mexique, l'adaptation des Indiens à la présence du bétail européen a

1 - La présente communication se base sur une enquête de terrain effectuée en Californie dans le cadre du programme *Torobullmexamerica* financé par l'Agence Nationale de la Recherche (2009-2011).

été un facteur décisif dans la dynamique de transformation des jeux d'arène et de l'élevage bovin.

L'élevage du sauvage en Amérique

Dès les débuts de la colonisation européenne, dans l'ouest étasunien comme au Mexique, l'élevage extensif d'origine ibérique sur des immensités semi-désertiques non clôturées a eu pour résultat le marronnage d'une partie du cheptel, c'est-à-dire l'ensauvagement de troupes de bœufs et de chevaux qui s'isolaient de l'emprise humaine et se reproduisaient en liberté. La prolifération de ces grands mammifères européens dans le paysage des prairies, des steppes et des montagnes qui étaient jusqu'alors les territoires de chasse des Indiens, eut pour effet l'extinction progressive ou le recul vers les montagnes de leurs homologues américains (cerf, antilope, élan, bison). Mais les Indiens, malgré tout, surent s'adapter à cette intrusion en faisant du bétail une proie supplémentaire. Ils se familiarisèrent ainsi avec lui, non seulement en le chassant pour le tuer, lors de raids qui terrorisaient les ranchers blancs, mais aussi pour le capturer et le dresser. C'est ainsi que l'Indien d'Amérique du nord devint un grand cavalier. En outre, les indigènes du sud-ouest (Californie, Arizona, Texas), qui vivaient davantage au contact des Blancs que ceux des Grandes Plaines – dont certains travaillaient même pour les Blancs en tant que vachers, soit pour une Mission jésuite ou franciscaine, soit pour un *rancher* laïc – pouvaient facilement devenir cowboys. Ici comme au Mexique, la colonisation engendra un élevage indigène-métis du bœuf et du cheval où se forgèrent des techniques inconnues en Europe (l'usage du lasso notamment) qui apparaissent, à l'analyse, comme une adaptation de la cynégétique indigène aux nécessités de la domestication du bétail sur un territoire sans limite (Saumade, 2008). Cette forme d'élevage *into the wild*, à l'origine d'une culture cowboy qui doit beaucoup aux Indiens², confond la distinction européenne entre le sauvage et le domestique en considérant le bœuf, l'animal domestique par excellence des civilisations occidentales, comme un animal qui reste

2 - Aujourd'hui encore, du sud au nord de l'ouest américain, l'activité économique de nombreuses réserves indiennes est dominée par l'élevage extensif du bovin, sous une forme assez fidèle à l'ancienne tradition cowboy. Parmi leurs membres, les champions de rodéo de tous âges et des deux sexes participent à des circuits spécifiques d'*Indian rodeo*.

à dompter. En cela elle retrouve, à travers sa représentation idéalisée dans le rodéo, le « sentier de la tauromachie » et de ses propres origines hispaniques.

Tauromachie américaine et législation protectrice de l'animal

Mais aux Etats-Unis, cette ascendance tauromachique du rodéo n'est pas clairement assumée. Elle pose problème, ainsi que l'indiquent les efforts pour limiter la violence du spectacle, pour le moins, en limiter la perception par le public, suivant une gradation significative de l'idéologie dominante. Par exemple, le taureau de rodéo souffre d'être monté par l'homme mais tant qu'il ne saigne pas, cela ne se remarque pas, d'autant que dans l'épreuve, c'est lui qui, par ses bonds agressifs, soumet le plus apparemment l'homme à la violence. Et lorsque ce dernier sort blessé ou groggy de l'épreuve, ses compagnons qui sont venus à son secours s'empressent de l'évacuer de la piste et de le cacher au regard de la foule afin qu'aussi vite que possible, le spectacle continue. Ici, au contraire de ce qui se passe en Espagne avec les toreros, dont les accidents et les blessures sont montrés sous tous les plans dans les médias comme une preuve de bravoure, la souffrance de l'homme doit être recouverte par le vernis du show business. Autre exemple : aux Etats-Unis, on tolèrera qu'un taurillon lancé au galop soit saisi au lasso et renversé, mais on ne tolèrera pas qu'une pouliche subisse le même sort, ce qui indique une hiérarchie entre les deux espèces animales, le cheval étant considéré comme plus proche de l'homme que le bœuf.

C'est sur cette ligne de la violence et du statut des animaux que se définit la frontière entre les civilisations anglo-américaine et ibéro-américaine et leurs productions tauromachiques respectives. De nos jours, en particulier dans les Etats du sud-ouest, la forte présence de populations immigrées venues du Mexique a pour corollaire un développement des versions mexicaines du rodéo, la *charreada* et le *jarípeo*³. L'existence sur le territoire étasunien de ces jeux, qui donnent à voir de manière plus ostensible que le rodéo classique la violence exercée sur les animaux et sur les hommes⁴, même s'ils ne

3 - Pour une ethnographie de ces formes mexicaines de jeu d'arène, voir Saumade, 2008.

4 - Au Mexique, sont vendues autour des marchés des DVD représentant en continu des scènes d'accidents tragiques, parfois mortels, qui frappent les monteurs de

comportent pas de mise à mort, n'est pas sans susciter la polémique. Elle motive les actions en justice des puissantes associations de défense des animaux qui parviennent à influencer la jurisprudence dans les différents Etats concernés, voire à susciter la création de législations spécifiques pour limiter la portée de cette violence. Ont été visées en particulier les épreuves du *coleo* – qui consiste à poursuivre à cheval et à renverser un taureau en tirant sur sa queue –, les *manganas* – piégeage au lasso de pouliches lancées au galop – et l'utilisation d'éperons-crochets blessants (*espuelas de gancho*) dans l'exercice de monte du taureau. L'interdiction des *manganas* a été décrétée en 2005 dans les Etats de Californie, de Floride, du Texas, du Nouveau Mexique, de l'Illinois, du Maine et de l'Oklahoma. Le *coleo*, qui est, au-delà du Mexique, l'exercice tauromachique le plus répandu en Amérique latine⁵, a été interdit en 2008 par le gouvernement de l'Etat du Nebraska. Quant aux éperons crochets, ils sont interdits sur l'ensemble du territoire étasunien parce qu'ils provoquent des blessures sanglantes sur les flancs des taureaux et tombent donc sous le coup de la loi fédérale de protection des animaux domestiques.

Une petite précision technique est ici nécessaire : dans le rodéo nord-américain, le monteur est muni de gros éperons classiques dont la roulette est fixée par une tige métallique. Le but du jeu revient à tenir 8 secondes sur le dos du taureau bondissant, en se tenant d'une seule main à la sangle qui ceinture le poitrail de l'animal. Dans le *jaripeo*, le monteur, muni des éperons crochets, doit résister aussi longtemps que possible. Il a le droit de se tenir des deux mains, d'une main ou même sans les mains, ses éperons, fichés profondément dans les flancs du taureau, pouvant lui permettre de surpasser le temps de monte de son homologue étasunien. Cette performance (en réalité l'effet d'une technique blessante) ne manque pas de flatter le sentiment nationaliste mexicain des monteurs et des organisateurs, personnages issus de milieux marginaux, souvent liés à une économie occulte, qui n'hésitent pas, à l'occasion, à violer la loi des Etats-Unis. Et c'est ainsi que dans certains Etats, tels la Californie ou l'Illinois, où la population d'origine mexicaine est particulièrement

taureaux du *jaripeo*. La publicité inscrite sur les jaquettes de couverture clame le nombre d'accidents graves contenus dans chaque vidéogramme.

5 - Y compris dans les pays qui n'ont pas conservé la corrida coloniale à l'indépendance, tels le Brésil (Maudet, 2009).

nombreuse, sont organisés des *jaripeos* clandestins ; ici, tandis que des bookmakers parient de fortes sommes sur les chances des différents monteurs, sont utilisées les *espuelas de gancho*.

Au-delà du lobby des militants de la cause animale et de son influence politique, ces techniques prohibées, caractéristiques de la *charreada* et du *jarípeo* tels qu'on les observe au Mexique, sont jugées dégradantes, voire « barbares », par de nombreux cowboys, non sans une certaine condescendance raciste à l'égard de leurs collègues venus de l'autre côté de la frontière. D'une façon générale, on remarque que le milieu du rodéo nord-américain est influencé par l'idéologie animaliste et ne manifeste guère d'affinités avec la tauromachie espagnole ni moins encore avec les traditions mexicaines. Pourtant, cette défiance envers les manières hispano-américaines n'est pas sans ambiguïté, ainsi que l'indique l'importance croissante que prennent dans le rodéo les deux *bullfighters* (textuellement, « toreros »), sortes de péons aux atours de clown. Dans le jeu, ces derniers assistent le monteur en attirant l'attention et en feignant le taureau lorsque l'animal a éjecté son adversaire dont il s'apprête à charger le corps sans défense, lourdement retombé sur le sol. Aujourd'hui, les *bullfighters* ont laissé la partie burlesque du spectacle à un clown professionnel, qui se trouve sur la piste mais ne joue aucun rôle tauromachique. Ils sont devenus de véritables spécialistes du combat de taureau, de la *brega*, dirait-on en langage taurin espagnol, à tel point qu'ils se livrent désormais, soit à la fin des rodéos les plus importants, soit dans un genre spécifique de représentation, à une compétition où ils affrontent, l'un après l'autre sous les applaudissements d'un public enthousiaste, un taureau de corrida. Dans ce spectacle, dénommé *free style bullfighting*, chaque participant doit réaliser en 40 secondes autant de feintes, de sauts et d'écartés qu'il le peut ; ainsi les toreros nord-américains retrouvent-ils sans le savoir vraiment les techniques de leurs homologues landais ou des *recortadores* du nord-est de l'Espagne.

Si le succès public considérable du *free style bullfighting* met en évidence les racines communes entre tauromachies européennes et rodéo, et relativise donc quelque peu l'opposition entre les mentalités anglo et hispano-américaines, on remarquera en outre que le rodéo, pas plus que les jeux d'arènes hispaniques, n'est exempt de reproches de la part des protecteurs des animaux étasuniens. Ceux-ci,

en effet, demandent régulièrement son interdiction pure et simple, objectant que les exercices réalisés dans l'arène sont devenus un pur spectacle commercial et que les taureaux et chevaux utilisés ne sont pas les bêtes sauvages des origines mais bien des animaux domestiques que l'on conditionne par la violence pour convenir aux exigences du sport. Quant aux concurrents humains, la plupart sont issus d'un milieu urbain, n'ont jamais travaillé dans un élevage et se définissent eux-mêmes comme des athlètes professionnels plutôt que comme des vachers, ce que les militants animalistes considèrent comme une aberration. Les plus modérés parmi ces derniers, tels Eric Mills, président de l'association *Action for Animals* d'Oakland (Californie), peuvent reconnaître que la prohibition totale du rodéo serait dommageable pour la tradition du pays. Cherchant plutôt à améliorer la condition des bêtes employées dans le jeu, Mills plaide donc pour que ne soient plus utilisés que des animaux adultes et seulement pour les épreuves individuelles de monte de taureaux et de chevaux non dressés (*bullriding*, *bronc saddle riding*, *bareback riding*). Il demande en conséquence la disparition des séquences de piégeage au lasso de veaux et de bouvillons (*calf roping*, *steer roping*). Objectivement, ces pratiques, qui résultent d'ailleurs directement de l'influence mexicaine, sont tout aussi violentes pour les jeunes bœufs mis en jeu que les *manganas* de la *charreada* mexicaine qui tombent, elles, sous le coup de la loi des Etats mentionnés plus haut. Mais le *calf roping* et le *steer roping* sont considérés comme partie intégrante de la tradition « authentiquement américaine » du rodéo et ne sauraient donc faire l'objet d'une prohibition. Pour Mills, cette défense du spectacle intégral par la loi est une hypocrisie qui revient à couvrir les intérêts du « big business » que constitue le rodéo. Notre homme affirme haut et fort son idéologie écologiste et son homosexualité ; il appartient clairement à la gauche alternative américaine. Mais il n'en est pas moins attaché au sentiment identitaire dominant, ce qui révèle toute l'ambiguïté – et donc tout l'intérêt – de sa position, caractéristique d'une culture étasunienne qui voudrait que le jeu d'arènes national fût exempt de violence afin qu'il se distingût des tauromachies hispano-américaines. Ainsi avoue-t-il que rien ne le dégoûte davantage que les usages mexicains, et notamment celui des éperons crochets :

- Qu'ils fassent cela chez eux s'ils le veulent... Ici on est aux Etats-Unis d'Amérique et il faut en respecter les lois et les mœurs pour s'intégrer.

Tauromachies et clivages culturels au sein de la société étasunienne

Ainsi, à partir de la question de la sensibilité à la souffrance animale, peut-on voir dans le hiatus entre le rodéo et ses versions mexicaines une manifestation de l'opposition séculaire des civilisations d'origine anglo-saxonne – à l'origine du « droit des animaux » – et hispanique – à l'origine de la tauromachie. Se pencher sur ces traditions américaines du jeu d'arènes conduit donc à appréhender à un niveau plus général les marquages idéologiques, identitaires, territoriaux, ethniques etc., qui tendent depuis l'époque coloniale les relations entre les deux grandes puissances impérialistes européennes et qui se traduisent aujourd'hui, sur la frontière étasunienne-mexicaine, par un rapport extrêmement ambigu de coopération et d'inimitié dont l'immigration clandestine et le trafic de drogue sont les symptômes les plus aigus. Un exemple saisissant, l'arène de Tijuana, qui présente l'un des programmes de corridas les plus fournis du Mexique, est bâtie juste au-delà du mur militaire qui marque autoritairement, à partir de la plage, la frontière entre les deux pays. L'efficacité de ce mur est symbolique : souvent détérioré et aisément franchissable, sa présence est surtout destinée à rassurer les populations bourgeoises de la ville californienne de San Diego qui craignent l'intrusion des migrants stigmatisés. Quant à l'arène, elle permet aux aficionados mexicains des deux côtés de la frontière d'assister à des corridas avec mise à mort, interdites aux Etats-Unis. Cependant, il existe aussi dans ce pays des peñas taurines qui mêlent aficionados d'origine mexicaine et aficionados anglo-américains⁶. Bien que marginalisés, subissant l'opprobre et même les menaces des militants des *animal rights*, ces groupes de citadins appartenant aux classes moyennes, voire aisées, organisent des causeries (*tertulias*) et des entraînements hebdomadaires de leurs membres *prácticos* (pratiquants amateurs qui se produisent à l'occasion dans l'arène d'un élevage ou d'un village, au Mexique ou en Espagne). Naturellement, ils se joignent à

6 - Il y a à notre connaissance 14 peñas taurines aux Etats-Unis, réparties entre les Etats de Californie (4), Texas (3), Floride (2), Illinois (2), Etat et ville de New York (2), Rhode Island (1). Source : brochure *Los Aficionados de Los Angeles* (march, 2009).

l'émulation suscitée par la *plaza de toros* frontalière de Tijuana dès qu'une corrida y est présentée.

Si la tauromachie et ses dérivés, rodéos américain et mexicain, mettent en exergue les clivages et les étonnantes relations de continuité entre civilisations anglo et hispano-américaines, on remarque aussi, en vertu du droit constitutionnel américain et de la défense des libertés communautaires, que les groupes marginaux (immigrés mexicains, aficionados étaisuniens hispanisés) peuvent, dans le cadre de la loi, donner une expression publique à leur passion taurine et à leur identité. C'est selon le même principe fondateur de cette nation de migrants que les Portugais-Américains d'origine açorienne, fortement implantés dans la San Joaquin Valley (Californie), la plaine agricole la plus riche du monde, jouissent du droit d'organiser des corridas portugaises, ou *touradas*. Une loi fédérale de 1957 interdit la corrida sous toutes ses formes parce qu'il s'agit d'un spectacle où le sang des animaux coule. Mais elle autorise les corridas *bloodless*, sans effusion de sang, si elles ont lieu à l'occasion d'une fête religieuse. Cet alinéa fut rédigé sous l'influence du lobby des Luso-Portugais de Californie, rendu puissant par l'élevage laitier intensif dans lequel bon nombre de familles d'origine açorienne de la San Joaquin Valley se sont spécialisées au cours du XXe siècle. Dans les *touradas* californiennes, qui peuvent comprendre à l'occasion la prestation d'un matador de genre espagnol, chaque taureau est présenté avec un tapis en tissu épais collé sur le garrot qui permet aux toreros à cheval ou à pied de planter sans dommage des banderilles et des *rejōas* dont la pointe est recouverte de velcro. Évidemment, comme au Portugal d'ailleurs, il n'y a pas de mise à mort du bétail. Ici, les taureaux sont loués par l'éleveur à l'organisateur du spectacle ; une fois combattus, le premier les récupère pour les vendre aux abattoirs. Parfois, il en revend un exemplaire aux organisateurs d'une autre fête portugaise où, comme on le voit à Isla Terceira, l'île des Açores dont sont originaires la plupart des Luso-Californiens, on joue à faire courir dans les rues de la ville un taureau tenu par une corde attachée à la base des cornes (*tourada da corda*). Les *bloodless bullfighting* portugais, qui sont apparus dans les années 1930, connaissent aujourd'hui un véritable essor, attirant, outre les Luso-Californiens eux-mêmes, les aficionados mexicains et anglo-américains. Parallèlement, on compte une quinzaine de ganaderias spécialisées

installées entre la San Joaquin Valley et Riverside, aux abords de l'agglomération de Los Angeles ; à l'occasion, elles fournissent aussi du bétail pour animer le *free style bullfighting* des grands rodéos tels que celui de Salinas. Enfin, depuis cette année, un nouveau marché s'est ouvert pour ces entreprises : de l'autre côté de la Sierra Nevada, dans l'Etat voisin du Nevada, à Las Vegas, où ont lieu aussi les finales des principaux championnats nationaux de rodéo, une arène présente désormais des corridas espagnoles *bloodless* auxquelles participent de grandes vedettes, tels Enrique Ponce ou José Ortega Cano...

Expression des minorités et du sentiment national par le jeu d'arènes

Au-delà du rodéo, la société composite des Etats-Unis a donc produit une variabilité culturelle des jeux d'arènes qui s'apparente, sur une plus grande échelle géographique et démographique, à ce que l'on observe dans les pays de tradition taurine du sud-ouest européen ou d'Amérique latine, où la corrida espagnole, la forme la plus répandue, « mondialisée », si l'on veut s'accorder cette concession aux modes du temps, coexiste avec des formes régionales de tauromachie (Saumade, 1994 & 1998 ; Maudet, 2009). Quant à l'opposition des militants animalistes, si elle a plus de poids ici que dans les pays taurins européens et latino-américains où elle est quand même loin d'être négligeable, elle butte inéluctablement sur le principe fondateur des Etats-Unis qui avait, malgré son extraordinaire ambiguïté, tant fasciné Tocqueville : la Loi se porte garante des libertés des minorités dans la mesure où celles-ci participent du sentiment d'appartenance nationale. Et en l'occurrence, si le spectacle de rodéo ne cesse de clamer la fierté d'être Américain, les rodéos mexicains et les corridas portugaises présentés sur le sol étasunien sont toujours précédés par un protocole pompeux incluant l'exaltation, aux côtés des étendards mexicain ou portugais, du drapeau étoilé, soulignée par l'exécution, précédant celle des hymnes des pays d'origine, du célèbre *Spangled star banner*. Comme le dit le « pionnier » charro californien Henry Franco « *Become a good citizen, but don't forget your roots. That's part of the training* »⁷. C'est un tel contexte, à la fois pluriculturel et culturellement homogène, qui a permis cette extraordinaire ambiguïté : le plus

7 - Cité par Nájera Ramírez, 2000-2005 : 4.

grand pays anglo-saxon est devenu le plus grand pays de tauromachie.

Bibliographie

- Jordan, Terry G. 1993, *North American Cattle-Ranching Frontiers. Origins, Diffusion, and Differentiation*, Albuquerque, University of New Mexico Press.
- Kasson, Joy S. 2000, *Buffalo Bill's Wild West. Celebrity, Memory, and Popular History*, New York, Hill and Wang.
- Maudet, Jean-Baptiste. 2009, *Terres de taureaux. Les jeux taurins de l'Europe à l'Amérique*, Madrid, Editions de la Casa de Velazquez.
- Nájera Ramírez, Olga. 2000-2005, "La charreada in the USA", <http://www.folkstreams.net/context>, 296 (1-4).
- Saumade, Frédéric. 1994. *Des sauvages en Occident. Les cultures tauromachiques en Camargue et en Andalousie*. Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
1998. *Les tauromachies européennes. La forme et l'histoire, une approche anthropologique*, Paris, Comité des Travaux Historiques et Scientifiques.
- 2008, *Maçatl. Les transformations des jeux taurins au Mexique*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux.

4. LOS JUEGOS EN LA PLAZA Y LA PROTECCIÓN DEL ANIMAL EN CALIFORNIA : COSMOPOLITISMO TAURINO, LOBBIES Y JURISPRUDENCIA¹

Fréderic Saumade

Antropólogo

Universidad de Provenza – IDEMEC Aix –en –Provence

¿constituyen los Estados unidos la primera potencia mundial en los toros? La proposición iconoclasta no resulta absurda una vez que se haya admitido, como una evidencia que el rodeo, uno de los deportes más importantes en los estados unidos, que hoy interesa a unos veinte de millones de espectadores y telespectadores, es un avatar de los juegos de las plazas de toros ibéricas.

Este espectáculo, que pone en escena la confrontación de vaqueros, toros y caballos de carácter “salvaje” (untame), es decir agresivo, participa de las numerosas influencias hispánicas que la colonia Española y luego la nación mejicana, que entonces ya hasta 1848 era soberana en la totalidad del sur oeste de los estados unidos, ha difundido a su vecina.

Es cierto, que también se encuentran en el rodeo norte-americano las huellas de la cultura anglo-sajona del circo y de la parada que dio lugar, a partir de 1883, a las famosas exhibiciones del Wild West Show de Buffalo Bill (Kasson, 2000). Pero el concepto mismo del juego de plazas y las principales técnicas empleadas utilizadas por los vaqueros son claramente de origen latino-americana: pues, los ejercicios de monta, caza con lazo de los toros, de los cuales hemos demostrado en una labor reciente que relevaban de un proceso de transformación mejicana de la tauromaquia Española con una puesta en espectáculo de las tareas extensivas del buey (Saumade, 2008). A este título, es justo considerar el vaquero del espectáculo como un descendiente criollo del vaquero mejicano y del torero Español, incluso si otros aportes de origen Anglo-Sajona y Africana pudieron

contribuir a forjar la cultura de la crianza extensiva norte –americana (Jordan, 1993), y si, como lo hemos visto en México, la adaptación de los indios a la presencia del ganado europeo ha sido un factor decisivo en la dinámica de transformación de los juegos en las plazas de toros y de la crianza de los bovinos.

La crianza del salvaje en América

Desde el principio de la colonización europea, en el oeste de los estados igual que en México, la crianza extensiva de origen ibérica en las inmensidades semi- desérticas no cercadas tuvo como consecuencia la huida de una parte del ganado, que desembocó sobre la salvajería de las manadas de bueyes y caballos que se aislaban del dominio humano y se reproducían a campo abierto.

La proliferación de estos grandes mamíferos europeos en el paisaje de las praderas, estepas y montañas que eran entonces hasta territorios de caza de los indios, tuvo como efecto la extinción progresiva o el retraso hacia las montañas de sus homólogos Americanos (ciervos, antílope ,alce, bisonte). Pero los indios, a pesar de todo, supieron adaptarse a esta intrusión haciendo de este ganado una prenda suplementaria. Así se familiarizaron con él, no sólo cazándole para matarlo, durante los raids que aterrorizaban los rancheros blancos, pero también para capturarlo y domarlo. Es así como los indios de América del norte se hizo un gran jinete. Además, los indígenas del sur-oeste (california, Arizona,Texas), que vivían más al contacto de los blancos que los de los grandes llanos – de los cuales, incluso algunos trabajaban para los blancos como vaquero, o por una misión jesuita o franciscana, o para un ranchero laico –podían difficilmente hacerse vaqueros. Aquí igual que en México, la colonización engendró un ganado indígena-mestizo del buey y del caballo donde se forjaron técnicas desconocidas en Europa (el uso del lazo especialmente) que aparecen, con el análisis, como una adaptación de la cinegética indígena a las necesidades de la domesticación del ganado sobre un territorio sin límite (Saumade, 2008). Esta forma de ganado *into the wild*, al origen de una cultura

de vaquero que debe muchos a los indios², confunde la distinción Europea entre lo salvaje y lo doméstico considerando el buey, animal doméstico por excelencia de las civilizaciones occidentales, como un animal que queda por domar. En esto vuelve a encontrar, a través de su representación idealizada en el rodeo, el “sendero de la tauromaquia” y de sus propios orígenes hispánicas.

Tauromaquia Americana y legislación protectora del animal

Pero en los Estados unidos, esta ascendencia taurina del rodeo no está claramente asumida. Plantea problemas, así como lo indican los esfuerzos para limitar la violencia del espectáculo, o por lo menos, limitar la percepción de ello por el público, siguiendo una gradación significativa de la ideología dominante. Por ejemplo, el toro de rodeo sufre por ser montado por el hombre pero como no sangra, esto no se nota, tanto más que en la dificultad, es él quien, con sus botes agresivos, somete el hombre a la violencia.

Y cuando éste último sale herido de la prueba, sus compañeros que le han socorrido lo evacuan con rapidez del ruedo y lo esconden de la mirada de la multitud para que el espectáculo vaya siguiendo lo más pronto posible. Aquí, al revés de lo que pasa en España con los toreros, cuyos accidentes y heridas están enseñadas en los medios bajo todos los planos como una prueba de bravura, el sufrimiento del hombre tiene que ser cubierto por el barniz del showbiz, otro ejemplo : en los estados unidos, se admitirá que un becerro lanzado al galope sea atrapado con el lazo y derribado, pero no se tolera que una potra sufra lo mismo, lo que indica un jerarquía entre las dos especies animales; el caballo sigue siendo considerado como más próximo del hombre que el buey.

2 - Hoy todavía, del sur al norte del oeste Americano, la actividad económica de numerosas reservas indias es dominada por la crianza extensiva del bóvino, bajo una forma bastante fiel a la antigua tradición vaquera. Entre sus miembros, los campeonatos del rodeo de toda edad y de los dos性os participan a unos circuitos específicos de Indian rodeo.

Es sobre esta línea de la violencia y del estatuto de los animales que se define la frontera entre las civilizaciones Anglo- Americanas e Ibero –Americanas y sus producciones taurinas respectivas. Hoy día, en particular en los Estados Unidos del sur oeste, la fuerte presencia de poblaciones inmigradas que vienen de México tiene como corolario un desarrollo de versiones mexicanas del rodeo, la charreada y el jaripeo³. La existencia sobre el territorio estadounidense de estos juegos, que expresan de manera más ostensible que el rodeo clásico la violencia ejercida contra los animales y los hombres⁴, incluso si no incluyen muerte, suscita polémica motiva las acciones en justicia de las poderosas asociaciones de defensa de los animales que consiguen influir sobre la jurisprudencia en los diferentes estados atañidos, o a suscitar la creación de legislaciones específicas para limitar el peso de esta violencia. Han sido refrendados en particular las pruebas del coleo- que consisten en perseguir al caballo y en derribar un becerro tirando su cola,-las manganas- caza con lazo de potras lanzadas al galope – y la utilización de espuelas de gancho en el ejercicio de monta del toro. La prohibición de las manganas ha sido decretada en 2005, en los estados de California, de Florida, del Texas, del Nuevo México, del Illinois, del Maine y del Oklahoma. El coleo, que, más allá de México, es, el ejercicio taurino el más extendido en América latina⁵, ha sido prohibido en 2008 por el gobierno del estado de Nebraska. En cuanto a las espuelas de gancho, están prohibidas sobre el territorio estadounidense porque provocan heridas sangrientas sobre los costados de los toros y caen bajo la ley federal de protección de los animales domésticos.

Una pequeña precisión técnica se impone: en el rodeo norte americano, el que monta tiene espuelas clásicas ruletas están

3 - Para una etnografía de estas formas mexicanas de los juegos de las plazas de toros, ver Saumade, 2008.

4- En Mexico, se venden en los mercados DVD representando escenas de accidentes trágicos,a veces mortales, de los que montan los toros del jaripeo. La publicidad inscrita sobre las coberturas clama el número de accidentes graves en cada video.

5 - incluso en los países que no conservaron la corrida colonial en la independencia como Brasil (Maudet, 2009)

fijadas por una asta metálica. El objetivo del juego consiste en quedarse sobre el toro botando, durante 8 segundos, agarrando con una mano la cincha que cintura el pecho del animal. En el jaripeo, el que monta tiene que resistir durante mucho tiempo. Puede agarrarse con las dos manos, una mano o incluso sin las manos, sus espuelas, colocadas profundamente en los costados del toro, pudiendo permitirle sobrepasar el tiempo de monta de su homólogo estadounidense. Esta hazaña (en realidad el efecto de una técnica que hiera) pone de relieve el sentimiento nacionalista mexicano de los que montan y de los organizadores, personajes que provienen de medios marginales, muchas veces vinculados a una economía oculta, que no hesitan, a veces, a violar la ley de los estados unidos. Y es así como en algunos estados, como California o Illinois, donde la población de origen mexicana es particularmente numerosa, que están organizados jaripeos clandestinos; allí, mientras que algunos *bookmakers* apuestan mucho dinero sobre la suerte de los que montan, se utilizan espuelas de gancho.

Más allá del lobby de los militantes de la causa animal y de su influencia política, esas técnicas prohibidas, características de la charreada y del jaripeo tales como las observamos en México, son juzgadas como degradantes, incluso bárbaras, por muchos vaqueros, con algo de condescendencia racista hacia sus colegas procedentes del otro lado de la frontera.

De forma general, se nota que el mundillo del rodeo norte americano padece de la influencia ideológica animalista y, no manifiesta afinidades con la tauromaquia Española ni tampoco con las tradiciones mexicanas.

Sin embargo, este recelo hacía las maneras hispano-americanas no tiene ambigüedades, como lo indica la importancia creciente que toman en el rodeo los dos *bullyfighters* (textualmente, “toreros”) especie de peones disfrazados como payasos. En el juego, estos asisten al que monta atrayendo la atención y burlando el toro cuando el animal ha echado a su adversario y se dirige hacia él para coger un cuerpo sin defensa que se ha caído en el suelo. Hoy, los *bullyfighters* profesionales abandonaron la parte cómica de espectáculo a un

payaso profesional que se encuentra en el ruedo pero que no tiene ningún papel taurino. Se han transformado en verdaderos especialistas del combate del toro, de la brega, se diría en términos taurinos, hasta tal punto que se entregan ahora, al final de los rodeos los más importantes, o para unas representaciones especiales, a una competición en la cual afrontan un toro bajo los aplausos de un público entusiasta.

En este espectáculo, llamado *free style bullfighting*, cada participante tiene que realizar durante 40 segundos el mayor número de quiebros y saltos que puede. De esta forma, sin que lo sepan los toreros norte-americano, utilizan sin saberlo la técnica de sus homólogos landeses o recortadores del norte-este de España.

Si el éxito público considerable del *free style bullfighting* pone en evidencia las raíces comunes entre tauromaquia Europeas y rodeo, y relativiza de hecho la oposición entre las mentalidades Anglo e hispano-Americanas, se notará por otra parte que el rodeo, al igual que los juegos en las plazas de toros hispánicas, es criticado.

En efecto, éstos piden regularmente su prohibición pura y simple, objetando que los ejercicios realizados en la plaza se han convertido en puro espectáculo comercial y que los toros y caballos utilizados no son las reses salvajes de origen, sino animales domésticos condicionados a la violencia para convenir a las exigencias del deporte.

En cuanto a los competidores humanos, la mayoría vienen de un medio urbano, nunca han trabajado en una ganadería y se definen, como atletas profesionales y no como vaqueros, lo que los militantes animalistas consideran como una aberración. Los mas moderados como Eric Mills, presidente de la asociación *Action for animals* d'Oakland (California), reconocen que la tradición total del rodeo sería nefasta para la tradición del país.

Buscando más bien a mejorar la condición de las reses participando a este juego, Mills quiere que sólo sean utilizados animales adultos y únicamente para las pruebas individuales de monta a caballo y

caballos no domados (bullring, bronc saddle riding, bareback riding). Pide la desaparición de las secuencias de caza con el lazo de los novillos y becerros (calf roping, steer roping). Objetivamente, esas prácticas, que resultan directamente de la influencia mexicana, son violentas, tan violentas para los bueyes como para las manganas de la charreada mexican que caen, bajo la aplicación de la ley de los estados mencionadas . Pero, el calf roping y el steer roping están considerados como parte integrante de la tradición “auténticamente americana” del rodeo y no podría entonces ser prohibidos. Para Mills, esta defensa del espectáculo integral por la ley es una hipocresía que consiste en cubrir los intereses del “big business” que constituye el rodeo. El hombre afirma con fuerza su ideología ecologista y su homosexualidad; pertenece claramente a la izquierda alternativa americana. Pero, está muy vinculado al sentimiento de identidad dominante, lo que revela toda la ambigüedad- y entonces todo el interés – de su posición, característica de una cultura estadounidense que quisiera que el juego de las plazas nacional fuera exento de violencia para que se distinguese de las tauromaquias hispano-americanas. Así declara que odia los usos mexicanos, y especialmente el de las espuelas con aguja:

“Que hagan esto en su país si quieren.....aquí estamos en los estados unidos y hay que respectar las costumbres para integrarse”.

Tauromaquias y oposiciones naturales al seno de la sociedad estadounidense

Así, a partir de la cuestión de la sensibilidad del sufrimiento animal, podemos ver el hiato entre el rodeo y sus versiones mexicanas una manifestación de la oposición secular de las civilizaciones de origen anglo-sajona -al origen del derecho de los animales- e hispánicas-al origen de la tauromaquia. Observar sobre estas tradiciones americanas del juego de las plazas conduce pues, a aprehender a un nivel más general los particularismos ideológicos, territoriales e étnicos y claro de identidad etc... que dificultan desde la época colonial las relaciones entre las dos potencias imperialistas europeas y que se traducen hoy, a la frontera estadounidense-mexicana, por una relación, extremadamente ambigua de cooperación y enemistad

de los cuales la inmigración clandestina y el tráfico de droga son los síntomas los más agudos. Un ejemplo, la plaza de Tijuana, que presenta uno de los programas de corrida los más rematados de México, construida detrás del muro militar que marca de forma autoritaria, a partir de la playa, la frontera entre los dos países. La eficacia de este muro es simbólica: frecuentemente deteriorado y fácilmente cruzable, su presencia sirve sobre todo a tranquilizar a la población burguesa de la ciudad California de San Diego que teme la intrusión de los migrantes estigmatizados. En cuanto a la plaza, permite a los aficionados mexicanos de los dos lados de la frontera asistir a corridas sin muerte, prohibidas en los estados unidos. Sin embargo, también existen en este país corridas sin muerte, prohibidas en los estados unidos. Sin embargo, existen también en este país peñas taurinas con aficionados de origen mexicana y aficionados Anglo-Americanos⁶. Aunque marginalizados, sufriendo el oprobio e incluso las amenazas de los militantes de los animales rights, estos grupos de ciudadanos perteneciendo a las clases medias, incluso acomodadas, organizan tertulias y entrenamientos hebdomadarios de sus miembros prácticos (aficionados que se producen ocasionalmente en la plaza de una ganadería o de un pueblo, (en México o España). Naturalmente, se juntan a la emulación suscitada por la plaza de toros fronteriza de Tijuana cuando hay una corrida.

Si la tauromaquia y sus derivados, rodeo americano y mexicano, ponen de relieve las diferencias y las relaciones particulares de continuidad entre civilización anglo e hispano-americana, se nota también en virtud del derecho constitucional americano y de la defensa de las libertades comunitarias, que los grupos marginales (inmigrados mexicanos, aficionados estadounidenses hispanizados) pueden, a los efectos establecidos de la ley, expresar públicamente su pasión taurina y su identidad. Es según, el mismo principio fundador de esta nación de migrantes que los portugueses americanos de origen azoriana, fuertemente implantados en la san Joaquin Valley

6 - Existen 14 peñas taurinas en los estados unidos, repartidas entre los estados de California (4), Texas(3), Florida (2), Illinois, Estado y ciudad de Nueva York(2), Rhode Island (1) Fuente : folleto los aficionados de los Angeles (march, 2009).

(California), el llano agrícola el más rico del mundo, gozan del derecho de organizar corridas portuguesas, o touradas.

Una ley federal de 1957 prohíbe la corrida bajo todas estas formas porque se trata de un espectáculo donde la sangre de los animales se derrama. Pero autoriza las corridas bloodless, sin efusión de sangre, si tuvieron lugar, para una fiesta religiosa. Este alinea fue redactado bajo la influencia del lobby de los Luso-portugueses de California, que se hizo poderoso por la cría lechera intensiva en la cual muchas familias de origen azoriana de la San Joaquin Valley se han especializados a lo largo de siglo XX. En la touradas californianas, que permiten entender la prestación de un matador con aire Español, cada toro está presentado con una manta de tejido espeso pegado sobre la cruz que permite a los toreros a caballo o a pie de colocar sin daño, las banderillas y rejas cuya punta está cubierta de velcro. Evidentemente, igual que en Portugal, no hay muerte del ganado.

Aquí, los toros están alquilados por el ganadero al organizador del espectáculo; una vez lidiados, el primero los recupera para venderlos al matadero. A veces vuelve a vender un ejemplar a los organizadores de otra fiesta portuguesa donde, como lo vemos en la Isla Terceira, la isla de los azores de la cual son originarios la mayoría de los luso-Californiense, se juega con un toro en las calles de la ciudad, retenido por una cuerda a la base de los cuernos (*tourada da corda*). Los *bloodless bullfighting Portugues*, que aparecieron en los años 1930, conocen hoy un verdadero auge, atrayendo, además de los Luso –Californiense, los aficionados mexicanos y anglo-americanos- paralelamente se cuentan unas quincenas de ganaderías especializadas, instaladas entre la San Joaquin Valley y Riverside, cerca de la aglomeración de los Angeles; para esta ocasión traen ganado, también para animar el *free style bullfighting* de los grandes rodeos como el de Salinas. Por fin, desde este año, un nuevo mercado se abrió para esas empresas: del otro lado de la Sierra Nevada, en el estado vecino del Nevada, En Las Vegas, donde también lugar las finales de los principales campeonatos nacionales de rodeo, una plaza presente con corridas españoles *bloodless* a las cuales participan figuras, como Enrique Ponce o Ortega Cano.

Expresión de las minoridades y del sentimiento nacional por el juego de las plazas

Más allá del rodeo, la sociedad de los americanos ha producido una variabilidad cultural de los juegos en las plazas de toros que se emparejinta a una mayor escala geográfica y demográfica, a lo que observamos en los países de tradición taurina del sur-oeste europeo o de America latina, donde la corrida española, la forma la más difundida “mundializada” si, queremos acordar esta concesión a las modas del tiempo, coexiste con las formas regionales de tauromaquia (Saumade, 1994-1998; Maudet, 2009). En cuanto a la oposición de los militantes animalistas, si tiene más peso aquí que en los países taurinos europeos y latino americanos donde es importante, falla ineluctablemente sobre el principio fundador de los estados unidos que existía, a pesar de su extraordinaria ambigüedad, fascinado tanto a Tocqueville: la ley garantiza las libertades de las minoridades en la medida en que participan del sentimiento de pertenencia nacional.

Y en este caso, si el espectáculo de rodeo no deja de clamar la alegría de ser Americano, los rodeos mexicanos y las corridas Portuguesas presentadas en el suelo estadounidense siempre son precedidas por un protocolo incluyendo la exaltación ,antes de los himnos de los países de origen, del famoso Spangled star banner. Como lo dice el “pionero” charro californiano Henry Franco “become a good citizen; but don’t forgets your roots; that’s part of the training⁷. Es un tal contexto, a la vez pluricultural y culturalmente homogéneo, que permitió esta extraordinaria ambigüedad : el mayor país anglo-sajón se ha hecho el mayor país de tauromaquia.

7 citado por Nájera Ramirez, 2000-2005 :4

5. EMPRESAS LES MODES D'EXPLOITATION DES ARÈNES

5.1 LES MODALITÉS GÉNÉRALES DE MODE D'EXPLOITATION DES ARÈNES

Par Monsieur le professeur Emmanuel ROUX

Employé au pluriel, on définit traditionnellement le mot « arènes », du latin *arena* - sable - les anciens amphithéâtres romains, où se déroulent des courses de taureaux et des corridas.

À n'en point douter, le lien à faire entre la détermination des modalités générales du mode d'exploitation des arènes et les spectacles tauromachiques va de soi, il est naturel et incontournable. Il implique en réalité qu'on s'interroge, plus largement, sur l'ensemble des questions liées à l'encadrement juridique de la corrida.

À vrai dire, celui-ci a depuis longtemps suscité l'intérêt des auteurs et souvent la perplexité du juge, ce dernier peinant à appréhender les différents aspects que la thématique comportait. La multiplicité des interrogations qu'entraîne la tauromachie rend difficile, il est vrai, une approche globale de cette dernière, ne serait-ce que parce que les juridictions appelées à se prononcer à son sujet sont nombreuses et diverses. Les principales études menées ont surtout concerné le droit privé⁸, et plus précisément le droit pénal, mais on ne s'est jamais trop attardé sur les problématiques de droit public, si ce n'est à travers la question transversale de l'exercice de ses pouvoirs de police administrative par le maire.

Il est toutefois évident qu'à côté des questions de sécurité, de tranquillité de salubrité publiques, d'autres questions de droit sont forcément posées par l'organisation de spectacles taurins, dont en particulier celle, aujourd'hui centrale, de l'exploitation des lieux où se déroulent ces spectacles, c'est-à-dire les arènes.

8 - Voir l'étude de synthèse de MAINGUI (D.), SEUBE (J.B.) et VIALA (F.), « Droit et tauromachie », Mélanges Michel Cabrillac, Paris, Litec, 1999.

S'attarder sur le statut juridique de ces dernières consiste un peu à ouvrir la boîte de Pandore. En effet, lorsque on s'y penche de plus près, on s'aperçoit que l'existence de problématiques « à tiroir ». D'abord, bien sûr, on doit se demander si l'activité en tant que telle peut-être, ou non, considérée comme relevant du service public. Ensuite, la nature même du lieu où le spectacle se déroule interroge : se trouve-t-on sur le domaine privé ou sur le domaine public ? Enfin, en fonction des réponses apportées, quelle modalités d'exploitation retenir, et quelle procédure appliquer ?

Les textes et la jurisprudence ont progressivement répondu à ces questions. Ce faisant, ils n'ont fait d'ailleurs qu'entériner la pratique, souvent séculaire, qui avait elle-même envisagée l'ensemble des solutions possibles. Activités privées à l'origine, offertes généralement par des notables à la population d'une ville, les spectacles tauromachiques ont ensuite peu à peu été proposés directement par les municipalités concernées, au même titre que d'autres manifestations festives ou culturelles.

Cette évolution progressive a été juridiquement rendue possible par la jurisprudence du conseil d'État qui, depuis 1930, reconnaît aux communes la possibilité de se substituer à l'initiative privée lorsque, en plus de la carence de cette dernière, un intérêt public local le justifie⁹. Le parti pris adopté a permis ainsi de considérer, la plupart du temps, le spectacle tauromachique comme une activité de service public, et de le faire entrer ici dans la sphère de compétence du droit administratif.

1. Les spectacles tauromachiques : des activités de service public

Généralement, la distraction de la population constitue un besoin se traduisant dans la notion d'intérêt public local. Il en va ainsi même pour l'organisation de jeux, à la condition qu'ils présentent “un caractère véritablement récréatif ou sportif, culturel ou

9 - Voir en ce sens Conseil d'Etat, 30 mai 1930, « Chambre syndicale du commerce en détail de Nevers », au *Grands arrêts de la jurisprudence administrative*.

*intellectuel*¹⁰ ainsi que pour toutes les fêtes traditionnelles. La décision « Laurent » du tribunal des conflits a pu constater l'intérêt public tenant à l'organisation d'une “*fête traditionnelle*” à l'occasion d'un lâcher de taureaux dans les rues de Saint-Rémy de Provence¹¹. L'attention portée aux caractères festif, traditionnel et local d'une manifestation permet de faire la différence avec les simples courses de chevaux et les paris hippiques¹², tout en restant ouverte à d'autres usages, tel que la tauromachie qui est, comme on le verra plus bas, presque toujours organisée par les municipalités sous le régime de la délégation de service public¹³.

Nonobstant, certains spectacles tauromachiques continuent à être intégralement pris en charge par l'initiative privée. Il en va ici par exemple de la ville de Céret, dans les Pyrénées orientales, où les arènes, édifiées en 1921, demeurent la propriété d'une association (l'Association Des Aficionados Cérétans ou ADAC) qui organise elle-même les spectacles. Ici, la municipalité n'intervient à aucun moment, le maire pouvant le cas échéant édicter des prescriptions sur le fondement de ses pouvoirs de police administrative.

De manière différente, mais toujours sans pénétrer les terres du droit public, on relèvera qu'à Béziers, dans le département de l'Hérault, les arènes appartiennent à une société privée et la municipalité, pour sa part a conclu un bail commercial avec cette dernière en contractant simultanément une convention de sous-location ou bénéficier notre société privée chargée pour sa part d'organiser les spectacles. La place qu'occupe ici la collectivité territoriale est originale, elle a réussi à s'immiscer dans un univers qui ne relevait que de l'initiative privée, s'arrogant ainsi un droit de regard sur l'activité tauromachique.

10 - H. Daussun, concl. sur CE, sect., 27 oct. 1999, Rolin : Rec. CE 1999, p. 327 ; CJEG 2000, p. 24 ; RD publ. 1999, p. 1845. – Adde E. Akoun, Jeux de hasard et service public : RD publ. 2007, p. 643.

11 - T. confl., 22 avr. 1985, Laurent : Rec. CE 1985, p. 541 ; Dr. adm. 1985, comm. 324.

12 - CE, 9 févr. 1979, Sté encouragement pour amélioration races chevaux : Rec. CE 1979, p. 46. – CE, 25 sept. 1996, Bellenger : Rec. CE 1996, p. 783. – CE, 24 févr. 1999, Wildenstein : Rec. CE 1999, tables, p. 702. – CAA Nancy, 12 juin 1997, Cealy : LPA 1998 n° 68, p. 10, note P.T

13 - CLAMOUR (G.), Service public et tauromachie. Mélanges J.-P. Colson : PUG, 2004, p. 47 et s.

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que la quasi totalité des spectacles tauromachiques organisés sont directement pris en charge par les communes. Dans ce contexte, les arènes qui les accueillent relèvent généralement de la propriété publique, elles sont généralement abritées par des amphithéâtres romains comme à Arles ou à Nîmes, et ces ouvrages publics ont naturellement vocation à accueillir, entre autres, des spectacles culturels ou festifs.

Le glissement matériel que l'on vient de décrire, et qui a progressivement permis aux communes d'organiser directement des spectacles tauromachiques, a forcément entraîné une autre forme de glissement, sur le plan structurel cette fois. En effet, s'il était acquis que l'organisation de corridas relevait de la compétence communale, encore fallait-il savoir comment cette organisation devait avoir lieu. Là encore, les interprétations ont pu varier, en fonction des implications que la collectivité voulait avoir dans l'activité et le niveau de complexité du montage choisi.

À la base, la distinction originale s'opère sur raisonnement simple : la commune veut elle prendre en charge directement la conception et la mise en place des spectacles, ou souhaite-telle confier cette tâche à une entité extérieure ?

Chaque hypothèse trouve sa réponse en droit.

2. L'occupation « a minima » des arènes : la convention d'occupation du domaine public.

Indépendamment du cas d'école dans lequel la commune, avec son propre personnel et ses propres moyens, organiseraient elle-même le spectacle, elle peut d'abord opter pour une mise à disposition de ses arènes par le biais d'une concession de voirie. Cette formule simple et rapide est peu formalisée. Selon la définition de cette forme spécifique d'autorisation d'occupation temporaire, il s'agit ici d'accorder un droit d'occupation sur le domaine public qui, indépendamment de l'activité liée à cette occupation, est assujetti au versement d'une redevance dont le montant est calculé en fonction d'un certain nombre de paramètres et arrêté par le conseil municipal. La difficulté que représente néanmoins cette option est le risque que soit finalement requalifié la C.O.T. en délégation de service public, à

l'instar de certaines positions jurisprudentielles dans des domaines connexes, comme par exemple les concessions de plages¹⁴.

L'autre difficulté de cette solution est qu'elle déconnecte la notion de service public de celle d'exploitation matérielle du spectacle, au risque très vraisemblable, indépendamment de toute jurisprudence existant pour l'heure en la matière, que le juge administratif, s'il était confronté à la question, affirme sans détour que l'organisation de spectacles tauromachiques constitue bien une activité de services publics¹⁵.

Dans ce contexte, finalement, l'hypothèse la plus simple est de recourir un processus de gestion indirecte, soit par l'intermédiaire d'un marché public, soit par celui d'une délégation de service public.

3. Les processus traditionnels de gestion indirecte des arènes

Concrètement, la délégation de service public est devenue le premier mode d'exploitation des arènes par les communes.

On rappellera qu'aux termes de la loi du 29 janvier 1993, dite loi *Sapin*, la délégation de service public recouvre l'ensemble « des contrats par lesquels une personne morale de droit public confie la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à un délégataire public ou privé dont la rémunération est substantiellement liée au résultat d'exploitation du service ».

La définition de la délégation de service public est donc antagoniste de celle de marchés publics qui sont eux, selon la loi MURCEF, « des contrats conclus à titre onéreux entre les pouvoirs adjudicateurs

14 - Voir en ce sens, Conseil d'Etat, 21 juin 2000, « SARL Plage chez Joseph », Rec. p. 283, jurisprudence ensuite intégrée par les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques.

15 - Pour un parallèle avec les délégations de casino, voir JORION (B.), « les délégations de casino », *JCP* 1992, p.21. Le processus de création et d'exploitation d'un casino est extrêmement complexe. Il suppose, à la fois, un accord de la commune d'implantation, qui se matérialise par une convention de délégation de service public, et un accord du ministre de l'Intérieur, qui se matérialise par une autorisation fixant la nature des jeux autorisés et leur durée. Dans un avis du 4 avril 1995, le Conseil d'Etat admet que l'activité de jeux n'est constitutive d'une activité de service public que parce qu'elle est obligatoirement accompagnée d'activités annexes liées à l'animation et au développement touristique de la commune.

et des opérateurs économiques publics ou privés pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de service ».

Le contrat de délégation de service public, dont le régime juridique est principalement défini aux articles L 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, se distingue de fait du simple contrat d'exploitation par son mode de rémunération, substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Il en est ainsi, par exemple, des services d'eau et d'assainissement ou bien des transports publics.

* **Les modalités de la délégation de service public des arènes.**

Fondamentalement, pour qu'il y ait délégation, outre le fait qu'on doit être confronté à une mission de service public, il convient qu'un certain niveau de responsabilité dans l'exécution et l'exploitation de ladite mission soit confié au cocontractant, la maîtrise des missions d'intérêt général demeurant conservée par la personne publique¹⁶.

Concernant spécifiquement les spectacles tauromachiques se déroulant dans des arènes publiques, l'étude des contrats signés permet de déterminer la qualification retenue par les signataires. Ainsi, en Arles comme à Nîmes, la qualification de délégation de service public donnée par les parties à la convention se justifie tout à fait au regard des responsabilités confiées à la personne privée, celles-ci se rapportant notamment à la préservation et à l'entretien des arènes, à la sécurité du public, couplées à la volonté municipale de déléguer une activité d'intérêt général artistique, culturel et touristique.

Il n'en demeure pas moins que l'adaptation du dispositif de délégation de service public en matière de spectacle tauromachique a pu poser certains problèmes matériel, du fait des particularités que ce type de spectacle représente, et des contraintes devant, quoi qu'il en soit, être obligatoirement respectées.

Le respect du principe de transparence a pu constituer une de ces contraintes.

16 - LACHAUME (J.F), « De quelques problèmes de la délégation de service public mis en évidence par les notes de M. Haurio », in Liber amicorum Jean Waline, Paris, Dalloz, 2002, p. 267.

- La notion de délégation de service public est en effet portée par sa fonction de transparence, et elle justifie que le régime de passation applicable entérine au mieux cette règle, qu'elle partage d'ailleurs avec la famille des marchés publics, pour former *in fine* le socle d'un « droit commun de la passation des contrats publics », tel que véhiculé par le droit communautaire et l'application des directives « Marchés ». Le mouvement de définition communautaire de la concession de service, dont les bases ont été jetées par la communication interprétative du 8 février 2000, tend d'ailleurs à soumettre aux règles de publicité et de transparence tout service dont la gestion, même partielle, a été confiée à un tiers qui en assume les risques d'exploitation¹⁷. On rappellera que le Conseil d'Etat a, pour sa part, a jugé « souhaitable » que la transparence s'étende à toutes les formes de contrats, y compris ceux qui échappent aux lois Sapin et Murcef, comme par exemple les autorisation d'occupation temporaire ou aux conventions d'occupation temporaire du domaine public.

Toujours au titre de la transparence, les délégations de service public doivent faire l'objet de comptes-rendus annuels d'exploitation intégrant les comptes de l'exploitation, un rapport sur les conditions d'exercice du service, est une analyse de la qualité du service. À charge pour le déléguétaire de trouver la forme appropriée pour parfaire ce type de communication, qu'on imagine pas forcément aisément lorsqu'on parle de spectacles tauromachiques... De la même manière, il faut rappeler que le contribuable est en droit d'être informé des conditions de fonctionnement du service public. Dans ces conditions, les communes qui déléguent l'organisation de leurs spectacles tauromachiques, doivent non seulement exiger la production des comptes-rendus prévus par le contrat, mais également se réserver des prérogatives de contrôle du contractant et savoir les utiliser en pratique.

- Au regard de la notion de délégation de service public, le critère de la rémunération substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation demeure par ailleurs un élément déterminant de qualification. Il permet d'établir clairement la distinction avec la catégorie des marchés publics, celle-ci pouvant intervenir dans les

17 - SESTIER (J.F), « Délégations de service public et droit communautaire », CMP 2003, chron. n°9.

modalités d'exploitation des arènes dès lors que la rémunération n'est pas substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation. Pour le reste, on rappellera que, si la loi Sapin impose des procédures de publicité et de mise en concurrence, elle n'impose aucun critère de choix à la collectivité. Dans ces conditions, la règle du libre choix du cocontractant, à tout le moins essentielle pour la bonne organisation de spectacles tauromachiques, se trouve respectée.

***L'hypothèse de la passation d'un marché public pour l'exploitation des arènes.**

Dans cette perspective, la collectivité achète des prestations qui peuvent être des prestations globales, ou individualisée. Elle l'opère tout en se réservant la facturation des services auprès des spectateurs, c'est-à-dire le recouvrement du prix des places. Ce faisant, elle prend naturellement la responsabilité de l'organisation de la manifestation, et par ricochet le risque afférent à cette charge.

Dans ce cadre, on se situe bien dans une logique de marché public. Ce type de marché devant être considéré comme un marché de services, il impose, conformément aux dispositions européennes, le respect d'un certain nombre de règles, dont en particulier celles inhérentes à la publicité et à la mise en concurrence lorsque le marché est supérieur à un certain seuil (206 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services passés par les collectivités locales)¹⁸.

18 - L'article 40 du CMP 2009 modifie les seuils en deçà duquel les administrations ne sont pas obligées de diffuser une publicité et de passer par une procédure de marchés publics. Ce seuil passe de 4 000 à 20 00 euros.

" [les achats] d'un montant égal ou supérieur à 20 000 euros HT, le pouvoir adjudicateur choisit librement les modalités de publicité adaptées en fonction des caractéristiques du marché, notamment le montant et la nature des travaux, des fournitures ou des services en cause. Toutefois les achats qui sont effectués sous les seuils de 20 000 euros HT doivent respecter le principe d'égalité mentionné à l'article 1 du CMP 2009. Les nouveaux seuils à partir desquels s'appliquent les procédures formalisées (appel d'offres ouvert ou restreint, procédure négociée, procédure du dialogue compétitif ou du concours, système d'acquisition dynamique ou accord-cadre) sont les suivants : 5,15 millions d'euros HT pour les marchés de travaux, 133 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services passés par l'Etat, 206 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services passés par les collectivités locales.

L'assimilation faite de la prestation d'un torero à une prestation de services peut, du reste, paraître artificielle, mais cette difficulté traditionnelle se trouve traditionnellement dans le cadre de l'ensemble des marchés à vocation culturelle, la mise en concurrence ayant parfois des difficultés de transposition pratique.

Cela étant, le code des marchés publics offre toujours des issues possibles.

Ainsi, les marchés négociés, c'est-à-dire ceux passés sans procédure de mise en concurrence, peuvent être conclus lorsque un seul entrepreneur est susceptible de fournir un prestataire déterminé¹⁹. Tout dépendra en réalité de la façon dont la collectivité rédigera son cahier des charges mais si elle attend une prestation spécifique et identifiée, elle pourra toujours privilégier une conclusion directe du contrat, sans avoir à respecter d'autres formes spécifiques de procédure.

Quant aux contrôles *a posteriori*, la souscription des marchés publics et des délégations de service public est traditionnellement placée sous le regard étroit d'un certain nombre d'institutions, parmi lesquelles la chambre régionale des comptes ou encore les tribunaux administratifs. Ces derniers peuvent avoir à connaître des recours préfectoraux, au titre du contrôle de la légalité des actes de passation de la collectivité, ou être saisis par des candidats éventuellement évincés par la collectivité. La justice pénale, peut aussi, le cas échéant, être saisie d'une plainte ayant pour fondement le délit de favoritisme, ou la prise illégale d'intérêts.

C'est un euphémisme que de dire que l'application de ces différentes règles, que cela soit en matière de délégation de service public ou de marché, a pu faire l'effet d'un quasi séisme dans le monde très fermé des spectacles tauromachiques, univers traditionnellement limité à quelques connaisseurs et réservé à quelques spécialistes. La chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon a d'ailleurs pu, en

19 - Une procédure négociée, est une procédure par laquelle la personne publique choisit le titulaire du marché après consultation de candidats et négociation des conditions du marché avec un ou plusieurs d'entre eux.

Les marchés négociés sont passés avec ou sans publicité préalable permettant la présentation d'offres concurrentes. En l'absence de publicité préalable, ils sont passés soit après mise en concurrence, soit sans mise en concurrence (article 34 du code des marchés publics).

son temps, particulièrement entre les années 1989 à 1995, émettre un certain nombre d'observations durant cette période, et dénoncer ce faisant plusieurs contraventions au principe de la mise en concurrence et de la transparence²⁰.

Si elles ont pu entraîner des incompréhensions à l'époque, la prise de conscience progressive des collectivités concernées et leur souhait de respecter les textes a pu sans aucun doute entraîner une révolution en douceur, et un louable changement des mentalités.

Cette évolution était bien entendu essentielle et elle a contribué à garantir ainsi, à sa façon, la crédibilité des spectacles tauromachiques et, au-delà, des modes d'exploitation des arènes.

20 - Pour illustration, voir AUBY (J.F.), « Droit et finances de la tauromachie », éd. Sud-Ouest, 2000, p. 82.

5.1. MODALIDADES GENERALES DEL MODO DE EXPLOTACIÓN DE LAS PLAZAS

Por Emmanuel Roux¹

Empleada al plural, se define tracionalmente la palabra « arènes », del latino arena los antiguos anfiteatros romanos, donde se desarrollan corridas de toros.

Sin duda alguna, el vínculo que se debe hacer entre la determinación de las modalidades generales del modo de explotación de las plazas y el espectáculo taurino es natural e ineludible.

En realidad implica que nos interesemos, mas ampliamente, al conjunto de las cuestiones vinculadas al marco jurídico de la corrida. La verdad, es que, éste desde mucho tiempo, ha suscitado el interés de los autores y muchas veces la perplejidad del juez, éste esforzándose a aprehender los diferentes aspectos de esta temática.

La multiplicidad de las interrogaciones que conlleva la tauromaquia, complica la aproximación global de ésta, puesto que las juridicciones llamadas a pronunciarse sobre este asunto son numerosas e diversas.

Los principales estudios llevados siempre han tocado al derecho privado², y más precisamente al derecho penal, pero nunca nos hemos detenido en las problemáticas de derecho público, sino a través de la cuestión transversal del ejercicio de sus poderes de policía administrativa por el alcalde.

Sin embargo, es evidente que al lado de las cuestiones de seguridad, de tranquilidad y salubridad pública, otras cuestiones de derecho están planteadas necesariamente por la organización de espectáculos taurinos, en particular la principal, de la explotación de los lugares donde se desarrollan estos espectáculos, es decir las plazas.

Detenerse en el estatuto jurídico de éstas consiste en abrir la caja de Pandora.

La existencia de problemáticas diversas. Primero, por supuesto, tenemos que preguntarnos si la actividad como tal puede ser, o no, considerada como pendiente del servicio público. Luego, la misma natura del lugar donde se desarrolla el espectáculo plantea el

1 - Profesor de conferencias de derecho público. Vicepresidente de la universidad de Nîmes. Decano de la facultad de derecho, economía y gestión. Abogado en el colegio de Nîmes.

problema : ¿ estamos en el ámbito privado o público ? en fin, según las contestaciones aportadas, qué modalidades de explotación aplicar y qué procedimientos ?

Los textos y la jurisprudencia han contestado progresivamente a esas preguntas.

De esta forma, sólo llegaron a ratificar esa práctica secular qué ya había llegado a pensar en todas las soluciones.

Al origen actividades privadas generalmente ofrecidas por notables a la población de una ciudad, poco a poco los espectáculos taurinos han sido organizados por las municipalidades interesadas al mismo título que otras manifestaciones festivas o culturales.²

Esta evolución progresiva ha sido jurídicamente posible gracias a la jurisprudencia del consejo del estado que desde, 1930 reconoce a los municipios la posibilidad de substituirse a la iniciativa privada cuando además de la carencia de ésta lo justifica³ un interés público. La decisión adoptada ha permitido considerar, la mayoría del tiempo, el espectáculo taurino como una actividad de servicio público, y hacerlo entrar aqui en la esfera de competencia del derecho administrativo.

1. los espectáculos taurinos : actividades de servicio

Generalmente, la distracción de la población constituye una necesidad traduciéndose en la noción de interés público local. Es igual al tratarse de la organización de juegos si representan «un carácter verdaderamente recreativo o deportivo, cultural o intelectual⁴ » así como para todas las fiestas tradicionales.

Le decisión « Laurent » del tribunal de los conflictos ha podido constatar el interés público deseando organizar « una fiesta tradicional » para un encierro en las calles de Saint-Rémy de

2 - ver el estudio de síntesis de Maingui (D), Seube (JB) y Viala (F) “ Derecho y tauromaquia”, mezclas Michel Cabrillac, Paris,Litec, 1999.

3 -Ver en este sentido Consejo de Estado, 30 de mayo de 1930,” cámara sindical del comercio al detalle de Nevers”, a las grandes sentencias de la jurisprudencia administrativa.

4 - H.Daussun, conl. Sobre CE, sect, 27 oct. 1999, Rolin : Rec. CE 1999 , p 327 ;

CJEG 2000 , p.24 ; RD publ. 1999,p 1845-Adde E.Akoun , juegos del azar y servicio público : RD publ. 2007, p.643

provencia⁵. La atención que se da al carácter festivo, tradicional y local de una manifestación permite diferenciar las con las simples carreras de caballos y las apuestas hípicas⁶, quedándose abierto a oros usos, tal como los toros que son, como lo veremos después siempre organizados por municipios bajo el régimen de delegación de servicio público⁷.

Sin embargo, algunos espectáculos taurinos continúan siendo integralmente organizados por la iniciativa privada.

Es el caso por ejemplo de la ciudad de Ceret, en Los Pirineos orientales, donde las plazas edificadas en 1921, son la propiedad de una asociación (la asociación de los Aficionados Ceretanos o ADAC)

Que organiza ella misma los espectáculos.

allí, la municipalidad no interviene en ningún momento, el alcalde puede algunas veces edictar prescripciones sobre las bases de los poderes de la policía administrativa.

De manera diferente, pero siempre sin penetrar el ámbito del derecho público, notaremos en Béziers, en el departamento del Hérault, las plazas pertenecen a una sociedad privada y la municipalidad, por su parte ha concluido un arrendamiento comercial con esta última o contractando simultáneamente una convención de subarriendo o beneficiar nuestra sociedad privada encargada por su parte de organizar espectáculos. El sitio que ocupa aquí la colectividad territorial es original, consiguió entrar en un universo que no dependía de la iniciativa privada, arrogándose de esta forma una posibilidad de controlar la actividad taurina.

La mayoría de las veces, los espectáculos taurinos están organizados directamente por los municipios.

En este contexto, las plazas que las acogen dependen generalmente de la propiedad pública, y están abrigadas generalmente por anfiteatros como en Arles o en Nîmes, y estos lugares tienen vocación a acoger naturalmente, espectáculos culturales o festivos.

La modificación material que acabamos de describir que progresivamente ha permitido a los municipios a organizar

5 - T. Confl, 22 de abril.1985, Laurent/ Rec.CE 1985 , p 541. Dr adm.1985, comm.324

directamente espectáculos taurinos, ha llevado automáticamente otra forma de modificación, en el plan estructural.

En efecto, si estaba admitido que la organización de corridas dependía de la competencia de los municipios, faltaba saber como esta organización se hacía.

Allí, las interpretaciones pudieron variar, en función de las implicaciones que la colectividad quería tener en la actividad y el nivel de complejidad del montaje elegido.

A la base, la distinción originaria se realiza sobre una forma de razonar muy sencilla : ¿quiere el municipio encargarse directamente de la concepción y de la organización de los espectáculos o prefiere dejarlo para una entidad exteriora ?⁶

Cada hipótesis encuentra su respuesta en el derecho.

2. La ocupación «a minima de las plazas : la convención de ocupación del dominio público

Independientemente del caso en el cual el municipio, con su propia plantilla y sus propios medios, organizaría ella misma el espectáculo, puede optar primero por una puesta a disposición de sus plazas a través de la concesión de vías. Esta fórmula simple y rápida está poco formalizada.

Según la definición de esta forma específica de autorización de ocupación temporal, se trata de accordar un derecho de ocupación en el ámbito público que independientemente de la actividad vinculada a esta actividad, está sometida a la entrega de un canón cuyo montante está calculado en función de unos cuantos parámetros definidos por el consejo municipal.

La dificultad que representa sin embargo esta opción es el riesgo que sea finalmente cualificado de nuevo la C.O.T. en delegación de servicio público, igual que algunas posiciones juríprudenciales en unos dominios conexos, como por ejemplo las concesiones de playas⁸.

6 - CE, 9 de febrero .1979 Sdad para mejorar las razas de caballo : Rec. CE 1979 , p. 46-CE, 25 de sept. 1996 , Bellenger : Rec. CE 1996 , p.783-CE, 24 de feb.1999, Wildenstein : Rec. CE 1999 , p 702. – CAA Nancy , 12 de junio 1997, Cealy : LPA 1998 n° 68 , p 10 , nota P.T

8 - ver en este sentido , consejo de estado del 21 de junio del 2000 “Sarl Plage chez Joseph”, Rec p 283, jurisprudencia integrada luego por las disposiciones del código general de la propiedad de las personas publicas

La otra dificultad de esta solución es que desconecta la noción de servicio pública de ésta de explotación material del espectáculo, con el riesgo existente, independientemente de toda jurisprudencia existiendo, que el juez administrativo, si fuera confrontado a la pregunta, afirme sin rodeos que la organización de espectáculos taurinos constituye una actividad de servicio público⁹.

Finalmente, en este contexto, la hipótesis la más sencilla es de recorrer a un procedimiento de gestión indirecta, o por el intermediario de un mercado público, o por el de una delegación de servicio público.

3. Los procesos tradicionales de gestión indirecta de las plazas

Concretamente, la delegación de servicio público se ha hecho el primer modo de explotación de las plazas por los municipios.

Recordaremos que al término de la ley del 29 de enero de 1993, llamada ley Sapin, la delegación de servicio público cubre el conjunto «de los contratos por los cuales una persona moral de derecho público confía la gestión de un servicio público del cual tiene la responsabilidad a un delegatario **público o privado cuya remuneración es substancialmente vinculada al resultado de explotación de servicio**».

La definición de la delegación de servicio público es pues antagonista de la de los mercados públicos que son, según la ley MURCEFF , 3 unos contratos concluidos a título oneroso entre los poderes adjudicadores y los poderes económicos públicos o privados para responder a sus necesidades en materia de obras, suministro o servicio ».

El contrato de delegación de servicio público, cuyo régimen jurídico está principalmente definido en los artículos L.1411-1 según el código general de las colectividades territoriales, se distingue de

9- Para un paralelo con las delegaciones de casino ver Jorion (B) “ las delegaciones de casino” JCP 1992, acuerdo del municipio de implantación, que se materializa por una convención de delegación de servicio público, y un acuerdo del ministerio del interior que se materializa por una autorización fijando la naturaleza de los juegos autorizados y su duración. En un dictamen del 4 de abril de 1995, el consejo del estado admite que la actividad de juegos es constitutiva de una actividad de servicio público porque está acompañada de actividades vinculadas a la animación y el desarrollo turístico de la región.

hecho del simple contrato de explotación por su modo de remuneración, substancialmente vinculado a los resultados de explotación de servicio. Es así, por ejemplo, con los servicios del agua y saneamiento o bien de los transportes públicos.

Las modalidades de la delegación de servicio público de las plazas.

Fundamentalmente, para que haya delegación, además de tener que estar confrontado a una misión de servicio público, conviene que un cierto nivel de responsabilidad en la ejecución y explotación de la susodicha misión sea confiado al cocontractante, la maestría de las misiones de interés general quedándose conservada por la persona pública.¹⁰

En lo que se refiere específicamente a los espectáculos taurinos desarrollándose en las plazas públicas, el estudio de los contratos firmados permite determinar la calificación aceptada por los firmantes.

Así, en Arles como en Nîmes, la calificación de delegación de servicio público dado por las partes a la convención se justifica totalmente respecto a las responsabilidades confiadas a la persona privada, ésta referéndose especialmente a la preservación y al mantenimiento de las plazas, a la seguridad del público, acoplada a la voluntad municipal de delegar una actividad de interés general artístico, cultural y turístico.

Eso no impide que, la adaptación del dispositivo de delegación de servicio público en materia de espectáculo taurino ha podido plantear algunos problemas materiales, por el hecho de particularidades que este tipo de espectáculo representa, y las obligaciones debiendo ser inevitablemente respectadas.

El respeto de transparencia ha podido constituir una de esas obligaciones.

- Efectivamente, la noción de delegación de servicio público radica esencialmente sobre su función de transparencia, y justifica que el régimen de pasación aplicable ratifique de la mejor forma esta regla que comparte por otra parte con la

10 - Lachaume (J.F) "De algunos problemas de delegación de servicio público evidenciados por las notas de M. Haurio" en Liber amicorum de Jean Waline, Paris, Dalloz, 2002, p 267

familia de los mercados públicos, para formar in fine el zócalo de « un derecho común de la pasación de los contratos de los contratos públicos » vehiculado por el derecho comunitario y la aplicación de las directivas « Mercados ». El movimiento de definición comunitaria de la concesión de servicio, cuyas bases han sido propuestas por la comunicación interpretativa del 8 de febrero del 2000, va sometiendo a las reglas de publicidad y transparencia todo tipo de servicio cuya gestión incluso parcial, ha sido confiada a un tercero que asume los riesgos de explotación¹¹.

Recordaremos que el consejo de estado ha, por su parte, juzgado « deseable » que la transparencia se extienda a todas las formas de contrato, incluso las que escapan a las leyes Sapin Y Murcef, como por ejemplo las autorizaciones de ocupación temporarias o las convenciones de ocupación del dominio público.

Siempre al título de la transparencia, las delegaciones de servicio público tienen que ser objeto de informes anuales de explotación integrando las cuentas de explotación, un informe sobre las condiciones de ejercicio del servicio, y una análisis de la calidad del servicio.

A cargo para el delegatorio de encontrar la forma apropiada para perfeccionar este tipo de comunicación, que imaginamos no forzosamente facil cuando se trata de espectáculos taurinos...

De la misma manera hay que recordar que el contribuyente tiene el derecho de estar informado de las condiciones de funcionamiento del servicio público.

En estas condiciones, los municipios que delegan la organización de sus espectáculos taurinos, tienen no solamente que exigir la producción de los informes previstos por el reglamento sino también reservar prerrogativas de control del contractante y saber utilizarlas en práctica.

11 - Sestier (JF) “Delegación de servicio público y derecho comunitario” CMP 2003,
chron n°9

- A la vista de la noción de delegación de servicio público, el criterio de remuneración substancialmente asegurado por los resultados de explotación sigue siendo por otra parte un elemento determinante de calificación.
- Permite establecer claramente la distinción con la categoría de los mercados públicos, éste pudiendo intervenir en las modalidades de explotación de las plazas cuando la remuneración no está substancialmente asegurada por los resultados de explotación.

Para al resto, recordaremos que, si la ley Sapin impone procedimientos de publicidad y competencia, no impone ningún criterio de elección a la colectividad.en esas condiciones, la regla de la libre elección del cocontactante resulta esencial para la buena organización de espectáculos taurinos.

La hipótesis de la pasación de un mercado público para la explotación de las plazas

En esta perspectiva, la colectividad compra prestaciones que pueden ser prestaciones globales, o individuales.

La opera reservándose la facturación de los servicios cerca de los espectadores, es decir la recaudación del precio de las localidades.

Así, toma de forma natural la responsabilidad de la organización de la manifestación y de carambola el riesgo correspondiente a esta carga.

En este marco, nos situamos bien en una lógica de mercado público. Este tipo de mercado teniendo que ser considerado como un mercado de servicio, impone, conformemente a las disposiciones Europeas, el respeto de algunas reglas, en particular las que son inherentes a la publicidad y a la competencia cuando el mercado es superior a un cierto umbral (206 000 euros HT para los mercados de suministro y servicios pasados por colectividades locales)¹².

12 - El artículo 40 del CMP 2009 modifica el umbral. Este umbral pasa de 4000 a 20000 euros. » las compras de un cuantía equivalente o superior a 20 000 euros HT , el poder adjudicador elige libremente las modalidades de publicidad adaptadas en función de las características del mercado, especialmente la cuantía y la naturaleza del trabajo, y del servicio. « sin embargo, las compras efectuadas a menos de 20 000 euros deben de respetar el principio de igualdad mencionado en el artículo 1 del CMP 2009. Los nuevos umbrales a partir de los cuales se aplican los procedimientos

formalizados son los siguientes : 5, 15 millones de euros HT , 133 000 euros HT para los mercados de suministros y servicios pasados por el estado, 206 000

La asimilación realizada de la prestación de un torero a una prestación de servicio puede, parecer artificial , pero esta dificultad tradicional se encuentra tradicionalmente en el marco del conjunto de mercados a vocación cultural, la transposición de la competencia siendo a veces complicada.

Dicho esto, el código de los mercados públicos siempre ofrece soluciones.

Asi que los mercados negociados, es decir los pasados sin procedimientos de competencia, pueden ser concluidos cuando un emprendedor es susceptible de proponer una determinada prestación¹³.

Todo dependerá en realidad de la manera para la colectividad de redactar su pliego de condiciones pero si espera una prestación específica e identificada, siempre podrá privilegiar una conclusión directa del contrato, sin tener que respectar otras formas de procedimiento.

En cuanto a los controles a posteriori, la suscripción de los mercados públicos y de las delegaciones de servicio público está tradicionalmente colocada bajo la mirada estrecha de un cierto número de instituciones, como la cámara regional de las cuentas o también los tribunales administrativos.

Estos últimos pueden conocer recursos prefecturales, al título del control de la legalidad de los actas de pasación de la colectividad o estar incautado por candidatos eventualmente excluidos por la colectividad. La justicia penal, puede también, estar encautada de una denuncia teniendo como fundamento el délio de favoritismo, o la toma ilegal de interés.

Es un eufemismo decir que la apreciación de estas reglas, que sea en materia de delegación de servicio público o de mercado, ha podido tener el efecto de un seísmo en el mundo muy cerrado de los espectáculos taurinos, universo tradicionalmente limitado a algunos conocedores y reservado a algunos especialistas.

La cámara regional de las cuentas del Languedoc-Rousillon ha podido, en su época, particularmente entre los años 1989 y 1999, emitir algunas observaciones durante este período, y denunciar, varias contravenciones al principio de la competencia y de la transparencia¹⁴.

Si han podido llevar incomprendiciones en aquella época, la toma de conciencia progresiva de las colectividades así como su deseo de respetar los textos ha podido sin duda traer una revolución y un cambio de las mentalidades.

Esta evolución era esencial y contribuyó a garantizar así a su manera la credibilidad de los espectáculos taurinos y más allá de las modas de explotación de las plazas.¹³

13 - para ilustración ver Auby « DERECHO Y FINANZAS DE LA TAUROMAQUIA » ed. sur oeste ,2000 p 82

5.2 LE CONTENTIEUX INHÉRENT AUX MODES D'EXPLOITATION DES ARÈNES EN FRANCE

Par Maitre Sophie CHAUVET

Le contentieux inhérent aux modes d'exploitation des arènes en France intéresse l'ensemble des actes et éléments intervenant dans l'organisation et le déroulement des spectacles taurins.

On s'attachera ici à présenter les règles de recours relatives :

- **au contentieux de la légalité** (entendu ici au sens de contentieux ayant trait aux manquements aux obligations contractuelles et plus largement à la violation de la légalité administrative)
- avant de voir celles qui sont propres **au contentieux de la responsabilité**.

2-1 Le contentieux de la légalité

2-1-1 Les procédures d'urgence

L'Ordonnance du 7 mai 2009 relative *aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique* transpose la Directive n°2007/66/CE du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2007 concernant *l'amélioration de l'efficacité des procédures de recours en matière de passation des marchés publics*.

Deux référés sont régis par ce texte :

- le **référent précontractuel**, déjà connu mais **redéfini**
- et le **nouveau référent contractuel**, ouvert après la conclusion du contrat.

Ces deux recours sont intégralement régis :

- d'une part, par le code de justice administrative pour les contrats administratifs relevant de la commande publique
- et d'autre part, par ladite ordonnance pour les contrats de droit privé relevant de cette même notion.

Pour chacune de ces deux catégories, deux types de référent coexistent : le référent précontractuel et le référent contractuel.

Le juge administratif est compétent pour examiner les recours en référé précontractuel.

Le juge judiciaire et plus particulièrement, les tribunaux de grande instance spécialement désignés (article L. 211-13 du COJ) sont compétents pour examiner les recours en référé contractuel.

Le dispositif mis en place par l'Ordonnance entrera en vigueur pour toutes les procédures de passation engagées à partir du 1er décembre 2009.

2-1-1-1 Le référé précontractuel

Le domaine d'application

Les contrats concernés sont soit administratifs soit de droit privé relevant de la commande publique.

Les personnes habilitées à engager les référés précontractuels sont :

- outre le représentant de l'État dans les cas où le contrat administratif doit être conclu par une collectivité territoriale ou un établissement public local (article L. 551-10 al 2 du CJA),
- toutes les personnes ayant un intérêt à conclure le contrat et étant susceptibles d'être lésées par le manquement invoqué (article L. 551-10 al 1^{er} CJA).¹

Le Juge du référé précontractuel **ne peut être saisi qu'en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence** qui s'imposent en matière de passation de marchés publics ou conventions de délégation de service public.

1 - C'est ce qu'avait implicitement mais nécessairement retenu la jurisprudence avec l'arrêt CE sect. 3 octobre 2008, SMIRGEOMES, n°305420.

A titre d'exemple :

La Société X avait saisi le Tribunal administratif de Marseille statuant en la forme des référés notamment d'une demande d'annulation de la délibération autorisant le Maire d'Arles à signer le contrat de délégation de service public avec la société Y, estimant que :

- les négociations avec les deux candidats avaient été menées en méconnaissance du principe d'égalité, soit par une modification du projet sans publicité ou information

préalable, soit par communication à l'autre candidat de l'offre qu'elle avait faite ;

- aucune pondération des critères de choix n'avait été portée à la connaissance des candidats alors qu'il n'était pas impossible d'y procéder ;
- les critères retenus visaient à écarter de fait, tout autre candidat que l'ancien déléataire ;
- elle n'avait pas été contactée pour lui permettre de préciser son offre dans le cadre de la négociation de celle-ci.

En dépit des moyens soulevés, le Président du TA a rejeté la requête par une ordonnance du 16 novembre 2006, estimant qu'au terme de l'instruction, la société X ne rapportait pas la preuve des moyens qu'elle soulevait et que dès lors, elle n'était pas fondée à soutenir que la procédure suivie par la Commune d'ARLES aurait méconnu les règles relatives à la publicité et à la mise en concurrence.

La mise en œuvre

Le référé précontractuel a un **caractère préventif** : une fois le contrat signé, le référé précontractuel est irrecevable.

La date de la conclusion du contrat est celle à laquelle l'acte d'engagement du contrat a été signé.

Le juge n'a pas compétence pour apprécier la validité de la signature du contrat.

Jusqu'à l'ordonnance du 7 mai 2009, le juge pouvait enjoindre de différer la signature du contrat pour une durée maximum de 20 jours. Désormais, **dès la saisine du Juge et quel que soit le délai au cours duquel l'ordonnance sera rendue, le contrat litigieux n'est plus susceptible de plein droit d'être signé** : « *le contrat ne peut être signé à compter de la saisie du Tribunal administratif et jusqu'à la notification* » de la décision juridictionnelle (article L. 551-4 du CJA).

Les pouvoirs du juge

Le Juge **statue en premier et en dernier ressort**, « *en la forme des référés* ».

Le référé précontractuel saisit le juge d'un **contentieux de pleine juridiction** : il apprécie la régularité de la procédure de passation du contrat telle qu'elle est engagée à la date à laquelle il statue.

Il vérifie notamment, les motifs qui ont déterminés à exclure un candidat de la procédure d'attribution du contrat.

Le Juge peut :

- **utiliser ses pouvoirs d'injonction** pour contraindre l'auteur du manquement à se conformer à ses obligations,
- **suspendre la passation** du contrat ou l'exécution des décisions qui s'y rapporte sauf s'il « *estime, en considération de l'ensemble des intérêts susceptibles d'être lésés et notamment de l'intérêt public, que les conséquences négatives de ces mesures pourraient l'emporter sur leurs avantages* » (article L. 551-2 du CJA),
- **annuler** ces décisions, supprimer des clauses destinées à figurer dans le contrat,
- et **prononcer des ordonnances avant dire droit** mais la loi ne prévoit ni la possibilité d'enjoindre sous astreinte en cas d'inexécution de l'ordonnance, ni celle de condamner au paiement de dommages et intérêts.

Le juge pourra prononcer d'office, les mesures qu'il envisage de prendre sous réserve de respecter le principe du contradictoire (article L. 551-12 du CJA)².

2-1-1-2 Le référé contractuel

Le référé contractuel est un recours « *en contestation de la validité d'un contrat* » devant le juge judiciaire.

Le domaine d'application

Ce nouveau recours en référé, ouvert une fois le contrat signé, intéresse :

- aussi bien les contrats administratifs que les contrats de droit privé,
- conclus par un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice
- et relevant de la commande publique.

En somme, **les contrats pour lesquels était ouvert, avant la signature, le référé précontractuel**.

Toutefois, il est précisé dans l'article L. 551-15 du CJA que le référé contractuel peut être exercé :

- « *ni à l'égard des contrats dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le*

pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication, ni à l'égard des contrats soumis à publicité préalable auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats

2 - Il y a là, la consécration de ce que le Juge administratif peut, en la matière, statuer tant infra qu'ultra petita comme l'avait indiqué la jurisprudence : CE 20 octobre 2006, Cne d'ANDEVILLE, n°289234

non retenus lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a accompli la même formalité »

- ni encore, à l'encontre des « *contrats fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a envoyé aux titulaires la décision d'attribution du contrat et observé un délai de seize jours entre cet envoi et la conclusion du contrat, délai réduit à onze jours si la décision a été communiquée à tous les titulaires par voie électronique*

La mise en œuvre

L'article L. 551-14 du CJA dispose que :

« les personnes habilitées à agir sont celles qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles sont soumis ces contrats, ainsi que le représentant de l'État dans le cas des contrats passés par une collectivité territoriale ou un établissement public local. »

Cependant, **le recours régi par la présente section, n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours en référez précontractuel** (articles L. 551-1 et L. 551-5) dès lors que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 ou à l'article L. 551-9 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

On peut s'interroger alors sur l'articulation entre le recours en référez contractuel et le recours dit *Tropic* tendant lui aussi à la contestation de la validité d'un contrat mais devant le juge administratif.

A la différence du recours *Tropic*, le référé contractuel ne rend recevable aucunes conclusions indemnitaires à l'exception des conclusions reconventionnelles.

La création du référé contractuel est le résultat de la simple transposition de la Directive *Recours* et consiste en l'exercice d'un recours dont la rapidité pallie les défauts du recours *Tropic*.

Les pouvoirs du juge

A titre provisoire, le **référentiel contractuel offre la possibilité au juge de suspendre l'exécution du contrat, pour la durée de l'instance**.

Mais ce n'est qu'une possibilité, puisqu'il peut en décider autrement « *en considération de l'ensemble des intérêts susceptibles d'être lésés et notamment de l'intérêt public, que les conséquences négatives de cette mesure pourraient l'emporter sur ses avantages* ».

Au fond, le **juge du référentiel contractuel peut prononcer la nullité du contrat ou son annulation dans 3 hypothèses** :

- « lorsque aucune des mesures de publicité requises pour sa passation n'a été prise ou lorsque a été omise une publication au JOUE dans le cas où une telle publication est prescrite » ;
- « lorsque ont été méconnues les modalités de remise en concurrence prévues pour la passation des contrats fondés sur un accord cadre ou un système d'acquisition dynamique » ;
- lorsque le contrat « a été signé avant l'expiration du délai exigé après l'envoi de la décision d'attribution aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre ou pendant la suspension » prévue par les textes, « si en outre, deux conditions sont remplies : la méconnaissance de ces obligations a privé le demandeur de son droit d'exercer » un référentiel précontractuel, « et les obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles sa passation est soumise ont été méconnues d'une manière affectant les chances de l'auteur du recours d'obtenir le contrat » ;

L'ordonnance précise que « *dans le cas où le contrat a été signé avant l'expiration du délai exigé après l'envoi de la décision d'attribution aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre ou pendant la suspension prévue* » aux

articles L.551-4 et L.551-9 du CJA, « *le juge peut prononcer la nullité du contrat, le résilier, en réduire la durée ou imposer une pénalité financière* » dont le montant s’apprécie en fonction de son « objet dissuasif, sans pouvoir excéder 20% du montant hors taxes du contrat » (L.551-22 du CJA).

L’annulation du contrat n’est donc réservée qu’à certaines illégalités spécifiées par l’ordonnance et revêt, lorsque de telles illégalités se produisent, un caractère obligatoire, sauf raison impérieuse d’intérêt général.

Le Juge a la possibilité de prononcer des pénalités financières et la possibilité de suspendre l’exécution du contrat pendant la durée de l’instance, sans autre condition que la prise en considération des intérêts susceptibles d’être lésés.

2-1-2 Les recours au fond

2-1-2-1 Le recours pour excès de pouvoir

Ouvert aux parties

En principe, les contestations dirigées contre les contrats eux-mêmes ne sont pas de nature à être portées par la voie du recours pour excès de pouvoir.

Toutefois, par le biais de la théorie des actes détachables, des aménagements au principe d’irrecevabilité du REP ont été conçus : les actes unilatéraux qui interviennent au stade de la formation du contrat peuvent faire l’objet d’un REP.

La recevabilité du recours à l’égard de ces actes détachables est valable non seulement tant que le contrat n’est pas encore définitivement conclu mais également lorsqu’il est devenu définitif³.

En ce sens, le Conseil d’Etat a considéré qu’une Commune, bien qu’elle soit partie au traité de concession, est recevable à déférer au Conseil d’Etat, sous réserve d’un intérêt à agir, par la voie du REP, les décisions d’approbation contestées prises par le Préfet dans l’exercice de son pouvoir de tutelle, lesquelles constituent des actes administratifs détachables du contrat passé par la ville (*CE 4 février 1955, Ville de Saverne, rec. p.73*).

On pourrait dès lors imaginer que la Commune d’Arles puisse exercer par la voie du REP, un pourvoi en cassation devant le Conseil d’Etat pour défendre une décision d’approbation du choix du

concessionnaire qui aurait été contestée par le Préfet par la voie du Déféré Préfectoral, laquelle constitue un acte administratif détachable du contrat passé par la ville.

Ouvert aux tiers

Il est largement admis, contre les actes détachables du contrat administratif.

Le REP est ouvert aux tiers contre les actes administratifs détachables se situant :

- dans la phase de la **formation du contrat** (recours contre la décision même de conclure le contrat, contre la décision d'autorisation de conclure ou contre la décision d'approbation du contrat)
- dans le **contentieux de l'exécution** (jurisprudence classique⁴ : sous réserve de leur intérêt à agir, les tiers à un contrat sont recevables à introduire un REP contre les actes pris en vertu des clauses réglementaires du contrat)
Exemple : les usagers d'un

3 - CE 4 août 1905, Martin, rec. p.749

4 - CE 21 décembre 1906, Syndicat des propriétaires et contribuables du quartier Croix de Seguey-Tivoli, rec. p.962

SP concédé peuvent intenter un REP pour faire annuler des mesures prises par l'autorité concédante en violation des dispositions du cahier des charges, la solution vaut pour tous les contrats qui comportent des clauses réglementaires ;

- et de la **fin du contrat** (s'agissant du refus de résiliation, les tiers peuvent l'attaquer par la voie du REP).

Le REP est ouvert aux tiers contre les dispositions réglementaires des contrats administratifs⁵.

Le JA reconnaît la possibilité de contester une clause formellement contractuelle mais dont les effets sont matériellement réglementaires. A titre d'exemple, on peut imaginer le recours d'une société tiers à l'encontre de clauses d'un contrat d'affermage qui seraient relatives à l'organisation ou au fonctionnement de l'exploitation des arènes.

2-1-2-2 Le recours en annulation

En principe, le Juge administratif considère que les cocontractants de l'administration ne peuvent obtenir de lui qu'il annule les mesures prises par les personnes publiques dans leurs relations avec eux.

En ce sens, le Juge administratif a refusé d'annuler une décision de résiliation de convention d'affermage d'un service public : *CE 3 juin 1987, Société Nimoise de tauromachie et de spectacle, n°56733*.

Toutefois une **dérogation introduite en jurisprudence nous intéresse particulièrement ici : le cas du cocontractant qui a dû procéder à d'importants investissements**. Il doit avoir la garantie qu'il pourra amortir son investissement au cours de

5 - CE Ass. 10 juillet 1996, Cayzeel

la durée et dans les conditions prévues par les clauses contractuelles. Cette solution est ouverte au titulaire de tous « *contrats de longue durée ayant pour objet la réalisation et l'exploitation d'ouvrages nécessitant des investissements importants, dont l'amortissement doit être effectué pendant toute la durée de l'exploitation et comportant pour le cocontractant de l'administration des garanties analogues à celles accordées aux concessionnaires de service public ou de travaux publics* ».

Ainsi, le concessionnaire pourrait solliciter l'annulation de la décision de refus de renouveler à son terme la concession sous réserve du respect des conditions sus énoncées.

2-1-2-3 Le recours en déclaration de nullité du contrat

Le Juge peut constater la nullité de certaines mesures contractuelles irrégulières.

La nullité ne peut en principe être constatée :

- **que par le Juge ou les parties** d'un commun accord,
- soit **directement par la voie de l'action**, soit **indirectement par la voie de l'exception**,
- à l'occasion d'un litige contractuel (prescription trentenaire).

Elle est susceptible d'être prononcée lorsqu'ont été méconnues des règles relatives à la formation du contrat, que ces règles portent sur la compétence de l'autorité contractante, sur la procédure de passation du contrat, ou l'objet même de celui-ci ou lorsqu'un vice du consentement a affecté l'engagement des parties contractantes.

La nullité produit des effets radicaux : elle anéantit ses effets passés.

Le contrat doit être regardé comme n'ayant jamais été conclu.

Les parties n'auront plus la faculté de rechercher la responsabilité de l'autre sur le terrain contractuel et ne pourront réclamer la réparation du préjudice causé par une résiliation qui a déjà été décidée.

A titre d'exemple, un concessionnaire qui aurait vu son contrat de concession déclaré nul par le juge administratif ne pourrait solliciter le paiement des dépenses utiles à la collectivité que par la voie quasi-contractuelle.

2-1-2-4 Le déféré préfectoral

Le déféré préfectoral est le recours exercé par le représentant de l'État dans le Département devant le Tribunal administratif à l'encontre des actes exécutoires des collectivités territoriales et leurs établissements publics qu'il estime contraires à la légalité.

Il est assimilé à un recours pour excès de pouvoir.

Ce recours permet de déférer à la juridiction administrative « *les conventions relatives aux emprunts, aux marchés et aux accords-cadres, à l'exception des conventions relatives à des marchés et à des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret, ainsi que les conventions de concession ou d'affermage de services publics locaux et les contrats de partenariat* » (L. 2131-2 4° du CGCT) c'est-à-dire les contrats soumis à l'obligation de transmission en Préfecture.

De tels contrats peuvent être annulés à la demande du Préfet.

On pourrait imaginer un tel recours du Préfet contre un marché public de services, comme celui de la mise à disposition de chevaux destinés aux picadors, qui serait susceptible de méconnaître les règles de mise en concurrence ou de publicité.

La jurisprudence administrative inclut dans le champ du déféré les contrats qui ne sont pas soumis à l'obligation de transmission (*CE 4 novembre 1994, Département de la Sarthe, R. p. 801*).

L'article 4 de la loi de décentralisation du 2 mars 1982 permet à une personne lésée par un acte d'une collectivité territoriale de demander au Préfet de le déférer devant le Tribunal administratif.

Ce n'est qu'une faculté : le Préfet a un pouvoir discrétionnaire quant à l'exercice du déféré. Il prend une décision qui n'est pas susceptible de recours.

2-2 Le contentieux de la responsabilité

La détermination des responsabilités en cas d'accident ou en toute autre circonstance est fonction de l'implication de chacun des acteurs dans l'organisation et le déroulement des spectacles de tauromachie.

2-2-1 La responsabilité de la Commune

comme organisatrice de spectacles taurins

Ce régime de responsabilité relève de la responsabilité fondée sur la faute simple.

Il a vocation à s'appliquer dans l'hypothèse où une commune exploite des arènes en régie.

Le spectateur blessé doit démontrer l'existence d'une faute même simple de la Commune.

Exemples : l'absence de poste de secours, un service d'ordre insuffisant ou encore le mauvais état des arènes.

La jurisprudence est plutôt favorable aux victimes ce qui n'encourage pas les Communes à organiser des spectacles taurins.

comme autorité délégante

Le délégataire peut engager la responsabilité de la Commune, autorité délégante, qui a mis fin par une décision de résiliation à la convention de délégation de service public et solliciter l'indemnisation :

- tant au titre des frais qu'elle a exposés en pure perte pour la préparation de la première saison de spectacles
- qu'au titre du manque à gagner résultant de la perte des bénéfices sociaux que l'exécution de la convention aurait pu lui procurer.

En ce sens, décision précitée *CE 3 juin 1987, Société Nîmoise de tauromachie et de spectacle, n°56733.*

comme titulaire des pouvoirs de police

En cas d'accident lors d'un spectacle taurin organisé par une personne privée, la victime peut intenter une action contre :

- l'organisateur
- mais aussi contre la Commune, fondée sur la faute imputable à l'autorité de police.

Pour cela, il appartient à la victime de démontrer l'existence :

- d'une faute simple en cas de mesures préventives de police non prises,
- d'une faute lourde s'il s'agit de mesures prescrites mais non exécutées.

Par le biais de l'action récursoire, la Commune pourra ensuite se retourner contre l'organisateur privé.

2-2-2 La responsabilité du délégataire

Le tiers délégataire a la qualité d'organisateur. Il en assume la responsabilité.

On retrouve les cas classiques d'exonération de responsabilité notamment le fait de la victime (manque de vigilance à un moment où la victime devait en redoubler).

La commune peut, dans la convention qu'elle conclut avec l'organisateur privé de spectacles taurins, inclure une **clause de décharge de responsabilité en cas d'accident**.

Toutefois, cette clause n'est pas opposable aux tiers et notamment aux victimes d'accident. La victime d'un accident pourra toujours solliciter la réparation du préjudice subi auprès de la Commune en cas de faute grave.

Cependant, l'organisateur, condamné seul à indemniser la victime, ne peut obtenir un quelconque remboursement de la part de la commune en tant que co-auteur, ce qu'il aurait pu éventuellement obtenir en l'absence de clause de décharge de responsabilité.

La Commune peut s'engager à l'égard d'un organisateur en l'autorisant à édifier des arènes ou en lui délivrant des autorisations exceptionnelles pour organiser des spectacles taurins. Cela ne crée pas pour l'organisateur privé un droit à l'organisation ultérieure de tels spectacles et n'ouvre aucun droit à indemnisation par l'administration de l'organisateur en cas de refus de délivrance de nouvelles autorisations (*CE 10 février 1967 Munoz*)

2-2-3 La responsabilité des organisateurs privés

A l'occasion de spectacles taurins privés, la Commune n'a pas vocation à voir sa responsabilité mise en cause.

Le Juge judiciaire est compétent pour statuer sur la ou les responsabilités des personnes ayant participé à l'organisation et au déroulement du spectacle taurin.

Dans une décision du 4 avril 1980, la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Nîmes a eu l'occasion de condamner :

- le chef de chantier appartenant à la société en charge de l'entretien des arènes, reconnu pénallement responsable de l'effondrement de rangées de gradins en raison du mauvais entretien ayant entraîné des blessures de spectateurs
- le propriétaire des arènes pour défaut de surveillance du matériel dont il ne pouvait ignorer l'état défectueux et pour ne pas avoir recommandé à l'organisateur de limiter le nombre de spectateurs.

5.2. EL CONTENCIOSO INHERENTE A LAS FORMAS DE EXPLOTACIÓN DE LAS PLAZAS EN FRANCIA.

Por Me Sophie Chauvet

El contencioso inherente a las formas de explotación de las plazas en Francia interesa el conjunto de las actas y elementos que intervienen en la organización y el desarrollo de los espectáculos taurinos.

Nos interesaremos aquí a presentar las reglas de recursos relativas :

- al contencioso de la legalidad (con el sentido aquí de un contencioso refiriéndose a los incumplimientos a las obligaciones contractuales y más ampliamente a la violación de la legalidad administrativa).
- antes de ver las que son propias al contencioso de la responsabilidad.

2.1 el contencioso de la legalidad.

2-1-1 los procedimientos de urgencia

La decisión del 7 de mayo 2009 relativa a los procedimientos de recursos aplicables a los contratos de encargo público transpone la directiva número 2007 tocando a la mejora de la eficacia de los procedimientos de recursos en los asuntos de contrataciones públicas.

Dos procedimientos están administrados por este texto :

- el procedimiento precontractual, ya conocido pero definido de nuevo.
- y el Nuevo procedimiento contractual, abierto después de la conclusión del contrato.

Estos dos procedimientos son integralmente administrados :

- por una parte, por el código de justicia administrativa para los contratos administrativos dependiendo del encargo público
- y por otra parte, por esta disposición para los contratos de derecho privado dependiendo de esta misma noción.

Para cada una de estas categorías, dos tipos de procedimientos coexisten : el procedimiento precontractual y el procedimiento contractual.

El juez administrativo es competente para examinar los recursos en los procedimientos precontractuales.

El juez judicario y más particularmente, las jurisdicciones de derecho común de primer grado especialmente designados (artículo L. 211-13 del COJ) son competentes para examinar los recursos en los procedimientos contractuales.

El dispositivo colocado por esta disposición se aplicará para todos los procedimientos de otorgamiento a partir del primer de diciembre del 2009.

2-1-1-1 el procedimiento precontractual.

El campo de aplicación

Los contratos concernidos son administrativos o de derecho privado dependiendo de los encargos públicos.

Las personas capacitadas a emprender los procedimientos precontractuales son:

- el representante del estado cuando el contrato administrativo tiene que ser concluido por una colectividad territorial o un establecimiento público local (artículo L.551-10 al 2 del CJA),
- todas las personas que tienen un interés a concluir el contrato y siendo susceptibles de ser perjudicados por el incumplimiento invocado (artículo L-551-10 al 1 CJA).

El juez del procedimiento precontractual puede ser embargado en caso de incumplimiento a las obligaciones de publicidad y de apertura de concurso público que se imponen en el caso de contratación pública o convenciones de delegación de servicio público.

A título de ejemplo:

La sociedad x había acudido el tribunal administrativo de Marsella estatuyendo en la forma de los procedimientos, particularmente de una demanda de anulación de la deliberación autorizando al alcalde de Arles a firmar el contrato de delegación de servicios públicos con la sociedad y, estimando que:

Las negociaciones con los dos candidatos habían sido llevadas con un desconocimiento del principio de igualdad, con una modificación del proyecto sin publicidad o información previa, o por comunicación al otro candidato de la oferta que había hecho.

-ninguna ponderación de los criterios de elección estaban conocidos por los candidatos aunque era posible proceder a esto.

-los criterios mantenidos consistían a apartar a todo otro candidato que el antiguo delegatorio;

-no había sido contactada para permitirle precisar su oferta en el campo de la negociación de ésta.

A pesar de los medios utilizados, el presidente del TA ha rechazado la demanda con una ordenanza del 16 de noviembre del 2006, estimando que al final de la instrucción, la sociedad X no traía la prueba de los medios que indicaba y entonces, no estaba dispuesta a sostener que el proceso seguido por el municipio de Arles habría desconocido las reglas relativas a la publicidad y la competencia.

La aplicación

El procedimiento precontractual tiene un carácter preventivo: una vez firmado el contrato, el procedimiento precontractual es inadmisible.

La fecha de la conclusión del contrato es aquella con la cual el acto de compromiso del contrato ha sido firmado.

El juez no es competente para apreciar la validez de la firma del contrato.

Hasta la ordenanza del 7 de mayo del 7 de mayo del 2009, el juez podía ordenar la firma del contrato para un periodo de 20 días.

A partir de hoy, desde el acceso del juez y cualquier sea el plazo durante la cual la ordenanza será emitida, el contrato litigioso ya no es susceptible de pleno derecho de ser firmado : « el contrato no puede ser firmado a partir del momento del embargado del tribunal administrativo y hasta la notificación » de la decisión jurisdiccional (artículo L.551-4 del CJA)

Los poderes del juez

El juez estatuye en primera y última jurisdicción: aprecia la regularidad del procedimiento de otorgamiento del contrato tal como está comprometida a la fecha de estatuir.

Verifica particularmente, los motivos que le han determinado a excluir un candidato del procedimiento de atribución del contrato.

El juez puede :

- utilizar sus poderes de intimación para obligar el autor del incumplimiento a conformarse a sus obligaciones,
- suspender el otorgamiento del contrato o la ejecución de las decisiones que la conciernen excepto si « estima, considerando el conjunto de los intereses susceptibles de ser lesionados y especialmente del interés público, que las consecuencias negativas de estas medidas podrían ser superior a sus ventajas » (artículo L. 551-2 del CJA),
- anular estas decisiones, suprimir cláusulas destinadas a figurar en el contrato,
- y pronunciar ordenanzas antes de formular el derecho pero la ley no preve
- ni la posibilidad de requerir bajo sanción en caso de inejecución de la ordenanza, ni la de condenar a la liquidación de daños y perjuicios.

El juez podrá pronunciar automáticamente, las medidas que proyecta tomar bajo la reserva de respetar el principio del contradictorio (artículo L.551-12 del CJA).

2-1-1-2 el procedimiento contractual

El procedimiento contractual es un recurso « con la recusación de la validez del contrato » delante el juez judicario.

El campo de aplicación

Este nuevo recurso en procedimiento, abierto una vez firmado el contrato interesa:

- tanto los contratos administrativos como los contratos de derecho privado,
- concluido por un poder adjudicatario o una entidad adjudicataria
- y dependiendo del encargo público

en definitiva, los contratos por los cuales estaba abierto, el procedimiento precontractual

sin embargo, está indicado en el artículo L.551-15 del CJA que el procedimiento contractual puede ser aplicado:

-« Ni a los contratos cuyo otorgamiento no está sometido a una obligación de publicidad previa cuando el poder adjudicatario o la entidad adjudicataria ha, antes de la conclusión del contrato, manifestado su intención de concluirlo y observado un plazo de once días después de esta publicación, ni a los contratos sometidos a la publicidad previa a la cual no se aplica la obligación de comunicar la decisión de atribución a los candidatos no mantenidos cuando el poder adjudicatario o la entidad adjudicataria ha cumplido la misma formalidad »

Ni tampoco, en contra de « contratos elaborados en un convenio marco o un sistema de adquisición dinámica cuando el poder adjudicatario o la entidad adjudicataria ha mandado a los titulares la decisión de atribución del contrato y observado un plazo de 16 días entre este envío y la conclusión del contrato, plazo reducido a once días si la decisión ha sido comunicada a todos los titulares por vía electrónica ».

La ejecución

El artículo L.551-14 del CJA indica que :

« las personas habilitadas a obrar son aquellas que tienen un interés a concluir el contrato y que son susceptibles de ser perjudicadas por los incumplimientos a las cuales están sujetos estos contratos, así como el representante del estado en el caso de los contratos pasados por una colectividad territorial o un establecimiento público local. »

Sin embargo, el recurso regido por la presente sección, no está abierto al demandante habiendo utilizado el recurso en procedimiento precontractual (artículo L.551-1 y L.551-5) cuando el poder adjudicatario o la entidad adjudicataria ha respetado la suspensión prevista en el artículo L.551-4 o en el artículo 551-9 y se ha conformado a la decisión jurisdiccional hecha para este recurso.

Nos podemos interrogar entonces sobre la articulación entre el recurso en procedimiento contractual y el recurso llamado Tropic

tendiendo el también a la contestación de la validez de un contrato pero delante del juez administrativo.

A la diferencia del recurso tropic, el procedimiento contractual no hace admisible ninguna conclusión indemnizada a excepción de conclusiones reconvencionales.

La creación del procedimiento contractual es el resultado de la simple transposición de la directiva recurso y consiste en el ejercicio de un recurso cuya rapidez palió los defectos del recurso Tropic.

Los poderes del juez

A título provisorio, el procedimiento contractual ofrece al juez la posibilidad de suspender la ejecución del contrato, para la duración de la instancia.

Pero sólo es una posibilidad, puesto que puede decidir de ello de otra forma « considerando el conjunto de los intereses susceptibles de ser perjudicados y esencialmente del interés público, que las consecuencias negativas de esta medida podrían levarlo sobre sus ventajas ».

En realidad, el juez del procedimiento contractual puede pronunciar la nulidad del contrato o su anulación según tres hipótesis:

-« cuando ninguna de las medidas de publicidad requeridas para su aceptación ha sido adoptada o cuando ha sido omitida una publicación al JOUE cuando una tal publicación está prescrita » ;
-cuando el contrato « ha sido firmado antes del vencimiento del plazo exigido después del envío de la decisión de atribución a los operadores económicos que han presentado una candidatura o una oferta o durante la suspensión » prevista en los textos, « si por otra parte, aparecen dos condiciones : el desconocimiento de estas obligaciones de publicidad y exposición a la competencia a la cual está sometida su aceptación, han sido desconocidas de una manera afectando las suertes del autor del recurso de obtener el contrato » ;
La ordenanza precisa que « en el caso en que el contrato ha sido firmado antes del vencimiento del plazo exigido después del envío de la decisión de atribución a los operadores económicos que han presentado una candidatura o una oferta o durante la suspensión prevista » en los artículos L.551-4 y L.551-9 del CJA, « el juez puede pronunciar la nulidad del contrato, rescindirlo, reducir la

duración o imponer una penalidad financiera » cuya cuantía se aprecia en función de su « objeto disuasivo, sin poder exceder 20% de la cuantía HT del contrato » (L.55122 del CJA).

La anulación del contrato entonces sólo está reservado a algunas desigualdades específicas por ordenanza y reviste, cuando tales desigualdades se producen, un carácter obligatorio, salvo si existe una razón de interés general.

El juez tiene la posibilidad de pronunciar penalidades financieras y la posibilidad de suspender la ejecución del contrato durante la duración de la instancia, sin otra condición que la toma en consideración de los intereses susceptibles de ser perjudicados.

2-1-2 los recursos al fondo

2-1-2-1 los recursos por exceso de poder

Abierto a las partes

En principio, las discusiones dirigidas en contra de los propios contratos no son de natura a ser llevadas por la vía del recurso por exceso de poder.

Sin embargo, a través de la teoría de los actos separables, unos arreglos al principio de inadmisibilidad del REP han sido concebidos: los actos unilaterales que intervienen en el momento de la formación del contrato pueden ser el objeto de un REP.

La admisibilidad del recurso hacia estos actos separables es válida no sólo durante el momento en el que el contrato no está definitivamente concluido sino también cuando se ha hecho definitivo.

En este sentido, el consejo de estado ha considerado que un municipio, aunque sea parte del tratado de concesión, es admisible para deferir el consejo de estado, bajo la reserva de un interés a actuar, por vía del REP, las decisiones de aprobación discutidas tomadas por el gobernador en su ejercicio de su poder de tutela, las cuales constituyen actos administrativos separables del contrato pasado con la ciudad (CE 4 de febrero de 1955, ciudad de Saverne, rec.p.73).

Se podría a partir de ahí imaginar que el municipio de Arles pudiera ejercer por vía del REP, un recurso de casación delante del consejo

de estado para defender una decisión de aprobación de la elección del concesionario que hubiera sido discutida por el gobernador por vía del deferido, la cual constituye un acto administrativo separable del contrato con la ciudad.

Abierto a los terceros

Está totalmente admitido, contra los actos separables del contrato administrativo.

El REP está abierto al tercero contra los actos administrativos separables situándose:

-en la fase de formación del contrato (recurso contra la decisión de concluir el contrato, contra la autorización de concluir o contra la decisión de aprobación del contrato)

- en el contencioso de ejecución (jurisprudencia clásica: bajo la reserva de sus intereses a actuar, los terceros a un contrato son admisibles a introducir un REP contra los actos tomados en virtud de las cláusulas reglamentarias del contrato) por ejemplo : los usuarios de un SP concedido pueden intentar un REP para hacer anular las medidas tomadas por la autoridad concedente en violación de las disposiciones del pliego de condiciones, la solución vale para todos los contratos que comportan cláusulas reglamentarias;

- y del fin del contrato (respecto a la negación de rescisión, los tercios pueden atacar por vía del REP).

el REP está abierto a los tercios contra las disposiciones reglamentarias de los contratos administrativos.

El JA reconoce la posibilidad de contestar una cláusula formalmente contractual pero cuyos efectos son materialmente reglamentarios.

A título de ejemplo, se puede imaginar el recurso de una sociedad tercera contra una cláusula de un contrato de arriendo que serían relativas a la organización o al funcionamiento de la explotación de las plazas de toros.

2-1-2-2 El recurso en anulación

En principio, el juez administrativo considera que los cocontratantes de la administración no pueden obtener de él que anule las medidas tomadas por las personas públicas en sus relaciones con ellos.

En este sentido, el juez administrativo se negó a anular una decisión de rescisión de convención de arriendo de un servicio público: CE 3 de junio 1987, Sociedad Nimeña de tauromaquia y de espectáculo n 56733.

Sin embargo, una derogación introducida en jurisprudencia nos interesa particularmente aquí: el caso del cocontratante que tuvo que proceder a importantes inversiones

Debe tener la garantía que llegará a amortizar su inversión en la duración y en las condiciones previstas por las cláusulas contractuales.

Esta solución está abierta a los titulares de todo “contrato de larga duración teniendo como objeto la realización y explotación de obras necesitando inversiones importantes, cuyo amortiguamiento debe ser efectuado durante toda la duración de la explotación y comportando para el cocontratante de la administración garantías análogas a las concedidas a los concesionarios de los sectores públicos o de obras públicas”.

Así, el concesionario podría solicitar la anulación de la decisión de la negación de renovar a su término la concesión bajo la reserva del respeto de las condiciones ya enunciadas.

2-1-2-3 el recurso en declaración de nulidad del contrato

El juez puede constatar la nulidad de algunas medidas contractuales irregulares.

La nulidad sólo puede ser constatada:

- por el juez o las partes de un acuerdo común,
- o directamente por el camino de la acción, o indirectamente por el camino de la excepción ,
- por un litigio contractual (prescripciones treintenarias) .

Es susceptible de ser pronunciada cuando fueron desconocidas reglas relativas a la formación del contrato, que estas reglas interesan la competencia de la autoridad contratante, sobre el proceso de aceptación del contrato, o el objeto de este o cuando un vicio del consentimiento haya afectado la obligación de las partes contratantes.

La nulidad produce efectos radicales: aniquila sus efectos pasados.

El contrato tiene que ser visto como no habiendo sido concluido.

Las partes ya no tendrán la facultad de buscar la responsabilidad del otro en el terreno contractual y no podrán reclamar la reparación del perjuicio causado por una rescisión que ya ha sido decidida.

A título de ejemplo, un concesionario que hubiera visto su contrato de concesión declarado nulo por el juez administrativo no podría solicitar el pago de los gastos útiles a la colectividad que por la vía casi-contractual.

2-1-2-4 el procedimiento prefectoral

El procedimiento prefectoral es el recurso ejercido por el representante del estado en el departamento delante de los tribunales administrativos en contra de los actos ejecutorios de las colectividades territoriales y sus establecimientos públicos que estima contrarios a la legalidad.

Está asimilado a un recurso por exceso de poder.

Este recurso permite deferir a la jurisdicción administrativa “las convenciones relativas a los préstamos, a los mercados y a los convenios- marcos, a excepción de las convenciones relativas a los mercados y a los convenios- marcos de una cuantía inferior a un umbral definido por decreto , así que las convenciones de concesión o de arriendo de sectores públicos locales y los contratos de los socios “(L.2131-2 4 del CGCT) es decir los contratos sometidos a la obligación de transmisión en las delegaciones de la prefectura.

Tales contratos pueden ser anulados a la demanda del gobernador.

Se podría imaginar un tal recurso del gobernador contra un mercado público de servicio, como el de la puesta a disposición destinados a los picadores, que sería susceptible de desconocer las reglas de puesta en competencia o de publicidad.

La jurisprudencia administrativa incluye en el campo del procedimiento los contratos que no están sujetos a la obligación de transmisión (CE 4 de noviembre 1994, departamento de la Sarthe , R P. 801°.

El artículo 4 de la ley de descentralización del 2 de marzo de 1982 permite a una persona perjudicada por un acto de una colectividad territorial pedir al gobernador deferirlo delante del tribunal administrativo.

Sólo es una facultad: el gobernador tiene un poder discrecional en cuanto al ejercicio del procedimiento .

Toma una decisión que no es susceptible de recurso.

2-2 el contencioso de responsabilidad

la determinación de las responsabilidades en caso de accidente o en cualquier otra circunstancia es función de la implicación de cada uno de los actores en la organización y el desarrollo de los espectáculos taurinos.

2-2-1 la responsabilidad del municipio

-como organizadora de espectáculos taurinos

Este régimen de responsabilidad se basa sobre la responsabilidad fundada sobre una falta sencilla.

Tiene vocación a aplicarse en la hipótesis en la cual un municipio explota una administración.

El espectador herido tiene que demostrar la existencia de una falta incluso sencilla del municipio.

Ejemplos: la ausencia de puesto de socorro, un servicio de orden no suficiente o aún el mal estado de la plaza.

La jurisprudencia es más favorable a las víctimas lo que no favorece los municipios a organizar espectáculos taurinos.

Como autoridad delegante.

El delegatorio puede comprometer la responsabilidad del municipio, autoridad delegante, que ha puesto fin con una decisión de rescisión a la convención de delegación de servicio público y solicitar la indemnización :

Tanto al título de los gastos que ha expuesto en pura pérdida para la preparación de la primera temporada de espectáculos

Como al título de lo que pierde resultando de la perdida de los ingresos sociales que la ejecución de la convención hubiera podido procurarle.

En este sentido, decisión precitada CE del 3 de junio 1987, sociedad Nimeña de tauromaquia y de espectáculo, n 56733.

-como titular de los poderes de policía

En caso de accidente durante un espectáculo taurino organizado por una persona privada, la víctima puede intentar una acción contra:

-la empresa

-pero también contra el municipio, fundado sobre la falta imputable a la autoridad de policía

Para eso, la víctima tiene que demostrar la existencia:

- de una falta simple en caso de medidas preventivas de policía no tomadas
- de una falta grave si se trata de medidas prescritas pero no aplicadas.

A través de la acción de recurso el municipio podrá luego atacar la empresa

2-2-2 la responsabilidad del delegatorio

El tercero delegatorio tiene la cualidad de organizador. Asume las responsabilidades de ello.

Nos encontramos con casos clásicos de exoneración de responsabilidad esencialmente el hecho de la víctima (falta de atención en momento en el que la víctima tendría que redoblar).

El municipio puede, en la convención que concluye con la empresa privada de espectáculos, incluir una cláusula de descarga de responsabilidad en caso de accidente.

Sin embargo, la empresa, sola, condenada a indemnizar la víctima, no puede obtener un cualquier reembolso por parte del municipio como co-autor, lo que hubiera podido obtener en ausencia de cláusula de descarga de responsabilidad.

El municipio puede comprometerse con una empresa autorizándole a edificar plazas o concediéndole autorizaciones excepcionales para organizar espectáculos taurinos.

Esto no crea para la empresa privada un derecho a la organización ulterior de tales espectáculos y no abre ningún derecho a la indemnización de la empresa en caso de denegación de entrega de nuevas autorizaciones.

2-2-3 la responsabilidad de las empresas privadas

para los espectáculos taurinos privados, el municipio no quiere ver su responsabilidad denunciada.

El juez judicario es competente para estatuar sobre la o las responsabilidades de las personas que han participado a la organización y al desarrollo del espectáculo taurino.

En una decisión del 4 de abril de 1980, la sala de apelaciones correccionales del tribunal de apelación de Nîmes ha tenido la oportunidad de condenar:

El jefe de obras perteneciendo a la sociedad encargada de la plaza, reconocida penalmente responsable del derrumbamiento de tendidos por culpa de un mantenimiento malo habiendo llevado a heridas de espectadores.

- el propietario de la plaza por defecto de vigilancia del material del cual no podía ignorar el estado defectuoso y por no haber recomendado al organizador de limitar el número de espectadores.

5.3 DOS CUESTIONES QUE AFECTAN A LOS ORGANIZADORES DE ESPECTÁCULOS TAURINOS ESPAÑOL

D. Eugenio SALINAS FRAUCA

Dos cuestiones voy a sugerir a esta mesa redonda sobre las que entiendo puede ser de interés reflexionar que afectan a los organizadores de espectáculos y como consecuencia de ello en su resultado:

A.- La primera cuestión se refiere a las adjudicaciones de las plazas de toros de titularidad pública: Es notorio que la mayoría de las plazas de toros, al menos las españolas, aunque no todas en las que se organizan las ferias más importantes, son de titularidad pública, perteneciendo a las Comunidades Autónomas o a las Corporaciones Locales y desarrollando su explotación mediante concursos de cesión de la gestión.

Las variadas condiciones que rigen estos concursos han sido objeto habitualmente de duras críticas de una parte por sus exigencias económicas, dado que un elevado "canon" económico va en detrimento de los otros "apartados" económicos necesarios para poder celebrar el espectáculo, dado que el "aforo" es limitado, y por tanto el pago de una desproporcionada cifra por el "piso de plaza" repercute negativamente en la calidad del espectáculo aunque resulte beneficiosa para la Administración propietaria de la plaza.

Pero además existen otros requisitos que por su importancia terminan supeditando igualmente la organización del espectáculo tales como número y categoría de espectáculos obligatorios o de los actuantes o de los licitadores, limitación de precios de localidades, plazo de adjudicación de la explotación así como otras muy variadas condiciones relativas a la publicidad, grabaciones audiovisuales, mantenimiento de la plaza a cargo del adjudicatario, etc..., que pueden resultar muy onerosas para el organizador del espectáculo dado que sino pueden calificarse de abusivas sí lo son excesivas.

En definitiva es frecuente comprobar lo gravoso que resultan las condiciones de todo tipo exigidas por el "propietario público" de la plaza que redunda en perjuicio de la organización y del resultado del espectáculo.

Pues bien, a fin de garantizar una mejor explotación de las plazas de toros de titularidad pública sería conveniente unir voluntades y buscar puntos de encuentro entre los empresarios taurinos y los propietarios de las plazas públicas objeto de concurso, a fin de corregir las condiciones y requisitos exigidos en el mismo, teniendo para ello presente que el fin de la explotación por parte del propietario público de la plaza no es o no debe ser la obtención de un lucro económico sino la satisfacción de un buen espectáculo para el público asistente.

Para ello sería necesario que hubiera reuniones entre las distintas asociaciones de empresarios taurinos que permitieran trasladar "sus opiniones" tanto a la Federación Española de Municipios y Provincias como a las Comunidades Autónomas correspondientes, para intentar conseguir unos pliegos en los concursos tendentes a facilitar mejor el desarrollo del espectáculo, y no como hoy en día que tienen un claro contenido recaudatorio, e incluso también para contemplar la posibilidad de modificar el sistema de explotación, si resultara más beneficioso, como pudiera ser la forma directa de explotación con el asesoramiento de los correspondientes profesionales taurinos, como ocurre en varias plazas y con resultados creo que bastante satisfactorios o con la búsqueda de nuevos sistemas que permitan una mejor organización del espectáculo que repercutirá en su desarrollo. Esta posibilidad que pudiera ser aplicable a unas determinadas plazas no lleva consigo la desaparición o "el paro" del profesional taurino sino que por el contrario ello llevaría consigo el aprovechamiento de sus conocimientos y experiencia al máximo. En definitiva se trata de buscar fórmulas, modos y condiciones que unidas a las singularidades de cada plaza permitan una mejor organización del espectáculo adecuado al lugar en que se celebra.

B.- La segunda cuestión esta relacionada con todos los organizadores de espectáculos taurinos incluyendo por tanto también a aquellos que a su vez son los propietarios de las plazas de toros en donde se celebran los espectáculos que ellos mismos organizan.

Entre éstos últimos se encuentra la Casa de Misericordia de Pamplona, perdonen la obligada digresión, quien a través de su Comisión Taurina constituida el 3 de abril de 1924, es decir hace más de 87 años, hasta la actualidad ha venido organizando

ininterrumpidamente la “Feria de San Fermín”, salvo un paréntesis obligado en los años 1937 y 1938.

Esta Feria de San Fermín, es singular no solo por la existencia de los encierros, sino por su denominación de "Feria del Toro", que obliga a una determinada confección de carteles en cuanto a toros y toreros se refiere. Esta idea de convertir en “Feria del Toro” los festejos taurinos de San Fermín la tuvo Sebastián San Martín Iribarren, vocal de la Casa de Misericordia y miembro de la Comisión taurina, quien elaboró un informe al finalizar la feria de 1958 en el que, entre otras cuestiones, ponía de manifiesto la necesidad de nuevas ideas para atraer al público pues había bajado *"considerablemente el número de espectadores extranjeros, particularmente franceses"*. En el siguiente año 1.959 aparece por primera vez en las actas de la Casa de Misericordia tal expresión y desde entonces hasta el día de hoy, y creo que con unos buenos resultados tanto artísticos como económicos.

Pero al margen esta peculiaridad, que otras Ferias también tienen si bien con distintas características o singularidades y con su lógica incidencia en los espectáculos que organizan, la organización de la Feria de San Fermín tiene problemas comunes a los de cualquier otra Feria, relacionados tanto con aspectos administrativos como con el espectáculo en sí mismo, interesándose en este momento destacar de entre ellos aquellos referidos a la regulación normativa de los espectáculos, en ocasiones diferenciada en tanto que procede de distintas Comunidades Autónomas y por tanto originada por órganos distintos, así como en lo referente a la competencia de la vigilancia de su cumplimiento alrededor del cual gira todo el espectáculo, que se realiza bajo el control del Presidente, Delegados de la Autoridad y sus auxiliares así como a través de la Dirección Técnica de los Veterinarios.

Todas estas funciones, aun siendo muy destacadas, creo que son o deben ser menos relevantes que la "programación y planeamiento del espectáculo" que constituye la base del mismo, y sin éste no existe aquél. Pero resulta que los que se encargan de ésto es decir los organizadores de los espectáculos no sólo carecen hoy del mínimo control sobre el modo de desarrollarse el mismo, sino que resultan "controlados" por la Autoridad referida, como también lo están los que participan de cualquier forma en el espectáculo taurino de que se trate.

Ante esta situación, creo que es de enorme transcendencia y el momento de buscar soluciones conjuntas a los múltiples problemas que existen en la programación y desarrollo de los espectáculos taurinos y para ello sería conveniente coordinar todas "las fuerzas", públicas y privadas que intervienen en la preparación, formación , desarrollo y control de los espectáculos taurinos, tanto agentes públicos, Delegados, empresarios ganaderos, toreros, subalternos, etc..y que tuvieran a través de sus respectivas asociaciones, cuantas reuniones fueran necesarias a tal fin, e incluso se formara un Órgano aunque fuera simplemente "consultor-asesor", que fijara las bases para regular el desarrollo del espectáculo taurino adaptado a las necesidades que el mismo precisa al día de hoy, así como aconsejara y asesorara en los múltiples y variados problemas que aparecen diariamente, con el fin de dar soluciones o pautas que sean válidas y comunes, evitando con ello las discrepancias que se producen solo por el lugar en donde se ha originado o por "el controlador" que ha intervenido.

Todo ello con el único fin de que los espectáculos taurinos alcancen todo el esplendor que se merecen y de paso sirva de escudo protector frente a quienes visceralmente lo contradicen.

5.3. DEUX QUESTIONS AFFECTANT LES SPECTACLES TAURINS

D. Eugenio SALINAS FRAUCA

Je vais soumettre deux questions, à cette table ronde qui, je pense, sont dignes d'intérêt car elles concernent les organisateurs de spectacle et plus particulièrement leur gestion.

- A. La première question, concerne les adjudications gérées sous la forme de délégation de service public : il est notoire, que la majorité des arènes, en tout cas espagnoles, bien que ce ne soit pas le cas de toutes celles où l'on organise les férias importantes, sont de gestion publique, appartenant aux communautés autonomes ou aux corporations locales et exerçant leur exploitation grâce aux concours d'obtention de la gestion.

Les différentes conditions qui régissent ces concours ont souvent fait l'objet de dures critiques, d'une part, en raison de leurs exigences économiques, vu qu'un « canon » économique élevé va à l'encontre des autres « à côté » économiques nécessaires pour pouvoir célébrer le spectacle, étant donné que la capacité est limitée, et pour autant la récompense pour un chiffre disproportionné pour « les arènes » a des conséquences négatives sur la qualité du spectacle, bien qu'elle soit bénéficiaire pour l'administration propriétaire des arènes.

Mais, il existe en plus d'autres conditions, qui de par leur importance finissent par assujettir l'organisation du spectacle, comme le nombre et la catégorie de spectacles obligatoires ou les participants ou les enchérisseurs, la limitation du prix des places, le délai d'adjudication de l'exploitation, ainsi que d'autres conditions très variées relatives à la publicité, aux enregistrements audiovisuels, à la maintenance des arènes à la charge de l'adjudicataire, etc. qui peuvent finir par être onéreuses pour l'organisateur du spectacle car à défaut d'être abusives elles sont pour le moins excessives.

En définitive, on constate fréquemment le caractère coûteux des conditions de tout ordre exigées par le « propriétaire public » des

arènes qui rejallit au détriment de l'organisation et du résultat du spectacle.

Ainsi, dans le but de garantir une meilleure exploitation des arènes de *toros* de délégations publiques, il serait judicieux d'unir les volontés et de rechercher des points en commun entre les impresarios taurins et les propriétaires des arènes publiques objet de concours, dans le but de corriger les conditions et formalités exigées, en ayant pour cela à l'esprit que la fin d'exploitation de la part du propriétaire public des arènes n'est ou ne doit pas être l'obtention d'un profit économique, mais la satisfaction d'un bon spectacle pour le public présent.

Pour cela, il serait nécessaire qu'il y ait des réunions entre les différentes associations d'impresarios taurins, ce qui permettrait d'échanger « leur opinion » autant à la fédération espagnole des municipalités et provinces, qu'aux communautés correspondantes, pour essayer d'obtenir des cahiers des charges dans les concours tendant à mieux faciliter le déroulement du spectacle, et non comme aujourd'hui où elles ont un contenu clair au niveau des perceptions, et également pour envisager la possibilité de modifier le système d'exploitation, pour savoir s'il est bénéfique, comme pourrait l'être la manière directe d'exploitation avec le soutien des professionnels taurins impliqués, comme cela se passe dans certaines arènes avec, me semble t-il, des résultats satisfaisants, ou avec la recherche de nouveaux systèmes qui permettent une meilleure organisation du spectacle, ce qui se répercute dans son déroulement.

Cette possibilité qui pourrait s'appliquer à quelques arènes n'entraîne pas avec elle la disparition ou « le chômage » du professionnel taurin, mais cela au contraire permettrait de profiter au maximum de ses connaissances et expériences.

En définitive, il s'agit de rechercher des formules, des façons et conditions qui, unies aux singularités de chaque arène, permettrait une meilleure organisation du spectacle adapté au lieu où il se fait.

B.- La seconde question est liée à tous les organisateurs de spectacles taurins y compris à ceux qui sont propriétaires des arènes où ils organisent.

Parmi ceux-ci, on trouve la maison de *Misericordia de Pamplona*, pardonnez-moi cette digression, qui par l'intermédiaire de sa commission taurine constituée le 3 avril 1924, c'est-à-dire il ya plus de 87 ans, a organisé, jusqu'à maintenant, et de façon ininterrompue, la *feria* de « *San Fermín* », sauf pendant la parenthèse obligée des années 1937 et 1938.

Cette *feria de San Fermín* est particulière non seulement en raison de l'existence des *encierros*, mais aussi par sa dénomination de « *feria du toro* », qui implique une confection particulière concernant les *toros* et les *toreros*.

C'est Sebastian San Martin Ibarren, membre de la maison de la Miséricorde et de la commission taurine, qui eut l'idée de transformer en « *feria du toro* » les spectacles taurins de la *San Fermín*. Il élabora un rapport à la fin de la *feria* 1958, dans lequel, parmi les questions évoquées, il mettait en avant la nécessité de nouvelles idées pour attirer le public car avait baissé « considérablement le nombre de spectateurs étrangers, en particulier Français ».

L'année suivante en 1959, apparaît pour la première fois dans les rapports de la maison de la Miséricorde ce constat et, depuis toujours, je crois qu'il y a de bons résultats autant artistiques qu'économiques.

Mais, en marge de cette particularité, que d'autres *ferias* ont également avec différentes caractéristiques ou singularités et avec l'incidence logique sur les spectacles qu'ils organisent, l'organisation de la *feria de San Fermín* vit les problèmes communs à ceux de toutes les *ferias*, liés autant à l'aspect administratif qu'au spectacle lui-même.

Ce qui m'intéresse, pour le moment, c'est de distinguer ceux faisant référence à la régulation normative des spectacles, parfois différenciée lorsqu'elle émane de différentes communautés autonomes pour autant émanant d'organes différents.

Comme ce qui concerne la concurrence de la surveillance de son application autour duquel tourne tout le spectacle, qui se réalise sous le contrôle du président, délégué de l'autorité et ses auxiliaires, ainsi qu'à travers la direction technique des vétérinaires.

Toutes ces fonctions, même si elles sont très remarquées, sont plus éminentes que « la programmation et la stratégie du spectacle » qui constitue la base même de celui-ci, et sans lui l'autre n'existe pas.

Mais il se trouve que ceux qui se chargent de cela, c'est-à-dire les organisateurs des spectacles non seulement manquent aujourd'hui du moindre contrôle sur sa façon de se dérouler mais en plus sont contrôlés par ladite autorité, comme le sont également ceux qui participent de près ou de loin au spectacle taurin en question.

Devant cette situation, je crois qu'il est important de rechercher des solutions communes aux multiples problèmes qui existent dans la programmation et le développement des spectacles taurins, et pour cela il serait utile de coordonner toutes « les forces », publiques et privées qui interviennent dans la préparation, la formation, le développement et le contrôle des spectacles taurins, autant les agents publics que les délégués, les impresarios, les éleveurs, les *toreros*, les subalternes, etc., et qui auraient à travers leurs associations respectives, combien de réunions seraient nécessaires pour ceci, et qu'il se forme même un organe bien qu'il soit juste « consultant-assesseur », qu'il fixe les bases pour réguler le spectacle taurin adapté aux nécessités que lui-même indique à ce jour, de même qu'il conseillerait et aiderait face aux problèmes multiples et variés qui surgissent quotidiennement, dans le but de proposer des solutions ou des règles valides et communes, en évitant les différences qui se produisent seulement dans le lieu où elles se sont produites ou en raison du contrôleur qui est intervenu.

Tout ceci, dans le seul but que les spectacles taurins atteignent toute la splendeur qu'ils méritent et qu'au passage, cela serve de protection face à ceux qui la combattent viscéralement.

5.4 BREVE HISTORIA DE LA PLAZA DE TOROS DE VISTA ALEGRE

Por Javier ARESTI

- Los aficionados bilbaínos estaban muy decepcionados con la organización de las Corridas de 1881.
- El Director del Diario bilbaíno "*La Unión Vasco Navarra*" sugirió la idea de crear una Sociedad Anónima de carácter benéfico, para la construcción de une plaza de toros de mejores condiciones, mayor, y en lugar más adecuado de la que existía entonces.
- El Sr. Lezama presidió una reunión de carácter público, en Setiembre de 1881, en la que se decidió el nombramiento de una Comisión Gestora, para organizar una suscripción pública con el fin de crear una Sociedad Anónima que estudiara el lugar de emplazamiento y la financiación.
- La Plaza de Toros de Vista Alegre se inauguró el 13 de Agosto de 1882.

La corrida fué de "*Concha y Sierra*", formando el cartel "*Bocanegra*", "*Chicorro*", y "*Gallito*"

El primer capotazo lo dio el abuelo de Manolo, "*Pepe*", "*Antonio*", "*Angel Luis*", y "*Juanito Bienvenida*".

Bajo el apodo de "*Llaverito*", *Rafael Guerra*, "*Guerrita*", que actuó a las órdenes de "*Bocanegra*", puso el primer par.

- El 14 de Octubre de 1900 fue une fecha fundamental. En Junta General se acordó comunicar a los Asilos que se hicieran cargo de la Administración de la Plaza, ya que los accionistas, recuperado su dinero, la donaban al Hospital Civil y a la Santa Casa de Misericordia, pasando a ser propiedad, al 50 %, de cada una de estas instituciones, creando las mismas a continuación, para su gestión, una Comisión ó Junta Administrativa. Esta Junta continúa hoy en día.

- Vista Alegre quedó totalmente arrasada por un incendio la noche del 4 al 5 de Setiembre de 1961. Al día siguiente se celebró una reunión entre los miembros de las Justas de la Misericordia y el

Hospital, y el Alcalde de Bilbao, D. Lorenzo Hurtado de Saracho, determinándose que era necesario construir una plaza nueva.

- El 19 de Junio de 1962, se inauguraba la nueva Vista Alegre, exactamente en el mismo lugar de la anterior.

Hicieron el paseíllo inaugural, "Antonio Ordóñez", "César Girón" y "Rafael Chacarte".

El maestro *Antonio Ordóñez*, dió los primeros lances y posteriormente estoqueó a "*Limoncito*" de Juan Pedro Domecq. En su segundo toro, el cuarto de la tarde de Antonio Pérez, cortó la primera oreja de la historia de esta nueva Vista Alegre.

-En 1979, se produjo un cambio importante en la propiedad de la Plaza y en la Junta Administrativa.

Como consecuencia de los cambios políticos que se produjeron en España, el Hospital pasó al Ayuntamiento, quedando éste con el 50 % de la Plaza, el otro 50 % siguió perteneciendo a la Misericordia.

- En al año 1982, la Junta Administrativa asumió la responsabilidad de la explotación de la Plaza de Toros, la empresa "*Martinez Flamarique*" pasó a actuar como asesora, mediante contrato privado con la Junta. De esta forma y a plena satisfacción se sigue así funcionando actualmente. Es de justicia hacer notar que la familia "Chopera" está vinculada a la Plaza desde hace sesenta años.

- Voy a dar un ejemplo de la colaboración conjunta entre la "*Casa Chopera*" y la Junta.

A mediados del mes de Setiembre, es decir a un mes aproximado de la celebración de las Corridas Generales de Agosto, la Comisión Taurina y la "*Casa Chopera*" comentan el comportamiento de las ganaderías durante la temporada.

Como consecuencia, se hace una preselección de 14 ó 15, que serán visitadas en primer lugar por la "*Casa Chopera*", entre las que se incluyen las que se considera pueden repetir y las posibles que sustituyan a las que se opina no deben volver la siguiente temporada.

A finales de año, la "*Casa Chopera*" informa de la situación y una vez de acuerdo, en la primera semana de Febrero del año siguiente, se visitan 14 a 15 ganaderías.

A este viaje acuden miembros de la Comisión Taurina, acompañados por el *Sr. Chopera* y sus veedores, Al finalizar el mismo, reseñados los toros, y previo un amplio cambio de impresiones, se anuncian las ganaderías que se lidiarán en Junio y en Agosto.

En Mayo, otros miembros de la Comisión Taurina, uno de los veterinarios y el Sr. Chopera, visitan las ganaderías elegidas, vuelven a examinar los toros, y reseñan definitivamente los que serán embarcados.

El Toto que se pretende elegir debe ser

Un animal serio, con cara, bien rematado, armónico y fiel a las características del encaste al que pertenece.

Premisas fundamentales: *Seriadet, buenas hechuras, y fidelidad al encaste.*

5.4 BRÈVE HISTOIRE DE LA PLAZA DE TOROS DE VISTA ALEGRE

Par D. Javier ARESTI

Les aficionados de Bilbao furent très déçus par l'organisation des corridas de 1881.

- Le directeur du quotidien de Bilbao « l'Union Basque de Navarra » suggéra de créer une société anonyme à caractère bénévole, pour la construction d'une plaza de toros améliorée, plus grande, et dans un lieu plus adapté que celle qui existait jusqu'à présent.
- Monsieur Lezama présida une réunion de caractère public, en septembre 1881, où fut décidé la nomination d'une commission gestionnaire, pour organiser une souscription publique afin de créer une société anonyme qui étudie le lieu d'emplacement et le financement.

-les arènes de Vista Alegre furent inaugurées le 13 août 1882.

La corrida fut de Concha y Sierra et le cartel était composé par « Bocanegra, Chicorro et Gallito ».

Le premier capotazo fut donné par le grand père de Manolo, Pepe, Antonio, Angel Luis et Juanito Bienvenida, sous le pseudonyme de Llaverito, Rafael Guerra, « Guerrita » qui avait toréé sous les ordres de Bocanegra et qui mit la première paire.

- Le 14 octobre 1900 fut une date fondamentale. En assemblée générale on s'accorda pour dire aux asiles de se charger de l'administration des arènes. En effet, les actionnaires, ayant récupéré leur argent, le donnèrent à l'hôpital civil et à la santa casa de Misericordia, chacune de ces institutions devenant propriétaire à 50%, créant elles-mêmes par la suite, pour leur gestion, une commission ou assemblée administrative. Ce conseil existe encore aujourd'hui.
- Vista Alegre fut totalement rasée par un incendie dans la nuit du 4 au 5 septembre 1961. Le lendemain, une réunion

fut organisée entre les membres des comités de la miséricorde, l'hôpital et le maire de Bilbao, Don Lorenzo de Saracho : il fut décidé qu'il était nécessaire de construire une nouvelle arène.

- Le 19 juin 1962, Vista Alegre fut inaugurée, exactement au même endroit qu'avant.

Antonio Ordoñez, César Girón et Rafael Chacarte, étaient au paseo inaugural.

Le maestro Antonio Ordoñez, donna les premières passes de cape et plus tard il estoqua Limoncito de Juan Pedro Domecq.

Au second toro, le quatrième de l'après midi d'Antonio Perez, il coupa la première oreille de l'histoire de cette nouvelle arène de Vista Alegre.

En 1979, un changement important se produisit dans ces arènes et au conseil administratif.

Comme conséquence des changements politiques intervenus en Espagne, l'hôpital passa aux mains de la mairie, tout en restant propriétaire de 50 % des arènes, les autres 50% appartenant toujours à la Misericorde.

- En 1982, le conseil administratif prit la responsabilité de l'exploitation des arènes, et l'entreprise Martinez Flamarique devint assesseur, dans le cadre d'un contrat privé avec le comité.
- Ce mode de fonctionnement s'est poursuivi de façon satisfaisante jusqu'à ce jour.

De fait, la famille Chopera est liée aux arènes depuis 60 ans.

Je vais donner un exemple de la collaboration entre la maison Chopera et le comité.

A mi-septembre, c'est-à-dire à un mois de la célébration des corridas générales d'août, la commission taurine et la maison Chopera commentent le comportement des élevages pendant la saison.

Par conséquent, on procède à une présélection de 14 ou 15 élevages, visités dans un premier temps par la « maison Chopera ». Sont

visités ceux dont on considère qu'ils seront répétés et ceux qui seront susceptibles de remplacer les élevages que l'on ne veut plus revoir la saison suivante.

A la fin de la saison, la maison Chopera rend compte de la situation, et une fois d'accord, on rend visite dans la première semaine du mois de février de l'année suivante à 14 ou 15 élevages.

Des membres de la commission taurine participent à ce voyage accompagnés de Monsieur Chopera et de ses observateurs.

A la fin du voyage, les toros ayant été choisis après un échange préalable d'informations, on annonce les élevages qui seront combattus en juin et en août.

En mai, d'autres membres de la commission taurine, l'un des vétérinaires ainsi que Mr Chopera, visitent les élevages retenus, réexaminent les toros et choisissent définitivement ceux qui seront embarqués.

Le toro, susceptible d'être choisi doit être : un animal sérieux, avec de la tête, bien fait, harmonieux et fidèle aux caractéristiques de l'élevage auquel il appartient.

Condition fondamentale : sérieux, bonne présentation, et fidélité à l'encaste.

6. DE L'UTILITÉ DE LA LOI EN TAUROMACHIE ?

6.1. De l'utilité de la loi en Tauromachie ?

Pr. Jean-Baptiste Seube

Doyen de la Faculté de droit et d'économie de La Réunion

Monsieur le Président,

Permettez-moi, avant d'aborder le thème qui m'est imparti, de remercier très chaleureusement les organisateurs de leur invitation : pour un Professeur de droit aficionado, exilé sur une terre lointaine où les combats de coqs sont plus fréquents que les courses de toros, c'est un véritable plaisir et un grand honneur que de participer à ces rencontres.

La question de l'utilité de la loi, ou du droit, est une question aussi ancienne que débattue. Les meilleurs esprits méditerranéens s'y sont d'ailleurs frottés pour aboutir à des conclusions inverses. D'un côté, Portalis, père du Code civil, pense que les lois sont nécessaires à toute activité humaine. Il écrit alors dans son discours préliminaire au Code civil que « *de bonnes lois civiles sont le plus grand bien que les hommes puissent donner et recevoir* ». D'un autre côté, le Marquis de Sade estime au contraire qu'elles ne servent à rien : « *C'est en vain que les lois veulent rétablir l'ordre et ramener les hommes à la vertu : trop vicieuses pour entreprendre, trop imbéciles pour y réussir, elles écarteront un instant du chemin battu, mais elle ne le feront jamais quitter* »¹. Tout a déjà été écrit sur l'utilité ou l'inutilité du droit.

Y a-t-il, alors, un particularisme taurin en la matière ? La loi est-elle utile ou inutile à la tauromachie ? Encore faut-il bien préciser quelle peut être, pour reprendre l'intitulé général de notre rencontre, la part du droit en tauromachie.

L'émotion créée par le combat de l'homme et du taureau n'a que faire du droit. On n'a pas besoin d'être un expert du Code civil ou un exégète du règlement taurin pour apprécier une véronique à la lenteur irréelle ou encore une naturelle, la main si basse qu'elle

1 - DAF de Sade, *Les infortunes de la vertu*, Gallimard, La Pléiade, p. 163.

paraît toucher le sable. Ces instants magiques n'ont pas besoin de droit. Ils relèvent de l'émotion pure. Ils se gravent à jamais dans la rétine, ils marquent un instant hors du temps, hors des hommes, hors des normes, hors du droit. Ainsi approchée, la tauromachie n'a pas besoin de droit parce qu'elle est avant tout une émotion personnelle, un émoi individuel. Comme l'amour, la tauromachie est enfant de bohème qui n'a jamais connu de loi.

Mais la tauromachie n'est pas qu'émotion. Elle est également un tissu de relations entre les hommes. Le droit trouve alors nécessairement, naturellement sa place pour organiser ces relations. Le constat n'est pas neuf et les Romains savaient que « ubi societas, ibi jus », là où il y a une société, c'est-à-dire altérité, il y a du droit. On voit ainsi se dessiner le domaine du droit dans la tauromachie. Le droit va organiser les relations que la tauromachie, comme toute activité humaine, fait naître.

Encore faut-il préciser quelles sont ces relations et quelle est la nature du droit applicable. Quelles relations ?, quel droit ? voilà les deux interrogations qui guideront notre chemin.

I. - Quelles relations ?

La tauromachie fait naître de très nombreuses relations. Certaines ont déjà leur droit. D'autres sont en attente de droit.

A. - Les relations qui font déjà l'objet de réglementations sont les plus nombreuses. La vente d'un animal, son transport, son assurance ; le contrat d'engagement d'un matador et de sa cuadrilla qui hésite entre contrat de travail et contrat d'entreprise ; la vente de billet au public qui pourrait être soumise de la consommation ; les règles comptables et financières s'appliquant aux régies municipales... Toutes ces relations sont encadrées par la loi. Sans que l'on puisse parler d'une particularité du droit taurin, il existe un corps de règles qui s'applique à l'activité tauromachique. Le droit est alors omniprésent.

B. — Mais il existe une relation qui est peu réglementée. C'est pourtant la plus polémique. C'est la relation qui unit, ou plutôt qui oppose, les défenseurs aux opposants de la corrida. Actuellement, la corrida bénéficie d'une immunité légale qui la fait échapper à l'infraction de mauvais traitements aux animaux, pourvu qu'elle se déroule dans une région de tradition locale ininterrompue. La loi ne

fixe pas cette notion et renvoie au juge le soin d'en définir les termes.

Faut-il alors aller plus loin ? faut-il penser qu'une loi est nécessaire pour encadrer les relations entre les anti et les pro corridas ? En d'autres termes, faut-il une loi pour autoriser expressément la corrida dans certaines régions ?

Une intervention législative a pour elle de solides arguments : notre société vit en effet sous l'emprise des lois et la crainte d'un vide législatif suffit à elle seule à légitimer une intervention législative. La loi est présentée comme le remède à tous les maux. En l'espèce on peut penser qu'une loi aurait le mérite de fixer, une fois pour toutes, les endroits où il est possible d'organiser des courses de taureaux.

Il ne faut pourtant pas se duper d'une intervention législative. Carbonnier s'interrogeait déjà : « toute loi en soi est-elle un mal ? »². La loi ne suffit pas à régler tous les problèmes. Les juristes que nous sommes connaissent trop bien les délices de l'interprétation pour savoir que si un texte venait à être posé, chacun de ses mots serait pesé, analysé... sans garantie de résultat. Pour se convaincre du rôle de l'interprétation, on peut prendre comme exemple l'interprétation que reçut au XIX^{ème} siècle, la loi Gramont.

Cette loi, votée en 1850, punissait celui qui avait exercé « abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques ». Elle avait été votée pour punir ceux qui maltraitaient les animaux sur la voie publique (essentiellement les cochers), pas pour interdire la corrida. Un siècle d'interprétation de cette loi ont conduit, tantôt à l'application, tantôt à l'inapplication du texte aux corridas. Mais chaque mot fut discuté.

Un premier débat porta sur la qualification du toro de combat : est-il ou non un animal domestique ? Le Tribunal de simple police de Bayonne, dans un jugement aux accents virgiliens, avait jugé que le toro « est un animal vivant à l'état sauvage, loin de l'homme et de toute habitation, dans d'immenses espaces déserts ; on les laisse en ces lieux, abandonnés à leur férocité native, jusqu'au jour où ils

2 - J. Carbonnier, *Essai sur les lois*, Defrénouis, 2^{ème} éd., 1995, p. 315 et s., spéc. p. 331.

seront capturés »³. La Cour de cassation avait pourtant fini par admettre que le toro était un animal domestique⁴, la domesticité résultant, non de la férocité naturelle de l'animal, mais du fait qu'il est élevé sous la surveillance de l'homme.

Un autre débat porta sur l'adverbe « abusivement ». Le combat de toro est-il abusif ? Pour certaines juridictions, l'abus résultait de violence même du combat. Ainsi, le Tribunal de Police de Limoges jugea que les toros étaient «déchirés et mis à mort » pour dire que les traitements qui leur étaient infligés étaient abusifs⁵. D'autres décisions avaient au contraire cherché à justifier la souffrance de l'animal. Ainsi, relevant que les profits d'une course étaient reversés à des œuvres de bienfaisance, le tribunal de Police de Bayonne avait jugé que « le résultat escompté et obtenu, qui a permis de soulager de nombreuses misères et souffrances humaines justifie, semble-t-il, le sacrifice de six taureaux fortement prévenus contre l'homme » avant de préciser que « ce spectacle a procuré un plaisir aux nombreux amateurs appartenant à toutes les classes et conditions sociales »⁶.

On mesure à travers ces exemples historiques que le vote d'une loi ne réglerait sans doute rien. Les anti-corridas proposeraient des interprétations restrictives, les pro des interprétations extensives. J'ai donc tendance à penser qu'une loi reste inutile pour encadrer ces relations. Après avoir survolé les relations réglementées et celles qui s'épanouissaient sans loi, reste à se demander quel est le droit applicable à ces relations.

II. – Quel droit ?

Le néophyte pense souvent que le droit, c'est la loi. La loi votée par le Parlement, expression de la volonté générale. Le juriste sait pourtant que le droit ne s'épuise pas dans la loi, fort heureusement. Il distingue du droit supra-légitif (au-dessus de la loi) et du droit infra-légitif (en dessous de la loi). Cette distinction vaut également pour l'encadrement des relations que fait naître la tauromachie.

3 - Trib. Simple Police Bayonne, 6 octobre 1894, longuement cité dans le rapport Accarias préc.

4 - Cass. crim., 16 février 1895, D. 1895, I, 269, rapp. Accarias.

5 - Trib. Police Limoges 12 août 1895, D. 1896, 2, 13.

6 - Trib. Simple police Bayonne, 9 août 1950, D. 1950, p. 671, note P. Mimin.

A - Le droit supra-légitif est essentiellement composé du droit communautaire ou européen. Le juriste a longtemps vécu avec la loi nationale comme seul horizon. Le droit applicable en France n'était constitué que des textes votés dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

Il ne serait venu à personne l'idée que put s'appliquer en France un texte « venu d'ailleurs » pour reprendre la célèbre expression de Carbonnier. Aujourd'hui, la plupart des textes applicables s'inspirent de règlements ou de directives communautaires. Les particularismes locaux, les traditions nationales sont souvent balayés au profit d'une législation pointilleuse, aseptisée et technocratique. On pourrait certes penser que la réglementation de la corrida est suffisamment étrangère à l'érection d'un marché commun ou d'une union européenne pour être tenue à l'abri du droit bruxellois ou strasbourgeois. Méfiance !!! Les exemples des dates de période chasse, des Associations Communales de Chasse agréée ou des conditions du gavage des oies sont suffisamment éloquents pour pouvoir penser que, tôt ou tard, la chose taurine sera appréhendée par l'Europe⁷. A ce sujet, il convient de souligner un récent arrêt rendu par la CEDH. La Cour a estimé qu'on ne pouvait entraver la liberté d'expression des défenseurs des animaux dès lors que les questions débattues présentaient un intérêt général ou public (en l'espèce, l'élevage des porcs en batterie)⁸. La même juridiction avait auparavant estimé que n'était pas contraire aux bonnes mœurs le fait de saboter une partie de chasse au renard⁹. Ces deux décisions constituent un breviaire des défenseurs de la cause animale : pour peu que la question taurine soit considérée comme une question d'intérêt public, on ne pourra entraver la liberté d'expression des

7 - Par exemple, l'article 30-3 du règlement UVTF prévoit que la préférence sera donnée à un matador français en cas d'empêchement d'un matador initialement prévu au cartel. Un communautariste convaincu pourrait estimer que cette disposition est contraire au principe de la liberté de circulation et d'établissement des travailleurs.

8 - CEDH, 30 juin 2009, Revue de droit animalier, 2009/1, p. 14 et s. note J.-P. Marguenaud.

9 - CEDH, 25 novembre 1999, Hasman et Harrup/Royaume Uni.

L'afficion doit donc non seulement être présente sur le terrain national mais elle ne doit pas négliger le droit supra-légitif qui, tôt ou tard, se penchera sur la tauromachie.

opposants à la corrida ... même si les moyens employés (sabotage du spectacle, crevaison des pneus...) sont discutables. La Convention européenne des droits de l'homme vient au secours des « droits des animaux ».

B. - Le droit infra-légal est tout aussi important. Il montre que le mundillo peut secréter son propre droit pour encadrer et organiser les relations auxquelles il donne naissance. Je veux ici parler du règlement de l'Union des Villes Taurines Françaises. Sans rentrer dans le débat sur sa nature juridique ou son caractère contraignant, on s'aperçoit que cette réglementation particulière est parfois évoquée par les juges du fond pour apprécier la légalité ou l'illégalité d'un spectacle taurin. Deux décisions peuvent être évoquées.

La première est un arrêt rendu par la Cour d'appel de Nîmes le 1^{er} décembre 2000. En l'espèce, le tribunal correctionnel avait condamné les organisateurs d'un spectacle taurin sur un terrain privé. Il avait alors relevé que les dispositions du règlement taurin n'avaient pas été respectées (le maire n'avait pas donné son autorisation), d'où il résultait que le spectacle était illicite. Dans son arrêt, la Cour d'appel a considéré avec raison que le tribunal avait ajouté à loi une prescription qu'elle ne contenait pas. La course de taureaux n'étant pas définie par la loi, elle englobe aussi bien la course libre, la course landaise, la course portugaise ou la corrida. Le juge ne pouvait donc opérer de distinction entre ces différentes formes et condamner un spectacle pour la seule raison qu'il ne respectait pas le règlement UVTF¹⁰. On peut donc en déduire que le respect de cette réglementation d'ordre privée est indifférente à la constitution de l'infraction. Ce n'est pas parce que l'on ne respecte pas les dispositions du règlement taurin que l'on commet l'infraction de mauvais traitements aux animaux.

Le second arrêt est un arrêt rendu par la Cour d'appel de Toulouse le 3 avril 2000. En l'espèce, une association avait saisi le juge des référés pour qu'il interdise la tenue d'un spectacle sans pique ni mise à mort en constatant qu'il n'y avait pas une tradition ininterrompue. Dans sa décision, la cour a jugé que seul le juge du fond était compétent pour se livrer à cette appréciation. Elle a ainsi jugé:

10 - CA Nîmes, 1er décembre 2000, JCP 2002, éd. G, II, 10016, note E. de Monredon.

« l'organisation de ce spectacle ne pouvait constituer un trouble manifestement illicite, qui seul pouvait justifier la saisine du juge des référés, aucun dommage imminent ne pouvant être invoqué dès lors que les règles tauromachiques sont respectées »¹¹. Le respect des règles tauromachiques apparaît ici comme neutralisant la possibilité d'un dommage imminent.

On mesure à travers ces deux solutions que l'existence de règles d'origine privée a une réelle influence sur la solution du litige. Plus que les règles qu'il contient, le règlement taurin participe à la légitimation du spectacle taurin. Il montre qu'il se déroule dans le respect de certaines normes et que la corrida n'est pas un monde chaotique. Il civilise la tauromachie.

En guise de conclusion, l'utilité de la loi en tauromachie est indéniable. Parce que la tauromachie est un tissu de relations, le droit a naturellement vocation à être présent. Ses formes sont néanmoins variables (textes communautaires, loi nationale, réglementation privée, tolérance). Cependant, et nous sommes tous convaincus, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est dans la beauté du spectacle, dans l'émotion qu'il produit. Que le droit soit présent, nul n'en doute ! que le droit reste invisible, chacun le souhaite.

11 - CA Toulouse, 3 avril 2000, JCP 2000, éd. G, II, 10390, note P. Deumier

6.1. DE LA UTILIDAD DE LA LEY EN LOS TOROS

PR Jean –Baptiste Seube

Decano de la facultad de derecho y economía de la reunión

Señor presidente

Permítanme, antes de abordar el tema que me toca, agradecer muy calurosamente a los organizadores por su invitación: para un profesor de derecho, exiliado en una tierra lejana donde los combates de gallos son más frecuentes que las corridas de toros, es un verdadero placer y un gran honor el poder participar a estos encuentros.

La cuestión de la utilidad de la ley, o del derecho, es una pregunta muy antigua y muy discutida. Los mejores intelectuales mediterráneos la abordaron para muchas veces concluir en opiniones inversas. Por un lado, Portalis, padre del código civil, piensa que las leyes son necesarias a toda actividad humana. Pues escribe en su discurso preliminar del código civil que “buenas leyes civiles son lo mejor que los hombres pueden dar y recibir”. Por otro lado el Marqués de Sade estima al contrario que no sirven para nada:” en vano las leyes intentan restablecer el orden y volver a llevar el hombre a la virtud: demasiado viciosas para emprender, demasiadas imbéciles para conseguirlo, apartarán un instante del camino, pero nunca lo llevarán a quitarlo “¹. Todo ha sido escrito ya sobre la utilidad o inutilidad del derecho.

¿ Existe un particularismo taurino en la materia? ¿Será útil o inútil la ley en los toros? Todavía falta precisar que puede ser para volver al tema de nuestros encuentros, la parte del derecho en los toros.

La emoción creada por el combate del hombre y del toro se pasa del derecho. No se tiene que ser experto del código civil o exegeta del reglamento taurino para apreciar una verónica de una despaciosidad irreal o un natural con la mano tan baja que parece tocar la arena. Estos momentos mágicos no necesitan el derecho. Relevan de la pura emoción. Se graban para siempre en la retina, marcan un instante fuera del tiempo, fuera de los hombres, fuera de las normas, fuera del derecho. Vista de esta manera, la tauromaquia no necesita derecho porque es ante todo una emoción personal, una emoción individual.

Como el amor, la tauromaquia es una hija de la bohemia que nunca ha sabido de ley.

Pero la tauromaquia no es sólo emoción. Son también relaciones entre los hombres. El derecho encuentra pues lógicamente su sitio para organizar estas relaciones. El asunto no es nuevo y los romanos sabían que “ubi societas, ibi jus”, donde existe una sociedad, es decir alteridad, hay derecho. Así se ve dibujar el ámbito del derecho en la tauromaquia. El derecho va a organizar las relaciones que la tauromaquia, como cualquier actividad humana, hizo nacer.

Ahora bien se trata de precisar cuáles son estas relaciones y cuál es la natura del derecho aplicable. ¿Qué relaciones? Qué derecho? Estas son las preguntas que guiarán nuestro camino.

I.- Qué relaciones ?

De la tauromaquia nacen numerosas relaciones. Algunas ya tienen su derecho. Otras lo están esperando.

A. Las relaciones que dependen de las reglamentaciones son las más numerosas. La venta de un animal, su transporte, su seguro; el contrato del torero y de su cuadrilla que hesita entre contrato de trabajo y contrato de empresa; la venta de entradas al publico que podría ser sometida al consumo; las reglas contables y financieras aplicándose a las gestiones municipales... todas estas relaciones están definidas por la ley. Sin que se pueda hablar de particularidad del derecho taurino, existe un cuerpo de reglas que se aplican a la actividad taurina. Entonces, el derecho es omnipresente.

B. Pero existe una relación poca reglamentada. Sin embargo es la más polémica. Es la relación que une o más bien opone los defensores a los que se oponen a la corrida. Actualmente, la corrida beneficia de una inmunidad legal que le permite entrar en las infracciones relativas a los malos tratos a los animales, si se desarrolla en una región de tradición taurina ininterrumpida. La ley no fija esta noción y atribuye al juez la posibilidad de definir los términos.

¿se tendrá que ir más lejos? ¿Se debe pensar que una ley es necesaria para encuadrar las relaciones entre los anti y los pro? Dicho de otra

manera. ¿se necesita una ley para autorizar la corrida en algunas regiones?

Una intervención legislativa tiene para ella sólidos argumentos: en efecto, nuestra sociedad vive con las leyes y el temor de un vacío legislativo basta con legitimar una intervención legislativa. La ley está presentada como el remedio de todos los males. En este caso se puede pensar que una ley podía fijar, de una vez por todas, los sitios donde se pueden organizar corridas de toros.

Sin embargo, no hay que equivocarse con una ley legislativa. Carbonnier ya se preguntaba: ¿una ley en sí misma es un mal?

La ley no permite arreglar todos los problemas. Los juristas que somos conocen muy bien las delicias de la interpretación para saber que si una sentencia existía cada palabra sería pesada, evaluada...sin garantía de resultado. Para convencernos del papel de la interpretación, podemos darnos cuenta como por ejemplo fue interpretada en el siglo XX, la ley Gramont.

Esta ley, votada en 1850 castigaba el que había “abusado de malos tratos con los animales domésticos”. Había sido votada para castigar a los que maltrataban los animales sobre la vía pública (esencialmente los cocheros), no para prohibir la corrida. Un siglo de interpretación de esta ley condujo, tanto a la aplicación, tanto a la inaplicación del texto a las corridas. Pero cada palabra fue discutida. Un primer debate portó sobre la calificación del toro de lidia: ¿si era o no un animal doméstico? El tribunal de simple policía de Bayona, en un juzgamiento a los acentos virgilianos, había juzgado que el toro “es un animal viviendo al estado salvaje, lejos del hombre y de toda vivienda, en unos inmensos espacios desiertos; se les deja en estos lugares, abandonados a su ferocidad nativa, hasta el día en el que estarán capturados. sin embargo, El tribunal de casación había terminado por admitir que el toro era un animal domésticos, la domesticidad no resultando del animal, sino del hecho que está criado bajo la vigilancia del hombre.

Otro debate trató del adverbio “abusivamente”. ¿es abusivo el combate del toro? Para algunas jurisdicciones, el abuso resultaba de la mismísima violencia del toro. Así, el tribunal de policía de Limoges juzgó que los toros “estaban heridos y matados” para decir que los tratamientos que les estaban infligidos eran abusivos. Otras decisiones al contrario, habían intentado justificar el sufrimiento del animal. Así, demostraron que los beneficios de una corrida estaban

destinados a una obra de benéfica, el tribunal de policía de Bayona había juzgado que “el resultado esperado y obtenido, que permitió, aliviar la pobreza de algunos y el sufrimiento humano, justificaba, el sacrificio de seis toros contra el toro” antes de precisar que “este espectáculo procuró un gusto a los numerosos aficionados perteneciendo a todas las clases y condiciones sociales”.

Se mide a través de esos ejemplos históricos que votar una ley no arreglaría nada. Los anti-corridas propondrían interpretaciones restrictivas, los pro interpretaciones extensivas. Por eso, quiero pensar que una ley resulta inútil para reglamentar estas relaciones. Después de haber hablado de las relaciones reglamentadas y de las que se desarrollaban sin ley, queda por saber cuál es el derecho aplicable a esas relaciones.

II.- Qué derecho?

El neófita piensa muchas veces que el derecho es la ley. La ley votada por el parlamento, expresión de la voluntad general. Sin embargo, el jurista sabe que afortunadamente, el derecho no se agota en la ley. Se distingue del derecho supra – legislativo (encima de la ley) y del derecho infralegislativo (debajo de la ley). Esta distinción funciona tambien para todas las relaciones que engendran los toros.

- A. El derecho supra-legislativo se compone esencialmente del derecho comunitario o Europeano. Durante mucho tiempo, el jurista ha vivido con la ley nacional como único horizonte.

El derecho aplicable en Francia sólo estaba constituido por textos votados en la asamblea nacional. Nadie hubiera podido pensar que un texto originado “en otro lugar” para citar la ya famosa expresión de Carbonnier, hubiera podido aplicarse.

Hoy, la mayoría de los textos se inspiran de reglamentos o directivas communitarias. Los particularismos locales, las tradiciones nacionales son muchas veces barridas para el provecho de una legislación punitillosa, aseptizada y tecnocrática. Se podría pensar que la reglamentación de la corrida es bastante extranjera a la creación de un mercado común o de una unión europea para apartarse de derecho de Brúsela o de Estraburgo.

Atento!!! Los ejemplos de las fechas de periodo caza, asociaciones comunales de caza o condiciones de la cebadura de los gansos son suficientemente elocuentes para pensar que, tarde o temprano, la cuestión de los toros estará discutida a nivel Europeo. Sobre este tema, conviene subrayar un reciente orden de la CEDH. El tribunal estimó que no se podía poner trabas a la libertad de expresión de los defensores de animales cuando estas cuestiones presentaban un interés general o público (en el caso presente la crianza de los puercos en batería) . La misma jurisdicción había estimado antes que no era contrario a los buenos modales chapucear una partida de caza al pato. Estas dos decisiones constituyen un breviario de los defensores de la causa animal: por poco que la cuestión taurina sea considerada como una cuestión de interés público, no se podrá poner trabas sobre la libertad de expresión de los oponentes a la corrida...incluso si los medios empleados (sabotaje del espectáculo, pinchazo de los neumáticos...) son discutibles. La convención europea de los derechos del hombre viene a socorrer a los "derechos de los animales".

La afición tiene que ser presente a la vez al nivel nacional pero también a nivel del derecho supra-legislativo qué, tarde o temprano, se ocupará de los toros.

B. El derecho infra-legislativo también es importante.

Demuestra como el mundillo puede, secretar su propio derecho para controlar y organizar las relaciones a las cuales da nacimiento. Quiero aquí hablar del reglamento de la unión de las ciudades taurinas Francesas. Sin entrar en el debate sobre su natura jurídica o su carácter constreñante nos damos cuenta que esta reglamentación particular está evocada a veces por los jueces para apreciar la legalidad o la ilegalidad de un espectáculo taurino. Dos decisiones pueden ser evocadas.

La primera es un orden del tribunal de apelación de Nîmes el 1 de diciembre del 2000 . En este caso el tribunal correccional había condenado a los organizadores de un espectáculo taurino en el terreno privado. Había demostrado como las disposiciones del reglamento taurino no habían sido respectadas (el alcalde no había dado su autorización), o sea que el espectáculo era ilícito. En su

orden, el tribunal de apelación consideró con razón que el tribunal había añadido una ley, una prescripción que no contenía. La corrida de toros no siendo definida por la ley, engloba también a la corrida libre, la corrida landesa, la corrida portuguesa. El juez no podía operar distinciones entre estas diferentes formas y condenar un espectáculo por la única razón que no respectaba el reglamento de la UVTF. Entonces, se puede deducir pues que el respecto de esta reglamentación de orden privado es indiferente a la constitución de la infracción. No es porque no se respecta a las disposiciones del reglamento taurino que se comenten infracciones por los malos tratos a los animales.

El segundo orden es un orden del tribunal de apelación de tolosa del 3 de abril del 2000. En este aspecto, una asociación había encautado al juez de los recursos de urgencia para que prohibiera la producción de un espectáculo sin picadores ni muerte constatando que existía una tradición ininterrumpida. En su decisión, el tribunal juzgó que sólo el juez era competente para entregarse a esta apreciación. Juzgó así “la organización de este espectáculo no podía constituir una perturbación ilícita, que solo podía justificar el acceso del juez a los procedimientos, ningún perjuicio inminente pudiendo ser invocado cuando están respectadas las reglas taurinas”. El respecto de las reglas taurinas aparecen aquí como neutralizando la posibilidad de un perjuicio inminente.

A través de estas dos soluciones, se percibe que la existencia de reglas de origen privada tiene una verdadera influencia sobre la solución del litigio. Más que las reglas que contiene, el reglamento taurino participa a la legitimación del espectáculo taurino. Demuestra que se desarrolla en el respeto de algunas reglas y que la corrida no es un mundo caótico civiliza la tauromaquia

A modo de conclusión, la utilidad de la ley en los toros es evidente. Porque los toros constituyen una red de relaciones, el derecho tiene de forma natural vocación a ser presente. Sin embargo, sus formas son variables (textos comunitarios, ley nacional, reglamentación privada, tolerancia). No obstante, y todos estamos convencidos, lo esencial no está aquí. Lo esencial se encuentra en la belleza del espectáculo, en la emoción que produce. Que el derecho sea presente nadie lo duda! Que el derecho siga invisible cada uno lo desea.

6.2. DE L'UTILITE DE LA LOI EN TAUROMACHIE ?

(à propos de l'opportunité d'une nouvelle loi relative à la licéité de la corrida)²¹

Par M le Professeur Rémy Cabrillac

Professeur à la Faculté de droit de Montpellier

La pratique des courses de taureaux en France a toujours suscité des réactions contrastées du droit, entre tolérance et interdiction, qu'il s'agisse des premiers spectacles tauromachiques au Moyen-Age ou de la corrida dans la forme actuelle qu'elle connaît, grossso modo, depuis 1860, issue de « l'invention de la tauromachie moderne » en Espagne au siècle précédent, selon la formule de Bartolomé Bennassar²².

Ces oscillations s'expliquent par une évolution des préoccupations de la société. Jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, la prohibition parfois édictée avait pour fondement la protection de l'homme, qui ne devait pas risquer inutilement sa vie, voire la protection de l'ordre public, les spectacles tauromachiques pouvant s'accompagner de débordements divers. A partir du milieu du XIX^{ème} siècle, le droit est sollicité pour condamner la corrida au nom de la protection des animaux. La section française de la société protectrice des animaux

21 - Biblio. sommaire, par ordre chronologique: P. DUPUY, Légalisation et réglementation de la corrida en France, Album Toros n° 3, 1983; D. FONTAINE, Le régime juridique des corridas en France, LPA 29/9/1989, p. 4; A. PELISSIER, La légalisation de la tauromachie, Mémoire DEA droit privé Montpellier, 1993-1994; Droit et toros, coll. Barreau de Nîmes 1994, éd. IRS, 1995; R. OTTENHOF, La tauromachie dans l'arène judiciaire, Mélanges H. Blaise, Economica, 1995, p. 354; D. MAINGUY, J.-B. SEUBE et F. VIALLA, Droit et tauromachie, in Mélanges Michel Cabrillac, Litec, 1999, p. 737 et s.; J.-F. AUBY, Droit et finances de la tauromachie, éd. Sud-ouest, 2000, spéci. p. 45 et s.; E. de MONREDON, La corrida par le droit, UBTF, 2001; Ph. TEISSIER et J.-J. PONS, V^o Droit français et tauromachie, in La tauromachie, histoire et dictionnaire, (dir.R. BERARD), Bouquins, Lafont, 2003; F. QUINTARD, La corrida et le droit privé, thèse, Montpellier, 2005.

22 - B. BENNASSAR, Histoire de la tauromachie, Une société du spectacle, Desjonquieres, 1993, spéci. p. 33 et s.

est créée le 2 avril 1846 et une loi dite Grammont est votée le 2 juillet 1850.

Cette loi Grammont, adoptée à l'initiative du général comte Philippe de Grammont, représentant du Midi et aficionado, qui ne prévoyait donc pas son application à la corrida, dispose que « Seront punis d'une amende de 5 à 15 francs et pourront l'être d'un à cinq jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques. La peine de prison sera toujours applicable en cas de récidive ».

Les défenseurs des animaux tentent d'utiliser cette loi pour faire interdire les corridas.

En 1884, le ministre de l'intérieur l'époque, Monsieur Waldeck-Rousseau, enjoint aux préfets de prendre des mesures nécessaires pour l'application de la loi de 1850 à la corrida en cas de carence des maires ou d'arrêtés municipaux pris en violation de la loi, injonction que la plupart des préfets exécutent.

Si pour l'autorité administrative la loi Grammont doit donc s'appliquer aux corridas, la question est discutée par les tribunaux judiciaires. Les défenseurs de la corrida font valoir que les taureaux de combat ne pouvant être considérés comme des animaux domestiques, la loi Grammont est inapplicable aux corridas. Après plusieurs décisions de juridictions du fond en ce sens, la Cour de cassation est saisie et décide par un arrêt du 16 février 1895 que la corrida tombe bien sous le coup de la prohibition édictée par la loi Grammont²³.

Le conseiller Accarias, rapporteur de l'arrêt, considère ainsi que le taureau de combat est bien un animal domestique car il « subissait la domination de l'homme, était sélectionné par lui, était élevé dans des pâtrages clos et, qu'en fait, il recevait sa nourriture de lui ». Comme l'a malicieusement observé un chroniqueur de la Revue des deux mondes, jouant sur l'ambiguïté de la notion d'animal domestique, « si la cour avait procédé à une descente sur les lieux, en robe rouge, elle eût sans doute hésité à déclarer le taureau espagnol animal domestique... »²⁴.

23 - Crim. 16 fév. 1895, S 1895, I, 269, note LS.

24 - Cité in J.-P. DOLL, De la tradition locale ininterrompue en matière de courses de taureaux, JCP 1969, I, 2251.

Mais les chambres réunies de la Cour de cassation confirment en 1923 l'application de la loi Grammont à la corrida²⁵.

Dès lors, la répression de fait généralement plus dure, avec de nombreuses différences géographiques et fluctuations chronologiques, en fonction de l'obstination des populations, de la tolérance des municipalités, de la rigueur des préfectures et des évènements politiques affectant la France ou l'Espagne dans la première moitié du XX^{ème} siècle.

Il faut ajouter que face à la jurisprudence de la Cour de cassation, une résistance passive des juridictions du fond se fait jour, phénomène généralement assez rare sur des questions de droit, qui ne manquera pas d'intéresser la sociologie judiciaire... Par exemple, un juge de paix estime que les corridas existaient dans la ville de Bayonne depuis fort longtemps, qu'elles étaient entrées dans les moeurs de la population, que les courses ayant été jusqu'alors tolérées et encouragées, on pouvait accorder aux acteurs des mauvais traitements des circonstances atténuantes, relaxant ainsi matadors et picadors²⁶.

Le débat rebondit au lendemain de la 2^{ème} Guerre mondiale lorsque deux députés de Paris déposent un amendement interdisant purement et simplement les corridas. Les parlementaires du Midi réagissent promptement. Après de multiples péripéties, la loi n° 51-451 du 24 avril 1951 ajoute un alinéa à la loi Grammont disposant que les dispositions du précédent article « ne sont pas applicables aux courses de taureaux lorsqu'une tradition ininterrompue peut être établie ».

Un décret du 7 septembre 1959 ajoute le qualificatif de « locale » qui devient la formule actuelle de « tradition locale ininterrompue »²⁷ et incorpore la contravention dans la liste de l'article R. 38 du Code pénal, devenu avec la recodification de 1994 les articles R. 654-1 al. 3 et R. 655-1 alinéa 3 du même Code, réprimant respectivement les

25 - Ch. réunies 13 juin 1923, D. 1923, 1, 119.

26 - Trib. Police de Limoges, 12 août 1895 (sur renvoi de Crim. 16 fév. 1895 cit.), D 1896, II, 13.)

27 - Le texte est remanié par une loi du 8 juillet 1964 afin d'étendre le fait justificatif aux combats de coqs « dans les localités où une tradition ininterrompue peut être établie »

mauvais traitements (contravention de 4 ème classe) et les atteintes volontaires à la vie d'un animal (contravention de 5ème classe).

Une loi du 19 novembre 1963 instaure un délit de cruauté envers les animaux inscrit à l'article 453 du Code pénal prévoyant le même fait justificatif.

Une loi du 10 juillet 1976 agrave ce délit, permettant en outre aux associations de protection des animaux de se porter partie civile (art. 2-13 C. proc. pén.)

La recodification pénale de 1994 se contente d'une retouche symbolique : le texte ne figure plus dans une section « Destruction, dégradations et dommages » au sein des dispositions sanctionnant les atteintes aux biens mais dans un chapitre propre « Des sévices graves ou actes de cruauté envers les animaux », contenant le seul article 521-1 reprenant les dispositions de l'ancien article 453.

Enfin une loi du 6 janvier 1999 supprime le terme « sans nécessité », permettant de considérer le délit réalisé même dans l'hypothèse où l'acte incriminé serait nécessaire²⁸.

Ces textes, essentiellement l'article 521-1 du code pénal, constituent donc notre droit positif, que nous examinerons dans un premier temps (I), avant, dans un second temps, de développer une appréciation critique sur l'utilité d'une nouvelle intervention du législateur (II).

1) La licéité de la corrida, entre loi et jurisprudence :

Il faut préciser de manière liminaire que la disposition de l'article 521-1 alinéa 5 du Code pénal propre aux courses de taureaux constitue juridiquement un fait justificatif, application du fait justificatif général prévu par l'article 122-4 du Code pénal, l'autorisation ou la permission de la loi: « n'est pas pénalement responsable la personne qui accomplit un acte prescrit ou autorisé par des dispositions législatives ou réglementaires »²⁹.

28 - Une loi du 9 mars 2004 a ajouté au texte l'hypothèse de sévices de nature sexuelle.

29 - Sur ce fait justificatif, cf. par exemple P. CONTE et P. MAISTRE DU CHAMBON, Droit pénal général, A. Colin, 7ème éd., 2004, n° 248 et s.

Les termes mêmes de la loi du 24 avril 1951, par leur caractère volontairement flou, constituent des notions-cadre ou standards³⁰ adoptés délibérément par le législateur pour laisser un important pouvoirs d'interprétation aux tribunaux.

Il en est ainsi des termes « tradition », « locale » et « ininterrompue ». La jurisprudence a également eu à se prononcer sur la notion de « course de taureaux » inscrite dans la loi. L'appréciation des ces notions, question de fait, relève du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond³¹.

Ces quatre notions fondamentales méritent d'être analysées à la lumière de la jurisprudence.

Qu'est-ce qu'une « tradition », condition fondamentale du fait justificatif ? Le terme est peu connu des juristes, qui le rapprochent en général de celui de coutume³²: la tradition serait le versant culturel de la notion juridique de coutume.

La présence d'une arène, dans laquelle se déroulent régulièrement des spectacles tauromachiques constitue bien sûr un premier indice de cette tradition. Mais les tribunaux ne se sont pas arrêtés à cet indice matériel : ce qui constitue une tradition réside moins dans la présence matérielle d'une arène dans la localité concernée et dans l'organisation de spectacles³³ que dans la présence d'une *afición* vivace dans la zone géographique où se situe cette localité, « une culture commune, des représentations identiques et des mentalités identiques »³⁴ ou plus précisément encore « un intérêt que lui (à la tauromachie) porte un nombre suffisant de personnes »³⁵.

Cette *afición* pourra être mesurée en pratique par la présence de clubs taurins, de rencontres culturelles autour de la tauromachie, de

30 - Sur ces notions-cadre, cf. par exemple G. CORNU, Droit civil, Introduction au droit, Montchrestien, 13^{ème} éd., 2007, n° 177.

31 - Crim. 16 sept. 1997, Bull. Crim. n° 295.

32 - D. MAINGUY, J.-B. SEUBE et F. VIALLA, art. cit., n° 34. Dans le même sens, H. PEROZ, Réflexions sur la place de la tradition en droit, note sous Cass. crim. 16 sept. 1997, LPA 1998, p. 13.

33 - Comp. Civ., 2^o, 10 juin 2004, Bull. civ. II, n° 295, JCP 2004, II, 10162, note E. de MONREDON., isolé, qui semble exiger l'organisation de corridas pour caractériser l'existence d'une tradition.

34 - Bordeaux, 11 juillet 1989, JurisData n° 1989-605644, JCP 1989, II, 21344, note E. AGOSTINI.

35 - Cass. 1^{re} civ., 7 fév. 2006, JCP 2006, II, 10073, note E. de MONREDON.

rubriques taurines spécialisées dans la presse³⁶... Très concrètement par exemple, si la ville de Montpellier est privée de spectacles taurins depuis de nombreuses années, on ne peut contester l'existence d'une tradition taurine dans cette cité.

Cette tradition doit être « locale », exception géographique qui n'est pas sans heurter le caractère indivisible de la République française inscrit dans l'article 1^{er} de notre Constitution.

Au delà, l'emploi de ce qualificatif a prêté à controverses. Faut-il considérer qu'il s'agit d'une tradition présente dans une commune ou peut-on l'entendre plus largement ?

A propos de l'organisation d'une corrida au Grau-du-Roi, la Cour de cassation a eu l'occasion de se prononcer pour la seconde interprétation dans un arrêt du rendu par la chambre criminelle le 27 mai 1972. L'expression « locale » a le sens d'ensemble démographique, notion exclusive de toute frontière administrative et synonyme de région³⁷. La cour de Toulouse tranchant sur renvoi s'est inclinée³⁸ et on peut désormais considérer cette jurisprudence comme établie, malgré quelques décisions surprenantes de juridictions du fond contribuant à entretenir un véritable acharnement judiciaire des abolitionnistes.

La notion de tradition locale est ainsi entendue largement au sens d'ensemble démographique par la jurisprudence, admettant la licéité de l'organisation de spectacles taurins dans des localités où ils n'avaient jamais été organisés ou pas organisés depuis longtemps, mais faisant parties d'une région de tradition tauromachique : Tarascon, Floirac ou Rieumes³⁹ en constituent les trois exemples les plus marquants.

Pour que le fait justificatif soit admis, encore faut-il que cette tradition locale soit ininterrompue.

La jurisprudence a justement relevé que la destruction des arènes par un incendie constitue un événement de force majeure n'interrompant

36 - Cf. Toulouse, 3 avr. 2000, JCP 2000, II, 10390, note P. DEUMIER.

37 - Crim. 27 mai 1972, Bull. crim. n° 171; D. 1972, 564, note COMBALDIEU, Gaz. Pal. 1972, 2, 607, note LAMBERT.

38 - Toulouse 30 janvier 1973, D 1973, 2, 37.

39 - Cf. les décisions citées infra et supra.

pas la tradition⁴⁰. Mais les tribunaux sont allés fort justement au delà du cas de force majeure: la disparition des arènes n'entraîne pas automatiquement disparition de la tradition. A propos de l'organisation d'une corrida à Floirac dans les années 80, alors que les arènes du Bouscat, autre banlieue de Bordeaux, avaient été détruites en 1961, les tribunaux ont pu relever la persistance de la tradition, au motif en particulier que les aficionados locaux fréquentent « nombreux les arènes voisines girondines ou landaises »⁴¹.

Une solution équivalente a été retenue pour l'organisation d'un spectacle taurin à Rieumes, dans la banlieue de Toulouse, alors que le dernier spectacle taurin avait été organisé en 1976 et que les arènes du Soleil d'or avaient été détruites en 1990⁴².

Conformément à la notion de tradition déjà esquissée, celle-ci ne peut être considérée comme interrompue que si, du fait d'une évolution des mentalités, la présence de l'*afición* dans cette zone venait à se réduire voire à disparaître.

Ces progressives constructions jurisprudentielles pourraient perdre de leur utilité en raison d'une formule aussi extensive que poétique retenue par la cour d'appel de Toulouse, confirmée par la Cour de cassation, « il ne saurait être contesté que dans le midi de la France entre le pays d'Arles et le pays basque, entre garrigue et méditerranée, entre Pyrénées et Garonne, en Provence, Languedoc, Catalogne, Gascogne, Landes et Pays basque existe une forte tradition taurine »⁴³.

Si cette formule devenait jurisprudence établie et se substituait à la notion d'ensemble démographique, pas que les juges toulousains n'ont pas franchi puisqu'ils ont invoqué les deux critères, dès lors qu'une commune ferait partie de ce vaste zone, l'existence d'une tradition locale ininterrompue devrait être considérée comme automatiquement établie.

40 - Bordeaux 29 oct. 1968, JCP 1969, II, 15888.

41 - Bordeaux, 27 mars 1996, JurisData n° 1996-041104, confirmé par Crim. 16 sept. 1997, cit..

42 - Toulouse, 3 avr. 2000, JCP 2000, II, 10390, note P. DEUMIER confirmé par Cass. 2ème civ., 22 nov. 2001, Bull. civ., n° 173, JCP 2002, II, 110073, note X. DAVERAT, RTDCiv. 2002, 181, obs. N. MOLFESSIS.

43 - Toulouse, 3 avr. 2000, cit., confirmé par Cass. 2^{ème} civ., 22 nov. 2001, cit..

Si cette jurisprudence s'éloigne sans doute de la lettre de la loi⁴⁴, elle en préserve l'esprit en accordant une juste place à l'exception culturelle taurine et nous semble ainsi devoir ainsi être approuvée.

Enfin, les tribunaux ont eu à préciser ce qu'il faut entendre par « course de taureaux ».

La jurisprudence considère d'une manière générale qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les différentes formes de courses de taureaux pour faire jouer le fait justificatif. C'est ainsi que la Cour de cassation l'a appliquée à une « course à la portugaise » avec pose de banderilles mais sans mise à mort dans l'arène, organisée à Maussanne⁴⁵.

Plus récemment, les tribunaux ont en particulier eu à se prononcer à propos de l'organisation d'un festival taurin sous forme de fête champêtre à Beauvoisin, dans le Gard, le 10 juin 1995. Après condamnation en première instance par le tribunal correctionnel de Nîmes le 12 août 1999, la cour d'appel de Nîmes a infirmé ce jugement, considérant en particulier que le fait justificatif peut jouer même si le spectacle ne s'est pas déroulé conformément aux prescriptions de l'UVTF et n'avait pas été autorisé par la municipalité⁴⁶.

Le juriste rejoint ici *l'afficionado* pour se satisfaire de cette jurisprudence: comme le veut un adage d'interprétation, *Ubi lex non distinguit, nec nos debemus distinguere*, là où la loi ne distingue pas on ne doit pas distinguer. Le texte visant les courses de taureaux d'une manière générale, le juge n'a pas à opérer des distinctions entre les spectacles qui seraient licites et ceux qui ne le seraient pas.

Il faut ajouter pour être complet que les abolitionnistes délaissent parfois la voie pénale de condamnation pour sévices ou actes de cruauté envers les animaux au profit de la voie civile. Mais le cœur du débat porte toujours sur la présence d'une tradition locale ininterrompue.

Une première tentative des abolitionnistes a porté sur la demande de dissolution pour objet illicite des groupements associatifs organisant des corridas. Une seconde tentative a consisté à demander l'interdiction d'un spectacle par le juge des référés, compétent, même

44 - En ce sens, P. DEUMIER, note cit.

45 - Crim. 19 juin 1996, n° 95-83.447.

46 - Nîmes 1er déc. 2000, JCP 2002, II, 10016, note E. de MONREDON.

en présence d'une contestation sérieuse, « pour faire cesser un trouble manifestement illicite » (art. 809 CPC).

Ces tentatives nous semblent vouées à l'échec en application de la jurisprudence précédemment évoquée. Dès lors qu'une tradition locale ininterrompue est caractérisée, les associations organisant ces corridas ne peuvent avoir un objet illicites et être dissoutes. De même, en cas de tradition locale ininterrompue, aucun trouble manifestement illicite ne doit pouvoir être constaté et le juge des référés est incomptétent pour annuler le spectacle.

La question s'est concrètement posée à propos de l'organisation d'un spectacle taurin à Rieumes par le Club taurin de Toulouse et l'association *Tolosa toros*. Si dans un premier temps le juge des référés a pu se déclarer compétent pour interdire le spectacle, cette position a été désavouée avec constance par les juridictions du fond et par la Cour de cassation⁴⁷ qui a également très logiquement refusé de dissoudre les associations organisatrices⁴⁸.

Faut-il se satisfaire de ce droit positif ?

I) Appréciation critique et perspectives d'évolution :

La question fondamentale est celle d'une éventuelle intervention du législateur: une nouvelle loi relative à la licéité de la corrida est-elle utile ?

Aucun *aficionado* sensé ne peut souhaiter une intervention du législateur pour permettre l'organisation de corridas sur l'ensemble du territoire national. Cette extension ne pourrait avoir que des conséquences négatives.

Elle enflammerait les passions abolitionnistes qui pourraient menacer l'équilibre juridique actuel si difficilement acquis. Le danger d'exporter la corrida en dehors des zones où elle est de tradition peut-être mesuré dans l'immédiate réaction à la diffusion de corridas par Canal +, les abolitionnistes considérant que la

47 - Toulouse, 3 avr. 2000 cit., Cass. 2^{ème} civ., 22 nov. 2001, cit.; Toulouse, 7 avril 2008, JurisData n° 2008-369497. Comp. Civ., 2^{ème} 10 juin 2004, JCP 2004, II, 10162, note E. de MONREDON, cassant Toulouse 27 mai 2002 (JurisData n° 2002-181512) aux motifs que les juges n'avaient pas précisé si la localité se situait bien dans un ensemble démographique local où l'existence d'une tradition tauromachique ininterrompue se caractérisait par l'organisation régulière de corridas.

48 - Cass. 1^{re} civ., 7 fév. 2006, cit..

retransmission télévisée de corridas en dehors des zones pouvant se prévaloir d'une tradition locale ininterrompue était constitutive de provocation à une activité délictueuse, argumentation heureusement rejetée par la cour d'appel de Paris⁴⁹.

De plus, si des corridas pouvaient être valablement organisées sur l'ensemble du territoire national, certains organisateurs peu scrupuleux pourraient être tentés de profiter de l'ignorance de publics profanes pour organiser des spectacles douteux qui ne correspondent pas à l'éthique de la corrida. L'assouplissement du cadre légal actuel risquerait ainsi de favoriser l'organisation de parodies plus ou moins édulcorées particulièrement nocives à la fiesta brava. *L'afición* n'aurait par exemple rien à gagner à l'organisation d'une pseudo-corrida pour accompagner le festival interceltique de Lorient ou le carnaval de Dunkerque.

On ne peut que souscrire ici au rappel de l'éthique des règles fondamentales de la corrida par de nombreux professionnels à propos de l'organisation de corridas sans piques, banderilles ou mises à mort à Las Vegas (Nevada) organisées plus ou moins directement par l'Alliance Anticorrida⁵⁰. Le respect de ces règles fondamentales constitue la meilleure défense contre le harcèlement des abolitionnistes.

Pour vivre heureux, vivons (relativement) cachés. L'équilibre géographique actuel de licéité de la corrida nous semble satisfaisant. Mais une intervention du législateur pourrait permettre de préciser ce qu'il faut entendre par région de tradition tauromachique, voire de délimiter précisément et définitivement les contours de ces zones, par exemple en proposant une liste de départements ou de villes dans lesquels les corridas peuvent être organisées.

Cette intervention du législateur pourrait paraître séduisante au regard du caractère empirique et précaire du régime actuel⁵¹.

49 - Paris, 13 fév. 1992, JurisData n° 1992-022542.

50 - Cf. par exemple la conférence de presse de Simon Casas du 30/7/2009.

51 - Cf. en faveur d'une réglementation par décret ou par les régions les intéressantes propositions de Ph. Teissier ou de J.-J. PONS, art. Cit. Ad.: E. de MONREDON, note cit. sous Cass. 2^{ème} civ., 10 juin 2004, n° 2: « c'est tout le terrain juridictionnel, qu'il soit civil, pénal ou même administratif, qui nous paraît aujourd'hui totalement adapté à répondre à la question. La matière relève sans discussion de la compétence exclusive du pouvoir exécutif », qui ajoute « Nous le disons sans illusion, puisque nous savons

Il est empirique car la zone géographique de licéité de la corrida nécessite d'être délimitée au cas par cas, ville par ville, par les tribunaux, au gré des poursuites des abolitionnistes.

Il est précaire car toute règle jurisprudentielle, aussi établie qu'elle puisse paraître, n'est pas à la merci d'un revirement. Ce revirement, par son effet rétroactif⁵², pourrait d'abord aboutir à la condamnation de professionnels ayant organisé ou participé de bonne foi au spectacle objet du litige. Surtout ce revirement pourrait pour l'avenir menacer l'existence même de la licéité de la corrida en France.

Pire encore, une simple décision du juge des référés interdisant un spectacle, même si elle était censurée par la suite, pourrait avoir des conséquences dramatiques sur le plan économique pour les organisateurs. Les abolitionnistes détiennent en l'espèce un moyen de pression dont l'utilisation systématique pourrait être sanctionnée par l'abus de droit (art. 32-1 C. proc. civ.)⁵³.

Cette précarité d'une licéité reposant essentiellement sur la jurisprudence est exploitée par les abolitionnistes qui dénoncent périodiquement l'interprétation actuelle des tribunaux. Ainsi, par exemple, après les arrêts de la Cour de cassation confirmant les décisions des juges du fond admettant la licéité de l'organisation d'une corrida à Floirac et d'un spectacle taurin à Rieumes, le préfet de l'Ariège, Monsieur Soubelet, signe une chronique au Dalloz en évoquant une prétendue confusion des juges sur la tradition locale⁵⁴.

Loi contre jurisprudence : la question constitue le reflet d'un débat beaucoup plus fondamental qui hante les juristes. Faut-il préférer un droit fondé sur une loi préalable, fermement établi, plus clair et plus précis, ou un droit jurisprudentiel, qui s'élaborer au cas par cas, plus souplement ? La discussion fait rage dans le *mundillo* juridique à l'heure de la mondialisation, avec la concurrence du droit continental, fondé sur la loi, et du Common law reposant sur la

que la juridiciarisation actuelle de nos moeurs, comme l'absence de nouvelle volonté législative en la matière, ne permettent pas d'envisager raisonnablement une modification du cadre légal existant fixé à la course de taureaux ».

52 - Sur cet effet rétroactif, cf. par exemple R. CABRILLAC, Introduction générale au droit, Dalloz, 8^{ème} éd., 2009, n° 166.

53 - Sur l'assouplissement de la jurisprudence pour admettre l'abus du droit d'agir en justice, cf. S. GUINCHARD, F. FERRAND et C. CHANAISS, Procédure civile, Dalloz 29^{ème} éd., 2008, n° 72.

54 - P. SOUBELET, Corridas: confusion sur la « tradition locale ininterrompue », D. 2002, 2267. Comp. J.-M. LATTES, D. 2002, 3038.

décision de justice⁵⁵. Il nous semble que loi et jurisprudence sont davantage complémentaires que concurrentes.

On peut observer en la matière que le droit positif de la licéité de la corrida combine harmonieusement trois sources du droit fondamentales qui ont souvent tendance à entrer en rivalité, voire à en conflit, la loi, la jurisprudence et la coutume. En effet, l'article 521-1 du Code pénal, comme nous l'avons constaté, revoie à une « tradition locale », manifestation incontestable de la coutume d'une population, coutume dont l'existence et le périmètre sont précisés par les tribunaux.

Au delà de cette satisfaction un peu académique, le statu quo nous semble pertinent.

Si le régime actuel peut sembler précaire, force est de constater qu'il perdure depuis une bonne cinquantaine d'années.

Si le régime actuel peut sembler empirique, cette souplesse est incontestablement favorable au maintien voire au développement de la corrida. La Cour de cassation, en laissant tout pouvoir aux juges du fond pour apprécier l'existence et la permanence d'une tradition tauromachique, abandonne le pouvoir de décision à des juges enracinés dans une ville pétrie de culture taurine à laquelle ils ne peuvent demeurer impénétrables. Très concrètement, il y a certainement plus d'*aficionados* parmi les magistrats des cours d'appel de Nîmes ou de Bordeaux qu'à l'Assemblée nationale...

De plus, un combat pour une nouvelle loi pourrait aboutir à menacer l'équilibre actuel. Il faut en effet noter que les abolitionnistes ne désarment pas, que plusieurs propositions de loi demandant la suppression de la corrida ont été déposées ces dernières années devant le Parlement (juin 2004, septembre 2007), qu'une interdiction de la corrida aux mineurs de moins de quinze ans avait été demandée, heureusement sans être obtenue, lors des rencontres « Animal et Société » mises en place par le Ministère de l'agriculture au printemps 2008, et que les adversaires de la corrida ne semblent pas avoir renoncé à une intervention européenne en faveur de leur thèse.

Une nouvelle loi ouvrirait une boîte de Pandore, laissant échapper plusieurs débats aux arguments parfois biaisés par des idées reçues

55 - Cf. J.-L. HALPERIN, Profils des mondialisations du droit, Dalloz, 2009.

ou des approximations⁵⁶, comme peuvent en témoigner, brièvement évoqués, l'argument juridique, l'argument écologique et l'argument culturel.

Ainsi, notre droit est aujourd'hui marqué par une prolifération des droits subjectifs, des « droits de chacun à »⁵⁷. Surfant sur cette évolution, certains voudraient étendre ces droits, sans discernement ni distinctions, à la catégorie si générale qu'elle est dépourvue de réalité, des animaux.

Dans un ordre d'idée voisin, la préoccupation contemporaine pour l'environnement, caractéristique de ce début de XXI ème siècle, conduit parfois à une condamnation de la corrida, vision utopiste de l'écologie contraire à son essence même, puisque la corrida permet l'élevage d'une manière on ne peut plus naturelle du taureau de combat et la survie de la race.

Enfin, le nécessaire respect des spécificités culturelles, argument qui devrait être un appui solide pour la défense de la licéité de la corrida, a pu être dévoyé pour fonder son interdiction, comme l'illustre l'exemple de la Catalogne espagnole, où la corrida ne subsiste qu'à Barcelone.

Dès lors le statu quo, la licéité de la corrida reposant sur la loi, la jurisprudence et la coutume, nous semble non pas la meilleure solution mais sans doute la moins mauvaise. Une nouvelle intervention de la loi ne nous semble pas utile.

Comme le constatait Portalis, « il faut être sobre de nouveautés en matière de législation, parce que s'il est possible, dans une institution nouvelle, de calculer les avantages que la théorie nous offre, il ne l'est pas de connaître tous les inconvénients que la pratique seule peut découvrir... il faut laisser le bien, si on est en doute du mieux ». ⁵⁸

56 - Cf. la magistrale présentation de F. WOLFF, Philosophie de la corrida, Fayard, 2007, spéc. p. 37 et s. D'une manière plus concise mais également pertinente, P. CORDOBA, La corrida, Le cavalier bleu, 2009. Ad., les portraits et arguments des anti-corrida présentés par E. de MONREDON, Le regard des choses, histoire française de la taurophobie, UBTF, 2009.

57 - Cf. A.-C. AUNE, Le phénomène de multiplication des droits subjectifs en droit des personnes et de la famille, PU Aix-Marseille, 2007.

58 - Discours préliminaire sur le projet de Code civil présenté le 1^{er} pluviose an IX, in J.-E.-M. PORTALIS, Discours et rapports sur le Code civil, Centre de philosophie politique et juridique de Caen, 1989, p. 4.

**6.2. ¿DE LA UTILIDAD DE LA LEY EN LA
TAUROMAQUIA ? (RESPECTO A LA
OPORTUNIDAD DE UNA NUEVA LEY RELATIVA
A LA LICITUD DE LA CORRIDA).**

Por el profesor Rémy Cabrillac

La práctica de las corridas de toros en Francia, siempre ha suscitado reacciones contrastadas del derecho, entre tolerancia y prohibición, que se trate de los primeros espectáculos de la edad media o de la corrida en la forma actual que conoce, grosso modo, desde 1860, procedentes de la “invención de la tauromaquia moderna” en España en el siglo anterior, según la fórmula de Bartolomé Bennassar².

Esas oscilaciones se explican por una evolución de las preocupaciones de la sociedad. Hasta la mitad del siglo XIX, la prohibición a veces promulgada tenía como base la protección del hombre que no debía arriesgar inútilmente su vida, o incluso el orden público, los espectáculos taurinos pudiendo acompañarse de disoluciones diversas. A partir del medio del siglo XIX, el derecho es solicitado para condenar la corrida en nombre de la protección de los animales. La sección Francesa de la sociedad protectora de los animales fue creada el 2 de abril de 1846 y una ley llamada Grammont es votada el dos de julio de 1850. Esta ley Grammont, adoptada a la iniciativa del general conde Felipe de Grammont, representante de sur de Francia y aficionados, que no preveía su aplicación a la corrida, dispone que “serán multados de 5 a 15 francos y podrán serlo de 5 días de cárcel, los que habrán ejercido públicamente y abusivamente malos tratos hacia animales domésticos. La pena de cárcel será siempre aplicable en caso de recidiva”.

Los defensores de los animales intentan utilizar esta ley para prohibir las corridas.

En 1884, el ministerio del interior de la época, el señor Waldeck-Rousseau, pide a los gobernadores tomar las medidas necesarias para la aplicación de la ley de 1850 a la corrida en caso de carencia de los alcaldes o de ordenes municipales tomados en violación de la ley, comisión que la mayoría de los gobernadores ejecutan.

Si para la autoridad administrativa la ley Grammont tiene que

aplicarse a las corridas, la cuestión es discutida por los tribunales judiciares. Los defensores de la corrida argumentan diciendo que los toros de combate, al no poder ser considerados como animales domésticos, impide a la ley Grammont su aplicación. Después de varias decisiones de jurisdicciones de fondo en este sentido, el tribunal de casación es incautado y decide con un orden del 16 de febrero del 1895 que la corrida caiga bajo el golpe de la prohibición promulgada por la ley Grammont³.

El consejero Accarias, ponente de la sentencia, considera que el toro de combate es realmente un animal doméstico porque “sufría la dominación del hombre, estaba seleccionado por él, estaba criado en unos pastos cerrados y, en realidad, recibía se le daba su alimentación”. Como lo observó maliciosamente un cronista de la revista de los dos mundos, jugando sobre la ambigüedad de la noción de animal doméstico,” si los juristas se hubiesen arriesgado a visitar a los toros en el mismo lugar, al los mejor, no los hubiese considerado como domésticos”⁴.

Pero, las cortes reunidas del tribunal de casación confirman en 1923 la aplicación de la ley Grammont a la corrida⁵.

A partir de allí, la represión de hecho generalmente más dura, con numerosas diferencias geográficas y fluctuaciones cronológicas, según la obstinación de la población, de la tolerancia de las municipalidades, de la rigurosidad de los gobernadores y de los acontecimientos políticos afectando a Francia o España en la primera mitad del siglo XX.

Hay que añadir que frente a la jurisprudencia del tribunal de casación, una resistencia pasiva de las jurisdicciones del tribunal de casación, una resistencia pasiva de las jurisdicciones de fondo nace, fenómeno generalmente bastante raro sobre cuestiones de derecho, que no dejará de interesar a la sociología judiciaria...por ejemplo, un juez de paz estima que las corridas existían en la ciudad de Bayona desde mucho tiempo, que habían entrado en las costumbres de la población y que por ser toleradas y favorecidas, se podía admitir a los actores de los malos tratos circunstancias atenuantes, liberando así matadores y picadores⁶.

El debate renace después de la segunda guerra mundial cuando dos diputados de París depositan una enmienda prohibiendo totalmente las corridas.

Los parlamentarios del sur de Francia reaccionan con prontitud. Y,

después de muchas peripeyas, la ley nº 51-451 Del 24 de abril 1951 añade un alinea a la ley Grammont disponiendo que las disposiciones del artículo precedente “no son aplicables a las corridas de toros cuando una tradición ininterrumpida no puede ser establecida”.

Un decreto del 7 de septiembre de 1959 añade el calificativo de “local” que se transforma en la fórmula actual de ”tradición local ininterrumpida”⁷ e incorpora la contravención en la lista del artículo R. 38 del código penal, transformado con la recodificación de 1994 los artículos R. 654-1 AL. 3 Y R. 655-1

Alinea 3 del mismo código, reprimiendo respectivamente los malos tratos (contravención de 4 clase) y a los perjuicios voluntarios a la vida de un animal (contravención de 5^{ta} clase).

Una ley del 19 de noviembre de 1963 instaura un delito de crueldad hacia los animales inscritos en el artículo 453 del código penal previendo el mismo hecho justificativo.

Una ley del 10 de julio de 1976 agrava este delito, permitiendo además a las asociaciones protectoras de animales de mostrarse parte civil (art.2-13 C. proc. Pén.)

La recodificación penal de 1994 se conforma con un retoque simbólico: el texto ya no aparece en una sección “Destrucción, degradación y perjuicios” al seno de disposiciones sancionando los daños a los bienes sino en un capítulo propio “sevicias graves o actas de crueldad hacia animales”, contenido el único artículo 521-1 tomando de nuevo las disposiciones del antiguo artículo 453.

Por fin una ley del 6 de enero de 1999 suprime el término “sin necesidad”, permitiendo considerar el delito realizado incluso en la hipótesis en la cual el acto incriminado sería necesario.⁸

Estos textos, esencialmente el artículo 521-1 del código penal, constituyen pues nuestro derecho positivo, que examinaremos en un primer tiempo (I), antes, en un segundo tiempo, de desarrollar una apreciación critica de la utilidad de una nueva intervención del legislador (II).

La licitud de la corrida, entre ley y jurisprudencia

Hay que precisar de manera liminar que la disposición del artículo 521-1 alinea 5 del código penal propio a las corridas de toros constituye jurídicamente un hecho justificativo, aplicación del hecho justificativo general previsto por el artículo 122-4 del código penal,

la autorización o la autorización de la ley: “no es penalmente responsable la persona que cumplen un acto prescrito o autorizado por disposiciones legislativas o reglamentarias”⁹.

Los términos mismos de la ley del 24 de abril de 1951, por su carácter voluntarioso borroso, constituyen nociones –cuadro o estandar¹⁰ adoptadas deliberadamente por el legislador para dejar un importante poder de interpretación a los tribunales.

Es así para los términos “tradición”, “local” e “ininterrumpida”. La jurisprudencia también tuvo que pronunciarse sobre la noción de “corridas de toros” inscrita en la ley. La apreciación de estas nociones, cuestiones de hecho, compete al poder soberano de apreciación de jueces competentes en cuanto a fondo¹¹.

Estas cuatro nociones fundamentales merecen ser analizadas a la luz de la jurisprudencia.

¿ qué es una “tradición”, condición fundamental del hecho justificativo? El término es poco conocido de los juristas, que le comparan generalmente al de costumbre¹².

La presencia en una plaza, en la cual se desarrolla regularmente espectáculos taurinos constituye un primer índice de esta tradición. Pero los tribunales no se detienen a este índice material: lo que constituye una tradición radica menos en la presencia material de una plaza en la localidad concernida y en la organización de espectáculos¹³ que en la presencia de una afición vivaz en la zona geográfica donde se situa esta localidad, “una cultura común, representaciones idénticas y mentalidades idénticas”¹⁴ o más precisamente aún “un interés que le (a la tauromaquia) tiene un número suficiente de personas”,¹⁵.

Está afición podrá ser medida concretamente con la presencia de peñas taurinas, encuentros culturales alrededor de la tauromaquia, espacios taurinos especializados en la prensa ¹⁶... Muy concretamente por ejemplo, si la ciudad de Montpellier está privada de espectáculos taurinos desde numerosos años, no se le puede negar la existencia de una tradición taurina en esta ciudad.

Esta tradición tiene que ser “local”, excepción geográfica que está en desacuerdo con el carácter indivisible de la república Francesa inscrito en el artículo 1^{ro} de nuestra constitución.

Más allá el empleo de este calificativo ha dado lugar a controversias. ¿se debe considerar que se trata de una tradición presente en una comuna o debe considerarse más ampliamente?

Respecto a la organización de una corrida en el Grau du Roi, el tribunal de casación tuvo la oportunidad de pronunciarse para la segunda interpretación en un orden de la devolución por la sala criminal el 27 de mayo de 1972. La expresión “local” tiene el sentido de conjunto demográfico, noción exclusiva de toda frontera administrativa y sinónima de región¹⁷. El tribunal de Tolosa tomó decisión después de un reenvío y se inclinó¹⁸ y ahora, ya se puede decir que se puede considera esta jurisprudencia como establecida, a pesar de algunas decisiones sorprendentes de jurisdicción de fondo contribuyendo a conservar un verdadero encarnizamiento judicial de los abolicionistas.

La noción de tradición local se entiende de esta manera al sentido demográfico por la jurisprudencia, admitiendo la licitud de la organización de espectáculos taurinos en las localidades donde nunca habían sido organizados desde hace mucho tiempo, pero perteneciendo a una región de tradición taurina: Tarascon, Floirac o Rieumes¹⁹ constituyen los tres ejemplos los más reveladores.

Para que sea admitido el hecho justificativo, hace falta que la tradición local haya sido ininterrumpida.

La jurisprudencia notó con exactitud que la destrucción de las plazas por un incendio constituye un acontecimiento de fuerza mayor que no interrumpe la tradición²⁰. Pero los tribunales se han ido más allá del caso de fuerza mayor: la desaparición de las plazas no conlleva automáticamente la desaparición de la tradición. Hablando de la organización de una corrida en Floirac en los años 80, mientras las plazas de Bouscat, en las afueras de Burdeos, habían sido destruidas en 1961, los tribunales pudieron relevan la persistencia de la tradición, con el motivo en particular que los aficionados locales frecuentaran “numeroso las plazas vecinas Girondinas o Landesas²¹”. Una solución equivalente ha sido retenida para la organización de un espectáculo taurino en Rieumes, en las afueras de Tolosa, mientras que el ultimo espectáculo taurino había sido organizado en 1976 y que la plaza “del sol dorado” fue destruida en 1990²².

Conformemente a la noción de tradición ya evocada ésta no puede ser considerada ininterrumpida, mientras existen aficionados en la zona, o sea si las mentalidades no cambian.

Estas progresivas construcciones jurisprudenciales podrían perder su utilidad por culpa de una formula tan extensiva como poética tomada

en cuenta por el tribunal de apelación de Tolosa, confirmado por el tribunal de casación, “no podría ser contestado que en el sur de Francia entre la región de Arles Y el País vasco, entre garriga y Mediterraneo, entre pirineo y Garona, en Provenza, Languedoc, Cataluña, Gascogne, Landes y país vasco existe una fuerte tradición taurina”²³

Si esta fórmula se hiciera jurisprudencia establecida y se substituyera a la noción de conjunto demográfico, paso que los jueces de Tolosa no han saltado ya que invocaron los dos criterios, que cuando una comuna pertenecía a una zona importante, la existencia de una tradición local ininterrumpida tenía que ser automáticamente establecida.

Si esta jurisprudencia se aleja sin duda de la letra de la ley²⁴, preserva el espíritu acordando un justo sitio a la excepción cultural taurina y nos parece que, de esta manera, deber de ser aprobada.

Por fin, los tribunales tuvieron que precisar lo que hay que entender por “corrida de toros”.

La jurisprudencia considera de forma general que no se tiene que diferenciar entre las diferentes formas de corridas de toros para que se cumpla el hecho justificativo.

Es así como el tribunal de casación lo aplicó a una corrida Portuguesa con banderillas pero sin muerte, organizada en Maussanne²⁵.

Más recientemente, los tribunales tuvieron que pronunciarse respecto a la organización de un festival taurino, en una fiesta campera, en Beauvoisin, en el Gard, el 10 de junio de 1995. Después de la condena en primera instancia del tribunal correccional de Nîmes el 12 de agosto de 1999, el tribunal de apelación de Nîmes invalidó esta sentencia, considerando en particular que el hecho justificativo puede cumplirse incluso si el espectáculo no se ha desarrollado conformemente a las prescripciones de la U.V.T.F y no había sido autorizado por la municipalidad²⁶.

Aquí, el jurista se junta con el aficionado para conformarse con esta jurisprudencia: como lo quiere un adagio de interpretación , “Ubi lex non distinguit, nec nos debemus distinguere”, allí donde la ley no distingue no se debe distinguir. El texto aludiendo a las corridas de toros de manera general, el juez no tiene que operar distinciones entre los espectáculos que serian lícitos y los que no.

Hay que añadir para ser completo que a veces, los abolicionistas

abandonan la vía penal por sevicia o actos de crueldad hacia animales en provecho de la vía civil. Pero el corazón del debate radica siempre en la presencia de tradición local ininterrumpida. Una primera tentativa de los abolicionistas consistió en una demanda de disolución para objeto ilícita de agrupaciones asociativas organizando corridas. Una segunda ha consistido en pedir la prohibición de un espectáculo por el juez de la jurisdicción de urgencia, competente incluso con la presencia de una contestación seria, "para que cese un disturbio manifiestamente ilícita" (art. 809 CPC).

Estas tentativas nos parecen condenadas al fracaso en aplicación de la jurisprudencia evocada anteriormente. A partir del momento en el que una tradición local ininterrumpida está caracterizada, las asociaciones organizando estas corridas no pueden tener un objeto ilícita y disolverse. Del mismo modo, en caso de tradición local ininterrumpida, ningún disturbio manifiestamente ilícita no debe poder ser constatado y el juez de la jurisdicción de las urgencias se revela incompetente para anular el espectáculo. La cuestión se planteó concretamente respecto a la organización de un espectáculo taurino en Rieumes por la peña taurina de Tolosa y la asociación Tolosa y toros. Si en un primer tiempo el juez de la jurisdicción de las urgencias pudo declararse competente para prohibir este espectáculo, esta posición ha sido denegada con constancia por las jurisdicciones de fondo y por el tribunal de casación²⁷ que también, de forma lógica se negó a disolver a las asociaciones organizadoras²⁸.

¿debemos conformarnos con este derecho positivo?

1. Apreciación critica y perspectivas de evolución :

La pregunta fundamental es la de una eventual intervención del legislador: ¿si sería útil una nueva ley relativa a la licitud de la corrida?

Ningún aficionado sensato puede desear una intervención del legislador para permitir la organización de corridas sobre el territorio nacional. Esta extensión tendría esencialmente consecuencias negativas.

Inflamaría las pasiones abolicionistas que podrían amenazar al equilibrio jurídico actual tan difícilmente adquirido. El peligro de

exportar la corrida fuera de las zonas donde es de tradición puede ser medido en la inmediata reacción a la difusión de corridas por canal +, los abolicionistas considerando que la retransmisión televisada de corridas fuera de las zonas pudiendo prevalecerse de una tradición local ininterrumpida era constitutiva de provocación a una actividad delictuosa, argumentación afortunadamente rechazada por el tribunal de apelación de París²⁹.

Además, si corridas pudiesen estar organizadas sobre el conjunto del territorio local, algunos organizadores poco escrupulosos podrían tener la tentación de aprovecharse de la ignorancia de públicos profanas para organizar espectáculos sospechosos que no corresponden a la ética de la corrida. La suavización del marco legal actual podría favorecer la organización de parodias más o menos edulcoradas particularmente nocivas a la fiesta Brava.

La afición no ganaría nada a organizar una imitación de corrida para acompañar el festival intercéltico de Lorient o el carnaval de Dunkerque.

Hay que recordar la ética y las reglas fundamentales de la corrida como lo hicieron algunos profesionales acerca de la organización de corridas sin picadores, banderillas o muerte en las Vegas (Nevada) organizadas más o menos directamente por la alianza anticorrida³⁰. El respeto de estas reglas fundamentales constituye la mejor defensa contra el acosamiento de los abolicionistas.

Para vivir feliz, vivamos (relativamente) escondidos. El equilibrio geográfico actual de licitud de la corrida nos parece satisfactorio.

Pero una intervención del legislador podría permitir precisar lo que hay que entender por región de tradición taurina, o incluso de delimitar precisamente y definitivamente los contornos de estas zonas, por ejemplo proponiendo una lista de departamentos o ciudades en los cuales pueden ser organizadas corridas.

Esta intervención del legislador podría parecer seductiva en comparación del carácter empírico y precario del régimen actual³¹. Es empírico porque la zona geográfica de licitud de la corrida necesita ser delimitada en función de cada situación, ciudad por ciudad, por los tribunales, al gusto de las diligencias de los abolicionistas. Es precario porque toda regla jurisprudencial, incluso si parece bien establecida puede sufrir un cambio brusco. Este cambio brusco, por su efecto retroactivo³², podría primero desembocar a la condena de profesionales habiendo organizado o participado al espectáculo

objeto de litigio. Sobre todo este cambio brusco podría para el futuro amenazar la propia existencia de la licitud de la corrida en Francia. Peor todavía, una simple decisión del juez de las jurisdicciones de urgencia prohibiendo un espectáculo, incluso si fuera censurado a continuación, podría tener consecuencias dramáticas en el plan económico para los organizadores. Los abolicionistas detienen pues un medio de presión cuya utilización sistemática podría ser sancionado por el abuso de derecho (art. 32-1 C. proc. Civ.)³³. Este estado precario de una licitud reposando esencialmente sobre la jurisprudencia está explotada por los abolicionistas que periódicamente denuncian la interpretación actual de los tribunales. De esta manera, por ejemplo, después de las sentencias del tribunal de casación confirmando las decisiones de los jueces de fondo admitiendo la licitud de la organización de una corrida en Floirac y de un espectáculo en Rieumes, el gobernador de Ariège, el señor Soubelet, firma un crónica al Dalloz evocando una pretendida confusión de los jueces sobre la tradición local³⁴. Ley contra jurisprudencia : la cuestión constituye el reflejo de un debate mucho más fundamental que obsesiona a los juristas.

¿Qué se debe preferir, un derecho basado sobre una ley previa, establecida con firmeza, más claro y más preciso, o un derecho jurisprudencial, que se elabora en función de cada situación, más flexible?

La discusión está evocada con pasión en el mundillo jurídico a la hora de la mundialización, con la competencia del derecho continental, fundado sobre la ley, y del “common law” apoyándose sobre la decisión de justicia³⁵. Nos parece que ley y jurisprudencia son más complementarias que concurrentes. Se puede observar en la materia que el derecho positivo de la licitud de la corrida combina de forma armoniosa tres fuentes de derecho fundamentales que muchas veces tienen tendencia a rivalizar entre ellas, e incluso a estar en situaciones conflictivas, la ley, la jurisprudencia y la costumbre. En efecto, el artículo 512-1 del código penal, como lo hemos comprobado, reenvía a una “tradición local” manifestación incontestable de las costumbres de una población, costumbre cuya existencia y perímetro están precisados por los tribunales.

Más allá de esta satisfacción un poco académica, el statu quo nos parece pertinente.

Si el régimen actual puede parecer precario, al mismo tiempo hay

que constatar que perdura desde hace ya más de cincuenta años.

Si el régimen actual puede parecer empírico, esta suavización es incontestablemente favorable al mantenimiento incluso al desarrollo de la corrida. El tribunal de casación, al dejar el poder a los jueces de fondo para apreciar la existencia y la permanencia de una tradición taurina, abandona el poder de decisión a unos jueces enraizados en una ciudad modelada de cultura taurina a la cual no pueden permanecer impenetrables. Muy concretamente, hay ciertamente muchos más aficionados entre los magistrados de las salas de apelación de Nîmes o de Burdeos que en la asamblea nacional...

Además, un combate para una nueva ley podría desembocar a amenazar el equilibrio actual. En efecto, hay que anotar que los abolicionistas no desarmán, que muchas proposiciones de ley pidiendo la supresión de la corrida han sido depositados estos últimos años al parlamento (junio de 2004, septiembre de 2007), que una prohibición de la corrida a los menores de quince años había sido pedida, afortunadamente sin éxito, durante los encuentros “animal y sociedad” organizadas por el ministerio de la agricultura en la primavera 2008, y que los adversarios de la corrida no parecen haber renunciado a una intervención Europea a favor de su tesis.

Una nueva ley abriría una caja de pandora, dejando escapar varios debates a los argumentos a veces torcidos por las ideas recibidas o aproximaciones³⁶, como pueden atestiguarlo brevemente evocados, el argumento jurídico, el argumento ecológico y el argumento cultural.

Así, hoy nuestro derecho está marcado por una proliferación de derechos subjetivos, de “derechos de cada uno a”³⁷. Jugando con esta evolución, algunos quisieran extender estos derechos, sin discernimiento ni distinciones a la categoría tan general que está desprovista de realidad, de los animales.

En un orden de idea similar, la preocupación contemporánea para el medio ambiente, característica de este principio de siglo XXI conduce a veces a una condena de la corrida, visión utopista de la ecología contraria a su propia esencia, ya que la corrida permite la crianza de una manera natural del toro de combate y la supervivencia de la raza.

Por fin, el respeto necesario de las especificidades culturales, argumento que debería ser un apoyo sólido para la defensa de la licitud de la corrida, ha podido ser descaminado para fundar su

prohibición, como el ilustre ejemplo de la Catalunya Española, donde la corrida sólo subsiste en Barcelona.

Entonces ya el statu quo, la licitud de la corrida reposando sobre la ley, la jurisprudencia y la costumbre, no nos parece ser la mejor solución pero sin duda la menos mala.

Una nueva intervención de la ley no nos parece útil. Como lo constataba Portalis, “hay que ser sobrio de novedades en materia de legislación, porque si es posible, en una institución nueva, calcular las ventajas que la teoría nos ofrece, no lo es de conocer todos los inconvenientes que la práctica sola puede descubrir...hay que dejar el bien, si dudamos de algo mejor”.³⁸

Rémy Cabrillac

Profesor de la facultad de derecho de Montpellier

6.3. DU STATUT MORAL DES ANIMAUX AU RÉGIME JURIDIQUE DE LA CORRIDA EN FRANCE

Le droit taurin français et sa philosophie

Par le Professeur Francis WOLFF

On affirme parfois - c'est le cas notamment des militants animalistes ou antitaurins - que la corrida bénéficie, dans le Droit français d'un régime d'exception - et ce pour deux raisons.

Depuis la loi du 24 avril 1951, la licéité de « course de taureaux » apparaît dans un alinéa du Code pénal (alinéa 4 de l'article 521-1) comme une exception à la règle punissant les auteurs de mauvais traitements (sévices graves ou actes de cruauté) à l'égard d'animaux « appropriés » (qu'ils soient domestiques, apprivoisés ou captifs). Pourquoi, demandent les antitaurins, faudrait-il excepter la corrida (et les combats de coq, notons-le) de la règle de droit - héritée, comme on sait de la fameuse loi Grammont (1850) ?

La seconde raison qu'invoquent ceux qui prétendent que la corrida bénéficie d'un régime d'exception à la règle ordinaire du Droit est que, selon le contenu même de l'alinéa en question, la norme pénale générale ne s'applique pas aux courses de taureaux (seulement « lorsqu'il existe une tradition locale ininterrompue ». Or, selon ses détracteurs, l'argument en faveur de l'exceptionnalité (ou de « l'immunité légale » dont bénéficie la corrida) est, sur le fond, contestable puisqu'il fait appel à la notion de « tradition », comme si la simple existence d'une « tradition » (notion peu courante en Droit, où on lui préfère généralement celle de « coutume » voire d'« usage », par exemple) pouvait avoir pour effet d'immuniser un acte de son caractère délictueux, et plus généralement de justifier quoi que ce soit. Toute tradition est-elle bonne, demandent les détracteurs de cet article, et devrait-elle par là même être défendue et préservée ? Chacun sait, plaident-ils, qu'il y a des traditions détestables (l'excision des fillettes salon certains rites religieux, le suicide par le feu des veuves en Inde, etc.), et que la plupart des progrès des mœurs se sont fait contre les traditions, souvent armés du bras séculier de la loi.

C'est aux deux arguments ci-dessus que je voudrais répondre en défendant la loi française actuelle et sa formulation : la loi, toute la loi, rien que la loi. Je montrerai rapidement les deux points suivants.

Contrairement à ce qu'on dit, la corrida est défendue et préservée, que ce soit par les textes législatifs ou par la jurisprudence, non pas parce qu'elle est une tradition, mais là où elle est de tradition. La nuance est considérable, comme nous le verrons. Si, en effet, la corrida semble bénéficier d'une exception dans un article du Code pénal, cette exception est tout à fait conforme à l'esprit général du Droit français selon lequel les animaux n'ont pas de statut juridique unique ; le régime qui leur est applicable (c'est-à-dire, entre autres, le type de protection dont ils bénéficient), est dépendant du type de relation qui les lient à l'homme.

Commençons par le premier point. La loi du 29 avril 1951 (devenue l'alinéa 4 cité ci-dessus), qui constitue la première reconnaissance de l'existence légale de la corrida en France a été complétée par un décret du 7 septembre 1959, qui a ajouté l'épithète « locale » au mot tradition, réduisant la portée de l'immunité. Quelles interprétations de ces textes ont été données par la jurisprudence des Cours d'appel et de la Cour de cassation ?

Concernant le terme « local », la Cour d'appel de Toulouse du 3 avril 2000 a considéré que la tradition existait « dans le Midi de la France, entre le pays d'Arles et le pays basque, entre garrigue et Méditerranée, entre Pyrénées et Garonne, en Provence, Languedoc, Catalogne, Gascogne, Landes et Pays basque. » L'arrêt de la Cour de cassation (27 mai 1972) définissait le terme « local », « non comme le seul territoire d'une commune, mais comme un ensemble démographique ». Cette jurisprudence a été réitérée par un arrêt de 8 juin 1994 de la Cour de cassation. Enfin, la Cour d'appel de Toulouse du 3 avril 2000 retient cette même notion d'ensemble démographique, où « la population vit en suivant un ensemble de traditions et de coutumes locales particulièrement persistantes, dont celle d'assister à des courses de taureaux. »

Plus important pour nous est l'interprétation du terme « tradition » par les tribunaux. La Cour d'appel d'Agen, le 10 janvier 1996, avait jugé que « la tradition locale est une tradition qui existe dans un ensemble démographique déterminée, par une culture commune, les mêmes habitudes, les mêmes aspirations et affinités... une même façon de ressentir les choses et de s'enthousiasmer pour elle, le même système de représentations collectives, les mêmes mentalités » Un arrêt de la cour d'appel de Toulouse du 3 avril 2000

décrit les effets dans les mœurs de la dite « tradition » : la tradition taurine peut se manifester « par l'organisation de spectacles complets de corridas de manière régulière dans les grandes places bénéficiaient de structures adaptées permanentes et de manière plus épisodique dans les petites places à l'occasion notamment des fêtes locales ou votives ; elle se manifeste par la vie de Clubs taurins locaux, l'organisation de manifestations artistiques et culturelles autour de la corrida et le déplacement organisé ou non des aficionados locaux vers les places actives, voisines ou plus éloignées. »

On voit que la « tradition » n'est pas le *motif* qui rend licite la corrida dans la douzaine de départements du Sud de la France, mais elle détermine le plus précisément possible la *région* où la corrida est licite. Répétons-le : la corrida n'est pas licite *parce qu'elle* est de tradition, elle est tenue pour licite *là où* elle est de tradition. La nuance est importante : les antitaurins expliquent que la tradition n'est pas une raison. Ils ont raison. Ce que la loi française reconnaît, c'est qu'il y a des régions où la tradition taurine crée une connaissance du taureau, une *culture* et une *sensibilité particulière* des populations qui justifient une certaine forme de relation particulière au taureau de combat - et donc justifient des pratiques qui seraient incompréhensibles ou tenues pour cruelles dans d'autres régions. Comme je le notais dans un récent ouvrage : « Tel est l'effet de la culture taurine, là où existe une tradition. Le fait d'avoir été entouré de discours sur la tauromachie, de vivre à proximité des taureaux, d'avoir dès l'enfance appris à connaître cette bête magnifique et fière, d'avoir acquis cette admiration pour l'animal et sa « bravoure » sans laquelle la corrida n'aurait aucun sens, tout cela a forgé une sensibilité nécessaire à la perception de ce spectacle singulier. C'est ainsi que ce qui serait vu comme un acte de *cruauté* à Londres, à Boston, Stockholm ou Strasbourg, est compris à Dax ou à Béziers, à Bilbao, Málaga ou Madrid, comme un acte de *respect* inséparable d'une identité. »⁵⁹

59 - 50 raisons de défendre la corrida, Éditions « Les mille et une nuits », 2010, p. 63

Passons au second point. Comme je l'ai montré dans un article récent dont je reprendrai ici certaines des analyses⁶⁰, le droit français reconnaît plusieurs types d'animaux et leur applique des régimes juridiques différents. Pour simplifier, on peut dire que les animaux domestiques dépendent du code rural (ou du code civil pour les questions patrimoniales) et les animaux sauvages du code de l'environnement, qui éventuellement les classe en espèces nuisibles, protégées, etc. Ainsi, le rat sauvage (*Rattus rattus* : rat noir) n'a pas de régime particulier, sauf lorsqu'il est classé « nuisible », tandis que le surmulot (*Rattus norvegicus*) peut être rat de laboratoire ou rat de compagnie et bénéficier alors d'un régime spécifique pour chacune de ces fonctions, ou le perdre lorsqu'il se retrouve en marronnage (c'est-à-dire retourne « à la nature »). Seul l'animal approprié (qu'il soit domestique, apprivoisé ou captif) est défini comme un être individualisable juridiquement parlant, plus concrètement comme un « être sensible » (depuis la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature : article L. 214-1 du code rural), et c'est envers lui seul que l'exercice de mauvais traitements est punissable (article L. 214-3 du code rural et art. R.521-1, R.653-1, R.654-1, R.655-1 du code pénal). Les animaux « sauvages », ou à l'état sauvage, ne sont donc pas concernés. Le fondement actuel du droit français est donc celui-ci : l'Animal en tant que tel l'existe pas. Ce qui existe, ce sont des types de relations homme/animal qui déterminent différents régimes juridiques d'animaux et, le cas échéant, diverses conduites humaines répréhensibles, dans certains cas à l'égard d'individus, dans d'autres cas à l'égard d'espèces : laisser proliférer des espèces nuisibles ou massacrer des espèces protégées. Le Droit, dans sa complexité, est sage.

« L'esprit de la loi » française est donc le suivant : la domestication ou la captivité d'une part vont de pair avec une forme d'apprivoisement qui crée, entre l'homme et l'animal, des relations de type contractuel, et elles sont d'autre part susceptibles d'engendrer une affection réciproque, qui est la finalité même de la relation homme/animal dans le cas des animaux de compagnie.

De là se pose la question : « qu'est-ce que le taureau de combat » ? Il est évidemment un animal domestique, au sens de l'arrêt du 13 juin

60 - « Des conséquences morales et juridiques de l'inexistence de l'animal », *Pouvoirs* 131 « Les animaux », Seuil, 2009.

1932 de la Cour de cassation : « Le taureau subit la domination de l'homme, est sélectionné par lui, est élevé dans les pâtrages clos et en fait reçoit sa nourriture de lui ». Cependant, alors que, dans la quasi-totalité des autres cas, la domestication d'une espèce ou d'une variété animale s'accompagne d'apprivoisement, qui est la finalité de la domestication des animaux de compagnie et son moyen essentiel dans le cas des « animaux de rente », dans le cas du taureau de combat, c'est le contraire. Sa domestication (au sens rappelé ci-dessus de ses conditions contrôlées d'alimentation et de reproduction) a eu, et a toujours pour finalité essentielle, de préserver, et même de développer, autant que faire se peut, l'hostilité naturelle du taureau envers l'homme. A partir d'un instinct naturel de défense jalouse du territoire, l'élevage du *toro bravo* a pour objectif de développer cette « bravoure » qui lui permet d'être adéquat à sa fonction dans la tauromachie. Or cette « bravoure » se manifeste directement par des effets opposés à toute forme d'apprivoisement : méfiance, hostilité, agressivité vis-à-vis des congénères, des intrus d'autres espèces, et notamment vis-à-vis de l'homme - sans lesquelles la corrida serait impossible ou dépourvue de sens.

On peut de là conclure que la relation homme/animal et le traitement que l'homme fait subir au taureau, dans sa vie et dans sa mort, est conforme à l'esprit général de la loi. Le taureau de combat bénéficie des conditions d'élevage d'un animal « domestique » (et même en réalité bien meilleures que celles de la plupart des animaux de rente, notamment des animaux de boucherie) mais ne peut bénéficier du traitement « moral » de faveur réservé aux animaux domestiques (« sévices », « mauvais traitements », etc.) - et dont, rappelons-le, ne bénéficient pas, dans le droit français, les animaux sauvages. En effet, ce traitement de faveur n'apparaît pas comme une conséquence, *pour eux*, de la domestication elle-même mais de son effet ordinaire, l'apprivoisement. C'est cet apprivoisement qui a pour effet, de susciter *en l'homme* des sentiments d'affection ou de compassion individualisés vis-à-vis de telle ou telle bête, et par conséquent aussi, de créer *pour l'homme* des obligations ou des devoirs. Le taureau de combat est traité dans sa vie comme un animal domestique et dans sa mort comme un animal sauvage, conformément à cette relation singulière et pour ainsi dire unique que l'homme a lié avec lui dans, par et pour la tauromachie ; une

domestication visant l'hostilité. De cette ambiguïté découle pour lui sa vie libre au champ, et sa mort au combat dans l'arène.

Au-delà de cet état actuel du Droit français, certains mouvements de « défense des animaux », sous l'influence de doctrines philosophiques anglo-saxonnes, proposent actuellement de bouleverser cet équilibre juridique soit en tentant de faire reconnaître des « droits de l'animal » en général (en tant qu'animal, c'est-à-dire indépendamment de tout rapport avec l'homme), soit en tentant, plus insidieusement, d'introduire dans notre code civil une nouvelle personnalité juridique, celui de l'animal « être sensible », indépendamment de toute appropriation par l'homme⁶¹. L'animal pourrait alors devenir un être doté d'une personnalité juridique fonctionnelle comme une personne morale ou un sujet de droit. Après tout, pourquoi pas ? se demandera-t-on ; ne faudrait-il pas mieux « protéger » tous les animaux quel qu'ils soient ? Ne serait-ce pas une saine évolution du Droit, qui suivrait ainsi au plus près celle des moeurs et des sensibilités ? On peut le penser. Cependant, des arguments juridiques et des raisons pratiques s'y opposent⁶². Nous voudrions leur ajouter quelques motifs d'ordre philosophique. Nous soutenons que, *dans un cadre normatif*, qu'il soit moral ou juridique, l'animal ne peut pas être défini indépendamment des relations que l'homme a avec lui.

61 - Voir les propositions de loi déposées périodiquement par Mme Marland Militello, ainsi que celles de modification du code civil, qui faisaient partie du « Rapport sur le régime juridique de l'animal » (remis au ministre de l'agriculture, mai 2005), dit rapport S. Antoine, du nom de sa rédactrice, Présidente de chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris et trésorière de la Ligue française des droits de l'animal). Voir <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/054000297/0000.pdf>

62 - Ainsi les experts du groupe 1 des rencontres « Animal et société » (Ministère de l'Agriculture, mai 2008) repoussent cette suggestion « en l'absence de lisibilité des retombées positives attendues pour le bien-être animal ainsi que des conséquences possibles sur les différents secteurs d'activité économique... « Ils observent par ailleurs « l'absence de critères sur la sensibilité animale ou sur les impératifs biologiques qui permettraient de fixer le champ des espèces animales pouvant être concernées et un début de cadre d'application. De plus, afin de ne pas être fortement critiquée par Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel, une inscription dans le code civil ne pourrait se limiter au seul principe sans implication normative et devrait être assortie d'un régime juridique applicable.» Voir <http://www.animaletsociete.com/verbatims/Rapport-du-groupe-de-travail-n1-Les%20statutsde-l-animal.pdf>

Qu'est-ce qu'un animal ? Il existe de multiples façons de le définir. Dans les tentatives de modification actuelles du Droit se manifeste une forme de catégorisation totalement étrangère à notre tradition juridique, celle de la morale « animaliste » qui voudrait s'imposer comme nouvelle orthodoxie. Dans l'idéologie animaliste, l'« animal » est le héros d'une fable dont la morale tient en une phrase: l'Animal est la victime dont l'Homme est le bourreau. L'Animal est un être « sensible », c'est-à-dire un être doté, non pas d'un mode de cognition, de perception ou de conscience (à définir), ni d'un affect (extrêmement variable selon les espèces) ou d'un signal naturel indispensable à sa survie, mais sensible essentiellement à la « douleur » conçue (comme c'est en effet le cas chez l'homme contemporain) comme phénomène tout uniment négatif, une sorte de mal *a priori* absolu, mais *a posteriori* restreint aux seules douleurs infligées par l'homme. Car l'Animal est dit « sensible » pour être conçu comme sensible aux maux causés par l'Homme. Et à l'intérieur de cette catégorie ainsi « définie », si l'on ose dire, l'Animal regroupe de façon unitaire et uniforme, comme un seul type de « patient moral », toutes les espèces qui y sont contenues, quels que soient leur nature, leur mode de vie, et le type de relation que nous avons avec elles : le loup et l'agneau, le chat d'appartement et le rat d'égout, le chien d'aveugle et la vipère, le caniche et le homard, le chimpanzé et la carpe, etc. Pourtant, l'Animal en général n'existe pas, si ce n'est comme la classe des « vivants hétérotropes », dont la puce et l'homme font partie au même titre. L'Animal n'existe pas comme être moral, mais seulement *les hommes* pour qui il existe des valeurs et qui s'imposent à eux-mêmes des devoirs (sans pouvoir en imposer aux autres espèces) - mais aussi, à certaines conditions, à l'égard de certains animaux ou de certaines espèces.

La définition de l'Animal en général comme « être sensible », qui commence à s'imposer dans certains codes des pays européens et tente de forcer l'entrée de notre code civil, est en fait l'idée, remontant à Peter Singer⁶³, selon laquelle tous les êtres capables de souffrir ou d'éprouver du plaisir (« êtres sensibles » : *sentience*)

63 - Voir le fameux livre du philosophe utilitariste australien, Peter Singer, *Animal Liberation*, New York, 1975 (*La libération animale*, Grasset, 1993), sans doute l'ouvrage philosophique qui a eu, et continue d'avoir, le plus d'influence au monde, depuis une trentaine d'années.

doivent être considérés comme moralement égaux parce qu'ils auraient un intérêt égal à ne pas souffrir : le malade cancéreux comme le poisson pris à l'hameçon du pêcheur à la ligne. Distinguer entre leurs souffrances serait faire de la discrimination injustifiée en faveur de notre espèce au détriment des autres, autrement dit faire preuve de « spécisme » (comme on parle de racisme, de sexismes, etc.). Ainsi, non seulement il ne faut pas faire de différence morale entre les animaux (dès lors qu'ils sont « sensibles ») mais, pour la même raison, il ne faudrait pas en faire entre les animaux et les hommes, puisque, au fond, l'Homme est un Animal comme les autres : n'est-il pas « sensible », lui aussi, et n'est-ce pas en tant qu'être sensible qu'on ne doit pas le faire souffrir ?

Morale simple et tentante ! Si nous définissons l'objet de notre sollicitude morale comme étant « tout être susceptible de souffrir » et donnons-nous l'objectif éthique « noble » (qui pourrait être contre ?) d'accroître, autant que faire se peut, la quantité de bonheur sur terre (définie par la somme agrégée des plaisirs individuels) et de diminuer, autant que faire se peut, le malheur (défini par la somme agrégée des souffrances). Logiquement, on en conclura à bon droit que la douleur du poisson pris à l'hameçon a autant de poids négatif que celle de l'enfant qu'on opère sans anesthésie, que, en tant que souffrances, elles se valent, - et qu'il n'y a pas de raison morale pour prétendre vouloir faire cesser l'une plutôt que l'autre. La pêche à la ligne est donc une torture. Soit.

Mais s'il est désormais interdit de pêcher pour ne pas faire souffrir les poissons, ne privera-t-on pas tous ces pêcheurs de leur loisir favori, voire de leur passion, ne va-t-on pas ainsi diminuer la somme agrégée de plaisirs des « êtres sensibles » - dont l'homme fait partie, n'est-ce pas ? Mais comment comparer la « souffrance » du poisson pris à l'hameçon du pêcheur satisfait avec celle du pêcheur frustré de n'avoir plus le droit de pêcher ? Il doit bien y en avoir un moyen, si vraiment les biens et les maux de tous les animaux et de tous les hommes sont commensurables. On vit qu'on compare l'incomparable. On commence par inventer un être, l'Animal, en unifiant toutes les espèces animales « sensibles » sous un même concept et en y ajoutant l'Homme, alors même que, par ailleurs, on l'oppose aux « autres » animaux. Mais comment comparer le mal du loup mourant de faim et celui de l'agneau dévoré ? Et comment déterminer lequel est pire ? Pourtant, il faudrait bien qu'il choisisse,

celui qui voudrait « diminuer la souffrance sur terre »; il faudrait bien qu'il vole au secours du loup en lui offrant l'agneau, ou qu'il vole au secours de l'agneau en chassant le loup affamé. Dire que le mal de l'agneau dévoré est pire, n'est-ce pas le point de vue de qui n'a jamais éprouvé la faim ? Et comment faire de la douleur animale le seul mal *absolu*, alors même qu'elle est souvent, à l'état naturel, un avertissement utile à la préservation de la vie de l'individu ou de l'espèce, et alors même qu'on ne considère comme moralement pertinentes que les souffrances dues à la conduite des hommes ? Sous cet unique concept de « souffrance », on range la douleur du homard bouilli, celle du chien écrasé, celle du torero blessé, celle de l'enfant agonisant et celle de l'adulte torturé – tous « êtres sensibles », n'est-ce pas ? Mais, même muni de cette invention conceptuelle, à l'intersection de cet être forgé qu'on baptise l'Animal et de ce Mal confus qu'on nomme la souffrance, de quel étalon dispose-t-on pour comparer douleurs animales (négatives) et satisfaction (positive) des besoins humains, quelle échelle va-t-on utiliser pour, d'abord, additionner les plaisirs ou le bien-être des uns et des autres - des poissons au fond des océans, des chats sur la moquette, des taureaux paissant dans leurs champs, et puis, pour faire bonne mesure, de tous les hommes de tous les peuples de la terre - et en soustraire ensuite toutes les « peines », la douleur du homard bouilli, l'égarement du chien qui a perdu son maître, le stress du bœuf dans son camion, ainsi que toutes les souffrances, les afflictions, chagrins, frustrations, épreuves, manques, privations, misères et malheurs des hommes sur terre ? A réduire ainsi l'immense diversité animale à l'Animal « être sensible », on amoindrit l'animalité, on réduit l'humanité à l'animalité, et on ampute la morale elle-même.

On voit à quoi se résume une si belle morale : à la formule ambiguë « on ne doit pas faire souffrir ». S'il s'agit d'améliorer les conditions de vie des bœufs et des porcs, on ne saurait y contrevenir, et l'état du Droit y suffit, sans y introduire de nouvelles personnalités juridiques ou des nouveaux sujets de droit. Mais s'il s'agit, à terme, de « libérer » les animaux de toute emprise humaine, ou, comme beaucoup le proposent déjà, d'interdire, après la tauromachie, la pêche et la chasse (de les interdire aux seuls hommes, non aux « autres animaux » pêcheurs ou chasseurs), d'imposer à tous (du moins à tous les hommes) le végétarisme ou de leur interdire l'usage

des pulls de laine ou des chaussures de cuir (car, dit-on, il est impossible d'élever des animaux de rente sans « faire souffrir » des « êtres sensibles »), alors on voit que l'animalisme, en dépit de ses prétentions généreuses, n'est pas une extension des valeurs humanistes, il en est la négation.

Francis Wolff
Professeur des universités, département de philosophie
École normale supérieure (Paris)

7. LE TORO DE COMBAT

7.1 Le statut de l'animal

Pr. Jean-Baptiste Seube

Doyen de la faculté de droit de La Réunion

Chacun sait que les juristes sont de grands malades. Ils sont malades des classifications, des distinctions, des définitions. Comme un entomologiste classe les papillons par taille, par espèce, par couleur, le juriste classe les institutions, les notions, les concepts. Il est toujours gêné quand l'une de ces notions ne rentre pas dans les classifications existantes : il doit alors admettre l'incomplétude des classifications qu'il a élaborées et se doit recourir au *sui generis*, dans lequel on voit souvent un « paresseux refus d'analyse »⁶⁴.

La question du statut de l'animal illustre cette possible insatisfaction : l'animal est-il un bien ? l'animal est-il un bien comme les autres ? serait-il possible que l'animal ait des droits ? On mesure par là que la question du statut de l'animal est fondamentale : elle renvoie en effet à la distinction entre les personnes, sujets de droit, et les biens, objets de droit. Cette distinction est fondatrice de notre société. On peut vendre une vache, pas un homme.

Reste que l'opposition entre les hommes et les biens n'est sans doute pas aussi absolue qu'on pourrait le croire. Elle doit être relativisée en deux sens : d'une part, les éléments de la personne humaine se patrimonialisent. Le nom, l'image, les organes, le génoype sont parfois analysés comme de véritables biens sur lesquels leur titulaire jouit d'une véritable exclusivité⁶⁵. D'autre part, et cela nous intéresse directement, certains biens tendent à se personnalifier : s'ils n'ont pas à proprement parler la personnalité juridique, ils bénéficient d'un

64 - Ph. Malaurie, L. Aynès, P.-Y. Geutier, *Les contrats spéciaux*, 3^{ème} éd., Deffrénois 2007, n°19.

65 - Par exemple, Cass. civ. 1^{ère}, 11 décembre 2008, RTD civ. 2009, p. 342, obs. Th. Revet ; JCP 2009, éd. G, II, 10025, note G. Loiseau ; RDC 2009, p...., obs. Y.-M. Laithier ; F. Zénati-Castaing et Th. Revet, *Manuel de droit des personnes*, PUF2006, n°247 et s.).

régime juridique très protecteur parce qu'ils ont une forte valeur subjective. Tel est le cas des animaux⁶⁶.

Dans ce contexte de relativisation entre les personnes et les biens, le juriste aficionado ne peut pas rester indifférent à la question de la qualification juridique de l'animal. Il en devine les enjeux. Si l'animal est un bien, un simple objet de droit, son propriétaire en a l'usus, le fructus et l'abusus. Il peut donc, si bon lui semble mais dans le respect de la réglementation en vigueur, organiser des courses de toros. Si l'animal tend à se personnaliser, il est plus dur de tolérer qu'il puisse être victime de mauvais traitements, fussent-ils infligés par son propriétaire. En tant qu'être sensible, il doit être protégé des abus de son maître.

Soucieux de ne pas excéder le temps de parole qui m'est imparti, je voudrais dans un premier temps brosser l'évolution historique sur le statut de l'animal pour montrer comment on est passé de la notion d'« animal-objet » à celle d'« animal-être sensible ». Dans un second temps, je vous dirai pourquoi, d'après moi, cette évolution est critiquable. En d'autres termes, l'évolution du statut de l'animal (I) précédera son appréciation (II).

I. – L'évolution du statut juridique de l'animal n'est pas achevée. On voit en effet s'opposer deux forces contraires qui n'ont pas encore trouvé leur point d'équilibre. La première consiste à insister sur la seule valeur patrimoniale de l'animal pour n'y voir qu'un bien parmi d'autres ; la seconde tend à considérer l'animal comme un être sensible au point, peut-être, de lui reconnaître des droits et de le personnifier.

A. - Le Code civil de 1804 illustre la première force. L'animal y est considéré comme un bien meuble. Son cas était expressément envisagé par l'article 528 qui, à l'époque, disposait que « sont meubles par leur nature les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de

66 - La doctrine évoque alors les « biens objectifs » et les « biens subjectifs » (R. Libchaber, La recodification du droit des biens, Le Code civil, Livre du bicentenaire, Dalloz, Litec 2004, p. 296 et s., spéci. n°35).

place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées ». L'animal est donc un meuble, parmi les autres.

Cette conception s'explique par des considérations historiques : à l'époque, l'animal est perçu comme un « outil » qui sert à produire du lait ou de la viande, mais aussi à se déplacer (songeons aux fiacres) ou à se défendre (songeons à l'armée impériale). A cette époque, le droit de propriété jouit d'un important prestige ; il est considéré comme un droit absolu et nul ne songerait à venir limiter les pouvoirs du propriétaire sur sa chose. On en déduit que le maître peut faire ce que bon lui semble de son bien. De la même façon que le propriétaire d'un terrain peut le laisser en friche, le propriétaire d'un animal peut en faire ce que bon lui semble. La sensibilité de l'animal est tue ; seule compte sa valeur marchande.

B. - Progressivement, une seconde conception de l'animal va se faire jour. Elle va insister sur la sensibilité de l'animal au point de lui reconnaître des droits. Cette seconde conception n'a pas été bâtie en un jour. Elle est ponctuée d'étapes et je voudrais en évoquer quatre.

* La première est celle de la loi Gramont votée le 9 juillet 1850. Cette loi punit ceux qui infligent « publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques ». Cette loi n'est pas une loi anti-corrida. Elle a été votée pour punir notamment les cochets qui, en plein Paris, maltraitaient leurs chevaux. Quarante cinq ans après son entrée en vigueur, elle a cependant été appliquée à la corrida au terme d'un raisonnement qui a permis au juge de la Cour de cassation de dire que le toro de combat est un animal domestique⁶⁷.

* La deuxième étape est la promulgation du nouveau Code pénal en 1992. Le délit de cruauté envers les animaux n'est pas classé dans le livre consacré aux atteintes aux biens... d'où il résulte nécessairement que l'animal n'est pas un bien. Les auteurs sont alors nombreux à dénoncer l'incohérence entre le Code civil qui considère l'animal comme un bien et le Code pénal qui ne retient pas cette

67 - Cass. crim., 16 février 1895, D. 1895, I, 269, rapp. Acarias ; voir aussi, Cass. crim., 17 octobre 1895, DP I, 543 ; Cass. crim., 4 novembre 1899, DP 1901, I, 88 ; Cass. crim., 21 novembre 1903, DP 1906, 5, 65 ; Ch. réunies, 13 juin 1923, DP 1923, I, 119 ; Cass. crim., 23 mars 1937, I, 908. Sur cette évolution, D. Mainguy, J.-B. Seube, F. Vialla, Droit et tauromachie, Mélanges M. Cabrillac, Litec 1999, p. 757, n°11 et s.

qualification. Ils ajoutent que de nombreux droits étrangers ont clairement affirmé que les animaux n'étaient pas des choses⁶⁸ et militent alors pour que l'animal soit extrait de la sphère des biens.

* La troisième étape est une loi du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux. Cette loi, défendue par la Ligue française du droit des animaux, a proposé une nouvelle rédaction de l'article 528 : il s'est agi de démarquer l'animal de la chose inanimée en lui retirant la qualification d'objet ou de corps que lui avait donné la rédaction initiale du Code civil. Depuis cette loi, « sont meubles par leur nature les animaux et les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre... ». C'est donc dire, pour qui sait lire entre les lignes, que les animaux ne sont pas des corps. Cette rédaction a été applaudie par les défenseurs de la cause animale⁶⁹. Elle ne change pourtant pas grand chose car, même distingués des choses inanimées, les animaux n'en restent pas moins des biens susceptibles d'appropriation⁷⁰.

* La quatrième et dernière étape est un rapport sur le régime juridique de l'animal remis au ministère de la Justice le 10 mai 2005. Ce rapport, très orienté puisque commandé à la trésorière de la Ligue française du droit des animaux, propose d'en finir avec la conception, présentée comme archaïque et obsolète, du Code civil.

A cette fin, le rapport préconise une définition légale de l'animal : l'animal serait ainsi « un être vivant doué de sensibilité » ou « un bien qui fait l'objet d'une protection particulière édictée dans son intérêt propre ». A mon sens, aucune de ces définitions n'est satisfaisante : la première est trop large car l'homme est lui aussi « un être vivant doué de sensibilité » ; la seconde est insatisfaisante car elle fait dépendre une qualification juridique de l'existence d'une législation protectrice. Dira-t-on, constatant que la loi ne protège pas les termites ou les acariens, qu'ils ne sont pas des animaux ?

68 - Code civil autrichien, 6285,a ; Code civil suisse, art. 641 ; BGB, art. 90.

69 - S. Antoine, La loi n°99-5 du 6 janvier 1999 et la protection animale, D. 1999, chron., p. 167.

70 - F. Zénati-Castaing, Th. Revet, Les biens, 3^{ème} éd. 2008, n°8-e ; Th. Revet, RTD civ. 1999, p. 479, obs. Th. Revet ; R. Libchaber, Perspectives sur la situation juridique de l'animal, RTD civ. 2001, p. 239).

Ayant, mal, défini l'animal, le rapport en bâtit ensuite le régime. Deux pistes d'évolution sont alors préconisées : soit extraire l'animal de la sphère des biens et substituer au binôme personne/bien un trinôme : personne/animal/bien ; soit laisser l'animal dans la sphère des biens en les considérant comme des « biens protégés » et en substituant à la distinction meuble/immeuble une animal/meuble/immeuble⁷¹.

Nous en sommes là en ce début de XXIème siècle. Le régime de l'animal a pu paraître si disputé que le projet de réforme du droit des biens remis au Président de la République le 28 novembre 2008 adopte, à propos de l'animal, une situation d'attente. L'article 521 du projet dispose que : « sous réserve des lois qui les protègent, les animaux sont soumis au régime des choses corporelles ». Les animaux sont donc soumis au régime des choses corporelles, sans en être vraiment. Alors que penser de cette évolution, de ce tiraillement quant au statut de l'animal ?

II. – L'appréciation que je porte sur le statut de l'animal est que le problème est sans doute mal posé. Je veux dire par là qu'il me paraît tout autant dangereux d'être séduit par la tentation de l'anthropomorphisme en conférant des droits à l'animal (A) que de voir en lui qu'une valeur marchande, dépourvue de sensibilité (B).

A. – La tentation de l'anthropomorphisme est portée par une thèse célèbre. Le professeur J.-P. Marguénaud propose ainsi de doter l'animal d'une « personnalité juridique finalisée ». Il relève en effet que l'animal est le seul bien sur lequel les pouvoirs du propriétaire sont limités dans l'intérêt même de l'animal. C'est donc dire que l'animal est titulaire de droits qu'il peut opposer au propriétaire⁷².

71 - Pour une présentation de ce rapport, J.-B. Seube, Chronique de droit des biens, Droit et patrimoine novembre 2005, p. 95.

72 - J.-P. Marguénaud, L'animal en droit privé, PUF 1992, Préf. Cl. Lombois. Du même, La personnalité juridique des animaux, D. 1998, chron., p. 205 ; La protection du lien d'affection envers un animal, D. 2004, chron., p. 3009.

C'est donc dire que le propriétaire doit respecter le droit de son animal à bénéficier de conditions de vie favorables.

Je ne pense pas que cette conception soit exacte. En effet, l'animal n'est pas protégé pour lui, en raison de sa nature propre, mais parce que la sensibilité humaine accède à sa souffrance et consent à lui étendre le bénéfice de la loi⁷³. En d'autres termes, en protégeant l'animal, l'homme protège en réalité les intérêts qu'il lui porte. De la même façon qu'un monument historique est protégé en raison des intérêts culturels que la communauté y attache, limitant ainsi les prérogatives de son propriétaire, l'animal est protégé en raison des intérêts affectifs que la communauté lui porte. Mais nul n'a jamais songé à dire que le monument historique devait bénéficier de la personnalité juridique. Il en va de même des animaux. Ils restent des biens.

B. - Le rejet de la personnification de l'animal⁷⁴ ne signifie pas pour autant que l'animal soit un bien comme les autres. Tout en étant favorable à laisser l'animal du côté des biens, je suis pleinement convaincu que l'animal n'est en rien comparable à une table ou à une voiture. Ce serait d'ailleurs profondément méconnaître le droit des biens que de penser que la qualification de bien emporte un régime unique et confère des droits pleins et entiers au propriétaire.

D'une part, le droit de propriété n'est plus perçu, comme c'était le cas au XIX^{ème} siècle, comme un droit subjectif conférant à son titulaire les pleins pouvoirs sur sa chose. La doctrine, Josserand en tête, a montré que le droit de propriété ne devait pas être mis en œuvre dans le seul intérêt du propriétaire, en vue de satisfaire ses seuls intérêts égoïstes. Le droit de propriété a également une fonction sociale, c'est-à-dire qu'il doit être exercé conformément à l'intérêt général. Que l'on juge donc la souffrance animale intolérable socialement et l'on pourra limiter les prérogatives du propriétaire sur l'animal.

D'autre part, être qualifié de bien n'implique en rien un régime juridique indifférencié. En effet, même si Carbonnier pouvait écrire

73 - En ce sens, R. Libchaber, Perspectives sur la situation juridique de l'animal, RTD civ. 2001, p. 239.

74 - A.-M. Sohm-Bourgeois, La personnification de l'animal, une tentation à repousser, D. 1990, chron., p. 33.

que le « droit a recouvert le monde bariolé des choses d'un uniforme capuchon gris, la notion de bien »⁷⁵, on sait bien que de nombreux biens bénéficient de régime particulier : l'immeuble n'a pas le même régime que le fonds de commerce ; la police d'assurance-vie n'a pas le même régime que les meubles meublants ; la part de société n'a pas le même régime que le fonds de terre. Dans ce contexte de diversité, rien ne s'oppose à ce que l'animal soit doté d'un régime particulier.

* * *

En guise de conclusion, la qualification juridique de l'animal est une question importante. On y voit s'illustrer les difficultés du juriste à classer l'animal dans les catégories pré-existantes. J'ai cependant le sentiment que la qualification juridique de l'animal n'est pas essentielle : on n'aime pas plus son chat ou son poisson rouge que le code civil le qualifie de meuble ou d'être sensible. De la même façon, la tauromachie n'est, à mon sens, pas directement menacée par cette qualification de l'animal. L'essentiel me paraît demeurer dans la force de l'affection, dans la vigueur de nos racines culturelles auxquelles nous manifestons, par notre présence, notre indéfectible attachement.

75 - J. Carbonnier, Droit civil, vol. 2, Les biens, les obligations, PUF, col. Quadrige 2004, n°707).

7.1 EL ESTATUTO DEL ANIMAL

Pr Jean-Baptiste Seube

Decano de la facultad de derecho de la reunion

Cada uno sabe que los juristas son unos grandes enfermos. Están enfermos por las clasificaciones, distinciones, y definiciones. Igual que un entomólogo clasifica las mariposas por talla, especie, color, el jurista clasifica a las instituciones, nociones, conceptos. Siempre está molesto cuando una de esas nociones no entra en las clasificaciones existentes: tiene que admitir el carácter incompleto de las clasificaciones que elaboró y se debe de recurrir al *sui generis*, en el cual se nota muchas veces una perezosa negación de análisis.

La cuestión del estatuto del animal ilustra esta posible insatisfacción: ¿es el animal un bien?

¿es el animal un bien como los otros? Sería posible que el animal tuviese derechos?

Se mide aquí cuánto la cuestión del estatuto del animal es fundamental: en efecto, aplaza a la distinción entre las personas, sujeto de derecho, y a los bienes, objetos de derecho. Esta distinción es fundadora de nuestra sociedad. Se puede vender una vaca, no un hombre.

Ahora bien, la oposición entre los hombres y los bienes no es tan absoluta como podríamos creerlo. Tiene que ser relativizada en dos sentidos: por una parte, los elementos de la persona humana se convierten en patrimonio. El nombre, la imagen, los órganos, el genoma están a veces analizados como verdaderos bienes sobre los cuales su titular goza de una verdadera exclusividad. Por otra parte, y esto nos interesa directamente, algunos bienes tienden a personalizarse: si no tienen la personalidad jurídica, benefician de un régimen jurídico muy protector porque poseen un fuerte valor subjetivo. Tal es el caso de los animales.

En este contexto de relativización entre las personas y los bienes, el jurista aficionado no puede quedarse indiferente a la cuestión de la clasificación jurídica del animal. Adivina allí lo que se juega. Si el animal es un bien, un simple objeto de derecho, entonces su propietario beneficia del usus, fructus y abusus. Por consiguiente,

puede organizar corridas de toros si le parece pero dentro del respeto de la reglamentación en vigor. Si el animal tiende a personificarse, resulta más difícil tolerar que pueda ser víctima de malos tratos, aunque sean infligidos por su propietario. Como ser sensible, tiene que ser protegido de los abusos de su dueño.

Deseoso de no exceder sobre el tiempo de palabra que tengo, quisiera primero tratar de la evolución histórica del estatuto del animal para mostrar como se ha pasado de la noción de "animal objeto" a la de "animal -ser sensible". En una segunda parte, explicaré porqué, esta evolución es criticable. En otros términos, la evolución del estatuto del animal precederá su apreciación.

I. La evolución del estatuto jurídico del animal no está acabada. En efecto, vemos oponerse dos fuerzas contrarias que no han encontrado su punto de equilibrio. La primera consiste en insistir sobre el único valor patrimonial del animal para ver aquí un bien como cualquier otro; la segunda tiende a considerar el animal como ser sensible al punto, quizás, de reconocerle derechos de personificarlo.

A.- El código civil de 1804 ilustra la primera fuerza. El animal está considerado como un bien mueble. Su caso era expresamente pensado por el artículo 528 que en aquella época, disponía que "son muebles por esencia los cuerpos que pueden ser transportados de un lugar a otro, como los animales, porque no pueden cambiar de sitio únicamente por el efecto de una fuerza extranjera, como las cosas inanimadas". Entonces, el animal es un mueble como los demás.

Esta concepción se explica por consideraciones históricas: en aquella época, el animal está visto como una herramienta que sirve a producir leche o carne, pero también a desplazarse (pensemos en los coches de puntos) o a defenderse (pensemos en el ejército imperial). En aquella época el derecho de propiedad goza de un prestigio importante; está considerado como un derecho absoluto y nadie pensaría en limitar los poderes del propietario sobre su cosa. Se deduce entonces que el maestro puede disponer de su bien tal como quiere. De la misma forma que el propietario de un terreno puede dejarlo en baldío el propietario de un animal puede hacer lo que le da la gana. No se evoca la sensibilidad del animal. Sólo cuenta su valor de mercado.

B.- progresivamente, una segunda concepción del animal nace. Va a insistir sobre la sensibilidad del animal hasta el punto de reconocerles derechos. Esta segunda concepción no ha sido construida en un solo día. Está puntuada de etapas y quisiera evocar cuatro de ellas:

- La primera es la de la ley Gramont votada el 9 de julio de 1850. Esta ley castiga a todos los que “infligan públicamente y abusivamente malos tratos hacia animales domésticos”. Esta ley no es una ley anti-corrida. Ha sido votada para castigar a los que maltrataban sus caballos, en Paris. Cuarenta y cinco años después de su entrada en vigor, ha sido, sin embargo aplicada la corrida después de un razonamiento que ha permitido al juez del tribunal de casación afirmar que el toro era un animal doméstico.
- La segunda etapa es la promulgación del nuevo código penal en 1992. El delito de crueldad hacia animales no está clasificado en libro, consagrados a los perjuicios a los bienes...de lo cual resulta precisamente que el animal no es un bien. Los autores son numerosos en denunciar las incoherencias entre el código civil que considera el animal como un bien y el código penal que no rechaza esta calificación. Añaden que numerosos derechos extranjeros tienen afirmados claramente que los animales no eran cosas y militan para que el animal sea extrato de la esfera de los bienes.
- La tercera etapa es una ley del 6 de enero del 1999 relativa a los animales peligrosos errantes y a la protección de los animales. Esta ley, defendida por la liga Francesa del derecho de los animale, ha propuesto una nueva redacción del artículo 528 : se trató de demarcar el animal de la cosa inanimada quitándole la calificación de objeto o cuerpo que le había dado la redacción inicial del código civil. Desde esta ley, son muebles por naturaleza los animales y los cuerpos que pueden transportarse de un lugar a otro...” es decir, para quien sabe leer entre las líneas, que los animales no son cuerpos. Esta redacción ha sido aplaudida por los defensores de la causa animal. Sin embargo, no cambia muchas cosas porque, incluso distinguidas de las cosas

desanimadas, los animales siguen siendo objetos de apropiación.

- La cuarta y última etapa es un informe sobre el régimen jurídico del animal entregado al ministerio de justicia el 10 de mayo de 2005. Este informe muy orientado ya que fue pedido por la tesorera de la liga Francesa del derecho de los animales, propone acabar con esta concepción del código civil, presentada como arcaica y obsoleta.

A este fin, el informe preconiza una definición legal del animal: el animal sería así “un ser vivo dotado de sensibilidad”; la segunda resulta insatisfactoria porque hace depender una cualificación jurídica de existencia de una legislación protectora. ¿Se afirmará al constatar que la ley no protege ni a las termitas ni a los ácaros, que no son animales?

Confrontado a una definición imprecisa del animal, el informe se debe de construir el régimen. Dos pistas de evolución son preconizadas: extraer al animal de la esfera de los bienes y sustituir al binomio persona/bien un trinomio: persona/animal/bien; o dejar al animal en la esfera de los bienes considerándolos como “bienes protegidos” y sustituyendo a la distinción mueble/Inmueble una trilogía animal/mueble/inmueble.

Ahora que estamos a principios del siglo XXI. El régimen del animal ha podido aparecer como disputado ya que el proyecto de reforma de los derechos de los bienes remitidos al presidente de la república el, 28 de noviembre de 2008 adopta, respecto al animal, una situación de espera. El artículo 521 del proyecto dispone que: bajo la reserva de las leyes que les protegen, los animales están sometidos al régimen de cosas corporales, sin serlos realmente. ¿ entonces que pensar de esta evolución hacia el estatuto del animal?

II.- La apreciación que tengo sobre el estatuto del animal es sin duda mal planteada. Quiero decir que me parece tanto peligroso el estar seducido por la tentación del antropomorfismo atribuyendo derechos al animal (A) como la actitud consistiendo en atribuirle un valor mercantil, desensibilizado (B).

A.- la tentación del antropomorfismo se apoya sobre una tesis famosa. El profesor J-P Marguenaud propone dotar el animal de una “personalidad jurídica finalizada”. En efecto, anota que el animal es el único bien sobre el cual los poderes del propietario están limitados para el interés del animal. Es decir que el animal es titular de derechos que puede oponer al propietario. Es decir que el propietario debe respetar el derecho de su animal para beneficiar de condiciones de vida favorables.

No pienso que esta concepción sea exacta. En efecto, el animal no está protegido para el por culpa de su propia natura, pero porque la sensibilidad humana accede a su sufrimiento y consiente extenderle el beneficio de la ley. En otros términos, protegiendo el animal, en realidad el hombre protege los intereses que le consagra. De la misma forma que un monumento histórico es protegido por los intereses culturales que la comunidad le consagra, limitando así las prerrogativas de su propietario, el animal está protegido por los intereses afectivos que la comunidad le dedica. Pero nadie nunca pensó en decir que el monumento histórico tendría que beneficiar de la personalidad jurídica. Ocurre lo mismo con los animales. Son bienes.

B- Por lo tanto, el Rechazo de la personificación del animal no significa que el animal sea un bien como los otros. Siendo favorable a dejar el animal del lado de los bienes, estoy totalmente convencido que el animal no es comparable a una mesa o un coche. Sería por otra parte desconocer profundamente el derecho de los bienes pensar que la calificación de bien tiene un régimen único y le confiere derechos llenos y enteros al propietario.

Por una parte, el derecho de propietario ya no está percibido igual que en el siglo XIX, como un derecho subjetivo otorgando a su titular los plenos poderes sobre su cosa. La doctrina, Josserand en cabeza, ha demostrado que el derecho de propiedad no debía funcionar para el único interés del propietario, con el fin de satisfacer sus únicos intereses egoístas. El derecho de propiedad tiene también una función social, es decir que tiene que ser aplicado conformemente al interés general. Que se juzgue pues el sufrimiento animal intolerable socialmente y podremos así limitar las prerrogativas del propietario sobre el animal.

Por otra parte, ser calificado de bien no implica en nada un régimen jurídico indiferenciado. En efecto, incluso si Carbonnier podía escribir que “el derecho ha cubierto el mundo abigarrado de las cosas de un uniforme gris, la noción de bien”, se sabe que numerosos bienes benefician de un régimen particular: el inmueble no tiene el mismo régimen que el fondo de comercio; la póliza de seguro vida no tiene el mismo régimen que los muebles; la parte de tierra no tiene el fondo de tierra. En este contexto de diversidad, nada se opone a que el animal tenga un régimen particular.

A modo de conclusión, la cualificación jurídica del animal es una cuestión importante. Permite ilustrar las dificultades del jurista a clasificar el animal en las categorías pre-existentes.

Sin embargo, tengo el sentimiento que la calificación jurídica del animal no es esencial: no se ama más a su gato o a su pescado, según que el código civil lo califique de mueble o de ser sensible. De la misma manera, la tauromaquia no es, a mi sentido, directamente amenazada por esta cualificación del animal. Lo esencial me parece residir en la fuerza de la afición, en el vigor de nuestras raíces culturales a las cuales manifestamos por nuestra presencia, nuestro indefectible afecto.

7.2. EL ESTATUTO JURÍDICO DEL TORO DE LIDIA: REFLEXIONES SOBRE SU REGULACIÓN

Por Lorenzo Clemente

Buenos días.

Quiero agradecer, en primer lugar, a los Colegios de Abogados de Nimes y Madrid su invitación a participar en este Congreso de Derecho Taurino, pero sobre todo, agradecerles su iniciativa. En un momento como el actual donde en determinadas zonas de España se están discutiendo proyectos legislativos que tratan de prohibir la fiesta de los toros escudándose en una supuesta defensa del animal pero teniendo como interés profundo el acabar con una tradición que se considera “española”, es bueno que desde Francia se recuerde que se trata de una celebración ritual de origen mediterráneo. Y es bueno, sobre todo, que los juristas recordemos que cuando se habla de prohibir los toros se está hablando de limitar la libertad: la libertad de creación del torero, la libertad de sentimiento y de celebración festiva del espectador, la libertad de empresa del ganadero y del organizador de espectáculos taurinos, la libertad de los Ayuntamientos para incorporar los toros como parte de su patrocinio cultural y festivo. Es bueno que los juristas recordemos que la posibilidad de celebrar y asistir a espectáculos taurinos es una manifestación de la libertad. Y que la libertad no es fraccionable. Que la historia nos enseña que cuando se empiezan recortando derechos y libertades a determinados colectivos, o en determinados espacios, lo habitual es que el poder público acabe considerando que sólo él puede determinar qué derechos y libertades son procedentes en cada momento y para cada individuo o grupo de individuos. Lo cual no suele traer buenas consecuencias.

Sin embargo, el hecho de que la Fiesta de los Toros sea una manifestación de libertad no impide que se trate de un espectáculo que tradicionalmente haya sido objeto de una prolífica regulación, dentro de la cual probablemente dos de las cuestiones más llamativas sean, una, que el propio desarrollo de la labor creadora del diestro sea objeto de regulación en su orden, en sus tiempos,... y que el incumplimiento de esta regulación pueda ser objeto de una sanción administrativa. Algo así como si en la defensa del teatro clásico la Administración sancionara a un actor por *dicir* mal a Lope de Vega,

a Calderón de la Barca o a Molière. O como si en la defensa del flamenco sancionara a quien canta sin *duende* una bulería o una seguiriya, o a quien incorpora instrumentos nuevos o ritmos modernos en sus recitales.

La otra cuestión en la que la normativa resulta probablemente más detallada de lo que exige una prudente ordenación de la Fiesta es la que afecta a la crianza, transporte y reconocimiento del toro de lidia. Más allá de las imprescindibles precauciones que la Administración debe adoptar en relación con cualquier producto que pueda acabar formando parte de la cadena alimenticia, no creo que quienes se dediquen a la crianza de ningún otro animal, por razones ajenas a su consumo, estén sometidos a tal cantidad de disposiciones y posibilidad de sanciones.

Todas estas normas tienen su base en lo que el Reglamento Taurino de 1996 denomina “Garantías de la integridad del espectáculo”⁷⁶. Y dentro de estas garantías, la primera, establecida en el artículo 44 es la que determina que no podrán lidiarse en ninguna clase de espectáculos reses que no estén inscritas en el Libro Genealógico de la Raza Bovina de Lidia. Este Libro Genealógico está regulado en la Orden de 12 de marzo de 1990, que encomienda dicho Libro a las Organizaciones y Asociaciones de criadores y que regula cuestiones como el herrado de las reses, los registros de nacimientos y definitivos o los requisitos para la importación y exportación de reses. Para la llevanza de estos libros estas Organizaciones y Asociaciones deben tener en cuenta el Real Decreto 60/2001, de 26 de enero, que regula el prototipo racial de la Raza Bovina de Lidia. A quienes nos dedicamos a este mundo del Derecho ya no nos sorprende casi nada, pero que una norma trate de establecer la morfología y características raciales de determinados animales es, cuando menos, llamativo. Recomiendo, en todo caso, la lectura de este Real Decreto porque explica y define bastante bien los encastes y las características de los toros de lidia, algo que uno considera estaría mejor en el Cossío que en el Boletín Oficial del Estado. Pero así son las cosas.

76 - Toda la exposición se realiza teniendo en cuenta la normativa “común” en España, sin entrar a analizar las particularidades derivadas de los diferentes Reglamentos autonómicos (Andalucía, País Vasco, Navarra, Aragón y Castilla y León), aunque estos Reglamentos tampoco incluyen diferencias especialmente significativas en el ámbito objeto de esta ponencia respecto a la normativa “común”.

Más allá del contenido de esta regulación, el hecho de que el control de este Libro Genealógico se atribuya a las organizaciones y asociaciones de ganaderos puede plantear alguna duda desde el ámbito del derecho de asociación. Y, en concreto, desde su vertiente negativa. Es decir, ¿qué sucede con aquellos ganaderos que no deseen formar parte de ninguna asociación o a los que no se les admite en las mismas? ¿No tiene derecho a lidiar sus reses? ¿Debe estar controlado en su proceder por una asociación a la que no quiere pertenecer o a la que no le han dejado pertenecer?

El asunto se planteó, aunque de un modo probablemente bastante poco preciso desde un punto de vista jurídico, en la reclamación que efectuó una ganadera en un escrito que presentó en 1993 al Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación en el que solicitaba se declarase que los ganaderos de reses de la Raza Bovina de Lidia no tenían por qué pertenecer obligatoriamente a ninguna asociación y, por tanto, no tienen que herrar necesariamente las reses con las siglas identificativas de alguna de estas asociaciones. La respuesta del Ministerio es curiosa porque se afirma que no existe la obligación en relación con la cual se solicitaba la declaración, porque el animal sólo debe marcarse “*si se pertenece a alguna asociación, y no debiendo marcarlo por tanto si no se pertenece a alguna asociación*”. La ganadera recurrió esa decisión porque lo que pretendía es que se dictase una resolución en la que se eliminara la imposición de herrar las reses con la sigla identificativa de la Asociación a la que se pertenezca. Es decir, que aunque se pertenezca a alguna asociación puede no marcarse la res con ninguna señal identificativa de la misma. El recurso se declara inadmisible y el asunto acaba llegando hasta el Tribunal Supremo, que dicta Sentencia el 22 de julio de 2003 (RJ 2003\7051). Se trata de una Sentencia de contenido fundamentalmente técnico que concluye que los ganaderos tiene derecho de asociación tanto en su vertiente positiva (constituir las asociaciones que consideren y pertenecer a las mismas) como en su vertiente negativa (no pertenecer a ninguna asociación). Pero que en la Orden Ministerial citada se impone la obligación, si se pertenece a alguna asociación, de marcar con sus siglas los animales de lidia. Y que lo que hizo el Ministerio fue aplicar esa norma, que la ganadera no había recurrido en su momento. Es decir, la Sentencia aplica la Orden y no se cuestiona su

legalidad por no haber sido solicitada por el recurrente, pero indica cómo la ganadera (y cito palabras textuales de la Sentencia):

“... entiende que la expresada comunicación [del Ministerio] es insuficiente para la protección de su derecho de asociación en su vertiente negativa, que entiende amenazado por actos anteriores de la Dirección General. Según la parte recurrente, la Dirección de General de Medios de Producción Ganaderos venía señalando a los titulares de ganaderías que, de no aceptar el herraje de sus animales inscritos en el Libro Genealógico con la sigla identificativa de la asociación correspondiente, no podría emitir la documentación requerida para la lidia, y añade que esta exigencia se hacía derivar del punto 2.2 de la Reglamentación de 12 de marzo de 1990. Parece obvio, sin embargo, que, de estimar perturbado su derecho, debió impugnar los actos a los que atribuía dicha perturbación, o directamente la Orden Ministerial citada, y no la falta de resolución a su petición, pues la Administración respondió a la misma aceptando de manera inequívoca una interpretación del artículo 2.2 de la citada Orden enteramente compatible con la libertad de asociación, aunque eludió pronunciar una resolución definitiva por tratarse de una petición formulada en abstracto y no dirigida a la impugnación de un acto administrativo en concreto que negara o perturbara el derecho cuya declaración se reclamaba.”

No estaría de más, por eso, en interés de las propias asociaciones y organizaciones ganaderas, que valoraran hasta qué punto su control del Libro Genealógico respeta el derecho a lidiar sus toros en igualdad de condiciones a aquellos ganaderos que decidan no asociarse. De este modo, podrá compaginarse la facultad de autorregulación del sector con el respeto a la vertiente negativa del derecho de asociación de los ganaderos. Más allá de todo eso, resulta extraño que legalmente a alguien se le obligue a etiquetar (herrar, en este caso) todos sus productos con el signo de la asociación a la que pertenece. No hay duda de que puede entenderse como un distintivo de “calidad” (para el ganadero o para los espectadores), pero debería ser una decisión libre del ganadero

proclamar a de forma tan evidente su pertenencia o no a una asociación concreta.

Podrá argumentarse que esto no es un problema real porque la práctica totalidad de ganaderos están asociados, que los propios estatutos de estas organizaciones establecen con detalle los requisitos en relación con la selección y cría de los animales y esta obligación de herrar las reses. Pero no sé si esto es realmente algo que efectivamente solucione jurídicamente el problema o lo incremente. Y lo incremente, además, en un ámbito tan peculiar como lo es el del derecho de la competencia.

Hay que recordar, respecto a los conflictos en materia de derecho de la competencia de la actividad taurina, el asunto que se planteó a finales de los años noventa a raíz de una denuncia que la Asociación presentó ante las autoridades de materia de competencia en la que denunciaba las previsiones contenidas en los Estatutos de la Unión que prohibían la venta de animales a ganaderos de otras agrupaciones, la lidia en un mismo espectáculo de reses de la Unión junto con las de ganaderías que no firmaran parte de la misma, la posibilidad de que pastaran juntos toros de ganaderías de la Unión con otros que no lo fueran,...Obviamente, los responsables de competencia encontraron un filón en la denuncia. Y decidieron ampliar el análisis a las actuaciones de la propia Asociación y a las otras dos organizaciones que agrupaban a ganaderos de lidia (Ganaderos de Lidia Unidos y Agrupación Española de Ganaderos de Reses Bravas). Al final, la Resolución del Tribunal de Defensa de la Competencia de 22 de julio de 1999 (AC 2000\2826) consideró que todos ellos tenían comportamientos contrarios al derecho de la competencia. Y no sólo por las previsiones que incluían en sus Estatutos sino, sobre todo, por las estipulaciones que preveían en los modelos de contrato con los que vendían las reses. Se trata de una extensa Resolución, cuya lectura recomiendo a cualquier aficionado, sea jurista o no, porque proporciona datos muy curiosos sobre los Estatutos de estas organizaciones y sobre las previsiones que habitualmente se incluyen de los contratos que formalizan los ganaderos con los empresarios de las plazas de toros.

También en el ámbito del derecho de la competencia habría que citar la Resolución adoptada en relación con el acuerdo de diferentes ganaderos en relación con los derechos de imagen de los toros. Hubo un momento, al inicio de las retransmisiones televisivas

taurinas en plataformas de pago, en que ciertos ganaderos (los más importantes) pensaron que estaban cobrando poco por los derechos de imagen de sus toros debido a su escasa capacidad de negociación frente a las empresas organizadoras de los festejos. Por eso, se creó una empresa que se hizo con los derechos de imagen de los toros de las ganaderías más prestigiosas para que, agrupando todos esos derechos, pudiera negociarse de forma conjunta con los empresarios. Pero, obviamente, si los ganaderos cobraban más, los empresarios, toreros y banderilleros tenían menos que repartirse. Por eso, las asociaciones que agrupaban estos colectivos denunciaron los acuerdos entre las ganaderías y esa empresa ante las autoridades de defensa de la competencia, que consideró que, efectivamente, se trataba de una práctica prohibida. La cuestión se analiza en la Resolución de 1 de marzo de 2000 del Tribunal de Defensa de la Competencia (AC 2000\3613). El Servicio de Defensa de la Competencia concluyó que la cesión en bloque de los derechos de imagen de las principales ganaderías en un contrato-tipo en el que, además, se limitaba el número de corridas que podían emitirse, excluía la libre iniciativa empresarial. Además, aunque se había solicitado una “autorización singular”, es decir, una autorización para que se pudiera utilizar el contrato y éste desplegara todos sus efectos, el Servicio considera que el contrato es restrictivo de la competencia y no procede autorizarlo. El Tribunal considera que, aunque el contrato no haya tenido efectos reales sobre la competencia, porque no ha llegado a ponerse en práctica, sí tiene aptitud para restringirla, ya que *“se sustituye la negociación individual de cada uno de los ganaderos respecto de los derechos de transmisión, por la negociación a través de una única empresa”*, de forma que los ganaderos *“refuerzan su posición negociadora frente a los empresarios y unifican las bases y criterios de negociación”* y es que, en definitiva, *“cualquier concertación como ésta entre todos los operadores de un sector o, al menos entre los más importantes de ellos, que sin duda son los llamados a establecer los precios del producto, llega a suponer un debilitamiento del régimen de libre mercado”*. No obstante declarar esta ilegalidad, el Tribunal no impone en este caso ninguna sanción al considerar, por un lado, que desde que se inició el expediente la conducta de los ganaderos se ha ajustado a la práctica anterior a la firma del contrato, lo cual demuestra una ausencia de intención infractora y, por otro, que en la

medida en que el contrato no se ha llegado a poner en práctica la competencia no se ha visto alterada.

Pero, sin duda, no es el ámbito del derecho de la competencia, ni los derechos de imagen, lo que más preocupa jurídicamente a los ganaderos respecto a su camada. El asunto más regulado y el que ha dado lugar a una mayor litigiosidad ha sido el de la manipulación de las astas (el “afeitado”).

Los ganaderos, tanto colectivamente a través de sus asociaciones, como a nivel particular cuando han sido sancionados, han recurrido la normativa y los actos concretos de ejecución de ésta que les sanciona por la manipulación de las astas.

Se trata de una materia sobre la que en general los taurinos prefieren callar por la deshonra que supone, por no dar pábulo a quienes se aferran a ello para minusvalorar el riesgo de la lidia. Pero nada más lejos de la realidad. El “afeitado” de los pitones de algunos toros es, sin duda, una realidad en determinados festejos. Pero no es un fraude que impregne todas las corridas y, en consecuencia, no debiera ser una sombra que ponga en entredicho la radical verdad del sacrificio de cualquiera que se enfunde un traje de luces. Entre otras cuestiones, porque no sería la primera vez que un toro afeitado acaba con la vida de un torero.

Volviendo a la vertiente jurídica del asunto, las sanciones impuestas por manipulación de las astas se han recurrido sobre todo por las siguientes razones:

1. **Possible inconstitucionalidad del régimen sancionador**, por cuanto el rango de la posible sanción a imponer está entre (aproximadamente) 150 y 60.000 euros. Los sancionados han alegado que este amplísimo margen supone una discrecionalidad administrativa que vulneraría el principio de determinación de la sanción establecido en el artículo 25 de la Constitución Española. Normalmente, las sentencias han entendido que tanto la infracción como la sanción estaban determinadas en la Ley 10/1991 y que lo único que sucede es que la sanción puede imponerse dentro de un determinado rango, como es habitual en todos los regímenes sancionadores administrativos, aunque es cierto (y así lo reconocen las propias sentencias) que el margen que aquí establece la Ley es muy superior al habitual.

2. **Prescripción y caducidad de los expedientes.** En muchos casos se ha confundido en las alegaciones dos plazos diferentes: el de prescripción de la infracción (un año desde la lidia, dentro del cual debe iniciarse el expediente sancionador) y el de caducidad del expediente (cuyo inicio, una vez que la manipulación ha sido acreditada por el laboratorio correspondiente, y no desde la celebración de la corrida, debe comunicarse al infractor en el plazo de dos meses). Salvo en algún caso aislado en el que efectivamente se habían excedido estos plazos, en general los Tribunales desestiman esta petición porque lo que se pretendía era que el plazo de dos meses para notificar el inicio del expediente sancionador al ganadero comenzara a contar desde la celebración de la corrida, cosa que habitualmente no sucede.
3. **Existencia de defectos en el expediente.** La regulación del expediente sancionador en esta materia es tremadamente detallado. Por eso, en muchas ocasiones se alegan diversas deficiencias respecto a la normativa prevista para tratar de anular la sanción (remisión en cajas que no cumplen los requisitos establecidos en el Reglamento, falta de presencia del ganadero en el reconocimiento, etc.). En general, estas alegaciones son también desestimadas por considerar que se trata de deficiencias menores que no disminuyen las garantías del ganadero. Sin embargo, esta alegación sí se acepta si puede probarse que las cajas que se remiten a los laboratorios conteniendo las astas pueden abrirse sin romper el preceptivo precinto, pues en este supuesto sí se entiende que pueden manipularse después del envío, lo que sí supone una efectiva falta de garantía para el ganadero. En todo caso, a los aficionados interesados, yo les recomiendo la lectura de las sentencias en esta materia porque aportan multitud de curiosidades sobre el reconocimiento previo y el análisis *post mortem* de las astas, tanto en la propia plaza como en los laboratorios centrales.
4. **Falta de certeza sobre la identidad de las astas.** A veces se alega que no hay certeza que las astas analizadas en los laboratorios se correspondan con las de los toros lidiados.

Normalmente los Tribunales desestiman esta alegación por entender que el procedimiento seguido y la identificación existente en las cajas en las que se produce el envío acreditan esta identidad.

5. **Autoría, presunción de inocencia y fraude.** Jurídicamente, la alegación más importante es la que hace referencia a cómo la normativa sancionadora supone una vulneración del principio de presunción de inocencia de los ganaderos, por cuanto les hace responsables de cualquier manipulación de las astas sin que se acredite que hayan sido ellos quienes la hayan efectuado. A este respecto, los Tribunales, en general, se limitan a recoger lo que prevé tanto la propia normativa como lo que señaló el Tribunal Supremo en su sentencia de 2 de julio de 1996 (RJ 1996, 5508) en relación con el Reglamento de 1992 y reiteró en la de 11 de febrero de 1999 (RJ 1999, 1792) respecto al de 1996: que más allá de una imputabilidad por actos propios, lo que hace el Reglamento es obligar al ganadero a que las reses sean lidiadas con los pitones íntegros y, de hecho, aunque no se indique expresamente, lo que viene a considerarse es que la sanción procede no tanto por haber manipulado o no las astas, sino por el hecho de que un toro de su ganadería haya sido lidiado con las astas manipuladas. Esto supone considerar que hasta el desembarco de la res el ganadero debe en todo momento controlar la res (y, por tanto, si se produce una manipulación hasta ese momento, es porque la vigilancia del ganadero no ha sido la adecuada). Y que, una vez desembarcado el toro en la plaza, en la medida en que éste pasa a estar bajo el control de la autoridad es imposible que se produzca manipulación alguna. Lo cual, probablemente, sea mucho suponer.

A este respecto, es especialmente interesante una Sentencia del Tribunal Superior de Justicia de la Rioja de 6 de noviembre de 2002 (JUR 2003, 71439) porque es, de entre las que yo conozco, la más garantista con los ganaderos. Es una sentencia extensa y muy bien fundamentada, pero baste con citar aquí un par de cuestiones.

La primera es precisamente esta que acabamos de indicar: el ámbito de control del ganadero y la autoridad antes y después

del desembarque de los toros. Aquí, esta sentencia dice exactamente lo contrario que la mayoría, dando un valor casi absoluto a los reconocimientos previos que, para las demás sentencias, son sólo indicios. Esta Sentencia, sin embargo, considera que si en los reconocimientos previos no se detectó manipulación de las astas y ésta sí se comprobó en los reconocimientos *post mortem*, sin que se encontrara *in fraganti* a la persona que lo realizó, es evidente que debió realizarse durante el periodo en que los toros estaban bajo el control de la autoridad, es decir, después del desembarque. Razón por la cual no cabe imponer sanción alguna al ganadero.

"se desprende como probado que las reses fueron transportadas sin incidencias desde la sede ganadera hasta la plaza de toros de Logroño (...), encontrándose en ese momento los precintos de transporte intactos (...); arrojando el primer reconocimiento de los toros (...) el resultado de la declaración de todas las reses aptas para la lidia, (...). El segundo reconocimiento (...), rechazó para la lidia la res que presentaba balanitis (...) y estimó aptas las demás.

El reconocimiento post-mortem (...), refleja la ya descrita manipulación de las astas de los toros núms. 11 y 41, que califica de "anormal" (...).

*Resulta una cuestión evidente si queremos otorgarle la virtualidad adecuada al procedimiento que marca la norma, dado que no se encontró *in fraganti* a la persona que realizó la manipulación que han puesto de manifiesto los dictámenes facultativos antes aludidos, calificada de fraudulenta en el acto recurrido, que ésta debió tener lugar, pues, cuando las reses se encontraban bajo supervisión de la autoridad que gobierna la plaza en la que se estabulan. (...)*

Así pues, debemos compaginar el tradicional principio que atribuye a los ganaderos el deber de presentar sus toros íntegros para la lidia (...) con los deberes que la normativa atribuye a los otros sujetos intervenientes en la

tradicional fiesta taurina ya que, de otra manera, el Real Decreto 145/1996, artículo 52 cuando dice: "1. El Delegado gubernativo adoptará las medidas necesarias para que las reses desembarcadas estén permanentemente bajo vigilancia hasta el momento de la lidia.(...) 2. Los Gobernadores civiles y los Alcaldes podrán disponer la colaboración de las Fuerzas de Policía a sus órdenes a fin de asegurar la correcta prestación de los servicios a que hace referencia el apartado anterior", quedaría vacío de contenido."

La segunda cuestión es la relativa a las manipulaciones que pueden ser objeto de sanción, indicando la Sentencia que “*no vale cualquier tipo de alteración artificial, sino aquella conducta antijurídica realizada de forma previa y tendente a adulterar de alguna forma la lidia*”. Es decir, que si no hay intención fraudulenta no cabría sanción. En el caso que analiza, señala “*no ha quedado debidamente acreditada y menos explicada la base de la manipulación artificial fraudulenta que sufrían las reses y su eventual imputación al ganadero*” por lo que la sanción impuesta es nula.

Habrá quien dirá, y probablemente con cierta razón, que de aplicarse estos argumentos hasta el extremo sería tremadamente difícil sancionar ninguna manipulación de las astas, con lo que se correría el peligro de desvirtuar la integridad de la Fiesta. Pero siendo eso cierto, no lo es menos que el respeto a la presunción de inocencia es básico en cualquier procedimiento sancionador. Y si se quiere incardinlar lo taurino dentro del ámbito de las potestades administrativas deberá hacerse con todas las consecuencias y cumpliendo todos los principios y garantías del ordenamiento jurídico.

Otro aspecto de interés en relación con la regulación normativa del toro de lidia es la referencia al “trapío”.

Sin duda se trata de un concepto (no sé si jurídico o no) indeterminado. Tanto es así, que cuando la Unión de Criadores de Toros de Lisia recurrió el Reglamento de 1992 alegó que su utilización normativa generaba inseguridad jurídica. El Tribunal

Supremo, en su Sentencia de 2 de julio de 1996 (RJ 1996, 5508) señala que se trata de una expresión habitual en la terminología taurina, respecto a la cual, en caso de discrepancia, serán los veterinarios quienes deban pronunciarse. Además, recuerda cómo la propia Unión de Criadores utilizó esta expresión en alguna de las propuestas que efectuó en el proceso de redacción del Reglamento. Años más tarde, un empresario volvió a sostener que esta expresión generaba inseguridad jurídica. Aunque en su caso lo hizo para defender su derecho a ser indemnizado en un supuesto en que debió suspender un festejo al ser rechazados los toros por falta de “trapío”. La Sentencia del Tribunal Supremo de 24 de abril de 2003 (RJ 2003\3730) deniega esta indemnización acogiendo la definición de “trapío” que se aportó al procedimiento y considerando que no puede hablarse, como hacía el recurrente, de que sea un concepto “indeterminable” y que son los veterinarios (y no los aficionados) quienes pueden establecer en los corrales si los toros presentados cumplen o no este requisito exigido para su lidia.

“Los informes técnicos aportados por el recurrente contienen, continúa la Sala de instancia, una definición de trapío como «forma ideal del conjunto de caracteres raciales propios y esenciales de la raza de lidia cuando se dan en plenitud, expresión idónea del patrón racial», informe del señor F. S., o como «resultante del concierto entre la morfología y el «buen aire en el manejo del cuerpo», informe del señor T. R.; en consecuencia no hay duda de que el trapío, en cuanto característica de un toro de lidia, puede ser apreciado por un técnico veterinario en función de la experiencia y los conocimientos técnicos. Otra cosa es que, como acontece, el recurrente no está conforme con que la Sala «a quo» no haya dado a las declaraciones de testigos ni a los informes aportados por el recurrente valor para desvirtuar el criterio de los veterinarios encargados de efectuar los reconocimientos que originaron la suspensión de la corrida de toros, pero tal cuestión afecta directamente a la valoración de la prueba y nada tiene que ver con la razonabilidad de la sentencia, máxime cuando la conclusión de la Sala «a

quo» se fundamenta en que los informes aportados por el recurrente carecen del valor de prueba pericial al no revestir las garantías de este medio de prueba y en que las declaraciones testificales no pueden prevalecer sobre el criterio de los facultativos. (...)

La cuestión, como resulta claro, se limita, ya lo dijimos, a una discrepancia en la valoración de la prueba que en modo alguno puede ser estimada como incongruencia interna, único supuesto en el que cabría incardinarn la contradicción pretendida por el recurrente, contradicción que no es tal ya que sin perjuicio de que un aficionado pueda apreciar el «trapío» en base a «máximas de experiencia», sin duda ello no impide que pueda considerarse mejor fundada la opinión de quien une a esa experiencia conocimientos técnicos específicos.”

Quede, pues, constancia, de que el trapío tiene ya definición jurisprudencial (aunque en puridad no pueda hablarse de “jurisprudencia” al tratarse sólo de una sentencia). Pese a lo cual, habrá aficionados, críticos y profesionales que sigan discrepando con el resultado de los reconocimientos veterinarios en esta materia (tanto por “defecto” como por “exceso”, en la presencia de algunos animales en según qué plazas)..

Hay muchas más cuestiones relativas al toro de lidia y su régimen jurídico, pero me temo que no hay tiempo para abordarlas con el suficiente detalle. Baste apuntar algunas curiosidades de las que se ha ocupado la jurisprudencia taurina como son la preferencia de las plazas de primera para reseñar los toros incluso cuando ya habían sido reseñados antes por una plaza de segunda, la discusión de si la venta que efectúa el empresario de la plaza al matarife incluye o no la cabeza del toro (una discusión que se planteó en un procedimiento bastante poco edificante en el que se discutía la propiedad de la cabeza del toro Burlero que mató hace ya más de 24 años al Yiyo), cuál es el tratamiento fiscal de estas ventas o si el cambio de los toros por no pasar el reconocimiento los inicialmente reseñados obliga a los toreros a lidiar cualesquiera otros que elija el ganadero (aspectos en relación con el cual la jurisprudencia ha ratificado sanciones impuestas a toreros por negarse a torear toros de una

ganadería distinta a aquella anunciada inicialmente, con una doctrina, a mi juicio, bastante discutible).

En definitiva, el toro de lidia, su cría, su transporte, su reconocimiento, su venta,... hasta sus despojos, son materia jurídica de relevante interés. Y lo son porque aunque el toreo es, ante todo, un ritual, una manifestación cultural única, tiene también una importancia social y económica que ha hecho que los poderes públicos traten de regularlo y controlarlo hasta en sus más mínimos detalles. Con la excusa de la integridad del espectáculo. Aunque tal vez lo que sucede en realidad es que se sigue una inercia de control de orden público que impide a la Administración reconocer la verdadera esencia de la Fiesta. Por eso, no estaría de más que los juristas planteáramos que el camino de la defensa de la tauromaquia no está en una normativa cada vez más abundante, variada y dispersa, sino en el reconocimiento por las autoridades de su valor cultural.

Muchas gracias.

7.2. LE STATUT JURIDIQUE DU TORO DE COMBAT : REFLEXIONS SUR LE REGLEMENT.

Par Me Lorenzo Clemente

Bonjour,

Je voudrai remercier en premier lieu, l'ordre des avocats de Nîmes et Madrid pour leur invitation à participer à ce colloque du droit taurin, mais surtout, les remercier pour leur initiative.

En une période comme celle ci, où dans certaines zones d'Espagne se discutent des projets législatifs qui tentent d'interdire les corridas, se protégeant derrière une supposée défense de l'animal en ayant l'objectif d'en finir avec une tradition considérée « Espagnole », il est bon que depuis la France on se rappelle qu'il s'agit d'une célébration rituelle d'origine méditerranéenne.

Et il est bon surtout, pour nous juristes, que nous nous rappelions que lorsqu'il s'agit d'interdire les toros, on parle en fait de limiter la liberté : la liberté de création du torero, la liberté de sentiment et de célébration festive du spectateur, liberté d'entreprise de l'éleveur et de l'organisateur de spectacles taurins, liberté des mairies à intégrer les corridas dans leur patrimoine culturel et festif. Il est bon que nous juriste nous rappelions que la liberté de célébrer et assister à des spectacles taurins est une manifestation de liberté.

Que la liberté n'est pas fractionnable. Que l'histoire nous enseigne que lorsque l'on commence à supprimer les droits et les libertés dans des collectivités déterminées, où des espaces déterminés, il est fréquent que le pouvoir public finisse par considérer qu'il est seul juge des droits et libertés à attribuer à chaque groupe où individu. Ce qui provoque souvent de fâcheuses conséquences.

Cependant, le fait que la corrida soit une manifestation de liberté n'empêche pas qu'il s'agit d'un spectacle qui traditionnellement a fait l'objet d'une réglementation sérieuse, au sein de laquelle probablement deux des questions les plus évidentes sont, un, que le propre déroulement de l'œuvre créatrice du torero fasse l'objet d'une réglementation dans son organisation, dans les temps... et que le manquement à cette réglementation puisse faire l'objet d'une sanction administrative. Un peu comme si dans la défense du théâtre classique l'administration sanctionnait un acteur en interprétant mal

Lope De Vega, Calderón de la Barca ou Molière.

Ou comme si dans la défense du flamenco, on sanctionnait celui qui chanterait mal une Bulería ou siguiriyá, ou encore celui qui incorporerait de nouveaux rythmes ou instruments dans ses récitals.

L'autre question ou la réglementation est certainement plus détaillée dans ce qu'elle exige pour les différentes étapes de la corrida, est celle qui concerne l'élevage, le transport et vérification du toro. Au-delà des indispensables précautions que l'administration doit adopter en rapport avec n'importe quel produit qui puisse finir par faire partie de la chaîne alimentaire, je ne pense pas que tous ceux qui se consacrent à l'élevage de n'importe quel autre animal, pour des raisons annexes à sa consommation, soit soumis à autant de dispositions et possibilités de sanctions.

Toutes ces normes sont dans ce que le règlement taurin de 1996 appelle « garanties de l'intégrité du spectacle ». Et, dans ces garanties, la première établie dans l'article 44, qui détermine que ne pourront être combattus aucune sorte d'animaux ne figurant pas dans le livre généalogique de la race bovine de lidia.

Ce livre Généalogique est inscrit dans l'arrêté du 12 mars 1990, et confié aux organisations et associations d'éleveurs, on y régule des questions telles que le marquage des bêtes, les registres de naissance ainsi que les conditions pour l'importation ou exportation des animaux.

Pour la conduite de ces livres ces organisations et associations doivent tenir compte du décret royal 60/2001 , du 26 janvier, qui régule le prototype racial de la race bovine de Lidia.

A ceux qui se consacre à ce monde du droit, plus rien ne nous surprend, mais qu'une norme tente d'établir la morphologie et les caractéristiques raciales d'animaux particuliers, est pour le moins surprenant. Je recommande en tous les cas, la lecture de ce décret Royal car il explique et définit assez bien les encastes et caractéristiques du toro de lidia, quelque chose qui figurerait mieux dans le cossio que dans le bulletin officiel de l'état.

Mais les choses sont ainsi.

Au delà du contenu de cette loi, le fait que le contrôle de ce livre généalogique soit attribué aux organisations et associations

d'éleveurs peut poser le doute sur le plan du droit de l'association. Et de façon concrète sur ses aspects négatifs. C'est à dire qu'advient-ils des éléveurs qui ne désirent faire parti d'aucune organisation ou à ceux qui ne sont pas admis dans celles là ? n'ont ils pas le droit de lidier leurs animaux ?

Doivent-ils être contrôler par une association à laquelle ils ne veulent pas appartenir ou qui les a refusé ?

Le problème se posa, bien que de manière peu précise d'un point de vue juridique, lors d'une réclamation qu'effectua un éleveur dans un écrit qu'elle présenta en 1993 au ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation ou elle demanda que les éleveurs d'animaux de race bovine de lidia n'aient pas à appartenir à une association et, par là même ne soient pas tenus de marquer les bêtes de façon obligatoire avec les signes identificatrices de quelques unes de ces associations.

La réponse du ministère est curieuse parce que l'on affirme qu'il n'y a pas d'obligation en la matière, car l'animal ne doit être marqué que « s'il fait parti d'une association, ne devant pas être marqué si il n'appartient à aucune association ».

L'éleveur recourut à cette décision car elle souhaitait que l'on adopte une résolution ou l'on aurait éliminer l'imposition de marquer les animaux avec le signe distinctif de l'association à laquelle il appartient. C'est à dire, que n'appartenant à aucune association la bête pourrait n'être marqué d'aucun signe distinctif.

Le recours est déclaré irrecevable et l'affaire arrive au tribunal suprême, qui formule l'arrêté du 22 juillet 2003 (RJ2003/7051).

Il s'agit d'un jugement au contenu essentiellement technique qui conclut que les éleveurs ont le droit d'association autant sur le plan positif (constituer les associations qu'elles désirent et y appartenir) que sur le plan négatif (n'appartenir à aucune association).

Mais que dans le décret ministériel cité s'impose l'obligation, si l'on appartient à une association, de marquer avec son signe les animaux de lidia.

Et ce que fit le ministère ce fût d'appliquer cette règle que la ganadera n'avait pas appliqué à ce moment là.

C'est à dire, le jugement applique l'arrêté et ne pose pas la question de sa légalité n'ayant pas été sollicité par la personne concernée, mais elle indique comment l'éleveur (et je cite les mots textuels du jugement) :

« ... comprend que la communication exprimée (du ministère) est insuffisante pour la protection de son droit d'association avec son aspect négatif, qui entend menacer en raison d'actes antérieurs de la direction générale. Selon la partie récurrente, la direction générale des moyens de production des éleveurs indiquait aux titulaires des élevages, que le fait de ne pas accepter le marquage des animaux inscrits dans le livre généalogique avec le signe distinctif de l'association correspondante, ne pourrait pas émettre la documentation exigée pour la lidia, et il est rajouté que cette exigence dérivait du point 2.2 de la réglementation du 12 mars 1990. Il semble cependant évident, que le fait de voir son droit menacé elle aurait dû aller à l'encontre des actes auxquels elle attribuait ce désagrément, ou directement l'arrêté ministériel cité et non l'absence de l'accomplissement de sa volonté de sa demande, ce à quoi l'administration répondit acceptant clairement une interprétation de l'article 2.2 dudit arrêté entièrement compatible avec la liberté d'association, bien qu'elle éluda de prononcer une résolution définitive du fait qu'il s'agisse d'une demande formulée abstraitemment et non dirigée à l'encontre d'une décision administrative concrète qui refuse ou perturbe le droit dont elle réclamait qu'il s'applique.

Pour cette raison, ce ne serait pas inutile, dans l'intérêt des associations et organisations d'éleveurs, qu'ils estiment jusqu'à quel point le contrôle du livre généalogique respecte le droit de lidier ses toros dans les mêmes conditions que les éleveurs ne désirant pas s'associer.

De cette façon pourra se concilier la faculté d'autorégulation du secteur avec celui de l'aspect négatif du droit d'association des éleveurs.

Au-delà de tout cela, il semble étrange que, légalement, on oblige quelqu'un à étiqueter (marquer dans le cas présent) tous ses produits avec le signe de l'association auquel il appartient. Il n'y a pas de doute que cela puisse s'entendre comme une distinction de qualité (pour l'éleveur ou les spectateurs) mais, ce devrait être une décision libre de l'éleveur de proclamer de façon si évidente son appartenance ou non à une association concrète.

On pourra argumenter que ceci n'est pas un vrai problème car la quasi-totalité des éleveurs sont associés, que les propres statuts de

ces organisations établissent dans les détails les conditions en relation avec la sélection et l'élevage des animaux ainsi que l'obligation de marquer les animaux.

Mais, je ne sais pas si cela est réellement quelque chose qui règle ou accentue le problème. L'accentue en plus, dans un champ aussi particulier que celui du droit de la concurrence.

Il faut rappeler, par rapport aux conflits en matière de droit à la concurrence de l'activité taurine , le problème qui s'est posé à la fin des années 90 à la base d'une plainte que l'association a présenté devant les autorités en matière de concurrence où étaient dénoncées les prévisions contenues dans les statuts de l'union qui interdisaient la vente d'animaux à des éleveurs d'autres associations, la lidia dans un même spectacle d'animaux de l'union avec celles d'élevages ne faisant pas partie de la même , la possibilité que cohabitent ensemble des toros d'élevage de l'union avec d'autres qui n'en font pas partie.... Evidement, les responsables de la concurrence ont trouvé un filon pour la plainte. Et ils décidèrent d'étendre l'analyse aux prestations de ladite association et aux deux autres organisations qui regroupaient des élevages de lidia (éleveurs de lidia unis et regroupement Espagnols d'éleveurs de bêtes braves).

A la fin, la résolution du tribunal de défense de la concurrence du 22 juillet 1999 (AC 2000/2826) a considéré que tous avaient un comportement contraire aux droits de la concurrence. Non seulement en raison des prévisions prévues dans leurs statuts mais surtout, à cause des stipulations qui prévoyaient dans les modèles de contrat pour la vente d'animaux.

Il s'agit d'une résolution, dont je recommande la lecture à n'importe quel aficionado, qu'il soit juriste ou non, car elle apporte des éléments très intéressants sur le statut de ces organisations et sur les prévisions que l'on trouve habituellement dans les contrats que formalisent les éleveurs avec les directeurs d'arènes.

Toujours dans le domaine du droit de la concurrence, il faudrait citer la résolution adoptée en relation avec l'accord de différents éleveurs en ce qui concerne le droit d'image dans les toros. Il y eut un moment, au début des retransmissions télévisés taurines, une plateforme de paiement, ou certains éleveurs (les plus importants) pensaient qu'ils touchaient peu par rapport aux droits à l'image de leurs toros, et ce en raison de leur faible capacité de négociation face aux empresas organisatrices de spectacles.

Pour cela, fût créée une entreprise constituée des éleveurs les plus prestigieux, de façon à négocier les droits, conjointement avec les directeurs d'arènes. Mais, évidemment, si les éleveurs percevaient plus, les impresarios, toreros et banderilleros auraient moins à se répartir.

Pour cela, les associations qui regroupaient ces collectifs dénoncèrent les accords entre les élevages et cette empresa devant les responsables de la défense de la concurrence qui effectivement considérèrent que cette pratique était interdite.

La question a fait l'objet de la résolution du 1^{er} mars 2000 du tribunal de défense de la concurrence (AC200/ 3613).

Le service de défense de la concurrence conclut que la cession en bloc des droits d'image des principaux élevages dans un contrat type dans lequel, en plus du nombre de corrida pourrait être limité, excluait la libre initiative imprésariale.

De plus, bien qu'ayant sollicité « une autorisation particulière » c'est-à-dire, une autorisation pour que l'on puisse utiliser le contrat et que celui-ci déploie tous ses effets, le service considère que le contrat est restrictif au niveau de la concurrence et n'envisage pas de l'autoriser.

Le tribunal considère que, bien que le contrat n'a pas eu d'effet sur la concurrence, parce qu'il n'a pas pu être mis en pratique, il est en revanche apte à le limiter car on remplace la négociation individuelle de chacun des éleveurs respect des droits de transmission, par la négociation à travers une unique entreprise » de manière à ce que les éleveurs « renforcent leurs positions négociatrices face aux emprésarios et unifient les bases et critères de négociation, car en définitive, « n'importe quelle concertation telle que celle là entre tous les acteurs d'un même secteur ou, en tous cas les plus importants, sont sans doute ceux appelés à établir les prix du produit, ce qui laisse supposer un affaiblissement du régime de libre-marché ».

Cependant, déclarer cette illégalité, le tribunal n'impose dans ce cas aucune sanction considérant que d'un côté depuis le début du dossier la conduite des éleveurs se soit adapté à la pratique antérieure à la signature du contrat, ce qui prouve une absence d'intention d'infraction et, que par ailleurs, dans la mesure où le contrat n'a pu

s'appliquer, la concurrence n'a pas été menacée.

Mais, ce n'est certainement dans le domaine du droit de la concurrence , ni du droit de l'image ce qui, juridiquement préoccupe le plus les éleveurs par rapport à leurs élevage. Le sujet le plus surveillé et le plus litigieux a été celui de la manipulation des cornes (l'afeitado).

Les éleveurs, autant collectivement qu'à travers leurs associations ou encore à titre particulier, lorsqu'ils ont été sanctionnés, ont eu recours au règlement et aux actes concrets d'exécutions de celle-ci qui les sanctionne pour la manipulation des cornes.

Il s'agit d'un sujet sur lequel de façon générale les taurins préfèrent se taire, en raison du déshonneur que cela suppose, et ne pas alimenter ceux qui s'accroche à ça pour diminuer le risque de la lidia. Mais, jamais très éloigné de la réalité. L'afeitado des cornes des toros est, sans doute, une réalité dans certains spectacles . mais, ce n'est pas une fraude qui existe dans toutes les corridas et par conséquent, ce ne devrait pas être une ombre qui mette en doute la radical vérité de sacrifice de quiconque porte un costume de lumière. Entre autre parceque ce ne serait pas la première fois qu'un toro afeité en terminerait avec la vie d'un torero.

Pour en revenir à l'aspect juridique du sujet, les sanctions imposées pour la manipulation de cornes ont été rejeté pour les raisons suivantes :

Possible unconstitutionalité du régime des sanctions, quant au rang de la sanction possible à imposer entre (aproximativement) 150 et 60.000 euros. Les sanctionnés ont alléguer que cette marge très importante suppose une mesure administrative discrétionnaire qui rendrait vulnérable le principe de détermination de la sanction établie dans l'article 25 de la constitution Espagnole.

Normalement les décisions ont intégré le fait que autant l'infraction que la sanction étaient déterminées dans la loi 10/1991 et que la seule chose qui se passe est que la sanction peut s'imposer dans un rang déterminée, comme c'est habituel dans tous les régimes de sanctions administratifs, bien qu'il soit certain (et ainsi le reconnaissce les propres sentences) que la marge qu'établit ici la loi est supérieure à celle habituelle.

2. Prescription et caducité des dossiers. dans de nombreux cas, on a confondu dans les allégations deux délais différents : celui de la prescription de l'infraction (un an depuis la lidia, pendant lequel doit commencer le dossier qui sanctionne) et celui de la caducité du dossier (dont le début, une fois que la manipulation a été accréditée par le laboratoire correspondant, et non depuis le déroulement de la corrida, doit être communiqué au fraudeur dans un délai de deux mois). Sauf dans quelques cas isolés où effectivement on avait dépassé ces délais, en général les tribunaux rejettent cette demande car ce qui était demandé était un délai de deux mois pour notifier le dossier de sanction à l'éleveur à compter du jour de la corrida, chose qui habituellement n'arrive pas.
3. Existence de défauts dans le dossier. La régulation du dossier qui sanctionne dans ce domaine est très détaillé. Pour cette raison , dans de nombreux cas on dénonce de nombreuses déficiences par rapport au règlement prévu pour tenter d'annuler la sanction (remise dans des caisses qui ne remplissent pas les conditions établies par le règlement, absence de l'éleveur lors de l'examen des toros etc). En général ces allégations sont également refusées car on considère que ce sont des déficiences mineures qui n'enlèvent pas les garanties de l'éleveur. Cependant, cette allégation est acceptée si constate que l'on peut ouvrir les caisses que l'on remet au laboratoire contenant les cornes sans rompre le cachet obligatoire, car si l'on suppose qu'il y aura une manipulation après l'envoi, ceci est un manque de garantie pour l'éleveur. Dans tous les cas, pour les aficionados intéressés, je vous recommande la lecture des décisions prises à ce sujet car elles sont riches de multiples curiosités, sur l'examen des toros ainsi que l'analyse post-mortem des cornes dans les arènes et les laboratoires.
4. manque de certitude sur l'identité des cornes. Parfois on allégué qu'il n'y a pas de certitudes sur la correspondance des cornes analysées dans les laboratoires et celles des toros lidiés.
Normalement les tribunaux rejettent cette allégation

estimant que la procédure suivie et l'identification existante des caisses ou se fait l'envoi accrédite cette identité.

5. auteur, présomption d'innocence et fraude. Juridiquement, l'allégation la plus importante est celle qui fait référence à la façon dont la règle de sanction suppose une vulnérabilité du principe d'innocence des éléveurs, lorsqu'ils deviennent responsables de toute manipulation des cornes sans que l'on puisse prouver qu'elle a été effectué par eux. A ce sujet, les tribunaux en général, se limitent à reprendre ce que prévoit à la fois le règlement ainsi que ce qui est signalé par le tribunal supérieur dans sa sentence du 2 juillet 1996 (RJ 1996, 5508) en relation avec le règlement de 1992 et repris dans celui du 11 février 1999 (RJ 1999, 1792) par rapport à celui de 1996 : qui au-delà d'une imputabilité pour des actes particuliers, ce que fait le règlement est d'obliger l'éleveur à lidier ses animaux avec des cornes intègres et, de fait bien que ce ne soit pas indiquer explicitement, ce qu'il faut observer c'est que la sanction n'est pas dû au fait de la manipulation des cornes mais au fait qu'il soit lidié dans cet état là.

Cela suppose d'observer que jusqu'au débarquement des toros l'éleveur contrôle à tout moment (et, pour autant si se produit une manipulation jusqu'à cet instant, c'est parce que l'éleveur n'aura pas été vigilant comme il aurait dû l'être). Et que, une fois le toro débarqué dans les arènes, dans la mesure où celui-ci tombe sous le contrôle des autorités il est impossible que se produise des manipulations. Ce qui laisse supposer beaucoup de choses.

A ce sujet, la décision du tribunal supérieur de justice de la Rioja du 6 novembre 2002(JUR 2003, 71439) est particulièrement intéressante car elle est, parmi toutes celles que je connais celle qui présente le plus de garanties pour l'éleveur. C'est une sentence vaste et fondée, qui amène à se poser un certain nombre de questions.

La première est celle que nous venons précisément d'indiquer : le champ de contrôle de l'éleveur et de l'autorité avant et après le débarquement des toros. Ici, cette sentence avance exactement le contraire de la majorité, en donnant une valeur presque absolue aux examens préalables qui, pour les autres sentences, ne sont que des indices. Cette sentence cependant, considère si lors des examens

préalables n'a pas été détecté de manipulations de cornes et que celle-ci s'est détecté lors des examens post mortem, sans savoir qui était la personne les ayant réalisées, alors il était évident que ceci se serait réalisé pendant la période où les toros étaient sous le contrôle de l'autorité, c'est-à-dire, après le débarquement. Raison pour laquelle l'éleveur ne doit pas être sanctionné.

« il apparaît comme prouvé que les animaux ont été transportés sans incidents depuis la ganadería jusqu'aux arènes de Logroño(...) les cachets étant parfaitement intacts(...) ; il ressortit après le premier examen des toros(...) d'après le résultat que les toros étaient aptes à la lidia(...). Le second examen(..) a refusé pour la lidia l'animal qui présentait une balanite(...) et a estimé que les autres étaient aptes. L'examen post mortem(...) reflète la manipulation des cornes des toros 11 et 41, qu'il qualifie d'anormale (...).

Une question évidente se pose : si nous voulons accorder la virtualité qui convient au procédé qui établit la règle, vu que l'on a pas trouvé in franganti la personne qui a réalisé la manipulation mise en évidence par les avis facultatifs évoqués, qualifiée de frauduleuse lors de l'appel de cette décision, que cette manipulation a du avoir lieu lorsque les animaux se trouvaient sous le contrôle de l'autorité des arènes.

Nous devons accorder le principe traditionnel qui attribut aux éléveurs le devoir de présenter leurs toros intègres pour la lidia(...) avec les devoirs attribués aux autres sujets intervenant dans la traditionnel fête taurine car dans le cas contraire, le décret 145 /1996 article 52 qui stipule : « 1. Le préfet adoptera les mesures nécessaires pour que les animaux débarqués soient sous le contrôle permanent jusqu'au moment de la lidia(...) 2.les prefets et les maires pourront disposer de la collaboration des forces de police à leurs ordres afin de d'assurer la prestation corecte des services auquel fait référence l'annexe antérieure » resterait vide de sens.

La seconde question est celle relative aux manipulations qui peuvent faire l'objet de sanctions ,la sentence indiquant que « n'est pas valable n'importe quel type d'altération artificiel, mais cette conduite antijuridique réalisée de façon préalable et tendant à affecter la lidia ». c'est-à-dire, que si il n'y a pas d'intention frauduleuse, il n'y a pas sanction. Dans le cas analysé, on signale « la manipulation

artificielle frauduleuse subie par les animaux ainsi que son éventuel imputation à l'éleveur n'a pas été accréditée et encore moins expliquée » raison pour laquelle la sanction imposée est nulle.

Certains diront à juste raison, qu'en appliquant ces arguments à l'extrême il serait terriblement difficile de sanctionner des manipulations de cornes, ce qui constituerait un risque pour l'intégrité de la corrida.

Mais cela étant dit il n'en est pas moins vrai que le respect à la présomption d'innocence est basique dans toute procédure de sanction. Et si l'on désire faire intégrer le taurin dans le domaine du pouvoir administratif cela se fera avec toutes les conséquences et en accomplissant tous les principes et garanties des dispositions juridiques.

Un autre aspect en relation avec la régulation normative du toro de lidia est la référence au « trapio ».

Bien entendu, il s'agit là d'un concept (juridique ou non) indéterminé. A tel point que , lorsque l'union des éleveurs de toros de Lidia eut recours au règlement de 1992 elle avança que son utilisation normative générât de l'insécurité juridique. Le tribunal suprême dans sa sentence du 2 juillet 1996 (RJ 1996 ,5508) signale qu'il s'agit d'une expression habituelle dans la terminologie tauroïne, au sujet de laquelle, en cas de divergences, les vétérinaires seront ceux qui se prononceront. De plus, il rappelle comment l'union des éleveurs de a utilisé cette expressioin dans quelques proposition effectuées lors du processus de rédaction du règlement.

Des années plus tard, un directeur d'arène soutenu de nouveau que cette expression générât de l'insécurité juridique. Bien que dans son cas il le fit pour défendre son droit à être indemnisé dans l'hypothèse où la corrida ne se ferait pas en raison du manque de trapio des toros. La décision du tribunal suprême du 24 avril 2003 (RJ 2003/3730) refuse cette indemnisation accueillant la définition de « trapio » apporté dans la procédure et considérant que l'on ne peut parler comme le faisait l' appellant , à partir d'un concept « indéterminable » et que ce sont les vétérinaires (et non les aficionados) qui peuvent aux corrales établir si les toros remplissent ou non les conditions exigées pour leur lidia.

« les informations techniques apportés par l'appelant contiennent, poursuit la cour d'instance, une définition du trapio comme étant celle « d'une forme idéal, d'un ensemble de caractéristiques de races propres et essentielles de la race de lidia lorsque le toro arrive à plénitude, expression idéale du modèle de race », rapport de Mr F.S , ou résultant de la fusion entre la morphologie et le « bon aspect dans la façon de se mouvoir ». rapport de monsieur T.R ; par conséquent il n'y a pas de doutes que le trapio, quant aux caractéristiques d'un toro de lidia, peut être apprécié par un vétérinaire technicien en fonction de l'expérience et des connaissances techniques. Autre chose est que comme cela arrive, l'appelant n'est pas d'accord sur le fait que la cour « a quo » n'ait pas donné aux déclarations de témoins et aux rapports effectués par la valeur récurrente pour dévaloriser le critère des vétérinaires chargés d'effectuer les examens à l'origine de la suspension de la corrida de toros, mais une telle question touche directement la valorisation de la preuve et n'a rien à voir avec la pertinence de la sentence, surtout lorsque la conclusion de la cour « a quo » se base sur le fait que les rapports apportés par l'appelant souffrent de la valeur de la preuve par expertise ne revêtant pas les garanties de ce moyen et aussi du fait que les dépositions des témoins ne peuvent prévaloir sur le critère des vétérinaires(...)

La question, comme cela semble évident, se limite, nous l'avons déjà vu à une divergence dans la valeur accordé à la preuve qui dans une certaine mesure peut être estimée comme une incongruité interne, seul hypothèse pour laquelle la contradiction avancé par l'appelant serait valable , contradiction qui n'est pas pareil sans préjudice qu'un aficionado puisse apprécier le « trapio » sur la base d'une plus grande expérience sans aucun doute cela n'empêche pas que puisse être mieux considéré l'opinion de celui qui joint à cette expérience des connaissances techniques spécifiques.

Cela prouve donc que le trapio a finalement une définition jurisprudentielle (même si clairement on ne peut parler de jurisprudence lorsqu'il s'agit d'une sentence). Ce qui, par conséquent, implique qu'ils y aura des aficionados, critiques et professionnels qui continueront à ne pas être d'accord avec le résultat des examens vétérinaires dans ce domaine (autant par défaut que par excès, sur la présence de quelques animaux et selon les différentes arènes)..

Il y a beaucoup plus de questions relatives au toro de lidia et son

régime juridique, mais je crains qu'il n'y ait pas assez de temps pour les aborder avec suffisamment de détails. Il suffit de relever quelques curiosités parmi celles qui ont occupé la jurisprudence taurine comme la préférence des arènes de première pour retenir les toros même quand ceux-ci avaient été retenus avant pour une arène de seconde, la discussion de si la vente qu'effectue le directeur des arènes au tueur d'abattoir inclut ou non la tête du toro (une discussion qui a eu lieu pour une procédure relativement peu édifiante ou se discutait la propriété de la tête du toro Burlero qui a tué il y a déjà plus de 24 ans el Yiyo), quel est le traitement fiscal de ces ventes ou si le changement non passer à l'examen ceux qui ont été retenus oblige les toreros a lidier n'importe quel toro choisi par l'éleveur (aspects sur lesquels la jurisprudence a ratifier des sanctions imposées au toreros pour avoir refusé de toréer des toros d'un élevage différent a ceux annoncés initialement, avec une doctrine , a mon sens, assez discutable).

En définitive , le toro de lidia, son élevage, son transport, son examen, sa vente, et même sa dépouille, sont une matière juridique d'un grand intérêt. Et elle l'est car la tauromachie est, avant tout, un rituel, une manifestation culturelle unique, elle a aussi une importance sociale et économique qui a fait que les pouvoirs publics essayent de le réguler et de le contrôler jusque dans ses moindres détails. Avec l'excuse de l'intégrité du spectacle. Bien que ce qui parfois se passe c'est la pertinence d'une inertie de contrôle d'ordre public qui empêche à l'administration de reconnaître la véritable essence de la corrida. Pour cela, ce ne serait pas inutile que nous juristes faisions en sorte que le chemin de défense de la tauromachie ne soit pas dans un ensemble de règlementation de plus en plus abondant, variée et divers, mais dans la reconnaissance par les autorités de sa valeur culturelle.

Merci beaucoup

8. LA DEFINITION DU TORO DE COMBAT

Par le Bâtonnier Jean Pierre Bigonnet

Donner une définition d'une chose ou du contenu d'un concept consiste à déterminer l'essence même de ce que l'on doit définir en énumérant les caractères propres qui permettent d'éclairer tout un chacun sur la proposition qui est faite.

La définition du toro de combat peut être établie à l'aune de diverses approches et conceptions.

Pour l'homme d'affection à la corrida a los toros, donner une définition du toro de combat conduit le plus souvent - pour ne pas dire toujours - à révéler la sensibilité avec laquelle est conçu le spectacle taurin de la corrida formelle et pour être plus précis à déterminer la conception personnelle que l'on peut avoir de la tradition ancienne du combat ou du jeu avec le toro.

Chaque aficionado sait ou doit savoir- pour mériter le titre d'afficionado- que la qualité d'un travail réalisé par un professionnel de la tauromachie doit s'apprécier en fonction d'une donnée fondamentale qui est celle du toro de combat.

Cela exige de la part de l'afficionado -à distinguer du simple spectateur-, une connaissance approfondie de l'entité toro de combat.

De conversations passionnées voire enflammées entre aficionados , il ressort le plus souvent que la définition du toro de combat au sens tauromachique strict est la clé de la compréhension du spectacle ou plutôt du combat qui vient de se dérouler.

De par là même, cette réalité doit conduire tous les amateurs de corrida à s'interroger sur le fondement de leur passion commune, LE TORO DE COMBAT .

Négliger l'importance de l'animal dans la conception que l'on peut avoir du spectacle de la corrida formelle et par extension de l'ensemble des autres activités taurines traditionnelles conduira inévitablement à une dénaturation de la tradition par essence émouvante et tragique.

Par voie de conséquence avant de donner ou de rechercher une définition au sens juridique du terme il est important de rappeler que la proposition ou l'analyse d'un concept doit se faire à travers une

connaissance réelle des races de toros de combat et du spectacle taurin.

Cependant une telle démarche doit également révéler une volonté ou une intention vis-à-vis de ce que l'on veut définir en droit.

Donner une définition du toro de combat est un exercice aboutissant à un résultat très différent selon la situation ou la qualité de la personne qui tente de répondre à cette interrogation .

Grosso modo pour l'aficionado il existe le toro-toro ou le medio toro appelée joliment toro artiste et pour le professionnel il existe le toro « qui sert » et celui « qui ne sert pas ».

En revanche le juriste qui essaye de définir en droit ce que peut être un toro de combat se retrouve face à une question complexe qui doit se résoudre par une recherche de critères précis et compréhensibles permettant une application pratique de la proposition d'une définition.

En effet définir ce que peut être un toro de combat implique dans un premier temps de distinguer cette race par rapport aux autres animaux et notamment par rapport aux races bovines qui ne combattent pas, pour ensuite parvenir à préciser les particularités générales de la race et les spécificités de chaque branche de ladite race générique.

Cependant pour être complet il convient aussi de s'interroger sur la finalité de l'établissement d'une telle définition.

Le toro de combat en lui-même est le centre d'intérêts d'un milieu économique et culturel qui existe à travers l'élevage , l'organisation des spectacles, les relations avec les différentes administrations et finalement les aficionados.

L'ensemble des intervenants ont intérêt à l'existence d'une définition juridique du toro de combat ce qui n'empêche pas de conserver une conception personnelle de la chose en fonction de la situation de chacun sur l'échiquier du Mundillo.

Sur le fond l'étude des origines du toro de combat nous apprend que les races de bovins sauvages descendants du mythique aurochs (*bos primigenius*) existaient sur l'ensemble des territoires européens mais que seule la péninsule ibérique et la Camargue ont su jouer le rôle de conservatoire écologique pour des races autochtones.

Celles ci se sont différenciées en fonction des particularités des zones géographiques et se sont maintenues grâce à la force des traditions locales à travers les jeux taurins qui réunissaient aussi bien les aristocrates que les gens du peuple.

Ce bétail sauvage et insoumis qui constituait un gibier chassé par les hommes va devenir au début du moyen âge un animal associé à divers jeux taurins pour progressivement en venir à un élevage qui va prendre forme à partir du XVI ème siècle et s'organiser dans le cadre d'une sélection de plus en plus poussée au cours des siècles suivants jusqu'à nos jours.

Pour ce qui concerne le statut juridique du toro de combat, on doit reconnaître qu'il n'existe pas jusqu'à un passé récent de définition strictement établie.

L'existence du toro de combat en tant que tel ne s'exprimait qu'à travers la réalité des spectacles et l'engouement des amateurs pour les courses.

Il n'était certainement pas indispensable de réglementer dans le cadre de sociétés alors moins soumises sur le plan technique aux contraintes réglementaires.

L'existence du toro de combat s'exprimait alors au cours des siècles par son appartenance notoire à tel ou tel élevage provenant de telle ou telle région d'Espagne ou du Portugal puis de France sans qu'il y ait nécessité de légiférer sur ce point.

Il semble que l'on peut historiquement fixer les prémisses de la fixation d'un statut du toro de combat à partir de la création au début du 20 ème siècle de la UNION DE CRIADORES DE TOROS DE LIDIA.

Cette création constitue une étape importante de l'organisation des éleveurs et par contre coup un embryon de réglementation ou de règles concernant directement le toro de combat en tant que tel, même si l'origine de cette vénérable association trouve sa source dans la volonté des ganaderos de se protéger les uns les autres face aux exigences déjà importantes de certains toreros.

Sur le plan strictement juridique et pour se rapprocher de nos frontières et de notre époque il convient d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que le toro de combat dont les aficionados louent et espèrent la combativité voire la sauvagerie doit être classé en droit français dans la catégorie des animaux domestiques.

Par définition l'animal sauvage est un « res nullius » c'est-à-dire qu'il s'agit d'un animal sans maître.

Or le toro de combat a quitté cet état depuis de nombreux siècles et se trouve donc soumis juridiquement par son appartenance à la classification des animaux domestiques car rattaché à une « maison » la domus en latin...

Cette situation juridiquement compréhensible n'a pas empêché quelquefois un certain scepticisme de la part de nos élus qui ont eu à s'interroger sur la notion d'animal sauvage.

Pour preuve la question posée à l'Assemblée Nationale le 10 avril 1995 par Monsieur Alain GRIOTTERAY Député du Val de Marne au sujet de la question de la définition de l'animal sauvage et de l'animal domestique.

Monsieur Alain GRIOTTERAY s'étonnait que l'on puisse condamner une personne qui détenait deux autruches considérée comme sauvages par la loi alors que dans le même temps un proche voisin de cette personne possédait 200 toros de combat sur une centaine d'hectares.

Le député reprochait alors au code rural de ne pas tenir compte du fait qu'au sein de chaque espèce existaient des individus domestiques et sauvages.

Ce dernier reprochait également au code rural une définition floue de la domestication alors que certains animaux dits domestiques étaient dangereux et que d'autres dits sauvages ne présentaient aucun danger ou vivaient en élevage comme les autruches, les bisons, les cerfs les daims, les sangliers...

Le député en fait qui s'inquiétait pour les agriculteurs souhaitant se diversifier à travers l'élevage d'animaux moins traditionnels, pensait que la réglementation devait prendre en compte la dangerosité de l'animal.

Le Ministère de l'Environnement rappelait en réponse qu'il n'était pas question d'empêcher l'élevage d'animaux non domestiques comme les autruches, les bisons, les cerfs les daims, et les sangliers mais que la réglementation avait prévu différentes dispositions imposant un certificat de capacité délivré par les autorités compétentes pour élever certains types d'animaux afin de s'assurer de la compétence technique des éleveurs et des conditions d'aménagement et de fonctionnement des élevages.

Et le Ministère de rappeler que le code rural considère comme sauvage les espèces n'ayant pas subi de modifications par sélection de la part de l'homme alors qu'a contrario les espèces domestiques ont fait l'objet d'une pression de sélection continue et constante.

Ainsi l'état sauvage d'un animal ne se définit pas en fonction du fait que cet animal soit né libre ou en fonction du temps de la captivité.

Un animal sauvage même apprivoisé sera toujours considéré comme tel .

En revanche un animal domestique peut présenter un caractère agressif.

Il s'agit de ne pas confondre caractère domestique avec docilité.

Le critère de distinction est constitué par l'action de l'homme sur l'espèce donnée dans le cadre de la sélection.

A ce jour les dispositions du Code de l'Environnement soit les articles R 411-1 er suivants se sont substituées depuis 1995 aux dispositions du code rural en la matière pour définir les critères de la domestication avec fixation d'une liste des espèces races ou variété d'animaux domestiques par Arrêté ministériel du 11 aout 2006.

Dans ce dernier texte, les bovidés apparaissent au titre notamment des races domestiques du Bœuf (BOS TAURUS) ce qui inclut le toro de combat qui correspond à la définition de l'article 1 de l'Arrêté.

Cet article dispose qu'une race domestique est une population animale sélectionnée constituée d'un ensemble d'animaux d'une même espèce présentant entre eux suffisamment de caractères héréditaires communs dont l'énumération et l'indication de leur intensité moyenne d'expression dans l'ensemble considéré définit le modèle. .

Par voie de conséquence le toro de combat que l'on appelle toro bravo, c'est-à-dire littéralement taureau sauvage, est considéré juridiquement comme une œuvre de l'homme et se trouve à ce titre être un animal domestique .

Pour les aficionados toujours un peu romantiques, cet état de fait ou plutôt de droit est susceptible de surprendre si ce n'est de choquer d'autant plus que le toro en sa qualité d'animal peut être considéré également comme un meuble par nature au sens de l'article 528 du code civil voire un immeuble par destination au sens de l'article 524 du code civil.

Cependant en 1995 la réponse du Ministère de l'Environnement comprenait un dernier alinéa qui laissait entendre que la situation du droit n'empêchait pas d'imaginer « *l'adoption d'autres catégories juridiques pour appréhender les animaux dans d'autres champs de préoccupations* ».

Or il existait depuis quelques années une réglementation européenne correspondant à une Directive 77/504 CEE du conseil du 25 juillet 1977 CONCERNANT LES ANIMAUX DE L'ESPECE BOVINE REPRODUCTEURS DE RACE PURE.(suivie d'autres directives précisant ou adaptant les dispositifs notamment au moment de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la communauté européenne comme la directive n° 85.586 DU 20 DECEMBRE 1985 ou encore la directive n°916174 DU 25 MARS 1991 RELATIVE AUX CONDITIONS ZOOTECHNIQUES ET GENEALOGIQUES REGISSANT LA COMMERCIALISATION D' ANIMAUX DE RACES).

Ces textes ne prennent pas en compte le caractère domestique ou sauvage de l'animal.

Ils ont pour objectif de favoriser le domaine de l'élevage des espèces bovines constituant des races pures.

Le législateur européen constatant que l'élevage bovin occupe une place très importante dans l'agriculture de chaque pays de la communauté et souhaitant faciliter les échanges intracommunautaires des tous les reproducteurs de race pure avec des garanties de qualités et de provenance a décidé d'inciter les Etats membres à mettre en place des organismes certifiés ayant vocation à établir et tenir des livres généalogiques pour les races bovines.

Ainsi ce corps de directives va imposer aux états membres la création de livres généalogiques pour chaque pays tenu par une organisation ou une association d'éleveur reconnue officiellement.

La directive datée du 25 juillet 1977 prévoit ainsi que doit être considéré comme bovin reproducteur de race pure tout animal dont les parents et les grands parents sont inscrits ou enregistrés dans un livre généalogique de la même race qui doit être tenu par une organisation ou une association d'éleveurs reconnue officiellement par l'Etat membre.

A travers une réglementation d'ordre général se présentait la possibilité de fixer et définir un statut précis et adapté pour le toro de combat.

Cette réglementation a fait l'objet d'une transposition dans les dispositifs légaux des différents pays et notamment de la France, de l'Espagne et du Portugal.

Chaque pays a donné un agrément à des associations d'éleveurs qui sont les suivantes

Pour l'ESPAGNE

- Asociacion nacional de ganaderias de lidia
- Asociacion de ganaderos unidos
- Agrupacion espagnola de reses bravas
- Union de criadores de toro de lidia

Pour le Portugal

- Associacio de Criadores de Toiros de Lidia

Pour la France

- l'Association des éleveurs français de taureaux de combat.

Ces organisations tiennent pour chaque pays un livre généalogique à partir duquel se définit le toro de combat au sens strictement juridique.

Par ailleurs les institutions et notamment européennes utilisent le canal de ces associations ayant reçu un agrément national quand il s'agit de réglementer de façon spécifique.

Pour preuve il convient de rappeler le règlement CE n°2680/1999 de la COMMISSION du 17 décembre 1999 approuvant un système d'identification des taureaux destinés des événements culturel ou sportifs.

Il est à noter au passage que le toro de combat devient au passage un taureau destiné à des événements culturels et sportifs.

La formule fixée la bureaucratie européenne s'éloigne de l'image traditionnelle que chaque aficionado peut avoir du toro de lidia mais dans le même temps constitue le témoignage d'une reconnaissance.

Ce texte prévoit donc un système d'identification des bovins utilisés dans des manifestations sportives ou culturelles, c'est-à-dire notamment sans la nommer la corrida de toros et précise qu'il s'agit des animaux inscrits sur les livres généalogiques des associations précitées.

Le toro de combat est ainsi juridiquement distingué des autres races bovines et reçoit même un traitement spécifique sur le plan du droit. Ce règlement a été pris à la demande de la France de l'Espagne et du Portugal afin que les procédés d'identification soient adaptés aux spécificités de la tradition taurine.

Ainsi l'autorité compétente peut enlever les marques auriculaires des animaux destinés aux événements tauromachiques avant le transport ou au moment du sevrage qui, toutefois, doivent être apposées ou accompagner les animaux dans les échanges intracommunautaires.

En France, le système d'identification prévu par le Règlement précité a fait l'objet d'un Arrêté du 27 juin 2000 modifiant un arrêté du 3 septembre 1998 puis finalement est intervenu un Arrêté du 9 mai 2006 abrogeant l'Arrêté du 3 septembre 1998.

L'Arrêté du 9 mai 2006 donne la définition du bovin destiné à des événements culturels ou sportifs..

Le toro de combat est tout simplement le bovin inscrit dans les livres généalogiques tenus par les associations précitées existant dans les trois pays.

Ces Associations agréées par les Etats membres ont un objectif de protection de la race, en assurant sa pureté ethnique, en l'améliorant et en l'orientant, en garantissant les données généalogiques et en favorisant la progression de ladite race comme cela est rappelé dans l'article 2 du règlement technique du Livre Généalogique français de la race bovine de combat

Chaque Association tient un livre généalogique

Si l'on prend l'exemple de l'Association Française de la Race Bovine de combat, le règlement précité prévoit un livre généalogique divisé en trois niveaux de qualification des animaux, livre A, B et C qui contiennent chacun la liste des animaux de race de combat classés en fonction de leur filiation et des différents registres tenus également par l'Association.

Le livre généalogique est en fait formé de quatre registres (registre initial, registre des naissances, registre définitif et registre annexe).

Les quatre registres correspondent à des étapes de reconnaissance des bovins en fonction de leur origine le registre définitif constituant le niveau de reconnaissance maximum de qualité du bovin de race de toro de combat pour être celui des animaux provenant du registre des naissances et pour être conservés comme reproducteurs.

En fait il s'agit d'un système de sélection de la race, reconnu par une Association qui impose des critères techniques précis aux éleveurs inscrits à l'Association avec un objectif toujours affirmé d'améliorer la race du toro de combat et d'assurer sa promotion.

L'organisation de l'élevage du toro de combat telle que voulue par les institutions européennes à travers une réglementation d'ordre général mais également par les pays de tradition taurine entraîne des conséquences qui ne sont pas négligeables.

Aucun éleveur ne pourrait invoquer le titre d'éleveur de toros de combat au sens juridique du terme s'il n'appartient pas à une de ces associations.

De plus si on pousse plus loin le raisonnement on est en droit d'affirmer qu'aucun spectacle ne saurait être organisé ou être présenté sous la dénomination de corrida ou de novillada si le bétail ne provient pas d'un élevage inscrit dans une des Associations agréées.

De plus, dans le cadre des échanges intra communautaires, il semble difficile de pouvoir empêcher ou de limiter des ventes de bétail de race brave, entre des ressortissants des différents états membres, si ce n'est sous la réserve de problèmes sanitaires comme cela a pu être le cas dernièrement avec les problèmes de la « maladie de la langue bleue ».

L'existence de règles européennes puis nationales structurant l'élevage du toro de combat constitue sans aucun doute un véritable atout pour cet élevage.

Le toro de combat est défini juridiquement ce qui constitue en soit une véritable reconnaissance de sa spécificité.

Cela permet d'espérer une prise en compte pour l'avenir de ses particularités zoologiques pour assurer la maintenance et la protection de la race à travers sa diversité mais également servir de fondement pour définir et préciser les règles du spectacle à l'occasion duquel il est utilisé.

On peut imaginer que soit créés des élevages d'état à l'instar des haras nationaux pour assurer le maintien de telle ou telle branche de la race du toro de combat tombée en désuétude par rapport à l'évolution du spectacle (CASTE NAVARRAISE, RACE PORTUGUAISE, CASTE VAZQUENA...) et notamment en France la reconnaissance juridique du toro de combat

Il s'agirait alors de préserver une certaine diversité dans le cadre de la promotion de la race du toro de combat

Il est à noter en Espagne l'existence d'un Décret Royal du 26 janvier 2001 qui fixe le prototype racial de la race du toro de combat en décrivant de façon extrêmement précise les caractéristiques de l'animal en les précisant même pour chaque caste (CABRERA, GALLARDO, NAVARRA, VAZQUENA, VISTAHERMOSA) déclinée en encastes puis en ligne de filiation.

L'Espagne pays d'origine de la race du toro de combat a réalisé à travers ce Décret un travail d'énumération et de description de la race du toro de combat à travers toutes ses particularités de façon assez remarquable.

Le toro est ainsi défini juridiquement à travers ces conditions d'élevage (Associations d'éleveurs agréés) mais également par un exposé précis des caractéristiques de chaque caste.

Pour ce qui concerne la France le caractère relativement récent de l'élevage du toro de combat ne permet pas la création d'une telle réglementation si ce n'est en faisant référence au Décret espagnol

Cependant, on peut imaginer et espérer que la reconnaissance sur le plan juridique de l'existence spécifique du toro de combat conduise les autorités nationales à s'interroger sur la nécessité de la création d'un règlement taurin unifié sur l'ensemble du territoire

Il semble cohérent que la définition de la race du toro de combat à travers une Association agréée par les autorités compétentes génère la mise en place d'une réglementation qui organise les conditions de combat et de mise à mort des toros appartenant à une race définie.

De sorte, que la définition juridique du toro de combat à travers un système de sélection et d'amélioration de la race devienne le fondement d'une organisation plus générale du spectacle et de la tradition.

Ainsi, à travers la démarche réglementaire, la définition juridique du toro de combat rejoindrait le fondement même de la tradition puisque le toro de combat constitue le pilier essentiel et mythique de la corrida.

8.DEFINICION DEL TORO DE LIDIA

Por el decano Jean Pierre Bigonnet

Definir una cosa o el contenido de un concepto consiste en determinar la esencia de lo que se debe definir, enumerando los caracteres propios que permiten aclarar a cada uno la consulta que ha sido hecha.

La definición del toro de lidia puede ser establecida de diversas formas y conceptos.

Para el aficionado a las corridas de toros, definir al toro de lidia conduce a menudo, por no decir siempre a revelar la sensibilidad con la cual está concebido el espectáculo taurino de la corrida formal y para ser más exacto a determinar la concepción personal que se puede tener de la tradición antigua del combate o del juego con el toro.

Todo aficionado sabe o debe saber (para merecer el título de aficionado) que la calidad de una obra realizada por un profesional de los toros debe apreciarse en función de un dato fundamental que es la del toro de lidia.

Esto, exige por parte del aficionado (que la calidad de una obra realizada por un profesional de los toros debe apreciarse en función de unos datos fundamentales que son la del toro de lidia.

De las acaloradas conversaciones entre aficionados, muchas veces destaca la definición del toro de lidia en el sentido taurino estricto como que es la clave de la comprensión del espectáculo o más bien de la lidia que acaba de desarrollarse.

Por eso mismo, esta realidad tiene que llevar a los aficionados a interrogarse sobre la base de su pasión común, el toro de lidia.

Negar la importancia del animal en la concepción que se puede tener del espectáculo de la corrida formal y por extensión del conjunto de las otras actividades tradicionales llevará inevitablemente a un error de interpretación de naturaleza emocionante y trágica.

En consecuencia, antes de dar o buscar una definición al sentido jurídico del término, es importante recordar que la proposición o análisis del concepto debe hacerse a través de un verdadero conocimiento de las razas de toros de lidia y del espectáculo taurino.

Sin embargo, una iniciativa como ésta debe revelar también una voluntad o un objetivo respecto a lo que se quiere definir en el derecho.

Dar una definición del toro de lidia es un adiestramiento que converge en un resultado diferente según las circunstancias o la particularidad de la persona que intenta contestar a esta pregunta.

En general para el aficionado existe el toro-toro “que vale” y el medio toro “que no vale”.

Sin embargo, para el jurista que intenta definir legalmente lo que puede ser un toro de lidia, se encuentra frente a una pregunta compleja que debe resolver con una búsqueda de criterios precisos y evidentes admitiendo un estudio práctico de la propuesta de una definición.

En efecto, definir lo que puede ser un toro de lidia implica en primer lugar distinguir esta raza respecto a otras y particularmente a las razas bovinas que no pelean, para después llegar a precisar las particularidades generales de la raza y las especificidades de cada rama de la llamada raza genérica.

Sin embargo, para ser completo queda preguntarse sobre la finalidad de establecer tal definición.

El toro de combate es el centro de interés de un entorno económico y cultural que existe a través de la crianza, de la organización de los espectáculos, de las relaciones con las diferentes administraciones y finalmente de los aficionados.

El conjunto de los que intervienen es interesante para definir jurídicamente al toro de lidia lo que no impide conservar una idea personal de la esencia en función de la posición de cada uno sobre el tablero de ajedrez del mundillo (taurino).

Sobre el fondo, el estudio de los orígenes del toro de lidia nos enseña que las razas bovinas salvajes descendientes del mítico uro (*bos primigenius*) existían en la totalidad de los territorios Europeos, pero sólo la península ibérica y la Camarga supieron jugar el papel conservador ecológico de las razas autóctonas.

Estas se diferenciaron en función de las particularidades de las zonas geográficas y se mantuvieron gracias a la fuerza de las tradiciones locales a través de los juegos taurinos que reunían tanto a aristócratas como a pobres.

Este ganado salvaje e insumiso que constituía una caza para los hombres se convierte al principio de la edad media en un animal

asociado a diversos juegos taurinos para progresivamente llegar a ser un ganado que irá cogiendo forma a partir del siglo XVI y organizarse para una selección cada vez más precisa durante siglos hasta hoy.

En cuanto, al estatuto jurídico del toro de lidia, se debe reconocer que no existía hasta hace poco no habían definiciones precisas.

La existencia del toro de lidia como tal sólo se expresaba a través de la realidad de los espectáculos y el entusiasmo de los aficionados.

Por supuesto, no era indispensable reglamentar en el contexto social, entonces menos sometidas sobre el plan técnico de las obligaciones Legales.

Por ello, la existencia del toro de lidia se expresaba a lo largo de los siglos gracias a su pertenencia notoria a tal o cual ganadería proviniendo una u otra región de España, Portugal o Francia sin que hubiera necesidad de legislar sobre este punto.

Parece que históricamente se pueden establecer los comienzos de la continuidad de un estatuto del toro de lidia a partir de la creación a principios del siglo XX de la UNIÓN DE CRIADORES DE TOROS DE LIDIA.

Esta creación constituye una etapa importante de la organización de los ganaderos y por consiguiente, un origen del reglamento o de normas que afectan directamente al toro de lidia como tal, incluso si el origen de esta venerable asociación encuentra su fuente en la voluntad de los ganaderos de protegerse entre ellos, frente a las exigencias ya importantes de algunos toreros.

Sobre el procedimiento estrictamente jurídico y para aproximarse a nuestras fronteras y a nuestra época, conviene llamar la atención del lector sobre el hecho de que el toro de lidia que los aficionados alaban y del cual esperan que sea combativo, o incluso salvaje, tiene que ser clasificado en el derecho Francés en la categoría de los animales domésticos.

Por definición, el animal salvaje es un « res nullius » es decir que se trata de un animal sin dueño.

Ahora bien el toro de lidia no pertenece a este estado desde hace muchos siglos y se encuentra entonces, sometido por su pertenencia a la clasificación de los animales domésticos ya que está relacionado a una « casa » la *domus* en lengua latina...

Esta situación jurídicamente comprensible, no ha impedido a veces un cierto recelo por parte de nuestros *diputados* que tuvieron dudas sobre el concepto de animal salvaje.

Como prueba, esta pregunta en la Asamblea Nacional el 10 de abril de 1995 del señor Alain GRIOTTERAY diputado de Val de Marne respecto a la definición de animal salvaje y animal doméstico.

El señor Alain GRIOTTERAY se extrañaba de que se pudiera condenar a una persona que poseía dos avestruces consideradas como salvajes por la ley cuando al mismo tiempo, un vecino cercano a esta persona, poseía 200 toros de lidia en un centenar de hectáreas. El diputado recriminaba entonces al código rural una definición difusa de la domesticación mientras que algunos animales llamados domésticos eran peligrosos y otros llamados salvajes no presentaban ningún peligro o estaban en criaderos como las avestruces, los bisontes, los ciervos, los gamos, los jabalíes...

En realidad, el diputado se preocupaba por los agricultores que querían diversificarse a través de la cría de animales menos tradicionales, pensaba que la reglamentación tenía que tomar en cuenta el peligro del animal.

El ministerio de medio ambiente recordaba en su respuesta que no se trataba de impedir la crianza de animales no domésticos como las avestruces, los bisontes, los ciervos, los gamos, y los jabalíes pero que la reglamentación había previsto diferentes disposiciones imponiendo un certificado de capacidad expedido por las autoridades competentes para criar algunas especies de animales con el fin de asegurarse la competencia técnica de los ganaderos y de las condiciones de planificación y de funcionamiento de las crianzas.

El ministerio recuerda que el código rural considera salvajes las especies que no sufrieron modificaciones en su selección por parte del hombre mientras al contrario las especies domésticas han sido seleccionadas de forma continua y constante.

Así el estado salvaje de un animal no se define según si el animal ha nacido libre o en función de su tiempo de cautividad.

Un animal salvaje incluso domesticado puede presentar un carácter agresivo.

No se trata de confundir carácter doméstico con docilidad.

El criterio de distinción se constituye de la acción del hombre sobre la especie en el contexto de la selección.

Hoy día las disposiciones del código del medio ambiente es decir los artículos R 411-1 y siguientes se han substituido desde 1995 según las disposiciones del código rural para definir los criterios de domesticación con la elaboración de una lista de las especies raras o variedades de animales domésticos con el decreto ministerial del 11 de agosto del 2006.

En este último texto, los bóvidos aparecen a título de las razas domésticas del buey (*BOS TAURUS*) lo que incluye el toro de lidia que corresponde a la definición del artículo 1 del decreto.

Este artículo indica que una raza doméstica es una población animal seleccionada constituida por un conjunto de animales de una misma especie que presentan entre ellos suficientes caracteres hereditarios comunes cuya enumeración e indicación de su intensidad media de expresión considerado en su conjunto define el modelo.

En consecuencia, el toro de lidia que llamamos toro bravo, es decir literalmente toro salvaje, es considerado legalmente como una obra del hombre y se encuentra a este título como un animal doméstico.

Para los aficionados, siempre un poquito románticos, este estado de derecho es susceptible de sorprender si no de chocar tanto más que el toro en su calidad de animal puede ser considerado igualmente como un mueble por natura según el

sentido del artículo 528 del código civil incluso de un piso según el sentido del artículo 524 del código civil.

Sin embargo en 1995 la respuesta del ministerio del medio ambiente llevaba una última línea que dejaba entender que la situación del derecho no impedía imaginar «la adopción de otras categorías jurídicas para acoger a estos animales»

Ahora bien, existía desde hace algunos años una reglamentación Europea correspondiente a una directiva 77/504 CEE del consejo del 25 de julio de 1977 que hace referencia a los animales de la especie bovina reproductora de raza pura. (Seguida de otras directivas precisando o adaptando los dispositivos particularmente en el momento de la entrada de España y de Portugal en la comunidad Europea como la directiva número 85.586 del 20 de diciembre de 1985 o también la directiva número 916174 del 25 de marzo de 1991 relativa a las condiciones zootécnicas y genealógicas rigiendo la comercialización de animales de raza).

Estos textos no toman en cuenta el carácter doméstico o salvaje del animal.

Tienen el objetivo de favorecer el sector de la crianza de las especies bovinas constituyendo razas puras.

El legislador Europeo constatando que la cría bovina ocupa un sitio importante en la agricultura de cada país de la comunidad y deseando facilitar los intercambios intracomunitarios de todos los reproductores de raza pura con garantías de calidad y proveniencia ha decidido incitar a los estados miembros a establecer organismos certificados con vocación de establecer y tener libros genealógicos para las razas bovinas.

Así, este cuerpo de directivas (estas directrices) va a imponer a los estados miembros la creación de libros genealógicos para cada país llevados por una organización o una asociación de ganaderos reconocida oficialmente.

La directiva fechada el 25 de julio de 1977 prevee así que tiene que ser considerada como bovino reproductor de raza pura todo animal cuyos padres y abuelos están matriculados o registrados en un libro genealógico de la misma raza que debe ser llevado por una asociación de ganaderos reconocidos por el estado miembro.

A través de una reglamentación de orden general se presentaba la posibilidad de fijar y definir un estatuto preciso y adaptado para el toro de lidia.

Esta reglamentación ha sido adaptada a los dispositivos legales de diferentes países y especialmente de Francia, de España y Portugal.

Cada país ha dado una aprobación a unas asociaciones de ganaderos que son los siguientes

Para España

- Asociación nacional de ganaderías de lidia
- Asociación de ganaderos unidos
- Agrupación Española de reses bravas
- Unión de criadores de toro de lidia

Para Portugal

- Associacio de criadores de toiros de lidia

Para Francia

- La Asociación de ganaderos Franceses de toros de lidia

Estas organizaciones tienen en cada país un libro genealógico a partir del cual se define el toro de lidia en el sentido estrictamente jurídico. Por otra parte las instituciones y especialmente Europeas utilizan el canal de esas asociaciones que han recibido una aprobación nacional cuando se trata de reglamentar de forma específica.

Como prueba conviene recordar el reglamento CE número 2680/1999 de la comisión del 17 de diciembre de 1999 que aprueba un sistema de identificación de los toros destinados a los acontecimientos culturales o deportivos.

Hay que destacar que entonces el toro de lidia se convierte en toro destinado a acontecimientos culturales o deportivos.

Con esta fórmula la burocracia Europea se aleja de la imagen tradicional que cada aficionado pueda tener del toro de lidia pero al mismo tiempo constituye el testimonio de un reconocimiento.

Este texto prevee entonces un sistema de identificación de los bovinos utilizados en las manifestaciones deportivas o culturales, es decir sin nombrar la corrida de toros y precisa que se trata de animales inscritos sobre los libros genealógicos de las asociaciones ya citadas.

Así, el toro de lidia está jurídicamente diferenciado de las otras razas bovinas y recibe incluso un tratamiento específico acerca del derecho.

Este reglamento ha sido adaptado a la demanda de Francia y Portugal para que los procesos de identificación sean adaptados a las especificaciones de la tradición taurina.

Así la autoridad competente puede quitar las marcas crotales auriculares de los animales destinados a los acontecimientos taurinos antes del transporte y en el momento del destete, que sin embargo, tienen que ser fijados o acompañar a los animales en los intercambios intracomunitarios.

En Francia, el sistema de identificación previsto por el reglamento precitado ha conducido a la elaboración de un decreto del 27 de junio de 2000 modificando un decreto del 3 de septiembre de 1998 y finalmente ha intervenido en un decreto del 9 de mayo de 2006 derogando el decreto del 3 de septiembre de 1998.

El decreto del 9 de mayo de 2006 da la definición del bovino destinado a unos acontecimientos culturales o deportivos.

El toro de lidia es sencillamente el bovino inscrito en los libros genealógicos llevado por las asociaciones existiendo en los tres países.

Estas asociaciones admitidas por los estados miembros tienen un objetivo de protección de la raza, asegurando su pureza étnica, mejorándola, y orientándola, garantizando los datos genealógicos y favoreciendo la progresión de dicha raza como esta es recordada en el artículo 2 del reglamento técnico del libro genealógico francés de la raza bovina de combate.

Cada asociación tiene un libro genealógico

Si tomamos el ejemplo de la asociación francesa de la raza bovina de combate, el reglamento precitado prevee un libro genealógico dividido en tres niveles de calificación de los animales, libro A, B y C que contienen cada uno la lista de los animales de raza de combate clasificados en función de su filiación y de los diferentes registros llevados también por la asociación.

El libro genealógico está formado por cuatro registros (registro inicial, registro de los nacimientos, registro definitivo, y registro anexo).

Los cuatro registros corresponden a unas etapas de reconocimiento de los bovinos en función de su origen el registro definitivo constituyendo el nivel de reconocimiento máximo de calidad de bovino de raza de toro de lidia para ser el de los animales proveniente del registro de los nacimientos y para ser conservados como reproductores.

En realidad, se trata de un sistema de selección de la raza, reconocido por una asociación que impone criterios técnicos precisos a los ganaderos inscritos en la asociación con un objetivo siempre interesado en mejorar la raza del toro de lidia y de asegurar su promoción.

La organización de la crianza del toro de lidia tal como la quieren las instituciones Europeas a través de una reglamentación de orden general pero también por los países de tradición taurina tiene consecuencias importantes.

Ningún ganadero podrá invocar el título de ganadero de toros de lidia en el sentido jurídico del término si no pertenece a una de estas asociaciones.

Además, en el desarrollo de los intercambios intracomunitarios, parece difícil poder impedir o limitar ventas de ganado de raza brava,

entre unos dependientes de los diferentes estados miembros, si no es bajo la reserva de problemas sanitarios como ha podido ser últimamente el caso del problema de la « enfermedad de la lengua azul ».

La existencia de reglas Europeas y nacionales estructurando la crianza del toro de lidia constituye sin duda alguna una verdadera ventaja para esta ganadería.

El toro de lidia está definido jurídicamente lo que constituye en sí un verdadero reconocimiento de su especificidad.

Esto permite asegurar tomar en cuenta para el futuro sus particularidades zoológicas para asegurar su permanencia y la protección de la raza a través de su diversidad pero también servir de base para definir y precisar las reglas del espectáculo para el cual se utiliza.

Se puede imaginar que se han creado ganaderías de estado como los potreros nacionales para asegurar el mantenimiento de tal o cual rama de la raza de toro de lidia en desuso respecto a la evolución del espectáculo (CASTA NAVARRA, RAZA PORTUGUESA, CASTA VAZQUENA...) y especialmente en Francia el reconocimiento jurídico del toro de lidia.

Se trataría entonces de preservar una cierta diversidad en el marco de la promoción de la raza del toro de lidia.

Hay que señalar en España la existencia de un real decreto del 26 de enero de 2001 que fija el prototipo racial de la raza del toro de lidia describiendo de forma muy precisa las características del animal detallándolas incluso para cada casta (CABRERA, GALLARDO, NAVARRA, VAZQUENA, VISTAHERMOSA) declinada en encastes y en líneas de filiación.

España país de origen del toro bravo ha realizado a través de este decreto un trabajo de enumeración y de descripción de la raza del toro de lidia a través de todas de sus particularidades de manera muy notable.

El toro está definido así jurídicamente a través de estas condiciones de crianza (Asociaciones de ganaderos admitidos) pero igualmente con una exposición precisa de las características de cada casta.

En cuanto a Francia el carácter relativamente reciente de la crianza del toro de lidia no permite la creación de una reglamentación como ésta, excepto si se hace referencia al decreto español.

Sin embargo, se puede imaginar y esperar que el reconocimiento del plan jurídico de la existencia específica del toro de lidia conduzca a las autoridades nacionales, a interrogarse sobre la necesidad de creación de un reglamento taurino unificado sobre el territorio.

Parece coherente que la definición de la raza del toro de lidia a través de una asociación admitida por las autoridades competentes, genere la instalación de una reglamentación que organice las condiciones de combate y muerte de los toros que pertenecen a una raza definida.

De tal manera que la definición jurídica del toro de lidia a través de un sistema de selección y mejora de la raza se convierta en base de una organización más general del espectáculo y de la tradición.

Así, a través de la actitud reglamentaria, la definición jurídica del toro de lidia se uniría a la base misma de la tradición puesto que el toro de lidia constituye el pilar esencial y mítico de la corrida.

Sin embargo, se puede imaginar y esperar que el reconocimiento sobre el plan jurídico de existencia específica.

9. LE COMBAT DU TORO

9.1.Les aspects juridiques du combat du toro

Par Me Emmanuel DURAND

Introduction

Gérard CORNU dans son ouvrage de droit civil des biens apporte une lecture de l'Art. 528 du Code Civil visant à placer l'animal à sa juste place.

A tout représentant du règne animal correspond un statut de base que complète, pour diverses espèces, dans certaines situations, des dispositions particulières.

Il existe un droit commun et un droit spécial de l'animal.

L'Article 528 fixe un statut générique de l'animal en le distinguant de façon radicale et irréductible de l'espèce humaine, c'est la division du droit des personnes et du droit des biens.

Les intervenants qui m'ont précédé à la tribune l'ont rappelé et ont insisté sur le risque et l'inutilité de créer dans le droit civil une troisième catégorie sous l'impulsion des thèses animalitaires, dont l'anthropomorphisme ou l'antispécisme plus ou moins exacerbé leur fait oublier les différences que la notion "*d'être sensible*" ne saurait gommer.

La notion "*d'être sensible*" est inutile au civiliste.

Elle ne permet pas d'affirmer la distinction entre les personnes et les animaux.

L'animal est fondamentalement un bien en ce qu'il est susceptible d'appropriation.

Il se distingue des autres biens non pas en ce qu'il est un "*être sensible*" (cf. corail, zooplancton, drosophile,...) mais un vivant.

Selon son espèce il bénéficiera de restrictions plus ou moins fortes du droit de propriété (usus, fructus, abusus) attachées à son statut.

Le Code Civil n'a pas plus à connaître de la distinction, au demeurant imparfaite, entre domestique et sauvage.

Seule l'intéresse la division fondée sur le critère d'appropriation distinguant les biens avec maître des biens sans maître.

Le *toro* est un bien.

Il est un animal, donc un vivant, et se trouve ainsi soumis à côté du statut général des biens à d'autres corps de règles législatives qui constituent le statut spécial de l'animal.

Par des mesures de protection (animale) ou de défense (sociale) le droit animalier s'intéresse concrètement à une espèce ou au sein d'une espèce, à la situation de tels de ses échantillons.⁷⁷

Le toro de corrida a été identifié par l'INRA (département des sciences animales de l'INAPG) comme une race bovine brave espagnole : LE TORO BRAVO.

Messieurs Pierre DUPUY et Paul CASANOVA définissent le terme *bravo* dans leur dictionnaire tauromachique comme un adjectif espagnol qui peut signifier brave, hardi, courageux, intrépide, féroce, fier, arrogant, superbe, éclatant, sauvage, irrité.

Lorsqu'un *toro* est brave il mérite tous ces qualificatifs.

Pour Francis WOLFF la *bravura* repose sur l'idée que l'animal qui combat, en tant qu'il est animal *bravo*, met la valeur même de son combat au dessus de sa propre souffrance et c'est même ce qui le définit comme un *bravo*.⁷⁸

La détermination du statut juridique applicable au *toro bravo* est-elle essentielle à l'appréciation des règles régissant le combat du toro ?

Le Petit Larousse définit l'animal domestique comme celui qui a été dressé ou apprivoisé et l'oppose à l'animal sauvage.

Jean Pierre DIGARD dans son ouvrage "Les français et leurs animaux" précise que domestiquer un animal ce n'est pas seulement veiller à sa protection, à son alimentation et à sa reproduction, c'est aussi l'accoutumer à la présence de l'homme et le soumettre à sa volonté.

Or précisément l'acte domesticatoire à l'égard du *toro bravo* consiste à l'élever en le soumettant le moins possible à la présence de l'homme et en le laissant agir selon sa propre volonté en évitant de l'apprivoiser.

Le *toro bravo* apparaît ainsi comme un animal sauvage alors même que le droit et la jurisprudence le désigne comme animal domestique.

⁷⁷ Gérard CORNU précité

⁷⁸ Francis WOLFF "Des toros et des hommes

En l'absence de définition précise dans la loi française de l'animal domestique c'est d'une part vers la jurisprudence qu'il faut se tourner. La Cour de Cassation considère que les *toros bravos* sont des animaux domestiques puisque :

"Ces animaux vivaient sous la surveillance de l'homme, étaient élevés, étaient nourris et se reproduisaient par ses soins"

(Cass. Crim. 16 février 1895 S 1895 I 371)

Par la suite de manière constante la jurisprudence considère comme animal domestique :

"Celui né en captivité, qui dépend de son propriétaire, lequel assure sa protection, sa nourriture et sauvegarde de sa reproduction"

(TGI Boulogne sur Mer 10 septembre 1986)

Cette définition si elle prend en considération le constat des actes domesticatoires que subit le *toro* de combat elle reste essentiellement attachée à la division civiliste des biens avec ou sans maître et exclut de son analyse les caractéristiques propres de l'animal et celles spécifiques de sa domestication.

Il convient d'autre part de se tourner vers les dispositions de l'arrêté du 11 août 2006 (JO RF n° 233 du 7 octobre 2006) fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques par opposition aux animaux non domestiques définis par le Code de l'Environnement à l'Art. R.411-5 comme ceux qui n'ont pas subi de modification par la sélection de la part de l'homme.

L'article premier dispose que sont considérés comme des animaux domestiques les animaux appartenant à des populations animales sélectionnées ou dont les deux parents appartiennent à des populations animales sélectionnées.

L'arrêté fixe en annexe la liste des animaux déclarés domestiques au chapitre desquels figurent les bovidés (*Bos Taurus*).

Sur cette liste ne figure pas notamment l'autruche, qui en dépit de sa domestication est donc considérée comme un animal non domestique dont l'élevage est soumis à la détention d'un certificat de capacité et aux obligations des Art. L. 413-1 et suivants du Code de l'Environnement.

La Cour de Cassation par un arrêt du 28 février 1994 confirmant un arrêt de la Cour d'Appel de BOURGES du 25 novembre 1993 justifie

du caractère non domestique de l'autruche par deux arguments dont la pertinence reste discutable :

- 1) L'espèce n'a subi aucune modification de couleur, de comportement, de conformation et de caractère qui lui sont propres du fait de l'homme.
- 2) La seule constatation que l'éleveur choisisse tel ou tel reproducteur est sans influence car elle ne crée en aucune manière une pression de sélection.

Appliquée au *toro bravo* cette jurisprudence en ferait un animal non domestique.

La frontière entre domestique et sauvage est semble-t-il ténue et la domesticité du *toro bravo* ne semble tenir qu'à l'inscription du Bos Taurus sur la liste annexée à l'arrêté du 11 août 2006.

Si la distinction domestique / non domestique (sauvage) présente un intérêt au regard des conditions d'élevage qui relèveront soit du Code Rural soit du Code de l'Environnement, la distinction est moins pertinente au regard du combat du *toro* dans la mesure où le législateur pénal a entendu protéger de la même manière l'animal domestique, l'animal apprivoisé ou l'animal tenu en captivité.

Ainsi même s'il était requalifié d'animal sauvage le *toro bravo* ne vit pas à l'état sauvage mais est tenu en captivité et relève du droit pénal ainsi que des dispositions protectrices des animaux inscrites dans le Code Rural aux Art. L. 214-1 et suivants.

L'étude des aspects juridiques du combat du *toro* suppose d'identifier le cadre légal du combat et les protagonistes du combat.

Le combat peut être spontané (libre) ou provoqué (réglementé).

Dans la première situation le *toro* sera généralement face à un autre *toro*, dans la seconde il sera face à un tiers étranger (*torero*, *picador*,...).

Les règles de droit qu'elles soient d'origine législative, réglementaire, contractuelle ou coutumière visent à protéger le *toro* de manière différente selon qu'il est combattant (*combate* ou *pelea*) ou combattu (*lidia*).

Les premières dispositions visent à protéger son intégrité et sa spécificité de combattant.

Les secondes visent à organiser le combat dans le respect des valeurs protégées par les premières.

1. La pelea du toro

1.1. La protection des animaux : l'Art. L. 214-1 du Code Rural

"*Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce*".

Il s'agit du principe fondateur de la protection des animaux détenus par leur propriétaire.

Ce texte s'applique donc au *toro bravo* dans ses relations avec son propriétaire, l'éleveur d'abord, l'organisateur du spectacle ensuite.

Ce principe protecteur de l'animal n'est cependant pas incompatible avec le combat du *toro*.

Le *toro* de combat appartient à la famille des Bos Taurus et plus particulièrement à sa branche Ibéricus, dont les caractéristiques génétiques qui lui sont propres le distinguent des autres bovidés.

1.1.1. Le toro bravo est un combattant

Il se distingue des autres bovidés par sa capacité à combattre spontanément.

Ce trait de caractère qui façonne aussi bien le génotype que le phénotype du *toro* est identifié comme sa bravoure.

Elle se définit comme le sentiment de force et de supériorité qu'a le *toro* et qui le conduit à charger inlassablement, avec la nécessité de dominer tout ce qui se trouve dans ce qu'il considère comme son espace personnel (territoire, terrain) et cela quitte à mettre en jeu son intégrité physique.

Il s'agit là "*d'un impératif biologique de son espèce*".

1.1.2. Le toro bravo combat jusqu'à la mort

Non seulement la bravoure du *toro* le pousse à mettre en jeu dans le combat son intégrité physique pouvant aller jusqu'à sa propre mort, mais encore elle le conduit à combattre jusqu'à la mort de l'autre qu'il appartienne ou non à sa propre espèce.

Or ce combat à mort est un acte meurtrier gratuit, atypique au sein de l'espèce animale, le *toro*, herbivore, ne satisfera dans cette mort aucun impératif alimentaire ni d'ailleurs sexuel (combats pour une femelle).

Ce combat à mort apparaît ici encore comme "*un impératif biologique de son espèce*".

1.1.3. Le *toro bravo* est endurant à la douleur

Lors des journées de Pamplona sur le bétail de combat au mois de novembre 2008 le professeur Juan Carlos Illera del Portal mettait en évidence par une étude scientifique portant sur 180 *toros*, les mécanismes de réponse au stress chez le *toro* de combat et les réponses neuro-endocriniennes au seuil de douleur.

Ainsi si le *toro* est stressé au moment du combat il l'est de façon moins importante, dans des proportions très significatives, que durant son transport.

Le *toro* de combat a une réponse endocrinienne lui permettant de surmonter le stress du combat.

De la même manière le *toro bravo* est biologiquement armé pour lutter contre la douleur par la libération en grande quantité de bêta-endorphines qui bloquent les nocicepteurs de l'animal élevant ainsi considérablement le seuil de la douleur.

Les caractéristiques génétiques du *toro bravo* en font un animal né et élevé pour le combat.

Le placer en situation de combat c'est le placer dans des conditions compatibles avec les caractéristiques et les impératifs biologiques de son espèce.

La dureté du combat dans l'arène, dans le respect des règles qui le régissent, est justement proportionnée à l'endurance du *toro* au combat. La sanction de la violation des règles protectrices de l'animal édictées à l'Art. L.214-1 du Code Rural est énoncée à l'Art. L.214-3 "il est interdit d'exercer de mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivités" et réprimée par l'Art. R.654-1 du Code Pénal par une contravention de 4^{ème} classe.

Or il est démontré que le traitement auquel est soumis le *toro bravo* durant le combat n'est pas un mauvais traitement mais un traitement compatible avec les caractéristiques et les impératifs biologiques de son espèce et échappe à la sanction pénale.

1.2. L'immunité du torero

Le chapitre 4 du titre premier du livre 2 du Code Rural consacré à la protection des animaux envisage leur protection à l'égard de leurs propriétaires (Art. L.214-1) ou de leurs détenteurs (Art. L.214-2).

Or s'il apparaît évident, hormis la situation où le *matador* achète son *toro* (course au 33 %), qu'il n'en est généralement jamais le propriétaire et ne peut donc sous cette qualité être inquiété au titre des dispositions relatives à la protection des animaux.

La question est en revanche plus complexe sur la qualité de détenteur de l'animal.

Le détenteur est celui qui en exécution d'un contrat, conserve un bien pour le compte d'autrui (propriétaire ou possesseur).

Il en a seulement l'usage ou la garde pendant la seule durée du contrat.

Le *torero* est-il détenteur du *toro*?

Le terme de *torero* englobe tous les acteurs du combat (*Matador*, *banderillero*, *picador*,...)

Nous ne nous attacherons qu'au *Matador*.

Pour être détenteur du *toro* cela suppose que ce dernier ait été remis au *Matador* en vertu d'un contrat lui conférant l'usage et lui transférant la garde.

Le *Matador* est lié à l'organisateur par un contrat d'entreprise (contrat de louage) aux termes duquel il lui est demandé de combattre les *toros* en présence desquels il sera placé selon des règles codifiées.

Ce contrat ne prévoit en aucune de ses dispositions la remise du *toro* au *Matador*.

En l'absence de tradition, au sens juridique, le propriétaire du *toro* n'a pas pu en transférer la garde au *Matador*.

Ainsi si le *Matador* exerce sur le *toro* un pouvoir de direction et de contrôle c'est strictement au sens du pouvoir de domination qu'il l'exercera sans emporter les conséquences juridiques d'un transfert de la garde.

Le *Matador* ne répond pas des dommages éventuellement causés par l'animal pendant le combat.

La responsabilité civile du *Matador* ne saurait être recherchée par les autres acteurs de la corrida qui seraient blessés par le *toro*, d'abord au titre de la théorie de l'acceptation du risque cause exonératoire de responsabilité et en l'absence de toute justification d'un transfert de la garde.

Mais encore, le *toro* qui échapperait à la maîtrise du *Matador* et blesserait un spectateur ouvrirait à ce dernier une action en réparation du préjudice causé à l'encontre de l'organisateur qui en est demeuré le propriétaire et qui en assure la garde dans l'enceinte des arènes où il se produit.

Le *toro* pendant la durée du combat reste sous la garde juridique de l'organisateur.

Ainsi le *Matador* ne saurait être juridiquement qualifié de détenteur. Pourrait-il être qualifié de détenteur précaire ?

Le détenteur précaire d'une chose est celui qui exerce sur elle un pouvoir de fait en vertu d'un titre juridique qui implique la reconnaissance du droit de propriété d'autrui et l'obligation de restituer à son propriétaire.

La précarité de la détention tient à l'obligation de restitution au propriétaire.

Si à l'issue du combat le *Matador* restitue à l'organisateur la dépouille du *toro* après avoir assuré sur celui-ci une maîtrise effective, cette maîtrise ne s'est pas exercée en vertu d'un titre juridique.

Le *Matador* ne saurait davantage être détenteur précaire.

Ni propriétaire, ni détenteur du *toro* le *Matador* échappe à l'interdiction de mauvais traitements envers animaux énoncés à l'Art. L.214-3 du Code Rural dès lors que cette interdiction s'applique au seul propriétaire ou détenteur de l'animal.

1.3. Le combat au Campo : l'encapuchonnage

Durant les quatre ans de leur préparation au *campo*, les *toros* livrés à eux-mêmes éprouvent quotidiennement leurs armures dont ils apprennent à se servir.

Des études statistiques laissent apparaître qu'entre l'âge de 3 et 4 ans environ un tiers des *toros* s'abîment une à deux cornes.

Dans un souci strictement économique certains éleveurs (Fuente Ymbro, Jandilla,...) ont imaginé protéger les cornes de leur *toros* par des capuchons en résine retirés huit jours avant la course.

Si cette protection n'affecte pas la structure de la corne, selon les études vétérinaires menées et préserve la corne de certains accidents, elle n'apparaît pas pour autant satisfaisante.

Elle conduit à une double manipulation du *toro* qui multiplie à son égard les gestes domesticatoires contraires au principe même de son élevage qui doit le maintenir le plus éloigné possible de tout contact humain.

Cette protection est encore susceptible de modifier le comportement du *toro* qui perd ses repères (modification de l'appréciation des distances, diminution du pouvoir léthal).

Elle ne favorise pas la lutte contre l'*afeitado* sauf à exiger leur retrait au moment de l'embarquement.

La revendication du caractère *bravo* du *toro* va à l'encontre de toute manipulation quelque louable que puisse être l'intention de son auteur.

Voir entrer dans l'arène un *toro limpio* ne consiste pas à exiger la présentation d'armures exemptes de scories mais exemptes de manipulations.

Le développement de la pratique de l'encapuchonnage doit être appréhendé dans l'ensemble de ses dimensions zoologiques, éthiques, philosophiques et naturellement juridiques.

Les réglementations française et espagnole des courses de *toros* ne peuvent laisser se développer cette pratique sans l'appréhender que ce soit pour l'interdire ou à l'encadrer.

1.4. La protection pénale de l'animal

1.4.1. Principe

Le Code Pénal consacre trois articles à la protection des animaux.

Sont ainsi punis selon leur gravité croissante :

- Les mauvais traitements envers animaux (contravention de 4^{ème} classe Art. R. 654-1 du Code Pénal)
- Les atteintes volontaires à la vie de l'animal (contravention de 5^{ème} classe Art. R.655-1 du Code Pénal)
- Les sévices graves ou actes de cruauté envers animaux (délits punis

de deux ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende article 521-1 du Code pénal)

Il convient d'observer que ces trois textes ne se préoccupent pas du lien juridique pouvant unir l'auteur de l'infraction à l'animal.

Personne physique ou morale (pour les délits seulement) elle est punie à raison des faits commis et non de sa qualité (propriétaire ou détenteur) comme dans le cadre des dispositions du Code Rural.

Le Code Rural n'a d'ailleurs curieusement envisagée au titre de la protection des animaux que la situation la moins grave pénalement, relative aux mauvais traitements passibles de contravention de 4^{ème} classe.

1.4.2. L'exception : De la tradition locale au *toro bravo*

Le *toro* est exclu du champ d'application des dispositions du Code Pénal dans les termes suivants :

"Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux courses de toros lorsqu'une tradition locale ininterrompue peut être invoquée".

Ainsi l'exclusion est admise non pas en raison de la nature propre de l'animal ou de la spécificité de son combat, mais sur l'identification d'un secteur géographique au sein duquel doit être mis en évidence l'existence d'une tradition taurine ininterrompue.

1.4.2.1. La jurisprudence française

D'apparence réducteur les termes de "*local*" et "*ininterrompu*" ont été appréciés de façon large par les juridictions du fond et approuvés par la Cour de Cassation.

La conception extensive du terme "*local*" étant de construction purement prétorienne elle reste cependant particulièrement instable et sujette à revirement vers une interprétation plus restrictive, sous la poussée des thèses animalitaires.

Ce revirement est d'autant plus à craindre qu'il serait facilité par une lecture littérale du texte qui en matière pénale est généralement d'application stricte.

1.4.2.2. Le droit communautaire

Contrairement à la croyance savamment entretenue par les adversaires de la corrida, l'interprétation jurisprudentielle des

juridictions françaises se trouve confortée par les dispositions du Droit Communautaire.

Le 2 octobre 1997 les Etats Membres de l'Union Européenne ont signé le traité d'AMSTERDAM qui comporte un protocole d'accord n° 10 qui se substitue à la déclaration du traité de MAASTRICHT et qui précise :

"Les hautes parties contractantes, désireuses d'assurer une plus grande protection et un meilleur respect du bien-être des animaux en tant qu'êtres sensibles, sont convenus des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité instituant la communauté européenne :

Lorsqu'ils formulent et mettent en œuvre la politique communautaire dans les domaines de l'agriculture, des transports, du marché intérieur et de la recherche, la communauté et les états membres tiennent pleinement compte des exigences du bien-être des animaux, tout en respectant les dispositions législatives ou administratives et les usages des états membres en matière notamment de rite religieux, de traditions culturelles et de patrimoines régionaux".

Ainsi le Code Pénal doit assurer la protection de l'animal en tant qu'être sensible mais dans le respect des usages en vigueur dans les Etats Membres notamment en matière de traditions culturelles et de patrimoines régionaux.

La première lecture du texte apparaît ainsi rassurante et semble conforter l'orientation jurisprudentielle extensive de la notion de "tradition locale ininterrompue".

Le Droit Communautaire à une vision plus large du périmètre d'immunité que la loi pénale française.

Il admet que le bien-être des animaux qui doit être recherché et protégé par les Etats Membres peut connaître des exceptions qui trouvent leur légitimité dans les usages en matière de traditions culturelles et de patrimoines régionaux.

La tradition taurine, tauromachique, fait culturel, autorise le combat du *toro* et sa mise en mort dans sa tradition espagnole.

Le législateur communautaire n'exige pas une localisation géographique.

Ainsi la tradition culturelle du combat de *toros* à la mode espagnole n'est pas seulement envisagée et autorisée sur le territoire espagnol,

elle peut se dérouler dans un autre État Membre dès lors qu'elle constitue un usage au sein de celui-ci.

L'autre exception à la protection de l'animal est la revendication d'un patrimoine régional.

Les jeux taurins et courses de *toros* dans leur tradition espagnole, camarguaise, landaise ou portugaise font indiscutablement partie de notre patrimoine régional et bénéficient de l'immunité autorisant leurs pratiques.

Dans ces deux composantes la législation communautaire s'attache à la mise en exergue d'un usage qui, s'il suppose une certaine permanence n'a pas pour autant besoin d'être ininterrompu.

La restauration d'un usage désuet est suffisante pour légitimer le déroulement d'une course de *toros*.

Ainsi la condition du caractère ininterrompu de la tradition, déjà assouplie par la jurisprudence française, apparaît contraire au droit communautaire qui n'exige aucune justification de durée.

La condition imposée dans le droit interne doit ainsi céder le pas face à la norme communautaire de portée supérieure.

Le législateur communautaire n'exige pas une tradition locale mais une tradition culturelle.

Il ne restreint pas l'appréciation à la vision réductrice de la localité au sens du découpage administratif français mais l'envisage dans sa dimension patrimoniale et régionaliste.

C'est la consécration de l'analyse de la Cour d'Appel de BORDEAUX confirmée par la Cour de Cassation dans son arrêt du 16 septembre 1997 n° 96 – 82649 :

"L'on ne saurait dénier à la commune de FOIRAC son appartenance à l'ensemble démographique dont BORDEAUX est la capitale, où se retrouve la permanence et la persistance d'une tradition Tauromachique dont l'existence est signalée sans conteste dès le 18^{ème} siècle et qui a donné lieu à l'organisation des premières corridas avec mise à mort dès le milieu du 19^{ème} siècle ",

Mais cette conception laisse encore subsister un risque de remise en cause de l'existence de la corrida.

1.4.2.3. Vers la modification du code pénal et la reconnaissance du *toro bravo*.

Les mouvements autonomistes de certaines communautés espagnoles et notamment la Catalogne visent à rejeter la corrida comme symbolisant la fiesta nationale et rejette l'idée que la corrida puisse être une tradition culturelle en Catalogne en refusant de l'incorporer à son patrimoine régional.

L'aboutissement de tels mouvements conduirait ainsi à priver la corrida de légitimité dès lors qu'elle ne pourrait plus revendiquer une tradition culturelle et un ancrage dans un patrimoine régional.

On perçoit ici les dangers de l'analyse du droit français comme du droit communautaire.

Le législateur considère que l'animal a droit à une protection en sa qualité d'être sensible.

Qu'il doit être protégé des sévices et mauvais traitements.

Que les phases de la corrida (Piques banderilles estocade) sont constitutives de sévices et d'actes de cruauté envers les animaux et donc pénalement répréhensibles.

Et qu'il ne bénéficie d'immunité que par l'exception de traditions culturelles géographiquement localisées.

Il apparaît plus sécurisant et plus juste d'affirmer l'identité et la spécificité de la race *brava* du *toro* de combat, qui s'il est comme tous les animaux un être sensible, est un animal ayant des caractéristiques génétiques propres qui lorsqu'il est placé en situation de combat (dans le *campo* ou dans l'arène, se retrouve dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce.

Ainsi le combat du *toro* ne serait pas pénalement répréhensible non pas par ce qu'il constituerait des actes de cruauté excusées par une tradition culturelle, mais parce que le combat serait compatible dans ces trois phases (Piques banderilles estocade) avec l'essence même du *toro*.

Jack l'Eventreur et Mère Thérésa sont deux êtres sensibles mais personne n'a imaginé que leur sensibilité devait être traitée de la même manière.

L'une des pistes de réflexion pourrait être ainsi de réécrire le cinquième alinéa de l'Art. 521-1 du Code Pénal de la manière suivante :

"Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux courses de toros".

2. La lidia du toro

2.1. Les 4/3 du combat

Tout comme César expliquait à Marius que la recette de bon picon citron curaçao doit comprendre :

- un petit tiers de curaçao
- un tiers un peu plus gros de citron
- un bon tiers de picon
- et un grand tiers d'eau

Une corrida au 21^{ème} siècle comprend :

- un petit tiers de piques
- un tiers un peu plus gros de banderilles
- un grand tiers de muleta
- un bon tiers d'estocade

Ainsi l'arithmétique méridionale a introduit un quatrième tiers au déroulement de la corrida.

Les adeptes du premier tiers, les conservateurs, les toristes y voient la décadence du spectacle par la dévalorisation des caractéristiques fondamentales du toro.

Les adeptes de ce nouveau tiers, les progressistes, les toreristes y voient au contraire l'avenir et le renouveau du combat.

Campés dans des positions extrêmes toristes et toreristes n'ont qu'une vision borgne du spectacle.

L'avenir de la corrida nécessite que dans une accolade torera ils aillent prendre place côté à côté sur les *tendidos* pour avoir enfin une vision binoculaire de la course.

2.1.1. La revalorisation du premier tiers

Le premier tiers est fondamental.

Son but est d'apprécier la bravoure du *toro* qui est la qualité première qui fonde sa race.

Sans bravoure point de race *brava* et sans race *brava* point de corrida
Mais la bravoure n'est pas l'apanage du premier tiers elle est celui du *toro* et s'exprime dans toutes les phases du combat.

L'introduction du caparaçon a bouleversé les critères d'appréciation de la bravoure du *toro*.

Avant le caparaçon la bravoure se mesurait à la réaction du *toro* sous l'impact du fer et à sa capacité récidivante malgré la blessure.

Aujourd'hui, même les plus toristes des aficionados veulent voir la manière dont le *toro* pousse au cheval.

Or la poussée n'illustre que la puissance du *toro*, pas sa bravoure, elle met en valeur ses qualités physiques et non ses qualités morales qui seules sont déterminantes de l'espèce.

L'une des solutions de revalorisation du premier tiers serait de retirer le *peto*.

Elle est purement théorique et illusoire à une époque où même l'afficionado ne supporterait pas, à juste titre, le sacrifice du cheval dont le statut évolue inéluctablement de celui de l'animal domestique vers celui de l'animal familier.

Il faut donc adapter les moyens actuels.

2.1.1.1. La modernisation des outils

Le *caparaçon* a conduit à un allongement de la durée du contact du *toro* et du cheval et donc un allongement de la durée de l'impact de la pique dont le vétérinaire Renaud MAYARD à décrit la profondeur des trajectoires dès la première rencontre.

L'adaptation des outils passe par une réflexion sur la taille de la pique à l'instar du règlement taurin andalou.

Si dans la conception moderne du tertio l'ensemble équestre doit offrir une certaine résistance au *toro* il faut qu'elle reste proportionnée à la puissance du *toro*, dont on a déjà dit qu'elle n'était pas un critère de bravoure.

L'allégement du poids du caparaçon et du cheval sont des moyens utiles à la modernisation des outils.

Ils doivent s'accompagner d'une professionnalisation des chevaux dans le droit fil des méthodes mises en œuvre par les *impressas* de *caballos* françaises qui sont ici encore des précurseurs inspirés.

2.1.1.2. La régulation du 1^{er} tiers

L'évolution des critères de sélection a fait perdre à la pique l'une de ses vocations la régularisation du port de tête du *toro*.

En effet d'une manière générale la violence des *hachazos* des *toros* d'autan a cédé le pas à une forme d'homogénéisation du

comportement destinée à permettre l'expression prolongée du travail du *matador* à la *muleta*.

Ainsi la pique a perdu aujourd'hui sa vertu correctrice et ne subsiste qu'au titre de la mesure des qualités morales du *toro* et de sa capacité combative (sa bravoure).

L'exécution d'une mono pique assassine à califourchon sur un bloc armé est inutile, elle épouse le *toro* physiquement et moralement.

Il est donc essentiel d'exiger et veiller au respect de l'exécution du *tercio* dans les conditions définies par le règlement espagnol et rappelées par les Art. 73 à 76 du règlement de l'UVTF.

Il est notamment essentiel de faire respecter le point d'impact de la pique.

La jonction des antérieurs du *toro* se fait uniquement par des muscles (au niveau de la *cruz*) le *toro* n'ayant pas de clavicule.

En avant se trouve le *morillo*, masse musculaire composée des muscles extenseurs du cou et élévateur de la tête.

Pour des raisons anatomiques la pique doit être positionnée en arrière du *morillo* et avant la *cruz*.

C'est là qu'elle conserve toute son efficacité, qu'elle ne provoque pas de lésions fonctionnelles du *toro*, et que l'hémorragie consécutive est la moins intense "conséquences de la localisation des piques lors de la suerte de Varas"⁷⁹

La prise en considération des conséquences anatomiques provoquées par la pique et l'exigence d'un strict respect du point d'impact participera à la revalorisation du *tercio* et la mise en valeur des qualités du *toro*.

Ce respect reste subordonné à la force contraignante du règlement à l'égard des contrevenants.

Sous réserve d'une éventuelle modification du règlement de l'UVTF pour y introduire une échelle de sanctions les villes adhérentes pourraient exiger des *Matadors* engagés et de leur *cadrilla* de signer un contrat par lequel ils acceptent de se soumettre aux règles de l'UVTF qui revêtiraient alors un caractère contractuel dont l'inexécution par l'un des cocontractants pourrait être efficacement sanctionnée.

79 - Yves Charpiot

Il pourrait ainsi être confié à l'*alguazil* le soin de dresser la liste des infractions relevées au cours de la *lidia* et les notifier au contrevenant à l'issue du combat.

Les contestations où les difficultés d'exécution relèveraient alors de l'appréciation des tribunaux territorialement compétents au même titre que n'importe quelle inexécution contractuelle.

Ainsi le règlement de l'UVTF de simple usage ou guide des bonnes pratiques professionnelles pourrait acquérir une véritable force juridique certes limitée à la volonté des cocontractants signataires mais il emporterait alors de manière synallagmatique le respect d'obligation réciproque dont la méconnaissance pourrait être effectivement sanctionnée.

2.1.2. Le 4^{ème} tiers

L'importance croissante de la *faena de muleta* en fait aujourd'hui la phase essentielle de la corrida pour la majorité du public.

Elle était initialement attachée au dernier acte de la corrida, la mort, dont elle était l'acte préparatoire.

Le *torero* d'antan subissait les assauts du *toro* aujourd'hui il les provoque et les contrôle et c'est là l'élément essentiel de l'évolution de la corrida moderne.

La prééminence de la faena de *muleta* l'amène à devenir aujourd'hui, de fait, une phase autonome du combat qui sera proportionnellement facilité par l'accroissement des qualités de noblesse de l'animal mais qui permettra également mieux qu'avant d'en apprécier la bravoure (bouche fermée, domination des terrains,...)

Ainsi l'évolution des critères de sélection des *toros* destinés à accroître leur noblesse permettant l'allongement de la durée de la faena ne se fait pas nécessairement au détriment de la bravoure.

En revanche les choix de sélection actuels dans les élevages aboutissent à une uniformisation du comportement de l'animal et porte atteinte à la caste du *toro bravo*.

La caste est la capacité du *toro* à marquer sa domination dans le combat, à affirmer son identité de *toro bravo* et à réunir les caractéristiques propres qui le distinguent au sein de sa race d'un fer à l'autre.

Aujourd'hui la corrida souffre d'un appauvrissement de l'intérêt du combat par un manque de diversité comportementale du *toro* en fonction de son fer.

La diversité des caractères des *toros* se réduit à une vision dichotomique entre les *toros* dit durs et les *toros* dit commerciaux.

La variété de comportement au sein de chacune de ces catégories a tendance à disparaître et de manière plus accentuée pour les *toros* dit commerciaux qui apparaissent ainsi de plus en plus décastés, c'est-à-dire dans l'incapacité de transmettre une émotion.

On assiste à une évolution du *toreo* avec un transfert de la charge des risques.

Ce n'est plus le *toro* qui suscite et entretient le danger mais le *matador* qu'il va à la recherche de terrains toujours plus extrêmes pour se mettre en danger et susciter l'émotion.

Dans des registres différents mais significatifs c'était hier Paco Ojeda et aujourd'hui Jose Tomas.

2.2. La novation des oreilles

Le prélèvement physique des oreilles ou de la queue sur le cadavre du *toro* procède d'un anachronisme inutile.

En revanche l'attribution des trophées qui viennent sanctionner la performance technique et artistique du *Matador* et de sa *cuadrilla* reste essentielle.

L'évolution de la corrida et la modernisation des outils dans la société du 21^{ème} Siècle devrait pouvoir conduire à ne conserver des oreilles du *toro* que leur caractère symbolique.

Le *Matador* pourrait se voir ainsi remettre un objet symbolique (à définir) dont on pourrait éventuellement conserver l'appellation "d'oreille" à des fins de mémoire historique et qui ne serait plus constitué par le cartilage auriculaire de l'animal.

La dématérialisation de l'oreille du *toro* présenterait également l'avantage de ne pas être limitée d'un point de vue numéraire aux deux seuls appendices de l'animal.

Les nouvelles oreilles pourraient ainsi sanctionner les différents temps forts de la *lidia* et plus particulièrement chaque tiers.

Le public pourrait ainsi s'exprimer par l'agitation d'un mouchoir blanc à l'issue de chaque tiers pour l'octroi d'une à deux oreilles.

La sortie en triomphe du *Matador* pourrait alors être conditionnée par l'attribution par exemple d'au moins une oreille à chaque tiers. Ainsi *Matadors* et *picadors* trouveraient rapidement un intérêt pratique à la correcte exécution du tiers de pique et le public souvent amnésique et focalisé sur la faena conserverait la mémoire du début de la *lidia* qu'elle jugerait dans son ensemble.

Le renforcement de la qualité du travail du *picador* pourrait être également assuré par le rétablissement de l'affichage de son nom à sa sortie qui l'individualiserait aux yeux du public et le responsabiliserait tout en le valorisant.

Conclusion

La légitimité de la corrida trouve ses fondements dans les critères spécifiques de la race brava.

L'hyper sélection de la noblesse et la bravoure des toros pour arriver à une homogénéisation et une standardisation ne doit pas se faire au détriment de la caste.

La protection juridique du *toro* de combat et du combat du *toro* ne trouvera de légitimité que si l'on préserve ses spécificités génétiques de bravoure, caste et noblesse et que l'on ne cède pas à la tentation d'adapter l'animal aux exigences des *Matadors* qui leur sont dictées par les souhaits du public.

La modification de la rédaction du Code Pénal aura pour conséquence d'affirmer la spécificité de la race *brava* et de protéger son combat, *sa pelea*.

La revalorisation du 1^{er} tiers par la modernisation des outils et la modification de l'approche des trophées encadrées par une réglementation efficace (légale ou contractuelle) est un facteur essentiel de la protection de la *lidia*.

La part du droit est essentielle à la réglementation du combat du *toro*.

L'apport du droit est fondamental à son évolution.

Son efficacité est proportionnelle à la grosseur des tiers du combat.

9.1. LOS ASPECTOS JURÍDICOS DE LA LIDIA DEL TORO

Por Emmanuel DURAND

Introducción

Gerard Cornu en su obra de derecho civil de los bienes aporta una lectura del Art. 528 del código civil aspirando a colocar el animal en su sitio exacto.

A todo representante del reino animal corresponde un estatuto, de base que completa, para diversas especies en algunos casos disposiciones particulares.

Existe un derecho común y un derecho especial del animal.

El artículo 528 fija un estatuto genérico del animal, distinguiéndolo de forma radical e irreductible de la especie humana, es la división del derecho de las personas y del derecho de los bienes.

Los intervenientes que me han precedidos al tribunal, lo han recordado y han insistido sobre el riesgo y la inutilidad de crear en el derecho civil, una tercera categoría bajo la impulsión de tesis cuyo antropomorfismo les han hecho más o menos olvidar las diferencias que la noción de « ser sensible » no sabría borrar.

La noción de « ser sensible » es inútil para el civilista.

No permite afirmar la distinción entre las personas y los animales.

El animal es fundamentalmente un bien en lo que es susceptible de apropiación.

Se distingue de los otros bienes no porque es un « ser sensible » (cf. coral, zooplanctón, drosófila) sino porque es vivo.

Según su especie beneficiará de restricciones más o menos fuertes del derecho de propiedad (usus, fructus, abusus) vinculadas a su estatuto.

El código civil no necesita conocer la distinción, además imperfecta entre doméstica y salvaje

Sólo le interesa la división fundada sobre el criterio de apropiación distinguiendo los bienes con dueños de los bienes sin dueños.

El toro es un bien.

Es un animal, o sea un vivo y se encuentra de esta forma sometido al lado del estatuto general de los bienes a otros cuerpos de reglas legislativas que constituyen el estatuto especial del animal.

Con medidas de protección (animal) o de defensa (social) el derecho de los animales se interesa concretamente a una especie o al seno de una especie, a la situación algunas de sus muestras.

El toro de corrida ha sido identificado por la I.N.R.A (departamento de las ciencias animales de l'INAPG) como una raza bovina brava española : EL TORO BRAVO.

Los señores Pierre DUPUY y PAUL CASANOVA definen el término bravo en su diccionario taurino como un adjetivo español que puede significar: bravo, atrevido, valeroso, intrépido, feroz, fiero, arrogante, soberbio, deslumbrante, salvaje, irritado.

Cuando un toro es bravo se merece todos estos calificativos.

Para Francis Wolff la bravura radica sobre la idea con la cual el animal que pelea, como bravo, pone el propio valor de su combate encima de su propio sufrimiento y es precisamente lo que le define como bravo.

¿ La determinación del estatuto jurídico aplicable al toro bravo es esencial a la apreciación de las reglas rigiendo la pelea del toro ?

El « petit Larousse » define al animal doméstico como el que ha sido domado o amansado y se le opone al animal salvaje.

Jean Pierre DIGARD en su obra « los franceses y sus animales » precisa que domar un animal no es únicamente estar atento a su alimentación y su reproducción, sino también acostumbrarlo a la presencia del hombre y someterlo a su voluntad.

Ahora bien precisamente el acto domesticitorio hacia el toro bravo consiste en criarlo sometiéndolo lo menos posible a la presencia del hombre y dejándolo actuar según su propia voluntad evitando domesticarlo.

El toro bravo aparece pues como un animal salvaje mientras que el derecho y la jurisprudencia lo designa como animal doméstico.

En ausencia de definición precisa en la ley Francesa del animal doméstico, hay que recurrir por una parte hacia la jurisprudencia.

El tribunal supremo considera que los toros bravos son animales domésticos puesto que :

« estos animales vivían bajo la vigilancia del hombre, estaban alimentados y se reproducían gracias a su asistencia ».

(cas. Crim .16 de febrero 1895 S 1895 I 371°

A consecuencia de que de forma constante la jurisprudencia considera como animal doméstico :

« Aquel nacido en cautividad, que depende de su proprietario, el cual asegura su protección, su alimentación y la salvaguardía de su protección ».

(TGI Boulogne sur Mer 10 de septiembre de 1986)

Esta definición, si se toma en consideración el testimonio de los actos domesticatorios que sufre el toro de lidia sigue vinculada esencialmente a la división civilista de los bienes con o sin dueño y excluye las análisis propias del animal y las específicas de su domesticación.

Por otra parte, conviene observar las disposiciones del orden del 11 de agosto del 2006 (DO RF N 233 del 7 de octubre del 2006) fijando la lista de las especies, razas o variedades de animales domésticos por oposición a los animales no domésticos definidos por el código del medio ambiente al Art.R.411-5 como aquellos que no han sufrido modificaciones por parte del hombre.

El artículo primero indica que son considerados como animales domésticos los animales perteneciendo a poblaciones animales seleccionadas o cuyos padres pertenecen a poblaciones animales seleccionadas.

El decreto fija en anexa la lista de los animales declarados domésticos al capítulo del cual figuran los bóvidos (*Bos Taurus*).

Sobre esta lista no figura la avestruz, que a pesar de su domesticación no está considerada como un animal doméstico. Su crianza está sometida a la detención de un certificado de capacidad y a las obligaciones de los Art. L. 413-1 y siguientes del código del medio ambiente.

El tribunal supremo con un decreto del 28 de febrero de 1994 confirmando una sentencia de la audiencia territorial de Bourges del 25 de noviembre de 1993 justifica del carácter no doméstico de la avestruz por dos argumentos cuya pertinencia es discutible :

- 1) la especie no ha sufrido ninguna modificación de color, de comportamiento, de conformación y carácter que le son propios por el hecho del hombre.
- 2) la única constatación que el ganadero elija tal o tal semental resulta sin influencia porque no crea de ninguna manera una presión de selección.

Aplicada al toro bravo esta jurisprudencia haría de él un animal no doméstico.

La frontera entre doméstico y salvaje es al parecer aclarada y la domesticidad del toro bravo sólo depende de la inscripción del Bos Taurus sobre la lista unida a la sentencia del 11 de agosto del 2006.

Si la distinción doméstica / no doméstica (salvaje) presenta un interés para las condiciones de crianza que dependerán tanto del código rural, tanto del código del medio ambiente, la distinción es menos pertinente en comparación de la lidia del toro puesto que el legislador penal ha querido proteger de la misma manera el animal doméstico, el animal domado o el animal mantenido en cautividad.

Así incluso si fuera cualificado de nuevo de animal salvaje el toro bravo no vive al estado salvaje pero está guardado en cautividad y depende del derecho penal así como las disposiciones protectrices de animales inscritas en el código rural a los, artículos L.214-1 y siguientes.

El estudio de los aspectos de la lidia del toro supone identificar el cuadro legal de la lidia y los protagonistas de la lidia.

La lidia puede ser espontánea (libre) o provocada (reglamentada).

En la primera situación el toro se encontrará generalmente frente a otro toro, en la segunda, se encontrará frente a un tercio extranjero (torero, picador,...).

Las reglas de derecho que sean de origen legislativa, reglamentaria, contractual o consuetudinario aspiran a proteger el toro de manera diferente según que sea combatiente (combate o pelea) o combatido.

Las segundas aspiran a organizar el combate dentro del respeto de los valores protegidas por las primeras.

1. pelea del toro

1.1 la protección de los animales : Art.L.214-1 del código Rural.
« cualquier animal siendo un ser sensible debe estar colocado por su propietario en unas condiciones compatibles con los imperativos biológicos de su especie ».

Se trata del principio fundador de la protección de los animales retenidos por sus propietarios.

Este texto se aplica pues al toro bravo en sus relaciones con su propietario, primero el ganadero, luego el empresario.

Este principio protector del animal no es sin embargo incompatible con la lidia del toro.

El toro de lidia pertenece a la familia del Bos taurus y más particularmente a su rama Ibéricus cuyas características genéticas que le son propias le distinguen de los otros bóvidos.

1.1.1 El toro bravo es un combatiente

Se distingue de los otros bóvidos por su capacidad a pelear espontaneamente.

Este rasgo de carácter que forma tanto el genotípico como el fenotípico del toro está identificado como su bravura.

Se define como el sentimiento de fuerza y superioridad que tiene el toro y que le conduce a embestir incansablemente, con la necesidad de dominar todo lo que se encuentra en lo que considera como su espacio personal (territorio, terreno) y esto a reserva de arriesgar con su integridad física.

Se trata allí de de « un imperativo biológico de su especie ».

1.1.2. El toro bravo pelea hasta la muerte

No sólo la bravura del toro le empuja a poner en juego en el combate su integridad física pudiendo ir hasta su propia muerte, sino que todavía le conduce a pelear hasta la muerte del otro que pertenezca o no a su propia especie.

Ahora bien este combate a muerte es un acto mortal gratuito, atípico al seno del especie animal, el toro, herbívoro, no se contentará con ninguno imperativo alimentario ni tampoco sexual (pelea por un hembra).

Este combate a muerte aparece aquí todavía como un imperativo biológico de su especie.

1.1.3 El toro bravo aguanta el dolor

Durante unas jornadas en Pamplona sobre el Ganado de combate en el mes de noviembre de 2008 el profesor Juan Carlos Illera del Portal evidenciaba gracias a un estudio científico portando sobre 180 toros, los mecanismos de respuesta al estrés en el toro de lidia y las respuestas neuroendocrinas al umbral del dolor.

Así que si el toro tiene estrés durante la lidia lo tiene de manera menos importante, en unas proporciones muy significativas, que durante su transporte.

El toro de lidia tiene una respuesta endocrina permitiéndole superar el estrés de la lidia.

De la misma manera el toro bravo es biológicamente armado para luchar contra el dolor por la liberación en gran cantidad de betaendorfinas que bloquean los nociceptores del animal elevando así considerablemente el umbral del dolor.

Las características genéticas del toro bravo hacen de él un animal nacido y criado para la lidia.

Ponerlo en situación de pelea es colocarlo en unas condiciones compatibles con las características y los imperativos biológicos de su especie.

La dureza de la lidia en la plaza, dentro del respeto de las reglas que la rigen, está justamente proporcionada a la resistencia del toro a la lidia.

La sanción de la violación de las reglas protectoras del animal edictado en el artículo L.214-1 del código rural está enunciada en el artículo L.214-3 «está prohibido ejercer malos tratos hacia los animales domésticos así como para los animales salvajes domesticados o tenidos en cautividad» y reprimidos por el Art. R.654-1

Del código penal por una contravención de cuarta clase.

Ahora bien está demostrado que el trato por el cuál está sometido el toro bravo durante la lidia no es un malo trato sino un trato compatible con las características y los imperativos biológicos de su especie y se salva de la sanción penal.

1.2 La inmunidad del torero

El capítulo 4 del título primero del libro 2 del código rural dedicado a la protección de los animales considera su protección hacia sus propietarios (Art. L.214-1) o de sus tenedores (Art. L .214-2).

Ahora bien si aparece evidente, excepto la situación en la que el matador compra su toro (corrida al 33 por ciento) que no es generalmente nunca el propietario y no puede entonces bajo esta cualidad ,estar inquietado al título de las disposiciones relativas a la protección de los animales.

Sin embargo la pregunta es más compleja sobre la calidad del tenedor del animal.

El tenedor es aquel que ejerciendo un contrato conserva el bien para la cuenta de un tercero (propietario o poseedor).

Sólo tiene el uso o la custodia durante el tiempo del contrato.

¿Sería el torero tenedor del toro?

El término de torero engloba a todos los actores del combate (matador, banderillero, picador,...)

Sólo nos interesaremos al matador.

Para ser tenedor del toro, hay que suponer que este último haya sido remitido al matador mediante un contrato otorgándole el uso y transferiéndole la custodia.

El matador está vinculado al empresario mediante un contrato de empresa (contrato de arrendamiento) por el cual se le pide lidiar toros en presencia de los cuales, estará colocado según reglas codificadas.

Este contrato no prevee en ninguna de sus disposiciones la entrega del toro al matador.

Con la ausencia de tradición, en el sentido jurídico, el propietario del toro no ha podido transferir la custodia al matador.

Por eso, si el matador ejerce sobre el toro un poder de dirección y control, es estrictamente sobre el plán del poder de dominación que lo ejercerá sin que se lleve las consecuencias jurídicas de una transmisión de obligación de custodia.

El matador no responde de los perjuicios eventualmente provocados por parte del animal durante la lidia.

La responsabilidad civil del matador no puede intervenir con los otros actores de la corrida si estuvieran heridos por el toro, primero porque se debe aceptar el riesgo, razón exoneratoria de responsabilidad y con la ausencia de toda justificación de transmisión de la obligación de custodia.

Pero también, si por acaso el toro escapara a la maestría del matador e hiriése un espectador abriera a éste una reparación por el prejudicio provocado contra el empresario que se ha mantenido propietario y que asegura la custodia dentro de la plaza donde se produce.

El toro durante la lidia se queda bajo la custodia jurídica de la empresa.

De esta forma, el matador no puede jurídicamente ser considerado como tenedor.

¿Podría ser considerado como tenedor precario?

El tenedor precario de una cosa es aquel que ejerce sobre ella un poder de hecho en virtud de un título jurídico que implica el reconocimiento del derecho de propiedad de un tercero y la obligación de restituirla a su propietario.

La tenencia en precario se apoya sobre la obligación de restitución al propietario.

Si al final de la lidia el matador restituye al organizador de la corrida los restos del toro después de haber asegurado sobre ésta una maestría efectiva, esta maestría no se ha ejercido en virtud de un título jurídico.

El matador no podría mucho más ser tenedor precario.

Ni propietario, ni tenedor del toro el matador escapa a la prohibición de malos tratos hacia animales enunciados en el Art. L.214-3 del código rural cuando esta prohibición se aplica al único propietario o tenedor del animal.

1.3 La pelea en el campo : el enfundado

Durante los cuatro años de su preparación en el campo los toros aprenden de forma cotidiana a utilizar sus pitones.

Estudios estadísticos dejan aparecer que entre los tres y cuatro años, casi un tercio de los toros se estropean los cuernos.

Algunos ganaderos (Fuente ymbro, Jandilla...) dentro de las preocupaciones que esto implica han imaginado proteger los pitones de sus toros con fundas de resina que quitan a los ocho días antes de la corrida.

Si esta protección no afecta a la estructura del pitón, según los estudios llevados por algunos veterinarios y preserva los pitones de algunos accidentes, aparecen sin embargo algunos inconvenientes.

Conduce a una doble manipulación del toro lo que multiplica los gestos domésticos contrarios al principio mismo de su crianza que debe mantenerlo alejado lo más posible de todo contacto humano.

Esta protección es todavía susceptible de modificar el comportamiento del toro que pierde sus marcas (modificación de las apreciaciones de las distancias, disminución del poder letal).

No favorece la lucha contra el afeitado excepto a exigir su retirada antes del embarque.

La revindicación del carácter bravo del toro va en contra de cualquier manipulación del autor incluso si su intención es buena.

Ver entrar en una plaza de toros un toro limpio no consiste en exigir la presentación de una encornadura sin defectos pero con la ausencia de manipulaciones.

El desarrollo de la práctica del enfundado tiene que ser visto en el conjunto de sus dimensiones zoológicas, éticas, filosóficas y naturalmente jurídicas.

Las reglamentaciones Francesas y Españolas de las corridas de toros no pueden dejar que se desarrolle esta práctica sin que se piense en prohibirla o por lo menos encuadrarla.

1.4 la protección penal del animal

1.4.1 Principio

El código penal dedica tres artículos a la protección de los animales

Así, serán castigados según el grado de gravedad :

los malos tratos hacia animales (contravención de cuarta clase Art. R. 654-1 del código penal).

-Los ataques voluntarios a la vida del animal (contravención de quinta clase Art.R 655-1 del Código penal).

-las sevicias graves o actos de crueldad hacia animales (delitos castigados de dos años de cárcel y 30000 euros de multa artículo 521-1 del código penal).

Conviene observar que estos tres textos no aparece el vínculo jurídico pudiendo unir el autor de la infracción al animal.

Persona física o moral (unicamente para los delitos) está castigada por los actos cometidos y no por su calidad (proprietaria o tenedor) como en el marco de las disposiciones del código rural.

El código rural, curiosamente solo ha pensado respecto a la protección de los animales en la situación la menos grave penalmente, relativas a los malos tratos pasibles de contravención de cuarta clase.

1.4.2 La excepción : De la tradición local al toro bravo

El toro está excluido del campo de aplicación de las disposiciones del código penal con los términos siguientes :

« las disposiciones del presente artículo no son aplicables a las corridas de toros cuando de una tradición ininterrumpida puede ser invocada ».

De esta forma la exclusión es aceptada no por la natura propia del animal ni tampoco por la especificidad de la pelea, sino por la identificación de un sector geográfico dentro del cual debe aparecer la existencia de una tradición ininterrumpida

1.4.2.1 la jurisprudencia Francesa

De aspecto reductores, los términos de « local » e ininterrumpido han sido estimados de manera amplia por parte de las juridicciones del fondo y aprobados por el tribunal de casación.

La concepción extensiva del término « local » siendo de construcción pretoriana, se queda sin embargo particularmente instable y pendiente de cambios hacia una interpretación más restrictiva, bajo la presión animalitaria.

Se debe temer todavía más este cambio porque sería facilitado por una lectura literal del texto lo que dentro del marco penal es generalmente de aplicación estricta.

1.4.2.2 El derecho comunitario

Contrariamente a la creencia sabiamente mantenida por los adversarios de la corrida, la interpretación jurisprudencial de las juridicciones Francesas esta confortada por las disposiciones del derecho comunitario.

El 2 de octubre de 1997 los Estados Miembros de la Union Europea firmaron el tratado de AMSTERDAM que comporta un convenio número 10 que se substituye a la declaración del tratado de MAASTRICHT y que indica :

« las altas partes contratantes,

Deseosas de asegurar una mayor protección y un major respecto del bienestar de los animales como seres sensibles, convenieron de la disposiciones siguientes anexadas al tratado instituyendo la comunidad Europea :

Cuando formulan y aplican la política comunitaria en los sectores de la agricultura, del transporte, del mercado interior y de la investigación, la comunidad y los estados miembros toman totalmente en cuenta las exigencias del bienestar de los animales,

respectando al mismo tiempo las disposiciones legislativas o administrativas y las costumbres de los estados miembros de los ritos religiosos, de tradiciones culturales y de patrimonios regionales ».

Así el código penal tiene que asegurar la protección del animal como ser sensible pero dentro del respeto de las costumbres existentes en los Estados Miembros, particularmente sobre el asunto de las tradiciones culturales y de los patrimonios regionales.

La primera lectura del texto aparece pues tranquilizadora y parece confortar la noción jurisprudencial extensiva de la noción de « tradición local ininterrumpida ».

El derecho comunitario tiene una visión más amplia, comparada a la ley Francesa, del perímetro de inmunidad.

Admite que el bienestar de los animales que debe ser buscado y protegido por los estados miembros puede conocer excepciones que encuentran su legitimidad en las costumbres en el asunto de tradiciones culturales y de patrimonios regionales.

La tradición taurina, hecho cultural, autoriza la lidia del toro y su muerte en su tradición española.

El legislador comunitario no exige una localización geográfica.

De esta forma la tradición cultural de la lidia de toros a la moda Española, no sólo está pensada y autorizada sobre el territorio Español, puede desarrollarse en un otro Estado Miembro, si constituye en este Estado una costumbre.

La otra excepción a la protección del animal es la reivindicación del patrimonio regional.

Los juegos taurinos y corridas de toros en su tradición Española, camarguesa, landesa o portuguesa forman indiscutiblemente parte de nuestro patrimonio regional y benefician de la inmunidad autorizando sus prácticas.

En sus dos componentes la legislación comunitaria se dedica a demostrar que, si supone una cierta permanencia no necesita por lo tanto ser ininterrumpida.

La restauración de una costumbre desusada resulta suficiente para legitimar el desarrollo de una corrida de toros.

Así la condición del carácter ininterrumpido de la tradición, ya flexibilizada por la jurisprudencia Francesa aparece contraria al derecho comunitario que no exige ninguna justificación de la duración.

La condición impuesta en el derecho interno debe así dejar el paso frente a la norma comunitaria de alcance superior.

El legislador comunitario no exige una tradición local sino una tradición cultural.

No restringe la apreciación a la visión reductora de la localidad al sentido de las divisiones administrativas Francesas sino que la considera en su dimensión patrimonial y regionalista.

Es la consagración del análisis del tribunal de apelación de Burdeos confirmado por el tribunal de casación en su decisión del 16 de septiembre de 1997 número 96-82649 :

« no se podría negar a la comuna de FOIRAC su pertenencia al conjunto demográfico cuya capital es Burdeos, donde existe. La permanencia y la persistencia de una tradición de tauromaquia cuya existencia está señalada a partir del siglo 18 y que ha dado lugar a la organización de las primeras corridas de toros con muerte a partir del siglo 19 ».

Pero esta concepción deja todavía subsistir un riesgo de negación de la corrida.

1.4.2.3 hacia la modificación del código penal y el reconocimiento del toro bravo.

Los movimientos autonomistas de algunas comunidades Españolas y especialmente Cataluña intentan rechazar la corrida simbolizando la fiesta nacional y rechaza la idea que la corrida pueda ser una tradición cultural en cataluña negando incorporarlo a su patrimonio regional.

El resultado de movimientos conduciría así privar la corrida de legitimidad ya que no podría más reivindicar una tradición cultural y un fondeadero en un patrimonio regional.

Se percibe aquí el peligro del análisis del derecho Francés como del derecho comunitario.

El legislador considera que el animal tiene el derecho de beneficiar de una protección en su calidad de ser sensible.

Que tenga que ser protegido de servicios y malos tratos.

Que las fases de la corrida (picas, banderillas, estocadas) son constitutivas de servicios y de actos de crueldad hacia animales y entonces penalmente reprobables.

Y que sólo beneficia de inmunidad gracias a la excepción de tradiciones culturales geográficamente localizadas.

Es más seguro y más justo afirmar la identidad y la especificidad de la raza brava del toro de lidia, quien si es como todos los animales un ser sensible, es un animal que tiene características genéticas propias que cuando está colocado en situación de pelea (en el campo o en la plaza, se encuentra en unas condiciones compatibles con los imperativos biológicos de su especie.

Así, la lidia del toro no sería penalmente reprobable no porque constituiría actos de crueldad legitimados por una tradición cultural, sino porque la que lidia sería compatible en estas tres fases (picas, banderillas, estocada) con la esencia misma del toro.

Jack el destripador y madre Teresa son dos seres sensibles pero nunca nadie se imaginó que su sensibilidad tenía que ser tratada de la misma forma.

Así, una de las pistas de reflexión podría ser volver a escribir el quinto apartado del artículo 521-1 del código penal de la manera siguiente :

« las disposiciones del presente artículo no son aplicables a las corridas de toros ».

2. La lidia del toro

2.1 los 4/3 de la lidia

Igual que César explicaba a Marius que la receta del picon limón curasao debe integrar :

- un tercio de curasao
- un tercio más importante de limón
- un buen tercio de picon
- y un gran tercio de agua

Una corrida en el siglo 20 se compone de :

- un pequeño tercio de varas
- un tercio más importante de banderillas.
- un gran tercio de muleta
- un buen tercio de estocada

Así la aritmética meridional ha introducido un cuarto tercio en el desarrollo de la corrida.

Los adeptos del primer tercio, los conservadores, los toristas ven en esto la decadencia del espectáculo por la devalorización de las características fundamentales del toro.

Los adeptos de este nuevo tercio, los progresistas, los toreristas ven al contrario el futuro y el renacimiento de la lidia.

Plantados en unas posiciones extremas toristas y toreristas sólo tienen una visión扭曲的 del espectáculo.

El futuro de la corrida necesita que con un abrazo torero vayan a ver una corrida juntos en los tendidos para llegar a tener por fin, una visión binocularia de la corrida.

2.11 La revalorización del primer tercio

El primer tercio es fundamental.

Su objetivo es medir la bravura del toro que es la calidad primera que funda su raza.

Sin bravura no hay raza brava y sin raza brava no hay corrida.

Pero la bravura no solo debe manifestarse en el primer tercio, es la del toro y se expresa en todos los tercios de la lidia.

La introducción del peto ha modificado los criterios de apreciación de la bravura del toro.

Antes del peto la bravura se medía a la reacción del toro bajo el impacto del hierro y a la capacidad de recidivas a pesar de la herida.

Hoy, incluso los más toristas de los aficionados quieren ver la manera con la cual el toro empuja el caballo.

Ahora bien el empujón del toro sólo ilustra su poder, no su bravura y pone en valor sus cualidades físicas y no sus cualidades morales que sólo son determinantes de la especie.

Una de las soluciones de revalorización del primer tercio sería quitar el peto.

Es puramente teórica e ilusoria a una época donde incluso un aficionado no soportaría, con sobrada razón, el sacrificio del caballo cuyo estatuto evoluciona ineluctablemente del animal doméstico al animal familiar.

Por eso, hay que adaptarse a los medios actuales.

2.1.1.1 la modernización de las herramientas

El peto ha permitido alargar la duración del contacto del toro y del caballo y entonces un alargamiento de la duración del impacto de la

puya que el veterinario Renaud MAYARD ha descrito la profundidad de las trayectorias ya en el primer encuentro.

La adaptación de las herramientas pasa por una reflexión sobre la talla de las puyas a la manera del reglamento taurino andaluz.

Si en la concepción moderna del tercio el grupo equestre tiene que ofrecer una cierta resistencia al toro tiene que ser proporcionada al poder del toro, del cual se ha dicho ya que no era un criterio de bravura.

La reducción del peso del peto y del caballo son medios útiles a la modernización de las herramientas.

Deben acompañarse de una profesionalización de los caballos igual que los métodos utilizados por las empresas de caballos Francesas que son todavía aquí precursores inspirados.

2.1.1.2 La regulación del primer tercio

La evolución de los criterios de selección ha hecho perder al tercio de varas una sus vocaciones la regularización de la altura de la cabeza.

Efectivamente, de forma general la violencia de los hachazos de los toros de antes ha dejado el paso a una forma de homogeneización del comportamiento destinado a favorecer la expresión prolongada de la faena del torero a con la muleta.

De esta forma ha perdido hoy la vara su virtud correctora, y sólo subsiste para medir las cualidades morales del toro y su capacidad peleadora.

La ejecución de la mono puya asesina a horcajadas sobre un bloque armado es inútil, acaba con el toro física y moralmente.

Por eso es esencial exigir y respectar la ejecución del tercio según las condiciones definidas por el reglamento Español y recordada en los artículos 73 a 76 del reglamento de la UVTF.

Es particularmente esencial que se respete el punto de impacto de la puya.

La reunión de los anteriores del toro se hace exclusivamente con los músculos (a nivel de la cruz) el toro no tiene clavícula.

Delante se encuentra el morillo masa muscularia compuesta de los músculos extensores del cuello y elevadores de la cabeza.

Por razones antonómicas la puya debe estar posicionada detrás del morillo y delante de la cruz.

Es allí donde conserva toda su eficiencia, que no provoca lesiones funcionales del toro, y que la hemorragia consecutiva es la menos intensa «consecuencia de la localización de las puyas durante la suerte de varas».

La toma en consideración de las consecuencias anatómicas provocadas por la puya y la exigencia del estricto respecto del punto de impacto participará a la revalorización del tercio y a la valorización de las cualidades del toro.

Este respecto está subordinado a la fuerza contrariaente del reglamento hacia los contraventores.

Con toda reserva de una eventual modificación del reglamento de la UVTF para de simple uso o guía de las buenas prácticas profesionales podría adquirir una verdadera fuerza jurídica en efecto limitada a la voluntad de los cocontratantes podría ser eficazmente sancionada.

Así podría ser confiado al alguazil el esmero de levantar las listas de las infracciones cometidas durante la lidia y notificarlas al contraventor al fin de la lidia.

Las contestaciones o las dificultades de ejecución constatadas relevan entonces de la apreciación de los tribunales territorialmente competentes igual que cualquier inejecución contractual.

Así el reglamento de la UVTF de simple uso o guía de las buenas prácticas de las buenas prácticas profesional podría adquirir una verdadera fuerza jurídica en efecto limitadas a la voluntad de los cocontratantes firmantes pero se llevaría entonces de manera simalagmática el respecto de obligación recíproca cuyo desconocimiento podría ser efectivamente sancionado.

2.1.2. El cuarto tercio

Hoy, la importancia creciente de la faena de muleta hace que constituye la fase esencial para la mayoría del público.

Al principio, estaba ligada con el último acto de la corrida, la muerte y consistaba en prepararla.

El torero de antaño se defendía de los ataques del toro, hoy los provoca y los controla y esto es el elemento esencial de la evolución de la corrida moderna.

La preeminencia de la faena de muleta la lleva a aparecer hoy, de hecho, una fase autónoma de la lidia que proporcionalmente será facilitado por el incremento de las calidades de la nobleza del animal pero que le permitirá también, mejor que antes apreciar la bravura (boca cerrada, dominio de los terrenos..).

De esta forma, la evolución de los criterios de selección de los toros destinados a incrementar su nobleza permitiendo alargar la duración de la faena no se hace especialmente en detrimento de la bravura.

Sin embargo, las orientaciones de selección actual en las ganaderías desembocan en una uniformación del comportamiento del animal y perjudica la casta del toro.

La casta es la capacidad del toro a marcar su dominio durante la lidia, a afirmar su identidad de toro bravo y a reunir las características propias que la diferencian de un hierro a otro.

Hoy, la corrida sufre de un empobrecimiento del interés de la lidia por culpa de una falta de diferencia comportamental del toro en función de su hierro.

La diversidad de los caracteres de los toros se reduce a una visión dicotómica entre los toros denominados duros y los toros denominados comerciales.

La variedad de comportamiento al seno de cada una de esas categorías tiene tendencia a desaparecer y de manera más acentuada para los toros llamados comerciales que aparecen cada vez más descartados, es decir en la incapacidad de transmitir una emoción.

Asistimos a una evolución del toreo con una transferencia de custodia de los riesgos.

Ya no es el toro el que crea y el peligro sino el matador que siempre va en busca de terrenos siempre más extremos para ponerse en peligro y provocar la emoción.

Dentro de unos estilos diferentes pero significativos ayer fue Paco Ojeda y hoy José Tomás.

2.2. La novación de las orejas

Prelevar físicamente orejas o rabo sobre el cadáver del toro procede de un anacronismo inútil.

Sin embargo, la atribución de los trofeos que vienen para sancionar la hazaña técnica y artística del matador y de su cuadrilla es esencial.

La evolución de la corrida y la modernización de las herramientas en la sociedad del siglo 21 podría conducir a conservar las orejas del toro únicamente para su aspecto simbólico .

Así, el matador podría verse atribuir un objeto simbólico (a definir) que se podría seguir llamando oreja con fines de memoria histórica pero que ya no sería constituido con el cartílago auricular del animal. La dematerialización de la oreja del toro presentaría también la ventaja de no tener un límite de un punto de vista numerario a los dos únicos apéndices del animal.

Las nuevas orejas podrían así sancionar los diferentes momentos importantes de la lidia y más particularmente cada tercio.

Así el público podría expresarse agitando un pañuelo blanco al final de cada tercio para atribuir una o dos orejas.

La salida a hombros del matador, podría ser condicionada con la atribución por ejemplo de un mínimo de una oreja en cada tercio.

Así, matadores y picadores encontrarían rápidamente un interés práctico a la correcta ejecución del tercio de varas y el público muchas veces amnésico y focalizado sobre la faena conservaría la memoria del principio de la lidia que juzgaría en su conjunto.

El reforzamiento de la calidad del trabajo del picador podría ser asegurado con el restablecimiento de la publicación de su apellido a su salida que lo individualizaría a los ojos del público y lo responsabilizaría al mismo tiempo que lo valorizaría.

Conclusión

La legitimidad de la corrida encuentra sus bases en los criterios específicos de la raza brava.

La hiper selección de la nobleza y de la bravura de los toros para llegar a una homogeneización y a una estandarización no debe hacerse al detrimento de la casta.

La protección jurídica del toro de lidia y de la lidia del toro encontrará su legitimidad si preservamos sus especificidades genéticas de bravura, casta y nobleza y que no cedemos a la tentación de adaptar el animal a las exigencias de los matadores que son dictadas por los gustos del público.

La modificación de la redacción del código penal tendrá como consecuencia afirmar la especificidad de la raza brava y proteger su pelea.

La revalorización del primer tercio con la modernización de las herramientas y la modificación de la visión de los trofeos encuadrada por una reglementación eficaz (legal o contractual) es un factor esencial de la protección de la lidia.

La parte del derecho es esencial a la reglementación de la lidia del toro.

Su aporte es fundamental a su evolución.

Su eficacia es proporcional a las dimensiones de los tercios de la lidia.

9.2. CONCLUSIONES

D. CARLOS FERNÁNDEZ-LERGA GARRALDA

¡Buenos días!

Tras brillantes intervenciones de quienes me han precedido, me queda cerrar, brevemente, esta sesión.

Previamente me parece necesario felicitar al Colegio de Abogados de Nîmes por su iniciativa de organizar estos Encuentros Internacionales de Derecho Taurino. Todos los aficionados vemos con inquietud como por un lado arrecian las campañas en contra de los toros, que evidencian una creciente presión para su prohibición y como por otro, es cada vez mayor la voluntad de los poderes públicos de intervenir, a menudo sin sistemática ni coherencia o sin medir adecuadamente sus consecuencias, y de regular todo lo relacionado con el toro bravo y las diferentes expresiones taurinas.

Una reflexión serena y proactiva resulta muy necesaria y estos Encuentros son, en este sentido, una excelente propuesta.

Quiero mostrar mi agradecimiento por haber sido invitado a participar en ellos y desde aquí les digo que tomo esta invitación como un compromiso personal en pro de la continuidad de esta reflexión.

Por último me parece justo felicitar y agradecer a toda la afición taurina francesa por el gran respeto, ilusión, pasión y exigencia con que promueven el desarrollo de las corridas de toros.

El enunciado de la cuestión que me toca glossar, según lo leamos o en francés o en español: Que'est ce que le combat du toro? o ¿qué es la lidia del toro? señala ya las múltiples facetas desde las que uno puede acercarse a la tauromaquia.

La versión francesa: “le combat du toro”: nos refiere al combate, la lucha o la pelea y parece situarnos desde el lado del toro. De ese tipo específico de toro que por su naturaleza acomete o embiste y que por el desarrollo de esa cualidad muestra su esencia.

En español lo llamamos “toro bravo” y del que, al igual en francés que en español, podemos medir su calidad, es decir, una muestra de

su identidad, en la “pelea”, como así la llamamos, en el tercio de varas.

Podríamos decir por tanto que “el combate”, “la pelea” del toro sería la forma en la que el toro acredita su imperativo biológico, su condición de toro bravo.

La pregunta, ¿qué es la lidia del toro? parece que nos sitúa en la perspectiva del hombre, es decir, cómo el hombre afronta al toro bravo, o lo que es lo mismo, a la pujanza, a la fortaleza y al riesgo del reto que le plantea la bravura. Las notas de valor, conocimiento, técnica y estética son, entre otros, ingredientes indispensables del desafío aceptado por el hombre y propuesto por la bravura.

Y esa pelea-lidia o ese reto recíproco tiene su concreción mágica y ritual en la corrida de toros (en la que englobo las múltiples formas en las que se produce ese enfrentamiento toro-hombre), en la que convergen los anhelos, esfuerzos y sueños de todos los que participan: toro, ganadero, torero y público y en la que, ante la explicitación de la constante natural de vida-muerte, debe mostrar cada uno lo mejor de sí mismo: bravura, valor, inteligencia, sensibilidad, dignidad y respeto.

A este enfoque ético y estético cabe añadir otro de carácter formal o jurídico, lo que plantea la dificultad de cómo incorporar algo vivo, espontáneo, fugaz, incierto y efímero a una pauta o a una norma.

Es cierto que a lo largo de la historia se han ido acuñando determinados usos y es conocido que grandes maestros como Pedro Romero, Pepe Hillo o Paquiro han dictado sus Tauromaquias. Pero esas pautas tienen que ver con el desarrollo de la lidia o con el arte de lidiar.

La cuestión que nos congrega es si deben existir o no normas jurídicas y cuál debe ser su alcance y contenido. En definitiva, qué regular y cómo para que el formalismo jurídico y la voracidad regulatoria no nos impidan escuchar lo que Bergamín denominaba “la música callada del Toreo”.

9.2. CONCLUSIONS

D. CARLOS FERNÁNDEZ-LERGA GARRALDA

Bonjour. J'ai l'honneur, après les différentes interventions, de clôturer brièvement cette séance.

Au préalable, je voudrais féliciter l'ordre des avocats de Nîmes pour leur initiative d'organiser ces rencontres internationales du droit taurin.

Tous les *aficionados* constatent avec inquiétude que d'un côté des campagnes anti-corruda se durcissent, exercent une pression constante pour l'interdiction, alors que d'un autre côté, la volonté d'intervention des pouvoirs publics est de plus en plus flagrante, souvent sans cohérence ou sans évaluation adéquate de ses conséquences, ni régulation de tout ce qui est lié au *toro bravo* et aux différentes expressions taurines.

Une réflexion sereine et proactive semble vraiment nécessaire et ces rencontres sont, de ce point de vue, une excellente initiative.

Je voudrais montrer ma reconnaissance d'avoir été invité, et d'ici je voudrais dire que je considère cette invitation comme un engagement personnel en faveur de la continuité de cette réflexion.

Enfin, il me semble juste de féliciter et de remercier toute l'*aficion* taurine française pour le grand respect, l'intérêt, la passion et l'exigence avec lesquels ils promeuvent le développement des corridas de *toros*.

L'énoncé de la question que je dois commenter, selon que nous la lisons en français ou en espagnol, qu'est-ce que le combat du *toro*? *¿Qué es la lidia del toro?*, indique déjà les différentes facettes à partir desquelles nous pouvons aborder la tauromachie.

La version française : « le combat du *toro* », fait référence au combat, à la lutte ou à la bagarre, et semble nous situer du côté du *toro*. De ce type spécifique de *toro* qui, de façon naturelle, s'élance et charge, et qui à travers cette qualité montre son essence.

En espagnol, nous l'appelons « *toro bravo* », à partir de quoi, en français comme en espagnol, nous pouvons mesurer sa qualité, c'est à dire un échantillon de son identité, dans le combat, comme nous l'appelons, dans le tiers des piques.

Nous pourrions dire par conséquent que « le combat », « la lutte » du *toro* serait la façon pour le *toro* de manifester son impératif biologique, sa condition de *toro* brave.

La question est qu'est ce que le combat du *toro* ? Il semble qu'elle nous situe dans la perspective de l'homme : comment l'homme affronte-t-il le *toro*, ou, ce qui est la même chose, la puissance, la force, et le risque du défi que lui pose la bravoure. Les éléments de courage, connaissance, technique et esthétique sont, entre autres, des ingrédients indispensables du défi accepté par l'homme et proposé par la bravoure.

Et cette lutte-combat (ou ce défi réciproque) prend sa concrétion magique et rituelle dans les corridas de *toros* (dans lesquelles j'englobe, les différentes façons d'affrontement entre le *toro* et l'homme), où convergent les efforts soutenus et les rêves de tous ceux qui participent : *toro*, éleveur, *torero* et public et où, devant l'explicite de la constante naturelle vie-mort, chacun doit démontrer le meilleur de soi-même : bravoure, courage, intelligence, sensibilité, dignité et respect.

A ce point de vue éthique et esthétique il faut en ajouter un de caractère formel ou juridique, ce qui pose le problème de savoir comment incorporer quelque chose de vif, spontané, fugace, éphémère dans une règle ou une norme.

Il est certain, qu'au cours de l'histoire, certains usages se sont installés et l'on sait que de grands maestros comme Pedro Romero, Pepe Hillo ou Paquiro ont élaboré leurs tauromachies.

Mais ces règles, sont liées au développement de la *lidia* ou à l'art de toréer.

La question qui nous réunit est : doit-il y avoir des règles juridiques et quels doivent être leur portée et contenu ?

En définitive, que réguler et comment, de manière que le formalisme juridique et la voracité régulatrice ne nous empêchent pas d'écouter ce que Bergamin appelait « la musique silencieuse du *toreo* » ?

10. SYNTHÈSE

Jean-Pierre Ancel

Président honoraire de la première chambre civile de la Cour de cassation

Il faut commencer par le commencement , le titre de notre colloque : « Le toro et son combat : la part ou l'apport du droit ? »

C'est donc bien du combat que nous avons parlé, sous un intitulé qui sonne agréablement à nos oreilles, car c'était celui d'un ouvrage fondamental sur l'art tauromachique et la technique de ce combat en tous points extraordinaire.⁸⁰

N'est-ce pas le seul art où l'artiste engage sa vie, où l'incompétence - ou la simple erreur - peut coûter très cher ?

Comment ne pas évoquer ici l'écrivain Michel Leiris - grand aficionado - qui aurait voulu que l'exercice de la littérature soit « considéré comme une tauromachie ». Il aurait souhaité qu'en littérature s'impose « comme l'ombre d'une corne de taureau », afin de rappeler à l'écrivain que son engagement d'auteur ne doit pas être moindre que celui du torero dans l'arène.

Mais il ne s'agit pas ici de littérature, nous parlons de droit, dans une expression en forme de jeu de mots : « la part ou l'apport du droit », avec un point d'interrogation.

Nous nous sommes donc interrogés sur la place du droit en tauromachie ; quelle est sa place ? Quel est son apport au combat de toros ?

Le droit est un *phénomène social*⁸¹. Il est composé des règles destinées à organiser les relations entre les membres de la société qui les édicte.

C'est aussi un *phénomène de vie* – selon l'expression de Jean-Luc Aubert -, une traduction du vivant sous la forme de règles plus ou moins impératives.

⁸⁰ Claude Popelin « Le taureau et son combat » -Plon 1952-Julliard 1981

⁸¹ Jean-Luc Aubert, *Introduction au droit*, p.1 -Armand Colin -2004

La corrida étant une expression artistique, elle obéit à des normes précises, rigoureuses, qui lui sont propres. Mais que vient y faire « le droit », la règle abstraite et socialement universelle ?

L'on pourrait concevoir que le droit ne s'intéresse pas plus à cet art qu'il ne s'intéresse à l'expression musicale, ou picturale, ou littéraire.

Cependant, le droit est là. En France, sous la forme d'une norme de permission conditionnelle : la loi interdit le combat de toros, sauf dans les lieux pouvant se prévaloir d'une « tradition ancienne et ininterrompue ».

Voici donc une première singularité : l'apport du droit, en France, est d'abord négatif, et le droit taurin ne peut donc s'exprimer qu'à l'ombre de la prohibition.

Voyons ce qu'il en est, à l'issue de nos travaux.

Nous avons commencé en douceur, en nous tournant vers l'aspect économique du combat de toros.

Jean-François Auby nous a entretenus des marchés taurins, et il nous a permis de saisir la tauromachie comme fait économique, avec des chiffres impressionnants (un « marché » de 500 millions d'euros).

De l'économie, l'on passe naturellement au droit.

Au commencement, il y a le - ou les - *règlement taurin(s)*.

« *le règlement civilise la tauromachie* », nous dira plus tard **Jean-Baptiste Seube**.

Certes, mais nous avons constaté, avec nos intervenants, un inquiétant processus d'éparpillement (*Emmanuel de Monredon* parle d'»émiettement»), peu favorable à l'autorité, pourtant nécessaire, de ces règlements. Ne sont-ils pas destinés à régler dans le détail le déroulement du combat ? Ce devrait donc être « la » loi de la tauromachie.

Et cette loi ne devrait-elle pas être internationale, pour concerner la « nation du toro » - qui ne connaît pas de frontières ?

Sur ce point, **Fausto Romero-Miura** a déploré la prolifération règlementaire, son

hétérogénéité, la « nacion del toro » (la nation du toro) s'en trouvant « dévertébrée », et il a

vigoureusement plaidé pour la liberté, contre le règlement.

Certes, l'idéal serait une réglementation homogène, applicable à « la planète toro », mais nous en sommes loin. Et nous reprendrons volontiers la proposition d'*Emmanuel de Monredon* d'en appeler à la responsabilité de l'Espagne, en sa qualité indiscutable de pays dirigeant en la matière.

L'*apport* du droit est donc, ici, décevant par son incomplétude, et sa *part* quelque peu hypertrophique, sans doute inutilement.

Nous avons eu alors à nous pencher sur la *course camarguaise*, avant de faire un détour vers la Californie.

La *course camarguaise* - ou *course libre* – née de la culture taurine locale, très anciennement et solidement implantée, s'est développée avec un intense besoin e réglementation, que nous a exposée **Bernard Fontaine**. La course camarguaise est donc organisée de façon très précise, même méticuleuse. Mais cela ne semble pas compromettre l'expression du talent des participants.

(nous trouvons ici un des *leit-motiv* de nos travaux , la dialectique entre la passion de l'art et la raison de la norme).

Puis nous avons fait un détour – à vrai dire inattendu – vers la Californie, pour entendre parler – par la voix de **Frédéric Saumade**, ethnologue, notamment de « tauromachie américaine ».

Les Etats-Unis d'Amérique seraient-ils la première puissance mondiale en matière de tauromachie ? Il y aurait une véritable tradition taurine, exprimée par le rodéo, jeu d'arène avec toros, et par une réelle pratique de la corrida en Californie (une corrida « bloodless », se rapprochant de la corrida portugaise, avec parfois des cartels prestigieux).

Et cela serait autorisé – dans un pays où les associations de protection des animaux sont particulièrement actives – grâce à une Constitution démocratique, qui protège la liberté d'expression des minorités – ici d'origine hispanique.

Une constitution au secours de la tauromachie : cela valait le détour !

Nous en arrivons à *l'exploitation des arènes*, avec, d'emblée, des communications très documentées de la part des juristes (**Emmanuel**

Roux, Sophie Chauvet), qui ont décrit la nature juridique de l'activité d'exploitation des arènes, les recours juridictionnels possibles, le tout au regard du droit communautaire qui, ici comme ailleurs, est très présent.

La voix des « taurins » est alors intervenue : **Luc Jalabert**, pour plaider en faveur d'une concurrence véritable entre les arènes, **Juan Pedro Domecq**, pour souligner le caractère de « spectacle de masse » de la corrida, fête pour le public, dont l'importance est capitale pour l'évolution de la tauromachie. Et d'appeler à la constitution d'une « fédération taurine » mondiale, idée à laquelle se rallieraient les directeurs d'arènes espagnols (**Eugenio Salinas Frauca** pour Pamplona, et **Javier Aresti** pour Bilbao) pour peu que les organisateurs y soient parties prenantes.

En conclusion de notre première journée de travaux, les universitaires se sont interrogés sur *l'utilité de la loi en Tauromachie*.

Jean-Baptiste Seube nous a rappelé la critique de la loi, de son utilité (le marquis de Sade ne proclamait-il pas « l'inutilité de la loi » ?).

Cependant, nous a-t-il dit « le droit est nécessaire à la tauromachie », bien que l'émotion tauromachique n'en ait nul besoin.

Le droit est nécessaire pour régir les divers contrats qui « nourrissent » le combat de toros (organisateur-torero, organisateur-éleveur, organisateur-public), bien que des doutes légitimes puissent naître sur la validité de ces contrats.

Ensuite il y a l'intervention du droit *supra-légal* (droit communautaire, redoutable pour les traditions locales), et du droit *infra-légal* (réglementation professionnelle, coutume), droit en relation de grande proximité avec la corrida.

De son côté, **Rémi Cabrillac** nous a bien décrit l'état du droit positif en France, entre prohibition et tolérance, entre loi et jurisprudence, spécialement quant à l'interprétation de la formule magique de « tradition locale ininterrompue ».

Alors, faudrait-il légiférer, dans un but de clarification ?

Craignons d'ouvrir une boîte de Pandore, et de mettre en péril l'existence même de la corrida en France. Et de citer Portalis : « *Il faut laisser le bien si l'on est en doute du mieux* »

Parole de sagesse ..

Puis est venu le tour du philosophe (**Francis Wolff**, se présentant comme « l'avocat de la corrida »), qui apporte à l'afficionado quelques apaisements : l'animal n'est-il pas « une catégorie creuse », d'où l'inanité et l'incohérence de la notion de « droits des animaux ». Et s'il est vrai que l'homme a certains devoirs envers les animaux, ces devoirs ne peuvent qu'être relatifs – et non absolus, comme envers les hommes.

Restons-en donc à la loi : « *la loi, toute la loi, rien que la loi* »
Et gardons à l'esprit que la corrida repose sur l'ambiguïté de la « domesticité » du toro de combat : élevé, oui, mais pour demeurer sauvage, non apprivoisé.

Le temps était venu de vérifier *in situ*, et ce fut la corrida de vendredi après-midi.

Que dire ?

Du point de vue strictement juridique, cela s'est très bien passé.

Sur le plan tauromachique ?

Deux observations générales : un lot inégal, de peu de caste et de vigueur et, à l'épée, six entières – de qualité variable – mais ce n'est pas tous les jours !

Castella fut comme absent, pour cause d'adversaires débiles (l'un d'eux allant jusqu'à se coucher à deux reprises en pleine faena).

Perez a déjà – malgré son jeune âge – des tics de vieux roublard. Un bon point tout de même pour sa seconde estocade.

Et il y eut El Juli : aérien à la cape, pieds joints, faena lente, immobile (le « mouchoir de poche » du proverbe nîmois, cité par un de nos intervenants), conclue par un superbe *volapié*. Pour cela, pour cette émotion-là, nous n'avons pas besoin de droit, c'est certain !

Bien sûr, d'aucuns pourraient tempérer notre plaisir : il a fait de belles choses, oui, mais devant quel adversaire ? C'est exact, un toro de peu de puissance et de caractère – ceux qui, précisément, autorisent ce type de tauromachie-tango.

(mais il est vrai qu'entre aficionados, l'on a toujours l'impression qu'assis sur les mêmes bancs, ils n'ont pas vu la même corrida ; c'est ainsi.)

Vous l'avez compris, je saisirai l'émotion quand elle se présente, ces instants sont suffisamment rares pour qu'on ne les repousse pas. Je ne suis donc pas de ces aficionados puristes, « purs et dures », qui ne sont jamais satisfaits de ce qu'ils voient aux arènes – au point que l'on se demande pourquoi ils continuent à s'y rendre, sinon par pur masochisme !

Enfin, ce matin, nous avons concentré nos réflexions sur le toro et son combat – ce qui est l'essence même de la tauromachie.

Que vient y faire le droit ?

= Envisageons d'abord l'animal, acteur essentiel, évidemment.

⇒ Quel est son *statut* ?

Jean-Baptiste SEUBE a parfaitement posé la question : l'animal doit-il demeurer juridiquement *un meuble* ? ou quitter le statut d'*objet de droit* pour devenir *sujet de droit* ?

Après examen de l'évolution législative en la matière, il est proposé de maintenir le toro de combat dans sa nature juridique actuel de *bien meuble*, mais bénéficiant d'une protection juridique particulière. Ici, l'on perçoit la difficulté d'intégrer l'animal – le toto- dans une catégorie juridique : serait-il un *bien doué de sensibilité* ?

Lorenzo Clemente a souligné le risque - déjà dénoncé - lié à l'importance quantitative de la réglementation du statut juridique du toro de lidia, sous le prétexte de maintenir l'intégrité du spectacle. Or, a-t-il affirmé vigoureusement, il faut maintenir la *liberté de la fiesta brava*.

⇒ Quelle *définition* pour le toro de combat ?

Jean-Pierre Bigonnet nous clairement expliqué que le toro de combat ne pouvait être défini juridiquement que comme un animal *domestique* – définition adoptée par la Cour de cassation de longue date. Cependant – et cela a déjà été dit – cet animal domestique est élevé par l'homme *pour conserver un caractère sauvage* , ce caractère sans lequel il ne pourrait exister de *lidia*.

Mais notre intervenant nous a grandement rassurés en faisant observer que la définition européenne reconnaît bien que le toro de combat est destiné à « des évènements culturels ou sportifs », ce qui,

incontestablement, est un signe de reconnaissance de sa nature spécifique, et, par voie de conséquence, de la corrida en tant qu' »évènement culturel ».

Ici, encore, beaucoup de règlementation, mais il est permis de constater que *l'apport* de droit confirme la spécificité du toro de combat, en tant que « *pilier mythique de la corrida* ».

Toujours sur le sujet de la définition du toro, nous avons eu le plaisir de saluer le grand torero **Victor Mendes**, qui a plaidé avec vigueur pour le maintien des *castes*, tout en observant une évolution vers le toro actuel, qualifié de « doux » - ce qui peut paraître paradoxal.

Pour terminer, il nous fallait parler du *combat du toro*.

Nous avons entendu **Alain Montcouquiol**, bien connu de tous, qui nous a livré un délicieux moment de tauromachie et de littérature , en nous livrant les confessions du grand Juan Belmonte.

Ensuite, **Emmanuel Durand** (paré du beau titre d' « avocat et novillero ») est d'abord intervenu en juriste, en nous présentant les aspects juridiques du combat du toro.

Nous avons retrouvé ici le paradoxe déjà évoqué : le toro est un *bien*, et il est vivant. Le toro combat (*pelea*), et il est combattu (*lidia*).

L'examen du statut du toro était le fait du juriste, mais le torero a pris le dessus, pour nous livrer de passionnantes réflexions sur l'art de la lidia et son évolution (vers la création d'un quatrième tiers, la *faena de muleta*, et la *novation des oreilles* en trophées symboliques appliqués à chacun des quatre tiers), la double conclusion étant que « l'apport du droit est fondamental pour l'évolution du combat de toro », mais que la légitimité de la corrida sera toujours le *toro bravo*.

Enfin, **Carlos Fernandez Lerga** a défini la *lidia* comme l'équilibre difficile à réaliser entre l'éleveur, le torero et le public.

« La part, l'apport, du droit », faudrait-il ajouter : « la peur du droit » ?

Tant il nous est apparu, tout au long de nos travaux, qu'une certaine prolifération du droit (normes législatives ou européennes, réglementation taurine) risquait de mettre en péril la corrida dans son existence ou dans son intégrité.

D'où les appels à une organisation plus internationale : définition d'un règlement taurin international , référence à la *nacion del toro*, à une fédération taurine internationale.

La *part du droit* serait sa place, son domaine propre en matière de tauromachie, qualifiée par tous de nécessaire – sinon de mal nécessaire ; il faut du droit pour organiser la corrida, un règlement pour en garantir la vérité ; mais ce règlement ne devrait-il pas être unifié, pour l'ensemble de la « *nacion del toro* » ?

L'*apport du droit* serait la résultante de sa part, ce que l'on peut en tirer, avec le secret espoir que cet apport pourra fortifier l'existence de la tradition taurine et la spécificité du toro de combat en tant que phénomène culturel. Ici, nous pouvons espérer que la loi –interne ou européenne – assure le maintien de la liberté de la « *fiesta brava* », en tant que phénomène culturel.

Rappelons, en conclusion, que la tauromachie est l'exercice d'un *art*.

Art : Application de connaissances raisonnées et de moyens spéciaux à la réalisation d'une conception (ou, plus simplement) « Manifestation du beau » (Larousse)

C'est ainsi que nous avons constamment balancé entre la rigueur du droit et la grâce de l'émotion tauromachique, le droit s'effaçant devant la beauté de l'art.

Alors, souhaitons que le droit, présent et nécessaire, laisse en paix l'épanouissement de l'art tauromachique, et n'intervienne que pour en assurer la pérennité et le développement.

10. SINTESIS

Jean Pierre ANCEL

Presidente honorario de la primera sala civil del tribunal de casación

Vamos a comenzar por el principio, el título de nuestro congreso:
“el toro de lidia: la parte o el aporte del derecho”

Es efectivamente de la lidia de lo que hemos hablado, bajo un intitulado que suena de forma agradable a nuestros oídos, porque fue el de una obra fundamental sobre el arte de los toros y la técnica de este combate en todo punto extraordinario¹. ¿No es el único arte en el cual el artista entrega su vida, donde la incompetencia- o el simple error puede costar muy caro?

Cómo no evocar aquí el escritor Michel Leiris- gran aficionado- que hubiera querido que el ejercicio de la literatura “fuese considerado como una tauromaquia”. Hubiera querido que en literatura se impusiera “como la sombra de un cuerno” con el fin de recordar al escritor que su entrega de autor no tiene que ser inferior a la del torero en la plaza.

Pero no se trata aquí de literatura, hablamos de derecho, en una expresión en forma de juego de palabras: “la parte o el aporte del derecho”, con un punto de interrogación.

Nos hemos preguntados pues sobre el sitio del derecho en el derecho: ¿Cuál es su sitio? ¿Cuál es su aporte en el combate de los toros?

El derecho es un fenómeno social². Está compuesto de reglas destinadas a organizar las relaciones entre los miembros de la sociedad que los promulga.

También es un fenómeno de vida- según la expresión de Jean -Luc Aubert- una traducción del vivo bajo la forma de reglas más o menos imperativas.

La corrida siendo una expresión artística, obedece a unas normas precisas, rigurosas, que le son propias. Pero cuál es el sitio “del derecho”, la regla abstracta y socialmente universal?

Se podría concebir que el derecho no se interesase a la expresión musical, o pictórica, o literaria.

Sin embargo, el derecho está allí. En Francia bajo la forma de permisión condicional: la ley prohíbe el combate de toros, excepto en los lugares pudiendo prevalecerse de una “tradición antigua e

ininterrumpida”.

Aquí tenemos ya una primera singularidad: el aporte del derecho, en Francia, es primero negativo, y entonces el derecho taurino sólo puede expresarse a la sombra de la prohibición.

Veamos a que conclusión llegamos después de estos encuentros.

Hemos empezado con dulzura, hablando del aspecto económico del combate de los toros.

Jean-François Auby nos ha hablado de los mercados taurinos, y nos ha permitido ver la tauromaquia como realidad económica, con unas cifras impresionantes (un mercado de 500 millones de euros).

De la economía, pasamos naturalmente al derecho.

Al principio, está el -o los- reglamentos taurino(s).

“el reglamento civiliza la tauromaquia”, nos dirá más tarde Jean-Baptiste Seube.

Claro, pero como lo hemos comprobado, con nuestros interventores, un inquietante proceso de esparcimiento (Emmanuel de Monredon habla de desmenuzamiento), poco favorable a la autoridad necesaria de estos reglamentos. ¿no están destinados a arreglar detalladamente el combate? Esto debería ser “la” ley de la tauromaquia.

¿Y, no tendría que ser internacional esta ley, para interesar a toda la nación del toro que no conoce fronteras?

Sobre este punto, Fausto Romero Miura ha deplorado la proliferación reglamentaria, su heterogeneidad, la “nación del toro” encontrándose “desvertebrada”, y defendió con vigor para la libertad y contra el reglamento.

En efecto, lo ideal sería una reglamentación homogénea aplicable al “planeta toro”, pero estamos lejos de ello. Y volveremos a tomar la proposición de Emmanuel de Monredon de solicitar España para su responsabilidad, en su calidad indiscutible de dirigente en la materia.

Entonces, el aporte del derecho resulta decepcionante por su carácter incompleto y su *parte*, algo hipertrófica, sin duda inútilmente.

Nos dirigimos luego sobre la *corrida camarguesa*, antes de pasar por califoria.

La corrida camarguesa- o course libre- nacida de la cultura taurina local, muy antiguamente y fuertemente implantada, se desarrolló con un intenso deseo de reglamentación, que nos ha presentado Bernard

Fontaine. Entonces, la corrida camarguesa de forma muy precisa, incluso meticulosa. Pero esto no parece comprometer la expresión del talento de los participantes.

(encontramos aquí un leitmotiv de nuestros trabajos, la dialéctica entre la pasión del arte y la razón de la norma).

E, hicimos una vuelta- sorprendente- hacia California, para oír hablar- por parte de Frédéric Saumade, etnólogo, especialmente de “tauromaquia Americana”.

¿Serían los estados unidos de América la primera potencia mundial en materia de tauromaquia? Existe una verdadera tradición taurina, expresada por el rodeo, juego en la plaza con los toros, y por una verdadera práctica de la corrida en California (una corrida “bloodness”, aproximándose de la corrida portuguesa, a veces con carteles prestigiosos).

Y esto sería autorizado-en un país donde las asociaciones de protección de los animales son particularmente activas- gracias a una constitución democrática, que protege la libertad de expresión de las minoridades – aquí de origen hispánica.

Una constitución dando socorro a la tauromaquia : esto merecía la vuelta!

Y llegamos a la explotación de las plazas, gracias a unas documentaciones muy documentadas por parte de los juristas (Emmanuel Roux,Sophie Chauvet), que describieron la natura jurídica de la actividad de explotación de las plazas, los recursos jurídicos posibles, incluyendo el contexto del derecho comunitario, muy presente.

Luego, se oyó la voz de los taurinos: Luc Jalabert para defender una verdadera competencia entre las plazas, Juan Pedro Domecq, para subrayar el carácter de “espectáculo de masa” de la corrida, fiesta para el público, cuya importancia es capital a la evolución de la fiesta. Por eso, llamó a la constitución de una “federación taurina” mundial, idea a la cual se juntarían los directores de plaza españoles (Eugenio Salinas Franca para Pamplona, y Javier Aresti para Bilbao) por poco que participen estas partes.

A la conclusión de nuestro primer día de trabajo, los universitarios se interrogaron sobre la utilidad de la ley en los toros.

Jean Baptiste Seube nos recordó la crítica de la ley, de su utilidad (y la famoso “la inutilidad de la ley” del Marqués de Sade).

Sin embargo, nos habló también del “derecho necesario a la tauromaquia”, incluso si la emoción taurina no la necesita.

El derecho aparece como necesario para administrar los diferentes contratos que “existen” en el combate de los toros (organizador-torero, organizador-ganadero, organizador-publico), muchas dudas legítimas pueden nacer sobre la validez de esos contratos.

Luego hubo la intervención del derecho supra-legislativo (derecho comunitario, peligroso para las tradiciones locales), y del derecho infra-legislativo (reglamentación profesional, costumbre), derecho en relación de gran proximidad con la corrida.

Por su lado Rémi Cabrillac nos describió perfectamente el estado del derecho positivo en Francia, entre prohibición y tolerancia, entre ley y jurisprudencia, particularmente sobre la interpretación de la fórmula mágica “tradición local ininterrumpida”.

¿tendríamos que legislar para clarificar?

El riesgo de abrir la caja de pandora, y poner en peligro la misma existencia de la corrida en Francia. Como lo afirmaba Portalis “Hay que abandonar el bien si dudamos de algo mejor”

Palabras de sabiduría...

Y vino el turno de filósofo (Francis Wolff, presentándose como “el abogado de la corrida”) que aporta paz al aficionado: el animal no es una “categoría vacía” de allí la inanidad e incoherencia de la noción de derechos de los animales”. Y si es verdad que el hombre tiene algunos deberes con los animales, estos deberes son relativos- y no absolutos, igual que con los hombres.

Quedemos entonces allí, en la ley : “la ley, toda la ley , nada más que la ley

Y guardemos en la mente que la corrida descansa sobre la obligación de domesticidad del toro de lidia: criado, si, pero para seguir siendo salvaje y no domesticado

llegó el tiempo de verificar in situ, y lo hicimos con la corrida del viernes por la tarde.

¿qué decir?

Desde un punto estrictamente jurídico, todo funcionó a la maravilla.

¿Sobre el plan taurino?

Dos observaciones generales: un lote desigual, un poco de casta y, con la espada, seis estocadas – de calidad variable- pero no es todos los días!

Castella fue ausente por culpa de un lote flojo (uno de ellos se cayó,

hasta dos veces, durante la faena).

Perez tiene ya –a pesar de su juventud- vicios de listos. Un punto positivo, sin embargo para su segunda estocada.

Y llegó, El Juli: airoso con el capote, a pies juntos, faena lenta, inmóvil (el pañuelo) del proverbio Nimeño, citado por uno de los interventores) , concluida por un soberbio volapié. Para eso, para estas emociones no necesitamos derecho, es cierto!

Claro, algunos podrían atemperar nuestro placer: estuvo bien pero, ¿delante que tipo de oponente? Es exacto, un toro de poco poder y carácter- los que, precisamente, autorizan este tipo de tauromaquia.

(pero, es verdad que entre aficionados, siempre tenemos la impresión que sentados en los tendidos, no han visto a la misma corrida; es así.)

Lo han entendido, capto la emoción cuando se presenta, estos instantes son muy raros para que no les rechacemos nunca. Pues, yo no soy de esos aficionados puristas “puristas y duros”, que nunca están satisfechos con lo que ven en la plaza- hasta el punto que nos preguntamos:¿ porqué siguen viendo corridas sino por puro masoquismo!

Por fin, esta mañana, hemos concentrado nuestras reflexiones sobre el toro y su combate- lo que es la esencia de la tauromaquia.

¿Qué viene hacer el derecho?

-¿cuál es su estatuto?

Jean-Baptiste Seube planteó perfectamente el problema: ¿debe el animal seguir siendo jurídicamente un mueble? O dejar el estatuto de objeto de derecho para llegar a ser sujeto de derecho?

Después del examen de la evolución legislativa en la materia, se propone mantener el toro de combate en su natura jurídica actual de bien mueble, pero beneficiando de una protección jurídica particular.

Aquí se percibe la dificultad de integrar el animal-el toro- en una categoría jurídica:

¿ estará dotado de sensibilidad?

Lorenzo Clemente subrayó el riesgo- ya denunciado- vinculado a la importancia cuantitativa de la reglamentación del estatuto jurídico del toro de lidia, bajo el pretexto de mantener la integridad del espectáculo.

Sin embargo, afirmó con fuerza, que había que mantener la libertad de la fiesta brava.

-¿qué definición para el toro de combate?

Jean -Pierre Bigonnet nos explicó claramente que el toro de lidia no podía ser definido jurídicamente como un animal doméstico-definición adaptada por el tribunal de casación desde hace ya mucho tiempo.

Sin embargo-y esto se ha dicho ya- este animal doméstico está criado por el hombre para conservar su carácter salvaje, este carácter sin el cual no podría existir la lidia.

Pero nuestro interventor nos ha tranquilizado haciendo observar que la definición Europea reconoce que el toro de combate está destinado a unos acontecimientos culturales o deportivos”, lo que, incontestablemente, es un signo de reconocimiento de su naturaleza específica, y por consecuencia, de la corrida como “evento cultural”. Aquí, todavía mucha reglamentación, pero está permitido constatar que el aporte del derecho confirma la especificidad del toro de lidia, como “pilar mítico de la corrida”.

Todavía sobre el asunto de la definición del toro tuvimos el placer de saludar al gran torero Victor Mendez, que se posicionó a favor del mantenimiento de las castas, observando al mismo tiempo una evolución del toro hacia algo más colaborador lo que puede parecer paradójico.

Par terminar, había que hablar del combate del toro.

Escuchamos a Alain Montcouquiol, conocido de todos, quien nos regaló un delicioso momento de tauromaquia y de literatura, enseñándonos las confesiones del gran Juan Belmonte.

Luego, Emmanuel Durand (abogado-novillero) intervino, primero en calidad de jurista, presentando los aspectos jurídicos del combate del toro.

Encontramos aquí la paradoja evocada: el toro es un bien, es vivo.

El toro pelea, y es lidiado.

El examen del estatuto del toro era el asunto del jurista, pero el torero se vinó arriba, para deleitarnos con unas apasionantes reflexiones sobre el arte de la lidia y su evolución (hacia la creación de un cuarto tercio, la faena de muleta y la novación de las orejas trofeo simbólico aplicado a cada uno de los cuatro tercios), la doble conclusión siendo que el aporte del derecho es fundamental para la evolución del combate del toro”, pero la legitimidad de la corrida siempre será el toro bravo.

Por fin, Carlos Fernandez Lerga definió la lidia como el equilibrio complicado a realizar entre el ganadero, el torero y el público.

“ la parte, el aporte, del derecho,” ¿se tendría que añadir: “el miedo del derecho?

Al constatar, a lo largo de nuestros trabajos, que una proliferación del derecho (normas legislativas o Europeas, reglamentación taurina) podía amenazar la corrida en su existencia y su integridad.

De allí las llamadas a una organización más internacional, referencia a la nación del toro, a una federación taurina internacional.

La parte del derecho estaría a su sitio, su ámbito propio en el asunto taurino, calificado por todos como necesario- sino como mal necesario-; se necesita derecho para organizar corridas, un reglamento para garantizar la verdad; ¿pero este reglamento no necesitaría unificación, para el conjunto de la nación del toro?

El aporte del derecho sería la resultante de su parte, lo que se puede llevar, con la esperanza secreta que este aporte podrá fortificar la existencia de la tradición taurina y la especificidad del toro de lidia como fenómeno cultural. Aquí, podemos esperar que la ley –interna o europea- asegura el mantenimiento de la libertad de la “fiesta brava”, como fenómeno cultural.

Recordemos, en conclusión, que la tauromaquia es el ejercicio del arte.

Art : Aplicación de conocimientos razonados y medios especiales a la realización de una concepción

(O más simplemente)

“Manifestación de la belleza” (Larousse)

Es así que siempre hemos oscilado entre el rigor del derecho y la gracia de la emoción taurina, el derecho borrándose delante de la belleza del arte.

Entonces, deseemos que el derecho, presente y necesario, deje en paz la eclosión del arte taurino, e intervenga sólo para asegurar la perennidad y el desarrollo.

CONCLUSIÓN

Por Juan Antonio Cremades

Confieso que, durante esta Feria de la Vendimia en Nîmes, a medida que se desarrollaba el Primer Tercio de nuestros Encuentros Internacionales de Derecho taurino, me ha ido invadiendo un sentimiento cada vez más opresivo de miedo. Miedo al tomar conciencia de lo difícil que va a ser que el Segundo Tercio, programado para la próxima Feria de San Isidro en Madrid, esté a la altura del Primero. En efecto, todo ha sido perfectamente organizado por el Colegio de Abogados de Nîmes. Constatando el éxito conseguido, felicito y doy las gracias a los Bâtonniers Léonard y Goujon, a todos los que han colaborado con ellos, a los ilustres ponentes y a los competentísimos asistentes a estas dos jornadas.

En tal tesitura, José Bergamín - uno de los más grandes poetas españoles del siglo pasado - me infunde ánimos cuando dice:

Torero muerto de miedo
es el que mejor torea,
porque ha matado a su sombra
y sólo su luz le queda.

No será, sin embargo, fácil que el torero muerto de miedo que tienen ante ustedes se supere tanto a sí mismo que pueda emular en Madrid las realizaciones del Colegio de Abogados de Nîmes y la elegancia y finura de lo programado y ejecutado por el Bâtonnier Olivier Goujon.

Los invito a que, en los días 14 y 15 de mayo de sus agendas, apunten: Madrid, Segundo Tercio. Profundizaremos en él algunos de los temas que han surgido ayer y hoy. Por ejemplo, ¿conviene institucionalizar estos Encuentros? ¿No habría incluso que fundar una Federación de Colegios de Abogados de Ciudades taurinas? Dentro de pocos días se presenta en el Colegio de Abogados de Madrid un Tribunal Arbitral del Deporte, ¿no cabría pensar en la creación de un Tribunal Arbitral para los litigios taurinos?

Prometo que en Madrid trataremos de conservar a los Encuentros el mismo ambiente, a la par laborioso y festivo y también creativo e imaginativo, que ha sabido crear el Colegio de Abogados de Nîmes.

José Bergamín dijo magistralmente:

La realidad del toreo
es una pura verdad
de Arte, de Fiesta y de Juego.

En el Segundo Tercio demostraremos - como en Nîmes - que, aun analizado bajo el punto de vista del Derecho, el toreo sigue siendo una pura verdad de Arte, de Fiesta y de Juego.

Table des matières

1. L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES MARCHÉS TAURINS <i>Les retombées économiques de la corrida</i>	<i>Page 3</i>
↳ Monsieur Jean François AUBY	
2. RÈGLEMENTS TAURINS, RÈGLEMENT TAURIN ?	<i>Page 11</i>
2.1. Règlements, Règlement. Trois leçons d'un tour d'horizon international	
↳ Monsieur Emmanuel DE MONREDON	
2.2. La nacion del toro desvertebrada	
↳ D. Fausto ROMERO-MIURA	
3. LA RÈGLEMENTATION DE LA COURSE CAMARGUAISE	<i>Page 67</i>
↳ Maitre Bernard FONTAINE	
4. LES JEUX D'ARÈNES ET LA PROTECTION DE L'ANIMAL EN CALIFORNIE : COSMOPOLITISME TAURIN, LOBBIES ET JURISPRUDENCE.	<i>Page 81</i>
↳ Monsieur de Frédéric SAUMADE, ethnologue	
5. EMPRESAS LES MODES D'EXPLOITATION DES ARÈNES	<i>Page 101</i>
5.1 Les modalités générales de mode d'exploitation des arènes	
↳ Monsieur le professeur Emmanuel ROUX	
5.2 Le contentieux inhérent aux modes d'exploitation des arènes en France	
↳ Maitre Sophie CHAVET	
5.3 Dos cuestiones que afectan a los organizadores de espectáculos taurinos español	
↳ D. Eugenio SALINAS FRAUCA	
5.4 Breve historia de la plaza de toros de Vista Alegre	
↳ D. Javier ARESTI	

6. DE L'UTILITÉ DE LA LOI EN TAUROMACHIE ? *Page 165*

6.1. De l'utilité de la loi en Tauromachie ?

↳ Monsieur le professeur Jean Baptiste SEUBE

6.2. De l'utilité de la loi en tauromachie ?

(à propos de l'opportunité d'une nouvelle loi relative à la licéité de la corrida)

↳ Monsieur le professeur Rémi CABRILLAC

6.3. Du statut moral des animaux au régime juridique de la corrida en France

↳ Monsieur le professeur Francis WOLFF

7. LE TORO DE COMBAT *Page 213*

7.1 Le statut de l'animal

↳ Monsieur le professeur Jean Baptiste SEUBE

7.2 El estatuto jurídico del toro de lidia: reflexiones sobre su regulación

↳ D. Lorenzo CLEMENTE

8. LA DÉFINITION DU TORO DE COMBAT *Page 255*

↳ Monsieur le Bâtonnier Jean Pierre BIGONNET

9. LE COMBAT DU TORO *Page 275*

9.1 Les aspects juridiques du combat du toro

↳ Me Emmanuel DURAND

9.2 conclusions

↳ D. Carlos FERNANDEZ LERGA

10. SYNTHÈSE *Page 319*

↳ Monsieur le Président ANCEL

Achevé d' imprimer par ROUVERAND Imprimeurs

Mai 2010

Téléphone : 04 66 36 00 66

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.